

BIBLIOTECA NAZ.

Vittorio Emanuele III

XVII

B

32

NAPOLI

XVII

B-

32

RECUEIL
DE DIVERS
TRAITEZ DE PAIX,
DE CONFEDERATION,
D'ALLIANCE, DE COMMERCE, &c.

Faits depuis soixante ans, entre
LES ETATS SOUVERAINS
DE L'EUROPE: *par Dumont.*

Et qui sont les plus importants, les mieux choisis
& les plus convenables au tems present.

SECONDE PARTIE.



A LA HAYE,
Chez ADRIAN MOETJENS,
Marchand Libraire.

M. DCCVII.

Avis au Relieur.

Ce Volume excédant la grosseur ordinaire, j'ai jugé à propos de le diviser en deux, pour la satisfaction de ceux qui aiment les petits Livres: ainsi il faudra relier ce second Titre devant la Page 405.

T R A I T E'

D E

P A I X ,

*Conclu entre Louis XIV. Roi de France,
& les Seigneurs Etats Generaux des
Provinces-Unies des Pais-Bas. A
Nimegue le 10. Août 1678.*

AU nom de Dieu le Createur , à tous
présens & à venir , Soit notoire.
Comme pendant le cours de la Guerre
qui s'est meüe depuis quelques années
entre le très-Haut , très-Excellent & très-
Puissant Prince L O U I S XIV. par la Grace
de Dieu Roi Très-Chrétien de France & de
Navarre , & les Seigneurs Etats Gene-
raux des Provinces-Unies , Sa Majesté auroit
toujours conservé un sincere desir de rendre
auxdits Seigneurs Etats sa premiere amitié ,
& Eux tous les sentimens de respect pour sa
Majesté , & de reconnoissance pour les obli-
gations & les avantages considerables , qu'ils
ont receu d'elle & des Roys ses Predecesseurs.
Il est enfin arrivé que ces bonnes dispositions
secondées des puissans offices de très-Haut ,
très-Excellent & très-Puissant Prince le Roi
de la Grande Bretagne , qui durant ces tems
fâcheux , quand presque toute la Chrétienté
s'est trouvée en armes , n'a cessé de contri-
buer par ses Conseils & bons avertissemens
au

1678. au salut & au repos public , auroient porté
10 Août. Sa Majesté Très-Chrétienne , & lesdits Seigneurs Etats Generaux , comme aussi tous les autres Princes & Potentats qui se sont interessez dans cette Guerre , à consentir que la Ville de Nimegue fût choisie pour y traiter de Paix. Et pour y parvenir S. Majesté Très Chrétienne auroit nommé pour ses Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires le Sieur Comte d'Estrades , Marechal de France , & Chevalier de ses Ordres , le Sieur Colbert , Chevalier , Marquis de Croissy , Conseiller ordinaire de son Conseil d'Etat ; & le Sieur de Mêmes , Chevalier , Comte d'Avaux , aussi Conseiller en ses Conseils : Et lesdits Seigneurs Etats Generaux , le Sieur Hierosme de Beverning ; Seigneur de Teylingen , Curateur de l'Université à Leyden , ci-devant Conseiller & Tresorier General des Provinces Unies ; le Sieur Guillaume de Nassau , Seigneur d'Odyck , Cortgene , &c. Premier Noble , & representant la Noblesse dans les Etats & au Conseil de Zelande ; & le Sieur Guillaume d'Haren , Grietman du Bildt , Deputez en leurs Assemblées de la part des Etats d'Hollande , Zelande , &c. lesquels Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires deüement instruits des bonnes intentions de leurs Maîtres , se seroient rendus en ladite Ville de Nimegue , où après une reciproque communication des Pleins-pouvoirs , dont à la fin de ce Traité les Copies sont inserées de mot à mot , seroient convenus des Conditions de Paix & d'Amitié en la teneur qui s'ensuit.

I. Il y aura à l'avenir entre Sa Majesté
Très-Chrétienne & ses Successeurs Rois de
France & de Navarre, & ses Royaumes
d'une part, & les Srs. Etats Generaux des
Provinces Unies du Pais-Bas d'autre, une
Paix bonne, ferme, fidele & inviolable,
& cesseront ensuite & seront delaissez tous
actes d'hostilité de quelque façon qu'ils soient
entre ledit Sr. Roi & lesdits Srs. Etats Ge-
neraux, tant par Mer & autres eaux, que
par Terre, en tous leurs Royaumes, Pais,
Terres, Provinces & Seigneuries, & pour
tous leurs Sujets & Habitans de quelque qua-
lité ou condition qu'ils soient, sans exception
des Lieux ou des Personnes.

1678.

10 Août

II. Et si quelques prises se font de part ou
d'autre, dans la Mer Baltique ou celle du
Nort, depuis Ter Neuse jusqu'au bout de
la Manche dans l'espace de quatre semaines,
ou du bout de ladite Manche jusqu'au Cap
de S. Vincent dans l'espace de six semaines,
& delà dans la Mer Mediterranée & jusqu'à
la Ligne dans l'espace de dix semaines, &
au delà de la Ligne & en tous les autres en-
droits du Monde dans l'espace de huit Mois,
à compter du jour que se fera la publication
de la Paix à Paris & à la Haye, lesdites prises
& les dommages qui se feront de part ou d'au-
tre, après le terme préfix seront portez en
compte, & tout ce qui aura été pris sera rendu
avec compensation de tous les dommages, qui
en seront provenus.

III. Il y aura de plus entre ledit Seigneur
Roi, & lesdits Seigneurs Etats Generaux &
leurs sujets & habitans reciproquement, une
sincere, ferme & perpetuelle Amitié & bonne

cor-

1678. correspondance , tant par Mer que par Terre ,
10 Août en tout & par tout tant dedans que dehors
l'Europe, sans se ressentir des offences ou dommages, qu'ils ont receus tant par le passé qu'à l'occasion desdites guerres.

IV. Et en vertu de cette Amitié & correspondance , tant sa Majesté que les Seigneurs Etats Generaux procureront & avanceront fidelement le bien & la prosperité l'un de l'autre , par tout support , aide . conseil & assistances réelles , en toutes occasions & en tous tems ; & ne consentiront à l'avenir à aucuns Traitez ou Negociations, qui pourroient apporter du dommage à l'un ou à l'autre , mais les rompront & en donneront les avis reciproquement avec soin & sincerité aussi-tôt qu'ils en auront connoissance.

V. Ceux sur lesquels quelques biens ont été saisis & confisqués à l'occasion de la dite guerre , leurs Heritiers ou ayans cause , de quelque condition ou Religion qu'ils puissent être, jouiront d'iceux biens , & en prendront la possession de leur autorité privée & en vertu du présent Traité , sans qu'il leur soit besoin d'avoir recours à la Justice , non obstant toutes incorporations au Fisc , engagements . dons faits , sentences préparatoires ou definitives données par défaut & contumace en l'absence des parties , & icelles non ouïes, Traités, Accords, & transacions, quelques renonciations qui aient été mises esdites transacions, pour excludre de partie desdits biens ceux à qui ils doivent appartenir , & tous & chascuns biens & droits qui conformément au present Traité seront restituez , ou doivent être reciproquement aux premiers proprietaires ,
leurs

leurs hoirs, ou ayant cause, pourront être vendus par lesdits propriétaires, sans qu'il soit besoin d'impetrer pour ce consentement particulier. Et ensuite les propriétaires des rentes qui de la part des Fiscs seront constituez en lieu des biens vendus, comme aussi des rentes & actions étant à la charge des Fiscs respectivement, pourront disposer de la propriété d'icelles par vente ou autrement, comme de leurs autres propres biens.

1678.
10. Août

VI. Et comme le Marquisat de Bergues-op-zoom avec tous les droits & revenus qui en dependent, & generalement toutes les Terres & Biens appartenans au Sieur Comte d'Auvergne, Colonel General de la Cavalerie legere de France, lesquels sont sous le pouvoir desdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, & qui ont été saisis & confisqueés à l'occasion de la guerre, à laquelle le present Traité doit mettre une heureuse fin, il a été accordé que ledit Sieur Comte d'Auvergne sera remis dans la possession dudit Marquisat de Bergues-op-zoom, ses appartenances & dependances, comme aussi dans ses Droits, Actions, Privileges, Usances, & Prerogatives, dont il jouissoit lors de la declaration de la guerre.

VII. Chacun demeurera saisi & jouira effectivement des Pais, Villes & Places, Terres, Iles, & Seigneuries, tant dedans que dehors l'Europe, qu'il tient & possède à present, sans être troublé ny inquiet directement ny indirectement de quelque façon que ce soit.

VIII. Mais Sa Majesté Très-Chrétienne voulant rendre aux Seigneurs Et. ts Generaux

1678. sa premiere amitié , & leur en donner une
 10. *doit* preuve particuliere dans cette occasion , les
 remettra immediatement après l'échange des
 Ratifications dans la possession de la Ville
 de Maestricht , avec le Comté de Vroon-
 hof , & les Comté & Pais de Fauque-
 mont , Daalhem , & Rolleduc , d'Outre-
 meuse , avec les Villages de Redemption ,
 Bancqs de S. Servais , & tout ce qui depend de
 ladite Ville.

. IX. Lefdits Seigneurs Etats Generax pro-
 mettent que toutes choses qui concernent l'e-
 xercice de la Religion Catholique Romaine ,
 & la jouissance des Biens de ceux qui en font
 profession seront rétablies & maintenues sans
 aucune exception dans ladite Ville de Mae-
 stricht & ses dependances , en l'état & com-
 me elles étoient réglées par la capitulation
 de l'an 1632. & que ceux qui auront été
 pourvus de quelques biens Ecclesiastiques ,
 Canoncats , Personnats , Prévotéz & au-
 tres benefices y demeureront établis , & en
 jouiront sans aucune contradiction.

X. Sa Majesté rendant auxdits Seigneurs
 Etats Generaux la ville de Maestricht & Pais
 en dependans , en pourra faire retirer & em-
 porter toute l'Artillerie, Poudres, Boulets,
 Vivres & autres Munitions de guerre , qui
 s'y trouveront au tems de la remise ou resti-
 tution d'icelle , & ceux qu'elle aura commis
 à cet effet se serviront , si bon leur semble ,
 pendant deux mois des Chariots & Batteaux
 du Pays , auront le passage libre tant par eau
 que par terre pour la retraite desdites Mu-
 nitions , & leur sera donné par les Gouver-
 neurs , Commandans , Officiers ou Magi-
 strats

strats de ladite ville, toutes les facilitez qui 1678.
 dependent d'eux pour la voiture & conduite 10 Août
 desdites Artillerie & Munitions; Pourront
 aussi les Officiers, Soldats, Gens de guerre,
 & autres qui sortiront de ladite Place en tir-
 rer & emporter les Biens Meubles à eux ap-
 partenans, sans qu'il leur soit loisible d'exiger
 aucune chose des Habitans de ladite Ville de
 Maestricht & des environs, ny endommager
 leurs maisons, ou emporter aucune chose ap-
 appartenante auxdits Habitans.

XI. Tous Prisonniers de guerre seront de-
 livrez de part & d'autre sans distinction ou re-
 serve & sans payer aucune rançon.

XII. La levée des Contributions deman-
 dée par l'Intendant de la Ville de Maestricht
 aux Pays qui y sont soumis, sera continuée
 pour tout ce qui restera à échoir jusqu'à la
 Ratification du present Traité, & les arre-
 rages qui resteront seront payez dans l'espa-
 ce de trois Mois après le terme susdit dans
 des termes convenables & moyennant caution
 valable & resseante dans une Ville de la nomi-
 nation de sa Majesté.

XIII. Les Seigneurs Etats Generaux ont
 promis & promettent, non seulement de de-
 meurer dans une exacte neutralité, sans pou-
 voir assister directement ny indirectement les
 ennemis de la France & de ses Alliez, mais
 aussi de garantir toutes les obligations, dans
 lesquelles l'Espagne entre par le Traité qui
 interviendra entre leurs Majestez Très-
 Chrétienne & Catholique, & principale-
 ment celle par laquelle ledit Seigneur Roi Ca-
 tholique sera tenu de garder cette même neu-
 tralité.

1678. *10 Août* XIV. Si par inadvertence ou autrement il survenoit quelque inobservation ou inconvenient au présent Traité de la part de sadite Majesté, ou desdits Seigneurs Etats Generaux & leurs successeurs, cette Paix & Alliance ne laissera pas de subsister en toute sa force, sans que pour cela on en vienne à la rupture de l'amitié & de la bonne correspondance : Mais on reparera promptement lesdites contraventions, & si elles procedent de la faute de quelques particuliers Sujets, ils en seront seuls punis & chatiez.

XV. Et pour mieux assurer à l'avenir le Commerce & l'amitié entre les Sujets dudit Seigneur Roi & ceux desdits Seigneurs Etats Generaux des Proviuces-Unies des Païs-Bas, il a été accordé & convenu, qu'arrivant cy-après quelque interruption d'amitié ou rupture entre la Couronne de France, & lesdits Seigneurs Etats desdites Provinces-Unies (ce qu'à Dieu ne plaise) il sera toujours donné six mois de tems, après ladite rupture aux Sujets de part & d'autre, pour se retirer avec leurs effets & les transporter où bon leur semblera, ce qu'il leur sera permis de faire, comme aussi de vendre ou transporter leurs biens & meubles en toute liberté, sans qu'on leur puisse donner aucun empêchement, ny proceder pendant ledit tems de six Mois à aucune saisie de leurs effets, moins encore à l'arrêt de leurs Personnes.

XVI. Touchant les prétensions & interêts, qui concernent Monsieur le Prince d'Orange, dont il a été traité & convenu separement par Acte, signé ce jourd'hui, ledit écrit & tout le contenu d'icelui sortira effet, &c

& sera confirmé , accompli & executé selon sa forme & teneur , ny plus ny moins que si tous lesdits points en general , ou chacun d'eux en particulier étoient de mot à mot inserrez en ce présent Traité.

1678.
10 Août

XVII. Et comme sa-Majesté & les Seigneurs Etats Generaux reconnoissent les puissans offices que le Roy de la Grande Bretagne a contribués incessamment par ses Conseils & bons advertissemens au salut & au repos public , il a été convenu de part & d'autre , que sadite M. Britannique avec ses Royaumes , soit comprise nommément dans le present Traité de meilleure forme que faire se peut.

XVIII. En ce present Traité de Paix & d'Alliance seront compris de la part dudit Seigneur Roy Très Chrétien , le Roi de Suede , le Duc de Holstein , l'Evêque de Strasbourg , & le Prince Guillaume de Furstenberg , comme interessez dans la présente guerre : en outre seront compris , si compris y veulent être , le Prince & la Couronne de Portugal , la Republique de Venise ; le Duc de Savoye , les treize Cantons des ligues Suisses , & leurs Alliez , l'Electeur de Baviere , le Duc Jean Frederic de Brunswic-Hannover , & tous Rois , Potentats , Princes & Etats , Villes & personnes particulieres , à qui S. M. Très-Chrétienne , sur la requisition qu'ils lui en feront , accordera de sa part d'être compris dans ce Traité.

XIX. Et de la part des Seigneurs Etats Generaux , le Roy d'Espagne , & tous leurs autres Alliez , qui dans le tems de six Semaines , à compter depuis l'échange des Ratifications , se declareront d'accepter la Paix , com-

1678. me aussi les treize loüables Cantons des Liges
10. Août Suisses, & leurs Alliez & Confederez, la
Ville d'Embsen, & de plus tous Roys, Prin-
ces & Etats, Villes personnes particulieres, à
qui les Seigneurs Etats Generaux, sur la re-
quisition qui leur en sera faite, accorderont
de leur part d'y être compris.

XX. Ledit Seigneur Roy & lesdits Sei-
gneurs Etats Generaux consentent, que le
Roy de la Grande Bretagne comme Media-
teur, & tous autres Potentats & Princes,
qui voudront bien entrer en un pareil engage-
ment, puissent donner à Sa Majesté & aux
dits Seigneurs Etats Generaux leurs promesses
& obligations de garantie de l'exécution de
tout le contenu au present Traité.

XXI. Le présent Traité sera ratifié & ap-
prouvé par ledit Seigneur Roy, & lesdits Sei-
gneurs Etats Generaux: & les lettres de Rati-
fication seront delivrées de l'un & de l'autre en
bonne & deuë forme, dans le terme de six Se-
maines, ou plutôt si faire se peut, à compter
du jour de la signature.

En foy de quoy Nous Ambassadeurs susdits
de Sa Majesté & des Seigneurs Etats Gene-
raux, en vertu de nos pouvoirs respectifs,
avons esdits Noms signé ces presentes de nos
Seings ordinaires, & à iceux fait apposer les
Cachets de nos Armes. A Nimegue le dixié-
me jour du Mois d'Août mil six cens soixante
& dix-huit. *Etoit signé,*

(L.S.) Le MARESCHAL d'ESTRADES.

(L.S.) COLBERT. (L.S.) DE MESMES.

(L.S.) H. VAN BEVERNING.

(L.S.) W. DE NASSAU.

(L.S.) W. VAN HAREN.

A R-

ARTICLE SEPARÉ. 1678.

touchant Monsieur le Prince d'Orange. 10 Août

Comme ensuite de la guerre, qui depuis quelques Années est survenue entre le Roy Très-Chrétien, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies des Pais-Bas, Sa Majesté a fait saisir tous les Biens appartenans à Monsieur le Prince d'Orange, tant ladite Principauté, que les Seigneuries & Terres situées en France, & en a donné les revenus à M. le Comte d'Auvergne, qui en jouit encore presentement, & que par la grace de Dieu la Paix a été rétablie par le Traité conclu ce jourd'hui, & qu'ainsi tous les fâcheux effets de la guerre doivent cesser: Sa Majesté a promis audit Sieur Prince, & promet par cet Acte separé, qu'immediatement après les Ratifications échangées, Elle fera lever ladite saisie, & fera remettre ledit Sieur Prince dans la possession de ladite Principauté & des Terres qui lui appartiennent en France, Franche Comté, Charolois, Flandres, & autres Pays dependans de la Domination de sa Majesté, & dans tous ses Droits, Actions, Privileges, Usances & Prerogatives, au même état, & en la même maniere dont il en jouissoit avant qu'il en eût été depossédé à l'occasion de la présente guerre. Fait à Nimegue le dixième du Mois d'Août mil six cens soixante & dix-huit. *Etoit signé,*

(L.S.) Le MARESCHAL d'ESTRADES.

(L.S.) COLBERT.

(L.S.) D. MESMES.

(L.S.) H. VAN BEVERNING.

(L.S.) W. DE NASSAU.

(L.S.) W. VAN HAREN.

1678.

10 Août

T R A I T É

D E

C O M M E R C E.

*Et de Navigation , conclu entre
LOUIS XIV. Roi de France , &
les Seigneurs Etats Generaux des Pro-
vinces Unies des Pais-Bas. A Nimegue
le 10. Août 1678.*

LE Traité de Paix qui a été conclu ce jour-
d'hui entre le Roy Très-Chrétien & les
Seigneurs Etats Generaux des Provinces
Unies, faisant cesser tous les sujets de
mécontentement qui avoient alteré, pendant
quelque tems, l'affection que sa Majesté a tou-
jours eue pour leur bien & leur prospérité, sui-
vant l'exemple des Rois ses Prédecesseurs; Et
lesdits Seigneurs Etats Generaux, rentrans aussi
dans la même passion, qu'ils ont cy-devant
témoignée pour la Grandeur de la France, &
dans les sentimens d'un sincere reconnoissan-
ce, pour les obligations & les avantages con-
siderables qu'ils en ont cy-devant receus; il
il y a lieu de croire que cette bonne intelligen-
ce entre sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats
ne pourra jamais être troublée: mais comme
sa Majesté ne veut rien omettre de ce qui la
peut affermir; & que lesdits Etats Generaux,
ne souhaitans pas moins de la perpetuer, ont
estimé

estimé qu'il n'y en avoit point de meilleur & 1678.
 de plus asseuré moyen, que d'établir une libre 10 Août
 & parfaite correspondance entre les sujets de
 part & d'autre ; Et pour cet effet regler leurs
 interêts particuliers au fait de Commerce, Na-
 vigation & Marine, par des loix & conven-
 tions les plus propres à prevenir tous les in-
 conveniens, qui pourroient affoiblir la bon-
 ne correspondance, sadite Majesté satisfaisant
 au desir desdits Etats auroit ordonné le Sieur
 Comte d'Estrades, Maréchal de France, &
 Chevalier de ses Ordres ; le Sieur Colbert,
 Marquis de Croissy, Conseiller ordinaire de
 son Conseil d'Etat ; Et le Sieur de Mêmes
 Comte d'Avaux, aussi Conseiller en ses Con-
 seils, ses Ambassadeurs extraordinaires &
 Plenipotentiaires à l'Assemblée de Nimegue ;
 Et lesdits Seigneurs Etats Generaux, le Sieur
 Hierosme de Beverningk, Seigneur de Tey-
 lingen, Curateur de l'Université à Leyden,
 ci-devant Conseiller & Thresorier General
 des Provinces Unies ; le Sieur Guillaume de
 Nassau, Seigneur d'Odijck, Cortgene, &c.
 Premier Noble & représentant l'Ordre de la
 Noblesse dans les Etats & au Conseil de Ze-
 lande ; Et le Sieur Guillaume de Haren,
 Grietman du Bild, Deputez en leur Assem-
 blée de la part des Etats de Hollande, Ze-
 lande & Frise ; de conferer en vertu de leurs
 Pouvoirs respectivement produits, & dont
 Copie est ci-dessous transcrite, d'un Traité
 de Commerce & Navigation en la maniere
 qui s'ensuit.

I. Les sujets de sa Majesté & des Seigneurs
 Etats Generaux des Provinces Unies du Pays-
 Bas jouiront reciproquement de la même li-

1678. berté au fait de Commerce & de la Naviga-
 10 Août tion, dont ils ont joui de tout tems devant
 cette guerre, par tous les Royaumes, Etats
 & Provinces de l'un & de l'autre.

II. Et ainsi n'exerceront plus à l'avenir au-
 nes sorties d'hostilitez ny de violence les uns
 contre les autres, tant sur la Mer que sur la
 Terre, ou dans les Rivieres, Rades & Eaux
 douces, sous quelque nom & prétexte que ce
 soit; Et aussi ne pourront les sujets de sa Ma-
 jesté prendre aucune Commission pour des
 armemens particuliers ou Lettres de Repre-
 sailles des Princes & Etats, Ennemis des-
 dits Seigneurs Etats Generaux, & moins les
 troubler ny endommager d'aucune sorte, en
 vertu de telles Commissions ou Lettres de
 Represailles, ny même aller en course avec
 elles, sous peine d'être poursuivis & châ-
 tiez comme Pirates; Ce qui sera recipro-
 quement observé par les sujets des Provinces
 Unies à l'égard des sujets de sa Majesté, &
 seront à cette fin toutes & quantes-fois,
 que cela sera requis de part & d'autre, dans
 les Terres de l'obeissance de sadite Majesté,
 & dans les Provinces Unies, publiées & re-
 nouvellees defenses tres-expresses & tres-
 precises, de se servir en aucune maniere de
 telles Commissions ou Lettres de Represail-
 les sous la peine susmentionnée, qui sera
 executée severement contre les contrevenans;
 outre la restitution entiere, à laquelle ils se-
 ront tenus envers ceux auxquels ils auront
 causé aucun dommage.

III. Et pour obvier d'autant plus à tous
 inconveniens, qui pourroient survenir par les
 prises faites par inadvertence ou autrement,
 & prin-

& principalement dans les lieux éloignez, ^{1678.} il a été convenu & accordé ; si quelques ^{10 Août} prises se font de part ou d'autre dans la Mer Baltique ou dans celle du Nord , depuis Terneuse en Norvegue jusques au bout de la Manche dans l'espace de quatre semaines ; Ou du bout de ladite Manche , jusques au Cap de St. Vincent , dans l'espace de six semaines ; Et de là dans la Mer Mediterranée , & jusques à la Ligne dans l'espace de six semaines ; Et au delà de la Ligne & en tous les autres endroits du Monde , dans l'espace de huit Mois ; à compter depuis la publication de la présente : lescdites prises & les dommages qui se feront de part ou d'autre , après les termes prefix , seront portez en compte , & tout ce qui aura été pris sera rendu , avcc compensation de tous les dommages qui enseront provenus.

IV. Toutes Lettres de marque & de Represailles qui pourroient avoir été ci-devant accordées , pour quelque cause que ce soit , sont declarées nulles ; Et n'en pourra être ci-après données par l'un desdits Alliez , au préjudice des Sujets de l'autre ; si ce n'est seulement en cas de manifeste deny de Justice , lequel ne pourra être tenu pour verifié , si la Requete de celui qui demande lescdites Represailles n'est communiquée au Ministre qui se trouvera sur les lieux de la part de l'Etat ; contre les Sujets duquel elles doivent être données , afin que dans le terme de quatre Mois , ou plutôt , s'il se peut , il puisse s'informer du contraire , ou procurer l'accomplissement de Justice qui sera deu.

1678. V. Ne pourront aussi les particuliers Su-
 jets de sa Majesté être mis en action ou ar-
 rêt en leurs personnes & biens, pour aucune
 chose que sa Majesté peut devoir, ny les
 particuliers Sujets desdits Seigneurs Etats
 Generaux pour les dettes publiques desdits
 Etats.

V.I. Les Sujets & Habitans des Pays de
 l'obeissance de sa Majesté, & desdits Sei-
 gneurs Etats Generaux vivront, converse-
 ront, & frequenteront les uns avec les au-
 tres, en toute bonne amitié & correspon-
 dance; & jouiront entre eux de la liberté
 de Commerce & Navigation dans l'Europe,
 en toutes les limites des Pays de l'un & de
 l'autre, de toutes sortes de Marchandises &
 Denrées, dont le Commerce, & le trans-
 port, n'est defendu generalement & univer-
 sellement à tous, tant Sujets qu'étrangers,
 par les loix & ordonnances des Etats de l'un
 & de l'autre.

VII. Et pour cet effet, les Sujets de sa
 Majesté & ceux desdits Seigneurs Etats Ge-
 neraux pourront franchement, & librement
 frequenter avec leurs marchandises & navi-
 res les Pays, terres, villes, ports, pla-
 ces & rivières de l'un & de l'autre Etat, y
 porter & vendre à toutes personnes indis-
 tinctement; acheter, trafiquer & transpor-
 ter toutes sortes de marchandises dont l'en-
 trée ou sortie, & transport ne sera defen-
 du à tous sujets de sa Majesté, & desdits
 Seigneurs Etats Generaux, sans que cette li-
 berté reciproque puisse être defendue, li-
 mitée ou restrainte par aucun privilege, oc-
 troy, ou aucune concession particuliere; Et
 sans

sans qu'il soit permis à l'un ou à l'autre de
conceder , ou de faire à leurs sujets des im-
munitez , benefices , dons gratuits ou autres
avantages par dessus ceux de l'autre ou à leur
préjudice ; Et sans que lesdits sujets de part
& d'autre soient tenus de payer plus grands
ou autres droits , charges , gabelles ou im-
positions quelconques sur leurs personnes ,
biens , denrées , navires ou frets d'iceux di-
rectement ou indirectement , sous quelques
noms , titre ou prétexte que ce puisse être ,
que ceux qui seront payez par les propres &
naturels sujets de l'un & de l'autre.

1687.

10 Août.

VIII. Les navires de guerre de l'un &
de l'autre trouveront les rades , rivières ,
ports & havres , libres & ouverts , pour en-
trer , sortir , & demeurer à l'ancre , tant
qu'il leur sera nécessaire , sans pouvoir être
visitez ; à la charge néanmoins d'en user
avec discrétion , & de ne donner aucun su-
jet de jalousie , par un trop long & affecté
séjour , ny autrement , aux Gouverneurs des-
dits places & ports auxquels les Capitaines
desdits navires feront sçavoir la cause de
leur arrivée , & de leur séjour.

IX. Les navires de guerre de sa Majesté ,
& desdits Seigneurs Etats Generaux , & ceux
de leurs sujets qui auront été armez en guerre
pourront en toute liberté conduire les prises ,
qu'ils auront faites sur leurs ennemis , où
bon leur semblera , sans être obligés à au-
cuns droits , soit des Sieurs Amiraux ou de
l'Amirauté , ou d'aucuns autres ; sans qu'au-
si lesdits navires , ou lesdites prises entrant
dans les Havres , ou ports de sa Majesté ou
desdits Seigneurs Etats Generaux , puissent

être

1678. être arrêtées ou saisies , ni que les Officiers
 10 Août des lieux puissent prendre connoissance de la
 validité desdites prises , lesquelles pourront
 sortir , & être conduites franchement & en
 toute liberté , aux lieux portez par les com-
 missions dont les Capitaines desdits navires
 de guerre seront obligez de faire apparoir ;
 Et au contraire ne sera donné azile ni re-
 traite dans leurs ports ou havres à ceux , qui
 auront fait des prises sur les sujets de sa Ma-
 jesté ou desdits Seigneurs Etats Generaux ;
 mais y étant entrez par necessité de tempête
 ou peril de la mèr , on les fera sortir le plutôt
 qu'il sera possible.

X. Les sujets desdits Seigneurs Etats Ge-
 neraux ne seront point reputez aubains en
 France , & ainsi seront exemts de la loi
 d'Aubaine , & pourront disposer de leurs
 biens par Testament , Donation ou autre-
 ment ; Et leurs heritiers , sujets desdits Etats
 demeurans tant en France qu'ailleurs , re-
 cueillir leurs successions mêmes *ab intestato* ;
 encore qu'ils n'ayent obtenu aucunes Lettres
 de Naturalité , sans que l'effet de cette con-
 cession leur puisse être contesté ou empêché
 sous prétexte de quelque droit ou prérogative
 des Provinces , Villes , ou personnes pri-
 vées : pourront pareillement sans lescites
 Lettres de naturalité s'établir en toute li-
 berté les sujets desdits Seigneurs Etats , en
 routes les Villes du Royaume , pour y faire
 leur Commerce & Trafic ; sans pourtant y
 pouvoir aquerir aucuns droits de Bourgeoi-
 sie ; si ce n'est qu'ils eussent obtenu lettres
 de naturalité de sa Majesté en bonne forme ,
 & seront generalement traitez ceux des Pro-
 vin-

vinces-Unies , en tout & par tout aussi favorablement que les sujets propres & naturels de sa Majesté ; & particulièrement ne pourront être compris aux Taxes qui pourroient être faites sur les étrangers : & sera tout ce contenu au present article observé au regard des sujets du Roi dans les Pays de l'obéissance desdits Seigneurs Etats.

1678.
10 Août

XI. Les navires , chargez de l'un des Alliez passans devant les côtes de l'autre , & relâchans dans les rades ou ports , par tempête ou autrement , ne seront contraincts d'y décharger ou debiter leurs marchandises, ou partie d'icelles , ny tenus d'y payer aucuns droits , sinon lors qu'ils y dechargeront des marchandises volontairement & de leur gré.

XII. Les Maîtres des navires , leurs Pilotes , Officiers & Soldats , Matelots , & autres gens de mer , les navires mêmes , ny les denrées & marchandises , dont ils seront chargez , ne pourront être saisis ny arrêtez , en vertu d'aucun ordre general ou particulier de qui que ce soit , ou pour quelque cause , ou occasion qu'il puisse être , non pas même sous prétexte de la conservation & defense de l'Etat , & generalement rien ne pourra être pris aux sujets de part & d'autre , que du consentement de ceux à qui il appartiendra , & en payant les choses qu'on desirera d'eux ; en quoi toutefois n'est entendu de comprendre les saisies & arrêts faits par ordre & autorité de la Justice , & par les voyes ordinaires , & pour loyales Dettes , Contracts ou autres causes legitimes , pour raison desquelles il sera procédé

1678. cedé par voye de droit, selon la forme de la Justice.

10 Août

XIII. Tous les Sujets & Habitans de France, & des Provinces Unies, pourront en toute seureté & liberté naviger avec leurs Vaisseaux, & trafiquer avec leurs Marchandises, sans distinction de qui puissent être les Propriétaires d'icelles, de leurs Ports, Royaumes & Provinces, & aussi des Ports & Royaumes des autres Etats, ou Princes vers la place de ceux, qui sont déjà Ennemis declarez, tant de la France que des Provinces Unies, ou de l'un des deux, ou qui pourroient les devenir; Comme aussi les mêmes Sujets & Habitans pourront avec la même seureté & liberté naviger avec leurs Vaisseaux, & trafiquer leurs Marchandises, sans distinction de qui puissent être les Propriétaires d'icelles, des Lieux, Ports & Rades; de ceux qui sont Ennemis de l'un & de l'autre desdites Parties, ou de l'un des deux en particulier, sans contradiction, ou détourbier, de qui que ce soit, non seulement à droiture desdites Places Ennemies, vers un lieu neutre: mais aussi d'une Place Ennemie à l'autre, soit qu'elles se trouvent situées sous la jurisdiction d'un même Souverain, soit qu'elles le soient sous divers.

XIV. Ce transport & ce trafic s'étendra à toutes sortes de Marchandises à l'exemption de celles de contrebande.

XV. En ce Genre de Marchandises de Contrebande s'entend seulement être compris toutes sortes d'armes à feu, & autres assortissemens d'icelles, comme Canons, Mousquets, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades,

nades , Saucisses , Cercles poiflez , Affuts , 1678.
Fourchettes , Bandolieres , Poudre , Meche , 10 Août
Salpêtre , Balles , Piques , Epées , Morions , Caf-
ques , Cuirasses , Hallebardes , Javelines , Che-
vaux , Selles de Cheval , Fourreaux de Pistolets ,
Baudriers , & autres assortiffemens fervans à
l'ufage de la guerre.

XVI. Ne feront compris dans ce genre de
Marchandifes de Contrebande , les Fromens ,
Bleds & autres Grains , Legumes , Huiles ,
Vins , Sel , ny generalement tout ce qui ap-
partient à la nourriture & fufentation de la
vie ; mais demeureront libres , comme au-
tres Marchandifes & Denrées non comprises
en l'Article precedent ; & en fera le transport
permis , même aux lieux ennemis desdits Sei-
gneurs Etats , fauf aux Villes & Places affie-
gées , bloquées ou investies.

XVII. Pour l'execution de ce que dessus ,
il a été accordé qu'elle fe fera en la maniere
fuiivante ; Que les Navires & Barques avec
les Marchandifes des fujets de Sa Majesté
étant entrez en quelque Havre desdits Sei-
gneurs Etats , & voulans de là paffer à ceux
desdits Ennemis , feront obligez feulemment
de montrer aux Officiers des Havres desdits
Seigneurs Etats ; d'où ils partiront , leurs
Passeports , contenans la fpecification de la
charge de leurs Navires , attestez & marquez
du Séeł & Seing ordinaires & reconnus des
Officiers de l'Amirauté des lieux , d'où ils
feront premierement partis , avec la decla-
ration du lieu , où ils feront destinez ; Le
tout en forme ordinaire , & accoutumée ,
après laquelle exhibition de leurs Passeports
en la forme fufdite , ils ne pourront être
in-

1678. inquiérez, ny recherchez, detenus ny retardez en leurs voyages, sous quelque prétexte
 10. *Article* que ce soit.

XVIII. Il en sera usé de même à l'égard des Navires & Barques Françoises, qui iront dans quelques Rades des Terres de l'obeissance desdits Seigneurs Etats, sans vouloir entrer dans les Havres, ou y entrans sans toutesfois vouloir débarquer & rompre leurs charges, lesquels ne pourront être obligez de rendre compte de leur cargaison, qu'au cas qu'il y eut soupçon qu'ils portassent aux Ennemis desdits Seigneurs Etats des Marchandises de Contrehande, comme il a été dit cy-dessus.

XIX. Et audit cas de soupçon apparent lesdits Sujets seront obligez de montrer dans les Ports leurs Passeports en la forme cy-dessus spécifiée.

XX. Que s'ils étoient entrez dans les Rades, ou étoient rencontrez en pleine Mer par quelques Navires desdits Seigneurs Etats ou d'Armateurs particuliers leurs sujets, lesdits Navires des Provinces Unies, pour éviter tout desordre n'approcheront pas plus près des François que de la portée du Canon; & pourront envoyer leur petite Barque ou Chaloupe, au Bord des Navires ou Barques Françoises, & faire entrer dedans deux ou trois Hommes seulement, à qui seront montrez les Passeports & Lettres de Mer par le Maître ou Patron des Navires François, en la maniere cy-dessus spécifiée; selon le formulaire desdites Lettres de Mer, qui sera inseré à la fin de ce Traité, par lesquels Passeports & Lettres de Mer, il puisse appa-

apparoir non seulement de sa charge , mais aussi du lieu , de la demeure & residence , tant du Maître & Patron que du Navire même , afin que par ces deux moyens , on puisse connoître s'ils portent des marchandises de Contrebande ; & qu'il apparaisse suffisamment tant de la qualité dudit Navire , que de son Maître & Patron ; Auxquels Passeports, & Lettres de Mer se devra donner entiere foi & creance. Et afin que l'on en connoisse mieux la validité , & qu'elles ne puissent en aucune maniere être falsifiées & contrefaites , seront données certaines marques & contreseigns de sadite Majesté , & desdits Seigneurs Etats Generaux.

XXI. Et au cas que dans lesdits Vaisseaux & Barques Françoises , destinées vers les Havres des Ennemis desdits Seigneurs Etats , se trouvent par les moyens susdits quelques marchandises & Denrées de celles qui sont ci-dessus declarées de Contrebande & defendues ; Elles seront déchargées, dénoncées, & confisquées, par devant les Juges de l'Amirauté des Provinces Unies ou autres competents ; sans que pour cela le Navire & Barque , ou autres Biens , marchandises , & denrées , libres & permises , retrouvées au même Navire , puissent être en aucune façon , saisies ny confisquées.

XXII. Il a été en outre accordé & convenu que tout ce qui se trouvera chargé par les sujets de Sa Majesté en un Navire des Ennemis, desdits Seigneurs Etats, bien que ce ne fût marchandises de Contrebande, sera confisqué avec tout ce qui se trouvera audit Navire, sans exception ny reserve ; mais
d'aill-

1678.
10 Août

1678. d'ailleurs aussi sera libre, & affranchi tout
10 Août ce qui sera, & se trouvera dans les Navires
appartenans aux sujets du Roy Très-Chrétien; Encore que la charge, ou partie d'icelle fût aux Ennemis desdits Seigneurs Etats; sauf les Marchandises de Contrebande, au regard desquelles on se reglera selon ce qui a été disposé aux articles précédens; Et pour éclaircissement plus particulier de cet article, il est accordé & convenu de plus, que les cas arrivans, que toutes les deux Parties, ou bien l'une d'icelles, fussent engagées en Guerre, les Biens appartenans aux Sujets de l'autre Patrie, & chargez dans les Navires de ceux qui sont devenus Ennemis de toutes lès deux, ou de l'une des Parties ne pourront être confisquez aucunement à raison ou sous prétexte de cet embarquement dans le navire ennemi; & cela s'observera non seulement quand lesdites Dénrées y auront été chargées devant la Declaration de la guerre, mais même quand cela sera fait après ladite Declaration; pourveu que ç'ait été dans les tems & les termes qui s'ensuivent; A sçavoir si elles ont été chargées dans la Mer Baltique, ou dans celle du Nord, depuis Terneuse en Norvegue, jusques au bout de la Manche dans l'espace de quatre semaines; ou du bout de ladite Manche, jusques au Cap de S. Vincent dans l'espace des six semaines; & delà dans la Mer Méditerranée, & jusques à la Ligne dans l'espace de dix semaines; & au delà de la Ligne, & en tous les autres endroits du Monde, dans l'espace de huit mois, à compter depuis la publication de la présente; tellement que les
mar.

1678.
10 Août

marchandises & Biens des Sujets & Habitans chargez en ces Navires Ennemis, ne pourront être confisqués aucunement durant les termes & dans les étenduës susnommez à raison du Navire qui est Ennemi; Ainsi seront restituez aux Propriétaires sans aucun délai; si ce n'est qu'ils ayent été chargés après l'expiration desdits termes. Et pourtant il ne sera nullement permis de transporter vers les Ports Ennemistelles marchandises de Contrebande que l'on pourroit trouver chargées en un tel Navire Ennemi; quoi qu'elles fussent renduës par la susdite raison; Et comme il a été réglé cy-dessus qu'un Navire libre affranchira les Denrées y chargées, il a été en outre accordé & convenu, que cette liberté s'étendra aussi aux Personnes, qui se trouveront en un Navire libre, à tel effet, que quoi qu'elles fussent ennemies de l'une & de l'autre des Parties, ou de l'une d'icelles, pourtant se trouvant dans le Navire libre n'en pourront être tirées; si ce n'est qu'ils fussent Gens de guerre, & effectivement dans le service desdits Ennemis.

XXIII. Tous les Sujets & Habitans desdites Provinces Unies jouiront reciproquement des mêmes droits, libertez, & exemptions en leur Trafic & Commerce, dans les Ports, Rades, Mers & Etats de sadite Majesté; ce qui vient d'être dit que les sujets de Sa Majesté jouiront en ceux desdits Seigneurs Etats, & en haute Mer, se devant entendre que l'égalité sera reciproque en toute maniere de part & d'autre; Et même en cas que cy-après lesdits Seigneurs Etats fussent en Paix, Amitié & Neutralité avec
aucuns

1678. aucuns Rpis, Princes & Erats, qui devins-
 10. Août sent Ennemis de ladite Majesté, chacun des
 deux Parties devant user reciproquement des
 mêmes conditions & restrictions, exprimées
 aux Articles du présent Traité, qui regarde
 le Trafic & le Commerce.

XXIV. Et pour asseurer davantage les
 sujets desdits Seigneurs Etats, qu'il ne leur
 sera fait aucune violence par lesdits Vaisseaux
 de guerre, sera fait defenses à tous Capitai-
 nes des Vaisseaux du Roi & autres sujets de
 Sa Majesté, de ne les molester ni endom-
 mager en aucune chose que ce soit, sur
 peine d'être tenus en leurs Personnes &
 Biens des dommages & interêts soufferts, &
 à souffrir jusques à la deüe restitution & re-
 paration.

XXV. Et pour cette cause seront d'orê-
 navant les Capitaines & Armateurs obligez
 chacun d'eux, avant leur partement, de bail-
 ler caution bonne & solvable, par devant
 les Juges competans de la somme de quinze
 mille livres tournois, pour repondre cha-
 cun d'eux solidairement, des malversations
 qu'ils pourroient commettre en leurs cour-
 ses; Et pour les contraventions de leurs Ca-
 pitaines, & Officiers au présent Traité &
 aux Ordonnances & Edicts de Sa Majesté,
 qui seront publiées, en vertu & en confor-
 mité de la disposition d'icelui, à peine de
 décheance & nullité desdites Commissions
 & congez; ce qui sera pareillement prati-
 qué par les sujets desdits Seigneurs Etats
 Generaux.

XXVI. S'il arrivoit qu'aucun desdits Ca-
 pitaines François fit prise d'un Vaisseau
 chargé

chargé desdites marchandises de Contrebande, comme dit est, ne pourront lesdits Capitaines faire ouvrir; ni rompre les coffres, mallettes, balles, bougettes, tonneaux, & autres caïsses, ou les transporter, vendre ou échanger, ou autrement aliener, qu'elles n'ayent été descendues en terre en la presence des Juges de l'Amirauté, & après Inventaire par eux fait desdites marchandises trouvées dans lesdits Vaisseaux, si ce n'est que lesdites marchandises de Contrebande ne faisant qu'une partie de la charge, le Maître ou Patron du Navire trouvât bon & agréât de livrer lesdites marchandises de Contrebande audit Capitaine, & de poursuivre son voyage; auquel cas ledit Maître ou Patron ne pourra nullement être empêché de poursuivre sa route & le dessein de son voyage.

1678.
10 Août

XXVII. Sa Majesté voulant que les sujets desdits Seigneurs Etats Generaux soient traités dans tout le Pais de son obeïssance aussi favorablement, que ses propres sujets, donnera tous les ordres necessaires pour faire que les jugemens & arrêts, qui seront rendus sur les prises, qui auroient été faites à la mer, soient donnez avec toute Justice & équité, par personnes non suspectes ni interessées au fait, dont sera question: Et donnera Sa Majesté des ordres precis & efficaces, afin que tous les arrêts, jugemens & ordres de Justice déjà donnez, & à donner soient promptement & deüement exécutez selon leurs formes.

XXVIII. Et lors que les Ambassadeurs desdits Seigneurs Etats Generaux, ou quelque

1678. que autre de leurs Ministres publics, qui se-
 10 Août ront à la Cour de Sa Majesté, feront plain-
 te desdits jugemens qui auront été rendus,
 Sa Majesté fera revoir lesdits jugemens en
 son Conseil; pour examiner si les ordres &
 précautions, contenues au présent Traité,
 auront été suivies & observées, & pour y
 faire pourvoir, selon la raison, ce qui sera
 fait dans le tems de trois mois au plus; &
 neanmoins avant le premier jugement ni
 après icelui, pendant la revision, les biens
 & effets, qui seront reclamés, ne pour-
 ront être vendus ni déchargés si ce n'est du
 consentement des parties intéressées, pour
 éviter le deperissement desdites marchan-
 dises.

XXIX. Quand procès sera meü en pre-
 miere & seconde instance, contre ceux qui
 auroient fait des prises en Mer, & les in-
 terezzés en icelles, & que lesdits interez-
 zés viendront à obtenir un jugement ou arrêt
 favorable; ledit jugement ou arrêt aura son
 execution sous caution nonobstant l'appel de
 celui qui aura fait la prise, mais non au-
 contraire, & ce qui est dit au présent Arti-
 cle & aux précédens, pour faire rendre bon-
 ne & brieve Justice aux sujets des Provin-
 ces Unies, sur les prises faites à la Mer, par
 les sujets de sa Majesté, sera entendu &
 pratiqué par les Seigneurs Etats Generaux,
 à l'égard des prises faites par leurs sujets sur
 ceux de Sa Majesté.

XXX. Sa Majesté & les Seigneurs Etats
 Generaux pourront en tout tems faire con-
 struire ou fretter, dans les Païs l'un de l'au-
 tre, tel nombre de Navires, soit pour la
 Guer-

Guerre, ou pour le Commerce que bon leur
semblera : Comme aussi acheter telle quan-
tité de Munitions, de guerre qu'ils auront
besoin, & employeront leur autorité à ce
que lesdits marchez de Navires & Achats de
Munitions, se fassent de bonne foi, & à prix
raisonnables; sans que Sa Majesté ni les Sei-
gneurs Etats Generaux puissent donner la
même permission ausdits Ennemis l'un de
l'autre; En cas que lesdits Ennemis fussent
Attaquans ou Agresseurs.

1678.
10 Août

XXXI. Arrivant que des Navires de
guerre, ou de marchands échouent par tem-
pête ou autre accident, aux Côtes de l'un
ou de l'autre Allié, lesdits Navires, appa-
raux, biens & marchandises & ce qui sera
sauvé, ou le provenant, si lesdites choses
étant perissables ont été vendues; le tout
étant réclamé par les Propriétaires ou autres,
ayant charge & pouvoir d'eux, dans l'An
& jour, sera restitué sans forme de procès,
en payant seulement les frais raisonnables,
& ce qui sera réglé entre lesdits Alliez pour
le droit de sauvement. Et en cas de con-
travention au present Article, Sa Majesté &
lesdits Seigneurs Etats Generaux, promet-
tent d'employer efficacement leur autorité,
pour faire châtier avec toute la severité pos-
sible, ceux de leurs sujets qui se trouveront
coupables des inhumanitez qui ont été quel-
quefois commises à leur grand regret, en de
semblables rencontres.

XXXII. Sa Majesté & lesdits Seigneurs
Etats Generaux ne recevront, & ne souffri-
ront que leurs sujets reçoivent dans nul des
Pais de leur obeissance aucuns Pirates & For-
bans,

1678. bans, quels qu'ils puissent être; mais ils les
 10 Août feront poursuivre & punir & chasser de leurs
 ports; & les navires depredez, comme les
 biens pris, par lesdits pirates & forbans,
 qui se trouveront en être, seront incontinent
 & sans forme de procès restituez franchement
 aux propriétaires qui les reclameront.

XXXIII. Les Habitans & Sujets de cô-
 té & d'autre pourront par tout dans les terres
 de l'obeïssance dudit Seigneur Roi, & des-
 dits Seigneurs Etats Generaux, se faire ser-
 vir de tels Avocats, Procureurs, Notaires
 & Solliciteurs, que bon leur semblera, à
 quoi aussi ils seront commis par les Juges or-
 dinaires quand il sera besoin, & que lesdits
 Juges en feront requis; Et sera permis aux
 dits Sujets & habitans de part & d'autre de
 tenir dans les lieux, où ils feront leur de-
 meure, les livres de leur trafic & correspon-
 dance, en la langue que bon leur semblera,
 sans que pour ce sujet ils puissent être in-
 quietez ni recherchez.

XXXIV. Ledit Seigneur Roi, comme
 aussi lesdits Seigneurs Etats Generaux, pour-
 ront établir pour la commodité de leurs su-
 jets; trafiquans dans le Royaume & les
 Etats l'un de l'autre, des Consuls de la na-
 tion de leurs dits sujets, lesquels jouiront des
 droits, libertez & franchises, qui leur ap-
 partiennent par leur exercice & emploi: &
 l'établissement en sera fait aux lieux & en-
 droits, où de commun consentement il sera
 jugé nécessaire.

XXXV. Sa Majesté & lesdits Seigneurs
 Etats Generaux, ne permettront point qu'au-
 cun vaisseau de guerre ny autre équipé pour
 la

la Commission , & pour le service d'aucun Prince , Republique , ou Ville que ce soit ,
vienne faire aucune prise dans les ports , havres ou aucunes rivières , qui leur appartiennent sur les sujets de l'un ou de l'autre , & en cas que cela arrive , sadite Majesté & lesdits Seigneurs Etats Generaux employeront leur autorité & leur force , pour en faire la restitution ou reparation raisonnablement.

XXXVI. S'il survenoit par inadvertence ou autrement quelques inobservations ou contraventions au présent Traité de la part de sadite Majesté , ou desdits Seigneurs Etats Generaux , & leurs Successeurs , il ne laissera pas de subsister en toute sa force ; sans que pour cela on en vienne à la rupture de la Confédération , amitié & bonne correspondance : mais on reparera promptement lesdites contraventions , & si elles procedent de la faute de quelques particuliers sujets , ils en seront seuls punis & châtiés.

XXXVII. Et pour mieux asseurer à l'avenir le Commerce & l'amitié entre les sujets dudit Seigneur Roy , & ceux desdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies du Pais-Bas , il a été accordé & convenu qu'arrivant cy après quelque interruption d'amitié ou rupture , entre la Couronne de France , & lesdits Seigneurs Etats desdites Provinces Unies (ce qu'à Dieu ne plaise) il sera toujours donné neuf mois de tems après ladite rupture aux sujets de part & d'autre , pour se retirer avec leurs effets & les transporter où bon leur semblera. Ce qu'il leur sera permis de faire , comme aussi de vendre ou transporter leurs biens & meubles,

1678. bles, en toute liberté, sans qu'on leur puisse
 10 Août se donner aucun empêchement ny proceder
 pendant ledit tems de neuf mois, à aucune
 saisie de leurs effets; moins encore à l'arrêt
 de leurs personnes.

XXXVIII. Le présent Traité de Commerce, Navigation & Marine durera vingt & cinq ans à commencer du jour de la signature, & les Ratifications en seront données en bonne forme, & échangées de part & d'autre dans l'espace de six semaines à compter du jour de la Signature.

Formulaire des PASSEPORTS.

Et Lettres qui se doivent donner dans l'Amirauté de France, aux navires & barques, qui en sortiront suivant l'Article du présent Traité.

LOüis, Comte de Vermandois, Amiral de France, à tous ceux qui ces Présentes lettres verront, salut; sçavoir faisons, que nous avons donné congé & permission à Maître & Conduc-teur du Navire, nommé
 de la ville de

du Port de Tonneaux,
 ou environ, étant de présent au Port & Havre
 de s'en aller à

chargé de après
 que visitation aura été faite de son Navire :
 avant que partir, fera serment devant les
 Officiers qui exercent la juridiction des causes Maritimes, comme ledit vaisseau appartient à un ou plusieurs des Sujets de sa Majesté, dont il sera mis Acte au bas des présentes ;
 Com-

Comme aussi de garder, & faire garder par ceux de son Equipage les Ordonnances & reglemens de la Marine, & mettra au greffe le rolle signé & verifié, contenant les noms & surnoms, la naissance & demeure des hommes de son équipage, & de tous ceux qui s'embarqueront; lesquels il ne pourra embarquer sans le sceu & permission des Officiers de la marine, & en chaque Port ou Havre où il entrera avec son navire, fera apparoir aux Officiers & Juges de la Marine du présent congé; Et leur fera fidele rapport de ce qui sera fait & passé durant son voyage; Et portera les Pavillons, armes & enseignes du Roi, & les nôtres durant son voyage. En témoin de quoi nous avons fait apposer nôtre seing & le sceel de nos armes à ces présentes; Et icelles fait contresigner par nôtre Secrétaire de la Marine, à

1678.

10 Août

jour de

mil six cens

Signé,

LOUIS COMTE DE VERMANDOIS
Et plus bas, Par, &c.

F O R M U L A I R E.

de l'Acte contenant le Serment.

Nous del'Ami-
rauté de certifications, que
Maître du Navire, nommé au
Passeport cy-dessus, a prêté le serment mentionné en icelui, fait à le
mil six cens.

1678.
12 Août

Autre FORMULAIRE.

Des Lettres, qui se doivent donner par les Villes & Ports de Mer des Provinces-Unies aux navires & barques qui en sortiront suivant l'article susdit.

AUX Serenissimes, très-Illustres, très-Puissans : Honorables & prudents Seigneurs Empereurs, Roys, Republicques, Princes, Ducs, Comtes, Barons, Seigneurs, Bourguemaîtres, Echevins, Conseillers, Juges, Officiers, Justiciers & Regens de toutes bonnes Villes & Places, tant Ecclesiastiques que Seculiers, lesquels ces présentes verront, ou liront, nous Bourguemaîtres & Regens de la Ville de sçavoir faisons, que Maître du Navire comparant devant nous a déclaré de serment solennel, que le navire, nommé grand environ

lastes, sur lequel maintenant il est le Maître, appartient aux inhabitants des Provinces-Unies : Ainsi Dieu le veuille ayder : Et comme volontiers nous verrions ledit Maître de Navire aidé dans ses justes affaires; nous vous requérons, tous en general & en particulier, où le susdit Maître avec son Navire & denrées arrivera, qu'il vous plaise le recevoir benignement & traiter deüement, le souffrant sur les droits accoustumez des peages & fraix, dans, par & auprès de vos ports, rivières & domaines, le laissant naviger, passer, frequenter & negocier là où il trouvera à propos ; ce que volontiers nous
re-

reconnoitrons , en témoin dequoi nous y avons fait apposer le seau de nôtre-Ville. 1678.
10 Août

En foi de quoi nous Ambassadeurs susdits de sa Majesté & des Seigneurs Etats Generaux , en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons esdits noms signé ces présentes de nos seings ordinaires, & à icelles fait apposer les cachets de nos armes. A Nimegue le dixième d'Août l'An 1678.

Etoit signé,

(L.S.) Le MARECHAL d'ESTRADES.

(L.S.) COLBERT.

(L.S.) DE MESMES.

(L.S.) H. VAN BEVERNING.

(L.S.) W. DE NASSAU.

(L.S.) W. HAREN.

A R T I C L E

Separé, touchant l'Imposition de cinquante sols par tonneau sur les navires étrangers sortans des ports de France.

IL a été stipulé de la part du Roi Très-Chrétien & consenti par les Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies des Pais-Bas, que l'égalité qui doit être précisément observée à l'égard des sujets de l'un & de l'autre, avec les naturels en matiere de droits, charges & impositions, selon l'article du Traité de Commerce conclu ce jourd'huy, ne dérogera pas à l'Im-

1678. position des cinquante sols par tonneau, éta-
 10 Août blie en France sur les navires étrangers, &
 que les sujets des Seigneurs Etats des Pro-
 vinces Unies seront obligez de la payer ,
 comme tous autres étrangers, si ce n'est que
 Sa Majesté sur les remontrances , qui pour-
 roient lui être faites cy-après de la part des-
 dits Seigneurs Etats ; en les examinant avec
 cette grande affection , par laquelle il plaît
 à sa Majesté de les honorer, en disposât au-
 trement ; mais seront par sadite Majesté don-
 nés dès à présent les ordres necessaires à ce
 que ladite Imposition de cinquante sols ne
 soit exigée des navires des sujets desdites Pro-
 vinces Unies, qu'une fois par chaque voya-
 ge en sortant des ports de son Royaume, &
 non en entrant, & que lesdits navires chargés
 de sel ne payeront que la moitié desdits cin-
 quante sols , à condition que lesdits Sieurs
 Etats trouvant à propos de mettre semblable
 Imposition sur des navires étrangers chez eux
 (ce qui leur demeurera libre) ne pour-
 ront pas excéder au regard des Sujets de
 sadite Majesté la taxe de ce que les leurs
 payent en France, demeurant à l'égard de
 tous autres droits , charge & imposition
 présent ou à venir ledit article

en son entier,
 force & vigueur, sans pouvoir être limité
 ou excédé par aucune autre exception, ou
 restriction, que celle qui est exprimée cy-
 dessus.

Lequel article séparé aura pareille force
 & vigueur, que s'il étoit inséré dans le
 corps du susdit Traité general : passé ce
 jour.

de Nimegue.

441

jourd'huy , & fait à Nimegue ce dixième 1678.
d'Août, 1678.

10 Août

Etoit signé ,

(L.S.) LE MARECHAL D'ESTRADES.

(L.S.) COLBERT.

(L.S.) DE MESMES.

(L.S.) H. VAN BEVERNING.

(L.S.) W. DE NASSAU.

(L.S.) W. VAN HAREN.



T 5

TRAH

1678. 442
17 Sept.

Traité de Paix

T R A I T E' D E P A I X ,

*Conclu entre Louis XIV. Roi de France , & Charles II. Roi d'Espagne.
A Nimegue le 17. Septembre 1678.*

AU nom de Dieu le Createur , & de la très-sainte Trinité : A tous présens & à venir soit notoire ; Que comme pendant le cours de la guerre , qui s'est meüe , depuis quelques Années , entre le très-haut , très-excellent , & très-puissant Prince Louis XIV , par la Grace de Dieu , Roi très-Chrétien de France , & de Navarre , & ses Alliez , d'une part ; & très-haut , très excellent , & très-puissant Prince Charles II. par la grace de Dieu , Roi des Espagnes , & ses Alliez , de l'autre ; leurs Majestés n'auroient rien souhaité plus ardemment , que de la voir finir par une bonne Paix ; & que ce même desir d'arrêter , autant qu'il seroit en elles , la desolation de tant de Provinces , les larmes de tant de peuples , & l'effusion de tant de sang Chrétien , les auroit portez à accorder aux puissans offices de très-haut , très-excellent & très-puissant Prince , le Roi de la Grande Bretagne , d'envoyer leurs Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires , en la
Ville

Ville de Nimegue ; il est arrivé , par un ^{1678.} effet de la bonté divine , qui s'est voulu servir ^{17 Sept.} de la confiance entière que leurs Majestés ont continué de prendre en la mediation dudit Seigneur Roi de la Grande Bretagne , qu'enfin lesdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires , sçavoir de la part de sa Majesté Très-Chrétienne le Sieur Comte d'Estrades , Maréchal de France , & Chevalier de ses Ordres ; le Sieur Colbert , Chevalier , Marquis de Croissy , Conseiller ordinaire de son Conseil d'Etat ; & le Sieur de Mesmes , Chevalier , Comte d'Avaux , aussi Conseiller en ses Conseils : Et de la part de sa Majesté Catholique , le Sieur Pablo Spinola Doria , Marquis de los Balbases , de Seste , Seigneur de Zinosa , Cazalnózetta , & Pontecuron , Conseiller de son Conseil d'Etat , & son grand Protonotaire en son Conseil d'Italie ; Don Gaspar de Tebes & Cordua Tello & Gusman , Comte de Venafuzza , Marquis de la Fuente , Seigneur de Lorena de la Maison d'Arrucas des Yles de Guadalupa , & Matalione , Maître Perpetuel de la Victoire , Majeur Perpetuel , & grand Ecrivain de la Ville de Sevilla , Gentilhomme de la Chambre de sa Majesté Imperiale , en son Souverain Conseil de Guerre , son General de l'Artillerie ; Don Pedro de Ronquillo , Conseiller en ses Conseils de Castilla & des Indes ; Et Don Jean Battista Christin , Chevalier , Conseiller au Conseil suprême de Flandre près de la Personne de sadite Majesté Catholique , & de ses Conseils d'Etat , & Privé au Pais-bas , en vertu des Lettres & Commissions , que se sont

1678. reciproquement communiquées , & dont à
17Sept la fin de ce Traité les Copies sont inferées
de mot à mot , feroient convenus , & tom-
bez d'accord des conditions reciproques
de Paix , & d'amitié , en la teneur qui
ensuit.

I. Il est convenu & accordé qu'à l'avenir
il y aura bonne , ferme , durable Paix , Con-
federation , & perpetuelle Alliance & Ami-
rié entre les Rois Très-Chrétien , & Catho-
lique , leurs Enfans , Nés & à Naître ,
leurs Hoirs , Successeurs & Heritiers , leurs
Royaumes , Etats , Pays & Sujets ; qu'ils
s'entre-aimeront comme bons Freres , procu-
rans de tout leur pouvoir le bien , l'honneur &
reputation l'un de l'autre , évitant de bonne
foi tant qu'il leur sera possible le dommage
l'un de l'autre.

II. Ensuite de cette bonne reünion , la
cessation de toutes sortes d'hostilitez arrêtée
& signée le 19. jour d'Août de la présente
année continuera , selon sa teneur entre les-
dits Seigneurs Roys , leurs sujets & Vassaux ,
tant par mer & autres eaux que par terre ,
& generalement en tous lieux , où la guerre
se fait ; par les Armes de leurs Majestez
tant entre leurs troupes & Armées , qu'entre
les Garnisons de leurs places ; & s'il étoit
contrevenu à ladite cessation , par prise de
place , ou places , soit par attaque , ou par
surprise , ou par intelligence secreete ; Et
même s'il se faisoit des prisonniers ou autres
actes d'hostilité , par quelque accident im-
prevû , ou par ceux , qui n'en peuvent pre-
voir , contraires à ladite cessation d'hosti-
litez , la contravention sera réparée de part
&

& d'autre , de bonne foy , fans longueurs ,
ny difficultez , restituant sans aucune dimi-
nution ce qui avoir été occupé , & delivrant
les prisonniers , sans rançon , ny payement
des depenses ; en sorte que toutes choses
soient remises au même état , où elles étoient
audit jour 19. Août , que ladite suspension
d'Armes fut arrêtée , & signée , la teneur
de laquelle se devra observer jusqu'au jour
de l'échange des Ratifications du présent
Traité.

1678.
17 Sept

III. Tous sujets d'inimitiez ou mes-intelligences demeureront éteints , & abolis , pour jamais , & tout ce qui s'est fait & passé à l'occasion de la présente guerre , ou pendant icelle , sera mis en perpetuel oubli , sans qu'on puisse à l'avenir , de part ny d'autre , directement , ny indirectement , en faire recherche , par justice , ou autrement , sous quelque prétexte que ce soit ; ny que leurs Majestez , ny leurs Sujets , Serviteurs & Adherans d'un côté & d'autre puissent témoigner aucune sorte de ressentiment de toutes les offenses & dommages , qu'ils pourroient avoir reçus , pendant la guerre.

IV. En contemplation de la Paix le Roy Très-Chrétien , aussi-tôt après l'échange des Ratifications du présent Traité , remettra au pouvoir du Roy Catholique la Place , & Forteresse de Charleroy , la Ville de Binsch , la Ville & Forteresse de Aeth , Oudenarde & Courtray , avec leurs Prévôtés , Châtellenies , appartenances & dependances , ainsi qu'elles ont été possédées par Sa Majesté Catholique avant la guerre de l'Année 1667. toutes lesquelles Villes & Places avoient été

1678. cedées audit Seigneur Roy Très-Chrétien
17Sept par le Roy Catholique , au Traité signé à
Aix-la-Chapelle , le 2. May, 1668. auquel
il a été par le présent Traité expressement
derogé , pour ce qui regarde lesdites Villes &
Places , leurs appartenances & dependances ;
En consequence de quoy ledit Seigneur Roy
Catholique rentrera en la possession d'icelles ,
pour en jouir , lui & ses Successeurs , plei-
nement & paisiblement à l'exception de ladi-
te Verge de Menin , & de la Ville de Con-
dé , laquelle , quoy que cy-devant preten-
due par sa Majesté Catholique , comme
membre de la Châtellenie d'Aeth , demeu-
rera néanmoins à la Couronne de France ,
avec toutes ses dependances , en vertu du
présent Traité , ainsi qu'il sera dit cy-après.
V. Ledit Seigneur Roy Très-Chrétien
s'oblige & promet ; de remettre aussi entre
les mains dudit Seigneur Roy Catholique ,
aussi-tôt après ledit échange de Ratifications
la Ville & Duché de Limbourg , avec tou-
tes ses dependances , & le Pays d'Outre Meu-
se , la Ville & Citadelle de Gand , pareille-
ment avec toutes ses dependances ; Le Fort
de Rodenhuis , & le Pays de Waes , La Vil-
le & Place de Leeuwe , dans le Brabant ,
aussi avec ses dependances ; La Ville & Place
St. Guilain , de laquelle néanmoins les For-
tifications seront rasées ; Et la Ville de Pui-
cerda en Catalogne , en l'état où elle se trou-
ve à présent , avec leurs pays , places , cha-
teaux , forts , terres , Seigneuries , domaines ,
Bailliages , appartenances & dependances ,
& annexes , sans y rien réserver , ny retenir ;
pour être possédées par sa Majesté Catholi-
que ,

que , & ses Successeurs , ainsi qu'elle en a jouï avant la présente guerre. 1678.

VI. Lesdits lieux, Villes, Places de Char- 17Sept
leroy, Binsch, Aeth, Oudenaerde, & Cour-
tray, leurs Bailliages, Châtellenies, Gou-
vernances, Prévôtez, Territoires, Domai-
nes, Seigneuries, appartenances, dependan-
ces & annexes, de quelques noms qu'elle
puissent être appellées, avec tous les hom-
mes, vassaux, sujets, villes, bourgs, villa-
ges, hameaux, forets, rivières, plat-pays,
& autres choses quelconques, qui en dependen-
tent, demeureront, par ledit présent Traité
de Paix, à Sa Majesté Catholique, & à ses
hoirs, Successeurs, & ayans cause, irrevoca-
blement, & à toujours avec les mêmes
Droits de Souveraineté, propriété, droits
de regale, patronage, gardienneté & jurif-
diction, nomination, prerogatives & préé-
minences, sur les Evêchez, Eglises Cathé-
drales & Abbayes, Prieurez, Dignitez, Cu-
res, & autres quelconques benefices, étans
dans l'étendue desdits Pays, Places & Bail-
liages cedez, de quelques Abbayes, que les-
dits Prieurez soient mouvans, & depen-
dans, & tous autres droits, qui ont cy-de-
vant appartenu au Roy Très-Chrétien, en-
core qu'ils ne soient icy particulièrement
enoncez, sans que sa Majesté Catholique
puisse être à l'avenir troublée, ny inquiet-
tée, par quelque voye que ce soit, de droit,
ny de fait, par ledit Seigneur Roy Très-
Chrétien, ses Successeurs, ou aucuns Princes
de sa Maison, ou par qui que ce soit; ou sous
quelque pretexte, ou occasion, qu'il puisse
arriver esdites Souveraineté, propriété, ju-
rif-

1678. 17Sept. jurisdiction, ressort, possession & jouissance, de tous lesdits Pays, Villes, Places, Châteaux, Terres & Seigneuries, Prevôtez, Domaines, Châtellenies & Bailliages, ensemble de tous les Lieux & autres choses, qui en dependent; Et pour cet effet ledit Seigneur Roy Très-Chrétien tant pour lui que pour ses Hoirs, Successeurs & ayant cause, renonce, quitte, cede & transporte, comme seldits Plenipotentiaires en son nom, par le présent Traité de Paix irrevocable, ont renoncé, cédé & transporté perpetuellement, & à toujours, en faveur, & au profit dudit Seigneur Roy Catholique, ses Hoirs, Successeurs, & ayant cause, tous les droits, actions & pretensions, droits de regale, patronage & gardienneté, jurisdiction, nomination, prerogatives & prééminences sur les Evêchez, Eglises Cathedrales, & autres quelconques benefices, étant dans l'étendue desdites Places, Pays, & Bailliages cedez, de quelques Abbayes, que lesdits Prieurés soient mouvans, & dependans; & generalement sans rien retenir, ny reserver tous autres droits, que ledit Seigneur Roy Très-Chrétien, ou ses Hoirs & Successeurs ont & pretendent, ou pourroient avoir & pretendre, pour quelque cause & occasion que ce soit sur lesdits Pays, Places, Châteaux, Forts, Terres, Seigneuries, Domaines, Châtellenies & Bailliages, & sur tous les Lieux en dependans, comme dit est, notwithstanding toutes Loix, coutumes, & constitutions faites au-contraire, même qui auroient été confirmées par serment, auxquelles, & clauses Derogatoires des Derogatoires,

res, il est expressement derogé, par le présent Traité pour l'effet desdites renonciations & cessions, lesquelles vaudront & auront lieu, sans que l'expression & specification particuliere deroge à la generale, ny la generale à la particuliere, & excluant à perpetuité toutes exceptions, sous quelques droits, titres, causes ou pretextes, qu'elles pussent être fondées; Declare, consent, veut & entend ledit Seigneur Roy Très-Chrétien, que les hommes, vassaux, & sujets des Pays, Villes & terres cedées à la Couronne d'Espagne, comme il est dit cy-dessus, soient & demeurent quittes & absous dès à présent, & pour toujours des foy & hommage, service & serment de fidelité, qu'ils pourroient tous & chacun d'eux luy avoir faits, & à ses Predecesseurs, Roys Très-Christiens, ensemble de toute l'obeissance, sujection & vassallage; que pour raison de ce ils pourroient luy devoir; voulant ledit Seigneur Roy Très-Chrétien, que lesdits foy, hommage, serment de fidelité demeurent nuls, & de nulle valeur, comme s'ils n'avoient jamais été faits, ny prêtez.

VII. Ledit Seigneur Roy Très-Chrétien fera aussi restituer audit Seigneur Roy Catholique toutes les Villes, Places, Forts, Châteaux & Postes, que ses armes ont, ou pourront avoir occupez jusqu'au jour de la publication de la Paix, en quelque lieu du monde qu'ils soient situés; comme pareillement Sa Majesté Catholique, fera restituer à Sa Majesté Très Chrétienne toutes les Places, Forts, Châteaux & postes, que ses Armes pourroient avoir occupez durant cette Guer-

1678. re, jusques au jour de la publication de la Paix,
 17Sept en quelque lieu qu'ils soient situés.

VIII. La restitution desdites Places, ainsi que dit est, se fera par ledit Seigneur Roy Très-Chrétien, ou son Ministre, réellement & de bonne foy, sans aucune longueur, ny difficulté, pour quelque cause & occasion que ce soit, à celui, ou à ceux qui seront Deputez par le Seigneur Roy Catholique, dans le tems, & la maniere, qu'il a été cy-dessus dit; Et en l'état que lesdites places se trouvent à présent; sans y rien demolir, affoiblir, diminuer, ou endommager, en aucune sorte, & sans que l'on puisse pretendre ny demander aucun remboursement pour les fortifications faites auxdites places, ny pour le payement de ce qui pourroit être deu aux Soldats, & Gens de Guerre, y étans.

IX. En outre a été arrêté, que toutes les procédures, jugemens & arrêts, donnez par les Juges, & autres Officiers de Sa Majesté Très-Chrétienne, établis dans lesdites Villes & Places dont elle jouissoit, en vertu du Traité d'Aix la Chapelle, & cy-dessus cedez à Sa Majesté Catholique, ou par le Parlement de Tournay, pour raison des differens & procès, poursuivis tant par les habitans desdites Villes, & de leurs dependances, qu'autres, durant le tems, qu'elles ont été sous l'obeissance dudit Seigneur Roy Très-Chrétien, auront lieu & sortiront plein, & entier effet, tout ainsi qu'ils feroient si ledit Seigneur Roy demeueroit Seigneur, & Possesseur desdites Villes & Pays; & ne pourront être lesdits jugemens, & arrêts revoquez en doute, annullez, ny l'execution d'i-
 ceux

ceux autrement retardez , ny empêchez ; 1678.
Bien sera loisible aux parties de se pourvoir , 17 Sept
par revision de la cause , & selon l'ordre , &
disposition des Loix & Ordonnances ; de-
meurans cependant les jugemens en leur force
& vertu , sans préjudice de ce qui est stipu-
lé à cet égard , par l'Article 21. du présent
Traité.

X. Comme les Ministres de Sa Majesté
Très-Chrétienne après la Paix d'Aix la Cha-
pelle ont soutenu , en la conference de Lille ,
que les écluses de l'Occident & de l'Orient
de la Ville de Nieupoort , & le Fort in-
Vierboete étant au bout de l'écluse d'Occi-
dent , près de l'embouchure du Havre de
Nieupoort , & une partie de celui de Nieu-
wendamme , bâtis sur l'écluse de l'Orient ,
avec le reste dudit Havre , entretenus par
ceux de Furnes , étoit du Territoire & Ju-
risdiction de la Châtellenie de Furnes , &
partant devoit appartenir à Sa Majesté Très-
Chrétienne : Et les Ministres de Sa Majesté
Catholique au contraite , que cela n'étoit
pas ; Et quoi que cela fût , ou non , qu'il
devroit suffire , que sa Majesté Catholique
étant Prince souverain , lors que lescdites For-
tifications ont été faites , tant au regard de
la Châtellenie de Furnes , que de la Ville de
Nieupoort ; Il a pû incorporer & approprier
les susdites parties aux Havres & Fortifica-
tions de Nieupoort ; Et par ainsi les rendre
inseparables d'icelle Ville ; Il est arrêté , que
les susdites écluses , & autres parties de la
Fortification de Nieupoort , cy-dessus nom-
mées , demeureront à sa Majesté Catholique ,
ainsi que ladite Ville ; sans que sa Majesté Très-
Chrê-

1678. Chrétienne, comme lui appartenant la Vil-
 17Sept le & Châtellenie de Furnes, ou autrement,
 ne puisse jamais prétendre; Et quant à l'é-
 coulement des eaux de la Châtellenie de Fur-
 ne, il sera continué, & elle en jouira, en
 la même forme & maniere, qu'il a été pra-
 tiqué jusques à présent.

XI. Ledit Seigneur Roy Très-Chrétien
 retiendra & demeurera saisi, & jouira effec-
 tivement tant de tout le Comté de Bour-
 gogne, appelé la Franche Comté, & des
 Villes, Places & Pays en dependans, y
 compris la Ville de Besançon, & son district;
 comme aussi des Villes de Valenciennes, &
 ses dependances; Bouchain & ses dependan-
 ces; Condé & ses dependances; Quoy que
 cy-devant prétendu membre de la Châtelle-
 nie d'Ath; Chambray & le Cambresis; Aire;
 Saint Omer & leurs dependances; Ypres &
 sa Châtellenie, Warwick, Warneton sur la
 Lis, Poperingue, Bailleul & Cassel, avec
 leurs dependances; Bauvay & Maubeuge,
 avec leurs dependances.

XII. Ledit Comté de Bourgogne, les
 Villes, Places & Pays en dependans, y com-
 pris la Ville de Besançon & son district,
 comme aussi lesdites Villes, Places de Va-
 lencienne, Bouchain, Condé, Cambray,
 Saint-Omer, Ypres, Warwick & Warne-
 ton, Poperingue, Bailleul, Cassel, Bau-
 vay & Maubeuge, leurs Bailliages, Châtel-
 lenies, Gouvernances, Prevôtez, Terri-
 toires, Domaines, Seigneuries, appartenan-
 ces, dependances & annexes, de quelques
 noms qu'elles puissent être appellées, avec
 tous les hommes vassaux, sujets, Vil-
 les,

ses, Bourgs, villages, Hameaux, Forêts, 1678.
Rivieres, plat Pais, Salines & autres cho 17 Sept
ses quelconques, qui en dependent, demeu-
reront, par ledit présent Traité de Paix,
à sa Majesté Très-Chrétienne & à ses Hoirs,
Successeurs, & ayant cause irrevocablement,
& à toûjours, avec les mêmes droits &
Souveraineté, propriété, droits de regale,
patronage, gardienneté & juridiction, no-
mination, prérogatives & prééminences sur
les Evêchez & Eglises Cathedrales, & au-
tres Abbayes, Prieurez, Dignitez, Cures
& autres quelconques benefices, érans dans
l'étendue desdits Pays, Places, & Baillia-
ges cedez, de quelques Abbayes, que les-
dits Prieurez soient mouvans & dependans :
& tous autres droits qui ont cy devant ap-
partenu au Roi Catholique; encore qu'ils ne
soient ici particulierement enoncez, sans que
sa Majesté Très-Chrétienne puisse être à
l'avenir troublée, ny inquietée par quelque
voye que ce soit, de droit ny de fait, par
ledit Seigneur Roi Catholique, ses Succes-
seurs, ou aucuns Princes de sa Maison, ou
par qui que ce soit, ou sous quelque pre-
texte, ou occasion qu'il puisse arriver esdites
Souveraineté, propriété, juridiction, res-
sort, possession, & jouissance de tous lesdits
Pays, Villes, Places, Châteaux, Terres
& Seigneuries, Prevotéz, Domaines, Cha-
tellenies, & Bailliages ensemble de tous les
lieux, & autres choses, qui en dependent;
Et pour cet effet ledit Seigneur Roi Catho-
lique tant pour lui, que pour ses Hoirs,
Successeurs & ayant cause, renonce, quitte,
cede, & transporte, comme seldits Pleni-
po-

1678. potentiaires en son nom, par le présent Traité
17Sept de Paix irrevocable, ont renoncé, cédé,
& transporté perpetuellement; & à toujours, en faveur, & au profit dudit Seigneur Roi Très-Chrétien, ses Hoirs, Successeurs, & ayant cause, tous les droits, actions, prétensions, droits de regale, patronage, gardienneté, juridiction, nomination, prerogatives, & préeminences sur les Evêchez, Eglises Cathedrales, & autres quelconques benefices, étans dans l'étendue desdites Places & Pais, & Bailliages cedez, de quelques Abbayes, que lesdits Prieurez soient mouvans, & dependans, & generallyment, sans rien retenir, ny réserver tous autres droits, que ledit Seigneur Roi Catholique, ou ses Hoirs, & Successeurs, ont & pretendront, ou pourroient avoir & pretendre, pour quelques causes & occasions que ce soit, sur lesdits Pays, Places, Chateaux, Forts, Terres, Seigneuries, Domaines, Chatellenies & Bailliages, & sur tous les lieux en dependans, comme dit est, nonobstant toutes loix, coûtumes, & constitutions, faites au contraire; même qui auroient été confirmées par serment; auxquelles, & aux clauses Derogatoires des Derogatoires, il est expressement derogé par le présent Traité, pour l'effet desdites renonciations & cessions, lesquelles vaudront & auront lieu, sans que l'expression, ou specification particuliere deroge à la generale, ny la generale à la particuliere, & excluant à perpetuité toutes exceptions, sous quelques droits, titres, causes & pretextes, qu'elles puissent être fondées, declare, consent,

tent , veut & entend ledit Seigneur Roi Catholique , que les hommes , Vassaux & Sujets desdits Pais , Villes , & Terres cédées à la Couronne de France , comme il est dit cy-dessus , soient & demeurent quittes & absous dès à présent & pour toujours des foy , hommage , service , & serment de fidélité , qu'ils pourroient tous & chacun d'eux lui avoir faits , & à ses Prédecesseurs, Roys Catholiques , ensemble de toute l'obéissance , sujettion & Vassallage , que pour raison de ce ils pourroient lui devoir ; voulant ledit Seigneur Roi Catholique , que lesdits foy , hommage & serment de fidélité demeureront nuls , & de nulle valeur : comme si jamais ils n'avoient été faits ny prêtez.

XIII. Comme Sa Majesté Très-Chrétienne a déclaré par les conditions , qu'elle a offertes pour la Paix , de vouloir la Ville de Charlemont , ou en échange celle de Dinant , au choix de Sa Majesté Catholique , à condition que Sa Majesté se chargeroit d'obtenir de l'Evêque de Liege la cession de Dinant , le consentement de l'Empereur , & de l'Empire , Sa Majesté Catholique a choisi de retenir la Ville de Charlemont , comme auparavant & en conséquence s'oblige , & promet d'obtenir desdits Sieur Evêque , & Chapitre de Liege , la cession en forme autentique de ladite ville de Dinant , avec le consentement de l'Empereur & de l'Empire , dans un An , à compter du jour , & date de la Ratification du Traité de Paix , qui doit être faite entre l'Empereur , & ledit Seigneur Roi Très-Chrétien ;

Et

1678. Et en cas que Sadite Majesté Catholique ne
17 Sept puisse obtenir lefdites cessions desdits Sieur
Evêque, & Chapitre de Liege avec le consentement de l'Empereur & de l'Empire ; Elle s'oblige & promet de faire remettre, immédiatement après le terme susdit, au pouvoir de sadite Majesté Très-Chrétienne ladite Ville de Charlemont; pour en jouir, comme de toutes les autres Places & Pais cedez audit Seigneur Roi Très-Chrétien, par les Articles 11. & 12. du present Traité.

XIV. Et pour prévenir toutes les difficultés, que les enclaves ont causées dans l'exécution du Traité d'Aix la Chapelle, & rétablir pour toujours la bonne intelligence entre les deux Couronnes, il a été accordé, que les Terres, Bourgs, Villages, enclavez dans les Prevotéz, qui sont cedés, ou qui appartenoient déjà, avant le present Traité, à Sa Majesté très-Chrétienne, au delà de la Sambre, seront échangez contre d'autres qui se trouveront plus proches des Places, & à la bien seance de Sa Majesté Catholique, comme aussi que les villages de la Verge de Menin, qui se trouveront situez près de Courtray, seront échangez contre d'autres, qui seront plus proches & à la bien seance de Sa Majesté très-Chrétienne : pareillement les Villages de la Prevôté de Mons, qui se trouveroient si avancez dans le Pais cedé à Sa Majesté très-Chrétienne, en Haynaud, qu'ils en interrompissent la communication, seront échangez contre d'autres, dependans des Pais cedez audit Seigneur Roi très-Chrétien, qui seront plus proches & à la bien seance de Sa Majesté Catholique ;
Et

Et généralement que toutes les Terres , qui
seront enclavées dans les Pais cedez , ou
restituez à l'un desdits Seigneurs Roys , se-
ront mutuellement échangées contre d'autres
de pareille valeur , bien entendu qu'on puisse
convenir de ces échanges.

1678.
17 Sept

XV. Il sera député des Commissaires de
part & d'autre , deux mois après la publi-
cation du présent Traité , qui s'assembleront
au lieu dont il sera respectivement convenu ,
soit pour proceder audit échange , que pour
regler les limites entre les Etats & Seigneu-
ries , qui doivent demeurer à chacun desdits
Seigneurs Roys , par le présent Traité ,
dans le Pais-Bas , comme aussi pour liqui-
der les dettes réelles , légitimement hypothe-
quées sur les Terres & Seigneuries cedées ,
ou restituées à l'une ou à l'autre des deux
Couronnes : Et convenir de la part , &
portion que chacune d'Elles devra payer à l'a-
venir ; & généralement terminer à l'amiable
tous les differens , qui pourroient se rencontrer
en execution du présent Traité.

XVI. Quand il surviendrait aux échanges
cy-dessus dits des difficultez , qui en empê-
cheroient l'effet , l'on ne pourra de part &
d'autre , établir des Bureaux pour s'embar-
rasser , ny rendre plus difficile la commu-
nication des places , qui seront d'une même
domination ; & les Bureaux qui seront éta-
blis ne pourront faire payer les droits , que
sur les Marchandises , qui sortant d'une do-
mination entreront dans une autre , pour y
être consumées , ou pour passer dans des
Pais éloignez.

XVII. Lefdits Seigneurs Roys remet-
tans ,

1678. tans , ou restituans respectivement les Places
 17Sept cy-dessus dites , pourront en faire retirer ,
 ou emporter toute Artillerie , Poudres ,
 Boulets , Armes , Vivres & autres Munitions
 de guerre , qui se trouveront dans lesdites
 Places au tems de la remise ou restitution
 d'icelles ; & ceux qu'ils auront commis ,
 pour cet effet , pourront se servir , pendant
 deux mois , des Chariots & Barreaux du
 Pays ; auront le passage libre , tant par Eau
 que par Terre , pour la retraite desdites Munitions ;
 plus sera donné par les Gouverneurs ,
 Commandans , Officiers & Magistrats des
 Places & Pays ainsi restituez , toutes les facilités ,
 qui dépendront d'eux , pour la voiture & conduite
 desdites Artilleries & Munitions ; pourront aussi les
 Officiers , Soldats , Gens de guerre & autres , qui
 sortiront desdites Places en tirer & emporter
 leurs biens meubles à eux appartenans , sans
 qu'il leur soit loisible d'exiger aucune chose
 des Habitans desdites Places , & du Plat-pays ,
 ny endommager leurs maisons , ou emporter
 aucune chose appartenante auxdits Habitans.

XVIII. La levée des Contributions demandée de part & d'autre aux Pays , qui y
 sont soumis , sera continuée pour tout ce qui
 restera à echoir jusques au 16. d'Octobre
 prochain. Et les arrerages , qui resteront
 dûs lors de la susdite Ratification , seront
 payez dans l'espace de trois mois après le
 terme susdit. Et aucune execution ne se
 pourra faire , pour raison de ce pendant le-
 dit tems , contre les communautéz redevables ,
 pourvû qu'elles ayent donné bonne & valable

valable caution , reſſeante dans une ville de la domination de celui deſdit. Seigneurs Roys , à qui leſdites Contributions ſeront deuës. 1678. 17 Sept

XIX. Il a été auſſi accordé , que la perception des droits dont ledit Seigneur Roi Très-Chrétien eſt en poſſeſſion , ſur tous les Pays , qu'il remet ou reſtitué audit Seigneur Roi Catholique , ſera continuée juſques au jour de la reſtitution actuelle des Places , dont leſdits Pays ſont dependans ; & que ce qui en reſtera dœu lors de ladite reſtitution , ſera payé de bonne foi à ceux qui en ont pris les fermes , comme auſſi que dans le même tems les Propriétaires des biens conſiſquez dans les dependances des Places , qui doivent être remiſes à Sa Maieſté Catholique , rentreront en poſſeſſion de leurs biens , & de tous les bois , qui ſe trouveront ſur le lieu. Bien entendu que du jour de la ſignature du préſent Traité , toutes les coupures de bois ceſſeront de part & d'autre.

XX. Tous les Papiers , Lettres & Documens concernans les Pays , Terres & Seigneuries , qui ſont cedées & reſtituées auxdits Seigneurs Rois , par le préſent Traité de Paix , ſeront fournis & delivrez de bonne foi de part & d'autre dans trois Mois , après que les Ratifications du préſent Traité auront été échangées , en quelques Lieux que leſdits Papiers & Documens ſe puiſſent trouver , même ceux qui auroient été enlevez de la Citadelle de Gand , & de la Chambre des Comptes de Lille.

XXI. Tous les ſujets de part & d'autre Eccleſiaſtiques & Seculiers , ſeront rétablis ,

1678. tant en la jouïſſance des Honneurs , Digni-
 17 Sept tez & Benefices ; dont ils étoient pourvûs
 avant la guerre, qu'en celles de rous & cha-
 cuns biens , meubles , & immeubles , rentes
 viagères & à rachat , ſaiſis & occupez de-
 puis ledit tems , tant à l'occafion de la guer-
 re , que pour avoir ſuivi le parti contrai-
 re , enſemble de leurs Droits , Actions &
 Succellions à eux ſurvenueës , même depuis
 la guerre commencée , ſans toutefois pou-
 voir rien demander ni pretendre des fruits &
 revenus , perçus & échus dès le ſaiſiſſement
 deſdits biens , meubles , rentes & benefices ,
 juſques au jour de la publication du preſent
 Traité.

XXII. Ny ſemblablement des dettes ,
 effets & meubles , qui auront été conſiſquez
 avant ledit jour , ſans que jamais les Crean-
 ciers de telles dettes & deſoitaires de tels
 effets , & L. Heritiers , ou ayans cauſe , en
 puiſſent faire poursuite , ni en pretendre re-
 couvrement,leſquels rétabliffemens en la forme
 avant dite s'étendront en faveur de ceux , qui
 auront ſuivi le party contraire , enſorte qu'ils
 rentreront , par le moyen du preſent Traité , en
 la grace de leur Roi & Prince Souverain ,
 comme auſſi dans leurs biens , tels qu'ils ſe
 trouveront exiſtans à la concluſion & ſignatu-
 re du preſent Traité.

XXIII. Et ſe fera ledit rétabliffement des
 ſujets de part & d'autre , ſelon le contenu
 des Articles 21. & 22. nonobſtant toutes
 Donations , Conceſſions , Declarations ,
 Conſiſcations commiſes , Sentences prepara-
 toires , ou definitives , données par contu-
 mace , en l'abſence des parties , & icelles non
 onies ,

ouies , lesquelles sentences , & leurs jugemens demeureront nuls & de nul effet , & comme non données & prononcées : avec liberté pleine & entiere auxdites parties de revenir dans les Pays , d'où elles se sont ci-devant retirées , pour jouir en personne de leurs biens & meubles , rentes & revenus , ou d'établir leurs demeures hors desdits Pays en tel lieu que bon leur semblera , leur en demeurant le choix & election , sans qu'on puisse user contre eux d'aucune contrainte , pour ce regard ; Et en cas qu'ils aiment mieux demeurer ailleurs , ils pourront deputer telles personnes non suspectes , que bon leur semblera , pour le gouvernement & jouissance de leurs biens , rentes & revenus ; Mais non au regard des benefices , requerans residence , & qui devront être personnellement administrez & servis.

XXIV. Ceux qui auront été pourvûs d'un côté ou d'autre , des benefices , étans à la collation , presentation , ou autre disposition desdits Seigneurs Rois ; ou autres , tant Ecclesiastiques que laïcs , ou qui auront obtenu provision du Pape de quelques autres benefices , situés dans l'obeissance de l'un desdits Seigneurs Rois , par le consentement & permission duquel ils en auront joui pendant la guerre , demeureront en possession & jouissance , leur vie durant , comme bien & deuëment pourvûs , sans que toutefois on entende de faire aucun préjudice pour l'avenir aux droits des legitimes collations , qui en jouiront & en useront comme ils avoient accoustumé avant la guerre.

1678.
17 Sept.

XXV. Tous Prelats , Abbez , Prieurs & autres Ecclesiastiques , qui ont été nommez à leurs benefices ou pourvus d'iceux par lesdits Seigneurs Rois avant la guerre , & pendant icelle ; & auxquels leurs Majestez étoient en possession de pourvoir ou nommer avant la rupture entre les deux Couronnes , seront continuez en la possession & jouissance desdits benefices , sans pouvoir y être troublez pour quelque cause ou prétexte que ce soit , comme aussi en la libre jouissance de tous les biens , qui se trouveront en avoir dependu d'ancienneté , & aux droites de conférer les benefices , qui en dependent , en quelques lieux que lesdits biens & benefices se trouvent situez ; Pourvû toutesfois que lesdits benefices soient remplis de personnes capables & qui ayent les qualités requises , selon les reglemens qui étoient observés avant la guerre , & sans qu'on puisse à l'avenir de part & d'autre envoyer des Administrateurs pour regir lesdits benefices , & jouir des fruits , lesquels ne pourront être perçus que par les Titulaires , qui en auront été légitimement pourvus , comme aussi tous lieux qui ont ci-devant reconnu la Jurisdiction des Prelats , Abbez , Prieurs en quelque part qu'ils soient situez , la devront aussi reconnoître à l'avenir , pourvu qu'il apparaisse que leur droit est établi d'ancienneté , encore que lesdits lieux se trouvassent dans l'étendue de la Domination du parti contraire , ou dependans de quelques Châtellenies , ou Bailliages appartenans audit parti contraire.

XXVI. Il a été convenu , accordé , & déclaré

claré qu'on n'entend rien revoquer du Traité des Pyrenées; à l'exception de ce qui regarde le Portugal, avec lequel le Roi Catholique est à présent en Paix, non plus que du Traité d'Aix-la-Chapelle; qu'entrant qu'il en aura été autrement disposé en celui-ci, par la cession des Places susdites; sans que les Parties ayent aquis aucun nouveau droit, ou puissent recevoir aucun préjudice sur leurs pretensions respectives, en toutes les choses dont il n'est point fait mention expresse par le present Traité. Et en consequence tout ce qui a été stipulé par ledit Traité des Pyrenées, touchant les interêts de Monsieur le Duc de Savoye, & la Dot de la Veuve Serenissime Infante Catherine sera observé, sans que cette expression particuliere puisse nuire ny préjudicier à la stipulation generale faite dans le present Article de l'exécution desdits Traitez des Pyrenées, & d'Aix-la-Chapelle.

XXVII. Quoi que leurs Majestez Très-Chrétienne & Catholique contribuent tous leurs soins, pour le rétablissement de la Paix Generale, & que le bon acheminement d'un armistice general leur doive faire esperer, qu'il sera suivi d'une prompte conclusion de tout ce qui doit asseurer le repos de toute la Chrétienté, neanmoins comme ledit Seigneur Roi Très-Chrétien a insisté que ledit Seigneur Roi Catholique s'oblige de ne pouvoir assister aucun des Princes, qui sont presentement en Guerre, contre la France & ses Alliez, sa Majesté Catholique a promis, & promet de demeurer dans une exacte Neutralité pendant le cours de cette Guerre,

1678.
17 Sept

1678. sans pouvoir assister, directement, ny in-
 17 Sept directement, ses Alliez, contre la France &
 ses Alliez.

XXVIII. Et comme leurs M M. Très-Chrétienne & Catholique reconnoissent les puissans offices, que le Roi de la G. B. a contribués incessamment, par ses bons conseils & avertissemens au salut & au repos public; Il a été convenu de part & d'autre, que sadite Majesté Britannique, avec ses Royaumes soit comprise nommement dans le présent Traité de la meilleure forme que faire se peut.

XXIX. En cette Paix, Alliance & Amitié de la part de S. M. Très-Chrétienne, entre le Roi de Suede avec le Duc de Holstein, l'Evêque de Strasbourg, & le Prince Guillaume de Furstenberg, comme interessez en cette guerre, seront aussi compris, si compris y veulent être, ceux qui ne s'étant pas voulu engager, ou declarer dans la presente guerre, seront nommez dans six Mois après l'échange des Ratifications.

XXX. Et de la part de S. M. Catholique seront pareillement compris, si compris y veulent être, ceux qui ne s'étant pas voulu engager, ou declarer dans la presente guerre, seront nommez dans six Mois après l'échange des Ratifications; & tous autres, qui après la fin de ladite guerre, seront aussi nommez par sadite Majesté Catholique.

XXXI. Ledits Seigneurs Rois Très-Chrétien & Catholique consentent, que tous Potentats & Princes, qui voudront bien entrer dans un pareil engagement, puissent donner à leurs Majestés leurs promesses, & obli-

ga-

gations de Garantie de l'exécution de tout le contenu au présent Traité. 1678.

XXXII. Et pour plus grande feureté 17Sept
de ce Traité de Paix & de tous les Points & Articles y contenus, sera ledit present Traité publié, verifié, & enregistré en la Cour du Parlement de Paris, & en tous autres Parlemens du Royaume de France, & Chambre des Comptes dudit Paris; comme semblablement ledit Traité sera publié, verifié, enregistré, tant au Grand Conseil, & autres Conseils & Chambres des Comptes dudit Seigneur Roi Catholique aux Pais-Bas, qu'aux autres Conseils des Couronnes de Castille, & d'Arragon, le tout suivant & en la forme contenuë au Traité des Pirenées de l'Année 1659. desquelles Publication, & enregistrement seront baillées des expéditions depart & d'autre, dans trois Mois après la publication du présent Traité.

Lesquels points & articles ci-dessus nommez, ensemble le contenu en chacuu d'icenz ont été traitez, accordez, passez & stipulez, entre les susdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires desdits Seigneurs Rois Très-Chrétien & Catholique, aux noms de leurs Maîtres; Lesquels Plenipotentiaires en vertu de leurs pouvoirs, dont les Copies seront inserées au bas du present Traité, ont promis & promettent, sous l'obligation de tous & chacuns les biens & Etats, presens & avenir des Rois leurs Maîtres, qu'ils setont inviolablement observer & accomplis, & de leur faire ratifier purement & simplement, sans y rien ajoûter: & d'en faire les Ratifications par lettres au-

1678.
17 Sept

teutiques & sellées, où tout le present Traité sera inferé de mot à autre, dans six semaines, à commencer du jour & date du present Traité, & plutôt si faire se peut. En outre ont promis & promettent lesdits Plenipotentiaires auxdits noms, que lesdites Lettres de Ratifications ayans été fournies, ledit Seigneur Roi Très-Chrétien, le plutôt qu'il se peut & en la presence de telle personne ou personnes, qu'il plaira audit Seigneur Roi Catholique de deputer, jurera solennellement sur la Croix, l'Evangile, Canons de la Messe, & sur son honneur, d'observer & accomplir pleinement, réellement & de bonne foy tous les Articles du contenu au present Traité. Et le semblable sera fait aussi le plutôt qu'il sera possible, par ledit Seigneur Roi Catholique, en presence de telle Personne ou Personnes, qu'il plaira audit Seigneur Roi Très-Chrétien de deputer. En témoignage desquelles choses lesdits Plenipotentiaires ont souscrit le present Traité de leurs noms & fait apposer le cachet de leurs armes. Fait à Nimegue ce dix-septième Septembre 1678.

(L. S.) Le MARESCHAL d'ESTRADES.

(L. S.) COLBERT.

(L. S.) DE MESMES d'AVAUX.

(L. S.) PABLO SPINOLA DORIA.

(L. S.) CONDE DE BENAZUZA, MAR-
QUIS DE LA FUENTE.

(L. S.) JEAN BAPTISTE CHRISTIN.

TRAÎ-

T R A I T E' D E P A I X ,

Conclu entre Leopold. Empereur des Romains, & Louis XIV. Roi de France. A Nimegue le 5. Fevrier 1679.

AU nom de la Très-Sainte & indivisible Trinité.
Soit notoire à tous & à chacun à qui il appartient, ou à qui il pourra en quelque façon appartenir : Que comme pendant le cours de la guerre qui s'est meüe depuis quelques années entre le Serenissime & très-Puissant Prince & Seigneur, Leopold Elû Empereur des Romains, toujours Auguste, Roi de Germanie, Hongria, Boheme, Dalmatie, Croatie, Sclavonie, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, Styrie, Carinthie, Carniole, Marquis de Moravie, Duc de Luxembourg, de la haute & basse Silesie, de Wirtemberg & de Tecke, Prince de Suabe, Comte de Habsbourg, Marquis du S. Empire Romain, Seigneur de Burgovie, de la haute & basse Lusace, de la Marche d'Esclavonie, du Port Naon & des Salines, &c. d'une part, & le Serenissime & très-Puissant Prince & Seigneur Louis XIV, Roi très-Chrétien de France & de Navarre, de
V 6 l'autre

1679.
5 Fevr.

l'autre part , leurs Sacrées Majestez Imperiale & très-Chrétienne n'ayant rien souhaité plus ardemment que de pouvoir par le rétablissement d'une Paix ferme & inébranlable arrêter la desolation de tant de Provinces , & l'effusion de tant de sang Chrétien , il est enfin arrivé par un effet de la bonté Divine , secondée des efforts du Serenissime & très-Puissant Prince & Seigneur Charles II. Roi de la Grande Bretagne , qui dans ces tems facheux où tout le Christianisme étoit en trouble ayant été reconnu & accepté pour Mediateur par toutes les Parties interessées , n'a cessé d'employer ses Conseils & ses Offices pour le repos public & la Paix generale , par où il s'est aquis une gloire immortelle ; leursdites S. S. M. M. Imp. & très-Chrétienne , ont consenti qu'il se fit une Assemblée generale pour traiter de la Paix en cette Ville de Nimegue ; les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires dûement établis de part & d'autre comparoissant donc audit lieu ; sçavoir de la part de sa Majesté Imperiale le Reverendissime , & les très-Illustres & très-Excellens Seigneurs , Jean Evêque de Gurk , Prince du Saint Empire , Conseiller d'Etat de sa Majesté Imperiale , le Seigneur François Ulric , Comte du Saint Empire , de Kinsky , de Chinits , & Tettau , Seigneur de Klumetz , Conseiller d'Etat de sa Majesté Imperiale Gentilhomme de sa Chambre , Lieutenant , & President des Appellations du Royaume de Boheme ; Et le Seigneur Theodore Althet Henry de Stratman , Conseiller de sa Majesté Imperiale dans son Conseil Imperial

Auli-

Aulique : Et de la part du Roi Très-Chrétien, les très-Illustres & très-Excellens Seigneurs, Godefroy, Comte d'Estrades, Marechal de France, Chevalier des Ordres du Roi, Viceroy de l'Amerique, Gouverneur des Ville & Citadelle de Dunkerque & Places en dependantes ; Le Seigneur Charles Colbert, Chevalier, Marquis de Croissy, Conseiller ordinaire du Conseil d'Etat du Roi ; Et le Seigneur Jean Antoine de Mémes, Chevalier, Comte d'Avaux, aussi Conseiller du Roi en ses Conseils, & par les soins & l'entremise des très-Illustres & très-Excellens Seigneurs, Laurens Hyde, Ecuier, le Seigneur Guillaume Temple Baronet, & le Seigneur Leolin Jenkins Chevalier, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de sa Majesté Britannique, lesquels depuis l'Année 1675. jusqu'à present se sont acquitez du devoir de leur Mediation avec une diligence très-exacte, & un esprit tout à fait desintereffé, à la gloire de Dieu & au bien de la Republique Chrétienne. Après avoir imploré l'assistance Divine, & eu une communication reciproque des Pleins-pouvoirs dont les Copies sont inserées de mot à mot à la fin de ce Traité ; On est tombé d'accord des conditions reciproques de Paix & d'Amitié en la teneur qui s'ensuit.

Art: I.

Qu'il y ait une Paix Chrétienne, Universelle, & une Amitié perpetuelle, vraye & sincere, entre sa Majesté Imperiale & sa Majesté Royale Très - Chrétienne, & leurs Heritiers & Successeurs, Royaumes & Provinces, comme aussi entre tous & chacun

1679.
5 Fevr.

des Alliez de ladite Majesté Imperiale & principalement entre les Electeurs, Princes, & Etats de l'Empire, & leurs Heritiers & Successeurs d'une part, & tous & chacun des Alliez de Sadite Majesté Très-Chrétienne qui sont compris dans ce présent Traité, & leurs Heritiers & Successeurs de l'autre part. Que cette Paix & Amitié s'observe & se cultive avec une telle sincerité, que chaque partie tâche de procurer l'utilité, l'honneur & l'avantage de l'autre. Qu'il y ait de part & d'autre un perpetuel oubli & Amnistie ou pardon de tout ce qui a été fait depuis le commencement de ces troubles, en quelque maniere & en quelque lieu que les hostilités se soient exercées, de sorte que ny pour aucune de ces choses, ny sous aucun autre pretexte que ce soit, on ne fasse dorenavant l'un à l'autre, ny ne souffre faire aucun tort, directement ny indirectement, ny sous couleur de droit, ny par voye de fait, ny au dedans ny hors de l'étendue de l'Empire, nonobstant tous pactes contraires faits auparavant, mais que toutes les injures qu'on a receuës de part & d'autre en paroles, écrits, actions, hostilités, dommages, & depenses, sans aucun égard aux personnes & aux choses, soient entierement abolies, de maniere que tout ce que l'un pourroit demander & prétendre sur l'autre de ce côté-là soit entierement oublié.

II. Et comme le Traité de Paix conclu & signé à Munster en Westphalie le 24 Octobre en l'année 1648. doit faire le fondement inébranlable de cette Amitié reciproque & tranquillité publique, ledit Traité sera rétably

bly dans tous & chacun de ses points en son ancienne vigueur , & demeurera à l'avenir dans sa pleine & entiere force , & observation , de la même maniere que s'il étoit inferé de mot à mot à l'Instrument de la presente Paix ; à l'exception toutefois des points auxquels il est expressement derogé par ce present Traité.

1679.
5 Fevr.

III. Et comme sa S. R. M. Très-Chrétienne avoit aquis par ledit Traité de Munster le droit de protection sur la Forteresse de Philipsbourg avec le droit perpetuel d'y tenir garnison , & que ladite Forteresse a été prise par les armes de l'Empereur , comme la Ville & Citadelle de Fribourg ont été conquises d'ailleurs par les Armes de France , leurs S. S. M. M. Imperiale & très-Chrétienne sont convenuës sur ces deux Places en la maniere suivante.

IV. Sa S. R. M. très-Chrétienne , tant pour elle que pour ses Heritiers & Successeurs , renonce & cede à perpetuité à sa S. M. Imperiale & à ses Heritiers & Successeurs tous droits de protection , de perpetuelle garnison , & generalement tous autres qui lui étoient aquis , en vertu dudit Traité de Munster , sur ladite Forteresse de Philipsbourg , sans se reserver , ny à ses Heritiers & Successeurs , ny à la Couronne de France sous quelque titre ou pretexte que ce puisse être aucuns droits ny pretensions sur ladite Forteresse , ny sur aucun des Forts qui y sont joints soit au deçà , soit au delà du Rhin , nonobstant toutes loix , constitutions , statuts , & autres Actes contraires , à tous & chacun desquels

1679. desquels il est expressement dérogé par le pre-
5 Fevr. sent Traité.

V. Et reciproquement sa S. Majesté Imperiale tant pour elle que pour ses Heritiers & Successeurs , & pour toute la Maison d'Autriche , renonce & cede à perpetuité à sa S. R. M. Très- Chrétienne , ses Heritiers , & Successeurs, la Ville & Château de Fribourg, avec les trois Villages qui en dépendent , sçavoir Lehn , Mezhausen , & Kirchzart , & leur Banlieuë , dans la même maniere qu'ils appartiennent à la communauté dudit Fribourg , en toute propriété , Souveraineté , droit de patronage , & généralement tout ce qui pouvoit appartenir à ladite Majesté Imperiale , sans s'y réserver , ny à ses Heritiers & Successeurs ny au Saint Empire aucun droit ny pretension , sous quelque titre ou pretexte que ce puisse être ; nonobstant toutes Loix , constitutions , statuts , & autres choses contraires , auxquelles il est expressement dérogé par le present Traité : sans préjudice toutefois des Privileges & immunités qui ont été accordés cy-devant à ladite Ville par la Maison d'Autriche , ny du droit Diocesain , & de tous les autres revenus ou droits que l'Evêque & l'Eglise de Constance y peuvent avoir.

VI. Que sa S. R. M. Très- Chrétienne ait le passage libre de Brisac à Fribourg , mais sans causer aucun dommage , par le Territoire de sa S. M. Imp. & de l'Empire , par le chemin ordinaire appelé vulgairement *Landstras* , par lequel ladite S. M. T. C. puisse faire passer ses troupes , Convois , & autres choses necessaires à la garnison de Fribourg ,
tant ,

tant , & aussi souvent qu'il sera besoin , sans
 que qui que ce soit , puisse y apporter aucun
 empêchement ny obstacle. 1679.
 5 Fevr.

VII. Qu'on ne puisse mettre aucuns impots , peages ny droits de passage soit anciens ou nouveaux sur les Convois qui passeront par ledit chemin de Brisac à Fribourg , & qui seront necessaires à la garnison de ladite Ville de Fribourg. On est aussi convenu que tout ce , que la garnison & les habitants dudit Fribourg tireront de tout le Bisgaw pour leur substance , sera à l'avenir , comme il étoit cy devant , exempt de toutes sortes d'Impots ; & que les Marchandises & autres choses generalement quelconques qui y seront transportées , ne soient pas plus surchargées d'impositions & de droits , que si elles passaient en des lieux qui fussent sujets à S. M. Imp. ou que lesdites impositions soient telles que les propres sujets de sa S. M. Imp. pourroient payer.

VIII. Qu'il sera nommé des Commissaires de part & d'autre dans une année à compter du jour des Ratifications , pour regler & convenir ensemble de quelles dettes legitimes la Ville de Fribourg peut être chargée.

IX. Sa S. R. M. T. C. donnera ordre qu'on rende de bonne foy & sans aucun retardement tous les Actes & Documens de la Chancellerie , du Conseil souverain & de la Chambre , de quelque nature qu'ils puissent être , qui se sont trouvez dans la Ville & Château de Fribourg , & dans les Maisons des Conseillers & autres Officiers , qui les avoient en garde , & par tout ailleurs. Que
 si

1679.
5 Fevr.

si ces Memoires & Documens sont des Actes publics : & qu'ils concernent tant ladite Ville de Fribourg, que les trois Villages qui en dépendent, les susdits Commissaires conviendront du lieu où ils devront être gardez, à condition qu'on en donnera des copies autentiques toutes les fois qu'il en sera besoin.

X. Qu'il soit permis non seulement au Chapitre de Bâle, ainsi qu'à tous & un chacun des Membres du Conseil Souverain, & de l'Université de Fribourg, mais même à tous Bourgeois & habitans de quelque condition qu'ils soient, qui voudront se retirer de ladite Ville, d'aller s'habituier par tout où ils voudront, & d'y transporter avec eux leurs biens meubles dans l'espace d'une Année, à compter du jour de la ratification du present Traité, sans qu'il leur soit fait aucun tort ny empêchement, ny qu'ils soient chargez d'aucuns Impots : qu'ils puissent aussi vendre, ou retenir, ou administrer par eux-mêmes, ou par autrui leurs biens immeubles ; & que la même faculté de retenir, administrer, ou aliener soit aussi accordée à tous ceux qui ont des biens, revenus, ou droits dans la Ville de Fribourg, ou dans les trois Villages qui en dependent.

XI. Sa S. M. Très-Chrétienne consent toutefois de rendre à sadite S. M. Imp. ladite Ville & Château de Fribourg avec les trois Villages qui en dependent, pourvû qu'on puisse convenir d'un équivalent qui soit à la satisfaction de sa S. R. M. T. C.

XII. Comme Monsieur le Duc de Lorraine s'est joint à sa S. M. Imp. dans cette
guer-

guerre , & qu'il a voulu être compris dans le present Traité , on est convenu qu'il sera rétabli tant pour lui que pour ses Heritiers & Successeurs dans la pleine & paisible possession de tous les Etats , lieux & biens , que son Oncle le Duc Charles possédoit l'an mille six cens septante , lors qu'ils furent conquis par les Armes du Roi Très-Chrétien : à l'exception néanmoins des changemens qui seront expliquez dans les Articles suivans.

1679.
5 Fevr.

XIII. Que la Ville de Nancy & sa Banlieue nommée vulgairement Finage demeure à perpetuité unie & incorporée à la Couronne de France , en sorte que sa S. M. Très-Chrétienne & ses Heritiers & Successeurs la possèdent en tous droits de superiorité , Souveraineté , & propriété. Et pour cet effet ledit Sieur Duc de Lorraine , tant pour lui que pour ses Heritiers & Successeurs renonce , cede & transporte à perpetuité & sans aucune reserve au Roi Très-Chrétien & à ses Heritiers & Successeurs , tous droits de propriété , & de Souveraineté , toutes les prérogatives & prééminences qui ont appartenu ou dû appartenir audit Sieur Duc dans ladite Ville de Nancy , nonobstant toutes loix , coutumes , statuts , constitutions , & conventions contraires , auxquelles , & aux clauses derogatoires il est expressement dérogé par le present Traité.

XIV. Et afin qu'il y ait une communication d'autant plus libre entre la Ville de Nancy & les Pais sujets à la Couronne de France , & que le passage des troupes Francoises soit plus facile , on nommera des

Com-

1679
5 Fevr.

Commissaires tant de la part du Roy Très-Chrétien, que de celle dudit Sieur Duc, lesquels conviendront ensemble des chemins, qui comprendront en largeur une demi lieuë de Lorraine chacun, le premier desquels s'étendra de S. Didier à Nancy, le second de Nancy en Alsace, le troisième de Nancy à Vesou en Franche Comté, & le quatrième de Nancy à Metz. En sorte toutefois que ces chemins ne soient marquez que sur le pied de ceux qui furent cedez au Roy Très-Chrétien par le Duc Charles l'an 1661.

XV. Tous les Lieux; Bourgs, Villages, & Terres, & leurs Dépendances qui se trouveront compris dans l'étendue de cette demi-lieuë en largeur, appartiendront à Sa Sacrée Royale Majesté Très-Chrétienne en tous droits de Superiorité, Souveraineté, & Propriété, dont ont jouti ci-devant ledit Seigneur Duc & ses Prédecesseurs, en sorte toutefois que si la banlieuë, ou dependances desdits lieux s'étendoient au de-là de cette demi-lieuë, & des bornes que les Commissaires auront posées, tout ce qui sera au de-là de ladite étendue appartiendra comme ci-devant audit Sieur Duc, & à ses Heritiers & Successeurs en tous droits de Souveraineté, Superiorité, & Propriété.

XVI. Que la Ville & Prevôté de Longwic avec ses Appartenances & Dépendances demeure à perpetuité au Seigneur Roy Très-Chrétien, ses Heritiers & Successeurs, en toute Superiorité, Souveraineté & Propriété, sans que ledit Sieur Duc & ses Heritiers & Successeurs puissent y pretendre à l'avenir aucun droit; mais en échange de ladite Vil-

Ville & Prevôté, sa Sacrée Majesté Très-Chrétienne en cederà une autre audit Duc, dans l'un des trois Evêchez qui sera de pareille valeur & d'égale étendue, de laquelle les susdits Commissaires conviendront de bonne foy : & ledit Sieur Duc, & ses Heritiers & Successeurs jouiront à perpetuité en toute Superiorité, Souveraineté, & Propriété de ladite Prevôté, qui lui aura ainsi été cedée & transportée par le Roy Très-Chétien.

XVII. Reciproquement sa Sacrée Majesté Très-Chrétienne tant pour soy que pour la Couronne de France, cede audit Duc & à ses Heritiers & Successeurs en Compensation de ladite Ville de Nancy la Superiorité, Souveraineté, & Propriété de la Ville de Toul, & de ses Fauxbourgs, & généralement tous autres droits, spécialement de Patronage, & toutes prerogatives & préeminences, qui appartoient ou devoient appartenir à la Couronne de France sur ladite Ville de Toul, ses Fauxbourgs, & Banlieue nommée vulgairement Finage, en sorte que ledit Duc & ses Heritiers, & Successeurs en jouissent pleinement & sans aucune reserve, non-obstant toutes loix, coutumes, statuts, constitutions, & conventions contraires, auxquelles & aux clauses déroatoires le Roi Très-Chrétien a expressement derogé par le présent Traité.

XVIII. Que si néanmoins la Banlieue de la Ville de Toul étoit de moindre étendue ou de moindre valeur que celle de Nancy, ledit Duc sera recompensé du surplus, en sorte que les Banlieues de l'une & de l'autre de

1679.
5 Fevr.

1679.
5 Feur.

de ces Villes soient de même étendue , & d'é-
gale valeur.

XIX. Le Roy Très-Chrétien renonce-
ra, comme par le present Traité il renonce ,
& cede à perpetuité pour luy & pour ses
Heritiers & Successeurs, & remet entre les
mains de sa Sainteté le droit de nommer ou
presenter à l'Evêché de Toul , tel qu'il lui
avoit été accordé par le Pape Clement IX.
en sorte qu'il sera libre à l'avenir audit Duc
d'avoir recours au S. Siege pour l'obtenir.

XX. On est de plus convenu qu'il ne sera
point permis audit Duc d'apporter aucun
changement aux Provisions des Benefices , qui
ont été Conferez par sa Sacrée Majesté Très-
Chrétienne jusqu'au jour du present Traité
& que les personnes qui en sont pourvues de
meureront dans la paisible possession desdit
Benefices , en sorte que ledit Duc ne puiff
en aucune façon les troubler ou leur appor-
ter aucun empêchement , ny les dépouiller
de la possession desdites Benefices.

XXI. Il a été de plus arrêté que tous les
Procès, Sentences, & Jugemens donnez par
le Conseil, Juges, & autres Officiers de sa
Sacrée Royale Majesté Très-Chrétienne, dans
toutes les Disputes & Actions qui auront
été terminées tant entre les sujets dudit Du-
ché de Lorraine & de Bar, que tous autres,
pendant tout le tems que lesdits Etats ont été
sous la puissance du Seigneur Roy Très-
Chrétien, auront lieu, & sortiront un plein
& entier effet, rout de même que si le Roi
Très-Chrétien étoit demeuré Seigneur &
Possesseur desdits Etats, en sorte qu'il ne soit
point permis de revoquer lesdites Sentences,
les

les annuler , ou en retarder , ou en empêcher l'exécution. Pourront cependant les Parties selon l'ordre & la disposition des Loix en venir à une revision d'Actes , lesdites Sentences demeurant cependant en leur force & vigueur.

1679.
5 Fevr.

XXII. Tous les Titres & Documens qui étoient dans les Archives & Tresor de Nancy , & dans l'une & l'autre Chambre des Comptes , ou autres lieux , & qui en ont été tirez seront incessamment rendus audit Sieur Duc.

XXIII. Sa Sacrée Majesté Imperiale consent que le Prince François Egon Evêque de Strasbourg , son Frere le Prince Guillaume Egon de Furstemberg , avec leur Neveu le Prince Antoine Egon de Furstemberg , leurs Officiers & Ministres soient pleinement rétablis dans le même état , & dans leur réputation , Dignitez , Droits , Voix , Séances , Benefices , Offices , Fiefs , Arrieriefiefs , biens allodiaux , & revenus qui ont été sequestrez , & generalement dans tous les biens dont ils ont jouï , ou dont ils ont eu droit de jouïr , avant qu'ils en eussent été depouilleez à l'occasion de la presente guerre , non-obstant & sans avoir égard à tous Actes , Traitez , & Decrets contraires , qui sont à cet égard annullez. Et aussi ledit Prince Guillaume Egon sera remis en liberté aussi-tôt après l'échange des Ratifications. Que tout ce qui peut avoir été fait par le Chapitre de Strasbourg , & par tous autres qui ont administré les biens ou Benefices desdits Evêque & Prince , & tout ce qui peut avoir été dit , fait , ou écrit contre eux par leurs

1679.
5 Fevr.

leurs dits Officiers, soit mis dans un éternel oubli, & qu'on ne puisse sous quelque pre-texte que ce puisse être, les inquieter ny attaquer en aucune façon.

XXIV. Que tous Sujets & Vassaux tant Ecclesiastiques que Seculiers de l'une & de l'autre part soient rétablis dans leurs hon-neurs, Dignitez, & Benefices dont ils jouis-soient avant le commencement de la guerre; comme aussi dans tous & chacuns leurs biens, meubles & immeubles, revenus mobilières & qui peuvent se racheter, qui ont été con-fisquez & pris à l'occasion de la presente guerre, ensemble dans tous les droits, actions, & successions, qui pourroient leur être échus durant la guerre; en sorte toutefois qu'on ne puisse rien demander, depuis la confiscation jusqu'au jour de l'échange des Ratifications, à raison des fruits & revenus, ny de ce qui peut avoir été perçu desdits biens, meubles, revenus & benefices. Que la même chose s'observe à l'égard des dettes, effets, mar-chandises, & meubles qui ont été confisquez avant ledit tems, en sorte qu'aucun crean-cier de dettes particulieres, ny aucun dépo-sitaire de semblables effets & marchandises, leurs Heritiers, ou ayant cause, ne puissent jamais en poursuivre ou pretendre la restitu-tion. Toutes les susdites restitutions s'étendront en general & dans la même forme sus-dite à tous ceux qui auront embrassé le Par-ti contraire, & par consequent chacun d'eux en vertu de ce present Traité r'entrera dans les bonnes graces de son Prince, ainsi que dans ses biens, tels qu'ils peuvent être, dans le tems de la conclusion & signature du present

Trai-

Traité. Et que toutes ces choses soient ainsi
 exécutées, non-obstant toutes donations, con-
 fiscations, commissions, Sentences Interlo-
 cutoires & Definitives, & données par con-
 tumace, les Parties absentes & non ouies :
 toutes lesquelles Sentences & choses jugées
 seront nulles, & considérées comme si elles
 n'avoient point été jugées, ny prononcées;
 restant une pleine & entière liberté à tous &
 un chacun de l'une, & de l'autre part de
 retourner dans sa Patrie, d'où ils peuvent
 être venus; & de pouvoir ou jouir eux mê-
 mes desdits biens, meubles, & revenus, ou
 d'aller s'habituier ailleurs par tout où ils vou-
 dront, sans qu'il leur soit fait aucune vio-
 lence; mais qu'au contraire au cas qu'ils
 veuillent s'habituier ailleurs, il leur soit per-
 mis de faire administrer leurs biens & reve-
 nus, & d'en jouir par des Procureurs non
 suspects : laquelle liberté toutefois n'aura
 point lieu à l'égard des benefices; qui de-
 mandent résidence, & qui devront être dé-
 servis personnellement.

XXV. Que le Traité fait & conclu ce
 jourd'huy entre Sa Sacrée Majesté Imperiale,
 & le Roy & Royaume de Suede, tant pour
 lui que pour le Duc de Gottorp, soit sensé
 être compris dans celui-cy, & qu'il ait la
 même force & vigueur que s'il y étoit in-
 séré de mot à mot, en sorte que l'un & l'au-
 tre, tant le present Traité que celui de l'Em-
 pereur & du Roi de Suede, ne soient reputez
 qu'un seul & même Traité.

XXVI. Et comme le repos & la tranqui-
 lité publique demandent que la guerre qui
 dure entre Sa Sacrée Majesté Très Chrétien-

1679.
5 Fevr.

ne, & le Roi & Royaume de Suede, & le Roi de Dannemarc, l'Electeur de Brandebourg, l'Evêque de Munster, & les Princes de la Maison de Lunebourg, l'Evêque d'Onabruk, & les Ducs de Zell, & de Wolfenbuttel soit promptement terminée, Sa Sacrée Majesté Imperiale ne s'entremettra pas moins auprès desdits Princes, que Sa Sacrée Royale Majesté Très-Chrétienne auprès du Roi de Suede, pour obtenir par leurs puissans offices, que la Paix puisse aussi être bientôt conclue entre les susdites Puissances, & que pour cet effet elles conviennent promptement d'une surseance d'armes convenable & capable de procurer la Paix. Mais si contre toute esperance, ces offices n'avoient pas le succès qu'on en peut attendre, Sa Sacrée Majesté Imperiale, les Electeurs, Princes, & Etats de l'Empire compris dans cette Paix promettent, que le tems de surseance d'armes étant expiré ils n'aideront en aucune façon, ny sous quelque pretexte que ce soit, ny directement ny indirectement les Ennemis de la Suede. Qu'ils n'apporteront aucun obstacle à la France ny à la Suede pendant toute cette guerre: qu'ils ne permettront point que les Troupes des Ennemis de la France, ou de la Suede prennent dans l'Empire aucuns quartiers d'hiver ou d'été hors de leurs propres Etats & Territoires. Sa Sacrée Royale Majesté Très-Chrétienne pourra aussi dans cette veüe tenir garnison dans les Places suivantes de l'Empire, sçavoir, dans Châtelet, Huys, Verviers, Aix la Chapelle, Duren, Linnick, Nuys & Sons, sans que les garnisons qui y seront puissent être dommageables aux Seigneurs

gneurs & Habitans de ces Places , mais qu'elles soient entretenues aux dépens du Roi Très-Chrétien : dans lesquelles il ne sera pas permis de faire de nouvelles Fortifications , sinon qu'autant qu'elles seront nécessaires pour la seureté desdites garnisons , & qu'elles ne pourront donner aucun juste sujet de soupçon. Le Roi Très-Chrétien ne pourra retenir lesdites Places , tant à raison des dépenses qu'il pourra y avoir faites , que sous aucun pretexte que ce puisse être ; mais il les evacuera , & rendra à ceux sur qui il les a prises , aussi tôt que la Paix pour les Provinces situées dans l'Empire aura été conclue & ratifiée entre les susdites Parties , ou que l'on aura trouvé d'un commun consentement des moyens convenables pour la rétablir. Et reciproquement Sa Sacrée Royale Majesté Très-Chrétienne promet de n'assister en aucune façon , ny sous quelque pretexte que ce puisse être ; ny directement ny indirectement , les ennemis presens de l'Empereur & de l'Empire. Qu'il soit aussi libre à l'Empereur & à l'Empire de joindre leurs Offices , leurs Conseils & leurs soins avec le Roi Très-Chrétien , pour faire en sorte que cette guerre soit assoupie au plutôt d'un commun consentement.

XXVII. Que conformément à la Paix de Munster , confirmée dans tous ses points par l'Article second du present Traité , tous les lieux de part & d'autre soient restituez & evacuez de bonne foy. Pour lequel effet seront nommés des Commissaires , dans le tems que ce present Traité sera ratifié de part &

1679.
5 Fevr.

d'autre , lesquels feront faire ladite restitution & evacuation sans aucun delay dans l'espace d'un mois après l'échange des Ratifications. Non compris pourtant dans cette restitution generale les Places marquées dans l'Article précédent , desquelles il a été autrement disposé pour un tems.

XXVIII. Comme il y a depuis long-tems contestation touchant la Forteresse & Duché de Bouillon entre les Ducs de ce nom , & l'Evêque & Prince de Liege , on est convenu que le Duc de Bouillon demeurant dans l'actuelle possession où il est , ce different soit terminé à l'amiable , ou par des Arbitres qui seront choisis par les Parties trois Mois après la Ratification du présent Traité , sans que sur ce sujet on en puisse venir à aucune voye de fait.

XXIX. Qu'aussi-tôt que le present traité aura été signé par les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires , toutes les hostilités cessent : & s'il arrivoit quatorze jours après la Ratification du present Traité , qu'on en vint à quelque voye de fait qui apportât quelque altération ou changement , la reparation en sera faite au plutôt , & les choses remises en leur premier état.

XXX. La levée des contributions dans les Provinces , Pais & Lieux où elles ont été établies avant la signature du present Traité , se continuera de part & d'autre jusqu'à l'échange des Ratifications : & si alors il en est encore dû quelque chose , ce qui restera

restera sera payé dans l'espace de quatre mois
après l'échange des Ratifications, en sorte
toutefois qu'après cet échange, le paye-
ment n'en soit point exigé par voye de fait
des Communautés, qui s'obligeront par des
cautions bonnes & valables à payer les som-
mes qui seront dûes dans telle Ville dont on
convendra.

1679.

5 Fevr.

XXXI. Quoiqu'il ait été assez amplement
déclaré par l'Article 2, du présent Traité,
que le Traité de Munster est confirmé en tout
& chacun de ses points, on est toutefois ex-
pressément convenu que tout ce qui a été
arrêté dans ledit Traité de Munster touchant
l'affaire du Montferrat demeurera à l'avenir
dans toute sa force & vigueur, & principale-
ment ce qui y a été accordé concernant le Sei-
gneur Duc de Savoye.

XXXII. Et comme Sa Sacrée Majesté
Imperiale, & Sa Sacrée Royale Majesté
Très-Chrétienne reconnoissent entièrement
les offices & les soins que le Serenissime Roi
de la Grande Bretagne a continuellement em-
ployé pour procurer la Paix & le repos pu-
blic, elles ont consenti, que ledit Seigneur
Roi & ses Royaumes soient compris dans le
présent Traité en la meilleure forme & manie-
re que faire se pourra.

XXXIII. Que ceux qui seront nommez de
part & d'autre d'un commun consentement
avant l'échange des Ratifications ou six mois
après ledit échange, soient aussi compris dans
la présente Paix.

XXXIV. L'Empereur & le Roi Très-
Chrétien consentent que tous Roys, Prin-

1679. ces, & Republiques puissent donner leur
 5 Fevr. Garantie à Sadite Sacrée Majesté Imperiale,
 & à Sa Sacrée Royale Majesté Très-Chrê-
 tienne pour l'exécution de toutes & chacune
 des choses qui sont contenuës dans le present
 Traité.

XXXV. Les Ambassadeurs Extraordi-
 naires & Plenipotentiaires promettent respec-
 tivement, que le present Traité sera ratifié
 par l'Empereur & le Roi Très-Chrétien, dans
 la forme dont on est reciproquement conve-
 nu, & d'en fournir infailliblement les Rati-
 fications, & en faire l'échange dans l'espace de
 huit Semaines à compter du jour de la signa-
 ture du present Traité, & plutôt même si faire
 se peut.

XXXVI. Et comme Sa Sacrée Majesté
 Imperiale a été dûement requise par les Ele-
 ctors, Princes & Etats de l'Empire, en ver-
 ru d'une resolution de la Diète, en date du 2.
 Mai de l'an 1677. scellée du sceau de la Chan-
 cellerie de Mayence, & qui a été donnée aux
 Ambassadeurs de France, à ce que les Am-
 bassadeurs de Sa Majesté Imperiale prissent soin
 dans cette Assemblée des interêts desdits Ele-
 ctors, Princes, & Etats de l'Empire; les
 susdits Ambassadeurs de l'Empereur & du
 Roi Très Chrétien auxdits noms pour une
 plus grande force & vigueur de toutes & cha-
 cune des choses contenuës au present Traité,
 l'ont signé de leurs mains, & y ont apposé les
 Cachets de leurs Armes, & ont promis d'en
 fournir les Ratifications dans la forme dont
 on est convenu, & le tems cy-dessus marqué,
 sans s'arrêter aux contradictions ou protesta-
 tions,

de Nimegue.

487

tions, que le Directoire de l'Empire Romain
pourroit faire contre le present Traité; les-
quelles ne seront point receuës, & n'auront
aucun lieu.

1679.
5 Fevr.

Fait à Nimegue le 5 Fevrier, 1679.

(L.S.) JEAN Evêque & Prince de Gurc;

(L.S.) FRANÇOIS UDALRIC Comte de
Kinsky.

(L.S.) T. A. HENRY STRAATMAN.

(L.S.) LE MARECHAL D'ESTRADES.

(L.S.) COLBERT.



1679.
29 Juin

T R A I T E'

D E

P A I X ,

*Conclu entre Louis XIV. Roi de France ,
& Frederic Guillaume Eleveur de
Brandebourg. A St. Germain en laye
le 29. Juin 1679.*

AU Nom de DIEU le Createur & de la très-Sainte TRINITE. Soit notoire à tous, que le très-Haut, très-Excellent, & très-Puissant Prince Louis XIV. par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre n'a rien souhaité davantage, que de voir la tranquillité generale rétablie après les longues & sanglantes divisions dont l'Europe a été agitée; sa Majesté a vû avec peine, que les derniers Traités, qui ont été signés à Nimegue, particulièrement avec l'Empereur & l'Empire n'ayent pû éteindre le feu de la guerre dans le Nord, & qu'elle ait été necessitée de faire encore agir ses armes contre l'Eleveur de Brandebourg; mais parce qu'au milieu même de ces derniers troubles elle a conservé beaucoup d'estime pour ce Prince, & une disposition sincere à le recevoir dans sa premiere Alliance, toutes les fois qu'il se mettroit en état d'y rentrer; Elle a reçu avec beaucoup de plaisir les témoignages qu'il lui a fait
por-

porter par le Sr. Meinders son Conseiller & Ministre d'Etat & son Envoyé extraordinaire vers sa Majesté, du desir extrême qu'il auroit de reprendre auprès d'elle par la Paix ; la même place qu'il a eue cy-devant dans le nombre de ses Alliez, & de l'obliger de lui rendre à l'avenir la même amitié dont elle lui a donné autrefois tant de marques : & comme sa Majesté n'a nul interet à demêler avec S. A. Electorale de Brandebourg, qui ne lui soit commun avec le très-Haut, très-Excellent & très-Puissant Princee Charles par la grace de DIEU Roi de Suede, & que sadite Altesse Electorale lui a fait témoigner, qu'elle étoit dans le dessein de faire une sincere & solide Paix avec ledit Roi, sa Majesté a bien voulu tant pour elle, que pour le Roi de Suede entrer dans la discussion du present Traité de Paix, & pour ce sujet elle a commis le Sr. Arnauld Chevalier, Seigneur de Pomponne, Conseiller dans tous ses Conseils, & Secrétaire d'Etat & des Commandemens de sa Majesté, pour traiter & negocier avec le Sr. Meinders, lesquels après l'échange de leurs Pleinpouvoirs, dont les copies sont inserées cy-après, sont convenus des Articles suivans.

I. Il y aura à l'avenir une bonne, ferme & durable Paix & Amitié entre le Roi Très-Chrétien, le Roi de Suede & l'Electeur de Brandebourg, leurs Successeurs, Royaumes, Pais, Etats & Sujets, avec une entiere & reciproque liberté de commerce tant par Terre, que par Mer & autres Eaux.

II. Il y aura de même une amnistie & perpetuel oubli de ce qui s'est passé de part

1679. & d'autre à l'occasion de la guerre, même à
 29 Juin l'égard des sujets qui auroient suivi les diffé-
 rens Partis.

III. Toutes hostilités cesseront entre les Parties dans le tems de dix jours au plus tard après la signature du présent Traité ou plutôt, si la notification en peut être faite aux Generaux qui commandent les Armées de part & d'autre, sans toutefois que lesdites Armées aient à se retirer des Pais qu'elles occupent, & dans lesquels elles pourroient vivre & subsister jusqu'à l'échange des ratifications du present Traité.

IV. Et comme les Traités de Westphalie doivent toujours être regardés comme le fondement le plus solide & le plus assuré de la Paix & de la tranquillité de l'Empire, & que Sa Majesté Très-Chrétienne s'est déclarée dans tout le tems même durant le cours de la guerre, que son intention étoit de les maintenir dans toute leur force; que le Roi de Suede s'est expliqué de la même maniere, & que l'Electeur de Brandebourg témoigne d'être dans le même sentiment, il est expressément stipulé par cet Article, que les susdits Traités de Munster & d'Osnabrug, conclus en l'an 1648. demeureront dans toute leur force & vigueur, & seront sentés repetés dans le present Traité, comme s'ils y étoient inserés de mot à mot; à l'exception toutefois des changemens, qui pourroient y être apportés par les Articles suivans.

V. L'Electeur de Brandebourg promet par le present Traité de remettre entre les mains du Roi de Suede tout ce qu'il a occupé par
 ses

ses armes dans la Pomeranie, nommément la Ville de Stralsfond & de Stettin, & généralement tout ce qu'il possède presentement des Terres & États, qui ont été cedés dans l'Empire à la Couronne de Suede par le Traité de Westphalie, sans en rien reserver ny retenir.

1679.
29 Juin

VI. Mais parce qu'il a été jugé necessaire, pour entretenir le bon voisinage, & pour empêcher à l'avenir les differens, qui naissent d'ordinaire entre les Princes par le trop grand mélange de leurs Terres & États, de donner de nouvelles limites à la Pomeranie, qui appartient à la Couronne de Suede, & à la Pomeranie qui est sous la Domination de S. A. Electorale de Brandebourg, il en a été disposé en la maniere suivante.

VII. Toutes les Terres possédées par la Couronne de Suede au delà de la riviere d'Oder, soit qu'elles lui eussent été cedées par les Traités de Westphalie, soit qu'elles lui eussent été adjudgées par le Recès ou Traité de Stettin de l'année 1653. appartiendront d'ordonnervant à l'Electeur de Brandebourg en toute Souveraineté, à l'exception seulement des Villes de Dam & de Golnau, & leurs dependances, qui ont été spécifiées nommément dans lesdits Traités de Westphalie.

VIII. Mais parce que la Ville de Golnau & ses dependances se trouvent comme enclavées dans les terres qui doivent demeurer à l'Electeur de Brandebourg, & qu'il a insisté qu'elle lui fut cedée avec le reste du Pays au delà de l'Oder, il a été convenu & accordé, que ladite Ville de Golnau & ses dependances lui seront laissées en engagement par

1679.
29 Juin

le Roi & la Couronne de Suede pour le prix & la somme de 50 mille Ecus , payables à la volonté du Roi de Suede avec condition expresse , que toutes les fois , que ledit Roi de Suede lui fera payer ladite somme de 50 mille Ecus , ledit Electeur sera tenu & obligé de lui remettre ladite Ville de Golnau & ses dependances ; mais que dans tout le tems , que durera ledit engagement , il en jouira en la même maniere que de tout ce , qui lui est cédé par le present Traité.

IX. Et comme par le susdit Traité ou Recès de Stettin de l'année 1653. l'Electeur de Brandebourg fut obligé de partager avec le Roi & la Couronne de Suede les Droits de peages , qui se levent dans le Port de Colberg , & autres Ports & Hayres de la Pomeranie au delà de l'Oder , qui demouroit sous la Domination de S. A. Electorale de Brandebourg , il a été accordé que le Roi & la Couronne de Suede renoncent par le present Traité à tout droit de partage des peages , qu'ils pouvoient avoir en Commun avec l'Electeur de Brandebourg , suivant le Recès ou Traité de Stettin dans les Ports ou Havres de la partie de la Pomeranie , qui est demeurée suivant les Traités de Westphalie audit Electeur.

X. En vertu des Articles précédens le Roi de Suede tant pour lui que pour ses Hoirs , Successeurs , & ayans cause renonce , cede quitte & transporte perpetuellement & à toujours par le present Traité de Paix à l'Electeur de Brandebourg ses Hoirs , Successeurs , & ayans cause tous les Droits , Rentes , Revenus , Jurisdctions & Prérogatives de quel-

quelque nom & de quelque nature , qu'ils
puissent être , qu'il a eü , & qu'il peut
prétendre tant en vertu des Traités de West-
phalie , que par des conventions , transactions
& cessions , particulièrement par le Traité
ou Recès de Stettin de l'année 1653. sur les
Lieux , Villes , Terres , Forêts & Do-
maines , situés au delà de la Rivière d'Oder ,
& partage des droits des peages dans les Ports
& Havres de la Pomeranie Electorale , à
l'exception seulement de la Ville de Dam &
de ses dependances , & de celle de Golnau
& ses dependances , conformément toutefois
à la disposition , qui en a été faite par l'Ar-
ticle 8. du present Traité sans Reservation ;
Exception , Restriction ou Retention quel-
conque : & ce nonobstant toutes Loix ,
Contrats , Conventions , Transactions ,
Cessions & Investitures passées & futures ,
coutumes , & Constitutions au contraire ,
auxquelles & aux clauses Derogatoires des
Derogatoires il est expressement derogé par
le present Traité , excluant à perpetuité tou-
tes exceptions , sous quelques Droits , Ti-
tres, Clauses ou Pretextes qu'elles puissent être
fondées.

XI. Consent aussi le Roi de Suede que
les hommes , Vassaux & Sujets desdits Lieux,
Villes & Pays , cedés par le present Traité
audit Electeur de Brandebourg , soient &
demeurent quittes & absous dès à present ,
& pour toujours des foy & hommage , ser-
vice & serment de fidelité ; qu'ils pourroient
lui avoir fait , tous lesdits Sujets & Vas-
saux demeurans à l'avenir sous la Souverai-
neté de l'Electeur de Brandebourg ; mais

1679.
29 Juin

dans la propriété & possession de leurs biens tant de ceux, qui leur auroient été donnés, vendus, ou aliénés par le Roi & Couronne de Suede avant la Declaration de la presente guerre, que de ceux qu'ils auroient aquis ou qui leur appartiendroient de leurs propres tant meubles qu'immeubles, rentes viagères & à rachat, saisies & occupées tant à l'occasion de la guerre, que pour avoir suivi le parti contraire, ensemble de leurs droits, actions & successions à eux survenues, même depuis la guerre commencée, sans toutefois pouvoir rien demander, ny prétendre des fruits & revenus, presens & écheus dès le saisissement desdits biens jusques au jour de l'échange de la Ratification du Roi de Suede, ny semblablement des dettes & effets & meubles, qui auroient été confisquez avant ledit jour à cause de la guerre presente, en sorte qu'aucun creancier de telles dettes, ny aucun depositaire, propriétaire, & leurs heritiers ou ayans cause en puissent faire poursuivre, ny en prétendre restitution, recouvrement ou équivalent.

XII. La Riviere d'Oder, suivant la disposition des Traités de Westphalie, demeurera toujours en souveraineté au Roi & à la Couronne de Suede, & il ne sera pas libre audit Electeur de Brandebourg d'eriger aucune Forteresse; ou de fortifier aucune Place dans l'étendue du Pais, qui lui est cédé par le present Traité.

XIII. Aussi-tôt après que l'échange des Ratifications de Sa Majesté Très-Chrétienne aura été fait avec celle de l'Electeur de Brandebourg, Sa Majesté fera retirer son

Ar-

Armée des Pais & Places des Duché de Cleves , Principauté de Minden , Comtez de Marck & Ravensberg , & de toutes autres terres dudit Electeur , qu'elle auroit occupées à l'exception toutefois d'un corps de mille Chevaux qu'elle conservera dans ledit Pais , & des Places de Wesel & Lipstat , qu'elle retiendra jusques à l'entiere execution du present Traité avec le Roi de Suede , après laquelle , & lors que ledit Roi aura été retabli dans les Pais & Places , qui lui doivent être remis , elle retirera entierement ses troupes des Places & Pais de l'Electeur de Brandebourg ; mais durant qu'Elles y demeureront les habitans des Villes de Wesel & Lipstat continueront à fournir aux garnisons les mêmes logemens & utensiles portez par le Traité de Santhen & les habitans des lieux où lesdits mille Chevaux seront logez , leur fourniront les mêmes utensiles & le fourage.

XIV. Mais comme le Roi de Suede n'a point presentement de troupes dans l'Empire , & qu'il ne pourroit peut-être y en faire passer dans le tems , porté par l'échange des Ratifications du present Traité , pour reprendre en son nom la possession des Places & Pais , qui lui doivent être remis par l'Electeur de Brandebourg , il a été convenu , & stipulé qu'aussi-tôt après ledit échange entre le Roi de Suede & l'Electeur de Brandebourg , ledit Electeur retirera ses troupes de tout le Plat-pais , qui doit revenir par ce Traité au Roy de Suede ; mais qu'il laissera les garnisons necessaires dans les places qui lui doivent être remises , sçavoir , deux mille hommes au plus dans Stralsund , & mille à douze cens

1679.
29 Juins

1679.
29 Juin

cens hommes dans Stettin, & ainsi à proportion dans les autres Places, lesquelles il conservera contre tous ceux, dont elles pourroient être attaquées, jusques à ce que le Roi de Suede ait envoyé des Troupes, pour prendre possession desdites Places, lesquelles lui seront laissées alors par celles de l'Electeur, qui se retireront dans ses Etats.

XV. Il sera loisible toutefois audit Electeur de Brandebourg, de retirer auparavant desdites Places tout le Canon, & les Munitions de guerre, qu'il y auroit fait conduire depuis qu'il s'en est rendu Maître, y laissant toutefois l'Artillerie & Munitions de guerre, qui ont appartenu à la Couronne de Suede, & qui s'y trouveront le jour de la signature du present Traité de Paix.

XVI. Comme S. A. Electorale de Brandebourg a fait de grandes instances à sa Majesté Très-Chrétienne de vouloir bien terminer en même tems la guerre qu'elle a avec le Roi de Dannemarc, duquel ladite Altesse Electorale seroit étroitement alliée, ledit Roi de Dannemarc ayant déjà fait connoître le desir, qu'il a de r'entrer dans l'ancienne Amitié & Alliance qu'il a eue cy-devant avec la France, Sa Majesté declare, qu'Elle seroit bien-aïse que cette Paix se puisse faire au plutôt à des conditions justes & raisonnables, pour le bien & repos general de la Chrétienté, pourveu qu'elle se fasse en même tems avec la Suede, sans laquelle le Roi ne se trouve pas en état de la conclure, cependant ledit Electeur s'oblige, de ne donner aucun secours directement ou indirectement au Roi de Dannemarc, s'il demeu-
roit

roit encore en guerre contre la France & la Suede, & promet de rappeler ses Troupes, s'il en avoit quelques unes dans le service dudit Roi de Dannemarc. 1679. 29 Juin

XVII. S. M. T. C. s'oblige de procurer l'agrément du Roi de Suede sur ce present Traité & sur tout ce qui y est contenu, & d'en obtenir la Ratification dudit Roi de Suede en bonne & deue forme dans le tems de trois Mois, à compter du Jour de la signature ou plutôt si faire se peut; jusques à ce que cette Ratification soit delivree entre les mains de S. A. E. Elle ne sera point obligée de rendre la Pomeranie Suedoise, dequoy sadite Majesté T. C. demeure garante, de même que de tout ce, qui a été accordé à S. A. Electorale en vigueur du present Traité.

XVIII. Les Ratifications de sa Majesté Très-Chrétienne avec celle dudit Electeur de Brandebourg seront échangées dans un Mois, ou plutôt si faire se peut, & celles du Roi de Suede avec ledit Electeur seront échangées dans le terme de trois Mois, ou plutôt si faire se peut. En Foy de quoy nous sousignés en vertu de nos Pleinpouvoirs respectifs avons signé ces Presentes, & y fait apposer les cachets de nos Armes.

Fait à St. Germain en Laye ce 29 jour de Juin 1679.

ARNAULD. F. S. MEINDERS.

(L.S.)

(L.S.)

Ar-

1679.
29 Juin*Articles separez.*

Outre les Articles contenus au Traité conclu & signé ce jourd'hui de la part de Sa Majesté Très-Chrétienne, & de Son Altesse Electorale de Brandebourg, on est encore convenu de ce qui suit.

Comme l'intention de sa Majesté Très-Chrétienne est de faire cesser entièrement tous les differens, qui pourroient donner lieu à de nouveaux sujets de division & de guerre entre les Princes de l'Empire, & que Sa Majesté T. C. s'est obligée par le Traité signé à Zell, le 5. Fevrier de la presente année avec les Princes de la Maison de Brunswick & Lunebourg, de les assister dans la garantie qu'ils ont à donner aux Ducs de Mecklenbourg & Saxe Lauénbourg, l'Evêque de Lubeck, les Comtes de Lippe & de Schwartzembourg, & les Villes de Hambourg & de Lubeck à l'égard des prétensions, qu'a ou pourroit avoir contre lesdits Princes & Etats l'Electeur de Brandebourg, sous prétexte de certaines assignations obtenues pendant la guerre; Sa Majesté, sans déroger à ladite obligation, mais sçachant que l'intention de l'Electeur de Brandebourg est d'accommoder cette affaire à l'amiable, employera ses soins & ses offices pour la terminer entre les Parties, par toutes voyes justes & raisonnables.

Ce present Article séparé aura pareille force & vigueur, que s'il étoit inseré dans le corps dudit Traité principal passé ce jourd'hui,

de St. Germain en Laye. 499
d'huy , & la Ratification en sera fournie en même tems. 1679.
29 Juin

*Fait à St. Germain en Laye , le 29 jour
de Juin. 1679.*

ARNAULD. F. S. MEINDERS.
(L. S.) (L. S.)

Second Article séparé.

Pour donner une marque encore plus particulière du desir , qu'a Sa Majesté de faciliter une Paix , qui doit contribuer au rétablissement d'un Roi son allié dans ses Etats , & faire connoître à l'Electeur de Brandebourg le plaisir , avec lequel Elle le voit rentrer dans son ancienne Alliance avec Elle , Sa Majesté veut bien , par un pur effet de ses bonnes intentions pour le bien de la Paix , promettre de faire payer audit Seigneur Electeur dans le terme de deux ans , la somme de 300 mille Ecus pour le dédommager en quelque sorte des fraix & des dépenses , qu'il a faites durant le cours de cette guerre, lesquels 300 mille Ecus seront payés par Termes égaux de trois mois en trois mois jusques à l'entier payement de ladite somme , à la fin desdites deux années , & commencera le premier payement trois mois après l'échange des Ratifications.

Fait à St. Germain en Laye le 29 Juin 1679.

ARNAULD. F. S. MEINDERS.
(L. S.) (L. S.)

TRAI-

1697.
20 Sept.

T R A I T E

D E

P A I X ,

*Conclu entre Louis XIV. Roi de France ,
& les Seigneurs Etats Generaux des
Provinces-Unies des Pais-Bas. A Rys-
wick le 20 Septembre 1697.*

AU nom de Dieu , & de la très-Sainte
Trinité. A tous presens & à venir soit
notoire , que pendant le cours de la plus
sanglante Guerre , dont l'Europe ait
été affligée depuis long-tems , il a plu à la
Divine providence de preparer à la Chrétien-
té la fin de ses maux , en conservant un ardent
desir de la Paix dans le cœur de très-Haut ,
très-Excellent , & très-Puissant Prince
LOUIS XIV. par la grace de Dieu Roi
Très-Chrétien de France & de Navarre ; Sa
Majesté Très-Chrétienne , n'ayant d'ailleurs
en veüe que de la rendre solide & perpetuelle
par l'équité de ses Conditions ; & les Sei-
gneurs Etats Generaux des Provinces-Unies
des Pais-Bas , souhaitans de concourir de
bonne foi , & autant qu'il est en eux , au ré-
tablissement de la tranquillité publique , &
de rentrer dans l'ancienne amitié & affection
de Sa Majesté Très-Chrétienne , ont consen-
ti en premier lieu à reconnoître pour cet ef-
fet la Médiation de très-Haut , très-Excel-
lent ,

lent , & très-Puissant Prince CHARLES XI. de glorieuse memoire , par la Grace de Dieu Roi de Suede , des Gots & des Vandales ; mais une mort précipitée ayant traversé l'esperance que toute l'Europe avoit justement conceüe de l'heureux effet de ses Conseils , & de ses bons offices : Sa Majesté Très-Chrétienne , & lesdits Seigneurs Etats Generaux , persistans dans la Résolution d'arrêter au plutôt l'effusion de tant de sang Chrétien , ont estimé ne pouvoir mieux faire que de continuer de reconnoître en la même qualité le très-Haut , très-Excellent , & très-Puissant Prince CHARLES XII. Roi de Suede , son Fils , & son Successeur , qui de sa part a continué aussi les mêmes soins pour l'avancement de la Paix entre Sa Majesté Très-Chrétienne , & lesdits Seigneurs Etats Generaux , dans les Conferences qui se sont tenuës pour cet effet au Château de Ryswick , dans la Province de Hollande , entre les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires nommés de part & d'autre ; sçavoir de la part de Sa Majesté Très-Chrétienne le Sieur *Nicolas Auguste de Harlay* , Chevalier , Seigneur de Bonneuil , Comte de Celi , Conseiller ordinaire de Sa Majesté en son Conseil d'Etat ; le Sieur *Louis Verjus* , Chevalier , Comte de Crecy , Conseiller ordinaire du Roi en son Conseil d'Etat , Marquis de Treon , Baron de Couvay , Seigneur du Boulay , les deux Eglises , de Fortifle , du Menillet , & autres Lieux ; & le Sieur *François de Callieres* , Chevalier , Seigneur de Callieres , de la Roche Chellay , & de Gigny ; & de la part des Seigneurs Etats Generaux , les Sieurs *Antoine Heïn-*

1697.
20 Sept

1697.
20 Sept

Heinsius, Conseiller Pensionnaire des Etats de Hollande & de West-Frise, Garde du Grand Seau, & Sur-Intendant des Fiefs de la même Province; *Everhard de Weede*, Seigneur de Weede, Dykveld, Rateles, & autres Lieux, Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Escolatre du Chapitre Imperial de Ste. Marie à Utrecht, President des Etats de ladite Province; & *Guillaume de Haren*, Grietman du Bilt, Deputé de la part de la Noblesse aux Etats de Frise, & Curateur de l'Université de Franeker, Deputés en leur assemblée de la part des Etats de Hollande, d'Utrecht & de Frise; lesquels après avoir imploré l'assistance divine, & s'être communiqués respectivement leurs Pleins-Pouvoirs, dont les copies seront inserées de mot à mot à la fin du present Traité, & en avoir deüement fait l'échange par l'intervention & l'entremise du Sieur Baron de *Lillieroot*, Ambassadeur Extraordinaire, & Plenipotentiaire du Roi de Suede, qui s'est acquité de la fonction de Médiateur, avec toute la prudence, toute la capacité, & toute l'équité necessaires; ils seroient convenus à la gloire de Dieu, & pour le bien de la Chrétienté des conditions, dont la teneur s'ensuit.

I.

ILy aura à l'avenir entre Sa Majesté très-Chrétienne, & ses Successeurs Rois de France & de Navarre, & ses Royaumes, d'une part, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies du Pays-Bas, d'autre, une Paix bonne, ferme, fidele & inviolable, & cesseront ensuite & seront delaisés

tous

tous actes d'hostilité, de quelque façon qu'ils
soient, entre ledit Seigneur Roi, & lesdits
Seigneurs Etats Generaux, tant par Mer &
autres eaux, que par Terre, en tous leurs
Royaumes, Pais, Terres, Provinces & Sei-
gneuries, & pour tous leurs Sujets & Habi-
tans de quelque qualité ou condition qu'ils
soient, sans exception des Lieux ou des
Personnes.

II. Il y aura un oubli & amnistie genera-
le de tout ce qui a été commis de part &
d'autre à l'occasion de la dernière Guerre,
soit par ceux qui étant nés Sujets de la Fran-
ce, & engagés au service du Roi Très-Chré-
tien, par les emplois & biens qu'ils possé-
doient dans l'étendue de la France, sont en-
trés & demeurés au service des Seigneurs
Etats Generaux des Provinces Unies, ou par
ceux qui étant nés sujets desdits Seigneurs
Etats Generaux, ou engagés à leur service
par les emplois & biens qu'ils possédoient
dans l'étendue des Provinces Unies, sont
entrés ou demeurés au service de Sa Majesté
Très-Chrétienne, & les susdites Personnes
de quelque qualité & condition qu'elles so-
ient, sans nul excepter, pourront rentrer,
rentreront, & seront effectivement laissés &
retablis en la possession & jouissance paisible
de tous leurs biens, honneurs, dignités, pri-
vilèges, franchises, droits, exemptions,
constitutions & libertés, sans pouvoir être
recherchés, troublés ni inquiétés en gene-
ral, ni en particulier, pour quelque cause
ou pretexte que ce soit, pour raison de ce
qui s'est passé depuis la naissance de ladite
guerre, & en consequence du present Traité;
& après

1697.
20 Sept

1697.
20 Sept

& après qu'il aura été ratifié tant par Sa Majesté Très-Chrétienne, que par lesdits Seigneurs Etats Generaux, leur sera permis à tous & à chacun en particulier; sans avoir besoin de Lettres d'abolition & de pardon, de retourner en personne dans leurs Maisons, en la jouissance de leurs Terres, & de tous leurs autres biens, ou d'en disposer de telle maniere que bon leur semblera.

III. Et si quelques prises se font de part & d'autre dans la Mer Baltique, ou celle du Nord depuis Ter-Neuse jusqu'au bout de la Manche dans l'espace de quatre semaines, ou du bout de ladite Manche jusqu'au Cap de St. Vincent dans l'espace de six semaines, & delà dans la Mer Mediterranée & jusqu'à la Ligne dans l'espace de dix semaines, & au delà de la Ligne & en tous les autres endroits du Monde dans l'espace de huit mois, à compter du jour que se fera la Publication de la Paix à Paris & à la Haye, lesdites prises & les dommages qui se feront de part ou d'autre après le terme prefix, seront portés en compte, & tout ce qui aura été pris sera rendu avec compensation de tous les dommages qui en seront provenus.

IV. Il y aura de plus entre ledit Seigneur Roi, & lesdits Seigneurs Etats Generaux, leurs Sujets & Habitans reciproquement, une sincere, ferme & perpetuelle amitié & bonne correspondance, tant par Mer que par Terre, en tout & par tout, tant dedans que dehors l'Europe, sans se ressentir des offenses ou dommages, qu'ils ont receus tant par le passé qu'à l'occasion desdites Guerres.

V. Et en vertu de cette amitié & correspondance,

respondance, tant la Majesté que les Seigneurs Etats Generaux procureront & avanceront fidèlement le bien & la prosperité l'un de l'autre, par tout support, aide, conseil & assistances réelles en toutes occasions & en tous tems; & ne consentiront à l'avenir à aucuns Traités ou Negociations, qui pourroyent apporter du dommage à l'un ou à l'autre, mais les rompront & en donneront les avis reciproquement avec soin & sincerité aussi-tôt qu'ils en auront connoissance.

1697.
20 Sept

VI. Ceux sur lesquels quelques biens ont été saisis & confisqués à l'occasion de ladite Guerre, leurs Héritiers ou ayant cause, de quelque condition ou Religion qu'ils puissent être, jouiront d'iceux biens & en prendront la possession de leur autorité privée, & en vertu du present Traité sans qu'il leur soit besoin d'avoir recours à la Justice, notwithstanding toutes incorporations au Fisc, engagements, dons en faits, sentences preparatoires ou définitives données par default & contumace en l'absence des parties, & icelles non ouïes, Traités, Accords & Transactions, quelques renonciations qui aient été mises es dites transactions pour exclurre de partie desdits biens ceux à qui ils doivent appartenir, & tous & chacuns biens & droits, qui conformément au present Traité seront restitués, ou doivent être restitués reciproquement aux premiers propriétaires, leurs hoirs ou ayant cause, pourront être vendus par lesdits propriétaires, sans qu'il soit besoin d'impetrer pour ce consentement particulier; & ensuite les propriétaires des rentes qui de

Y la

1697.
20 Sept

la part des Fisco seront constituées en lieu des biens vendus , comme aussi des rentes & actions , étant à la charge des Fisco respectivement , pourront disposer de la propriété d'icelles par rente ou autrement , comme de leurs autres propres biens.

VII. Et comme le Marquisat de Bergen op Zoom , avec tous les Droits & Revenus qui en dependent , & generalement toutes les Terres & biens appartenans à Monsieur le Comte d'Auvergne , Colonel General de la Cavallerie Légère de France , & qui sont sous le pouvoir desdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies , ont été saisis & confisqués à l'occasion de la Guerre , à laquelle le present Traité doit mettre une heureuse fin ; il a été accordé que ledit Sieur Comte d'Auvergne sera remis dans la possession dudit Marquisat de Bergen op Zoom , ses appartenances & dependances , comme aussi dans ses droits , actions , Privileges , usances & prerogatives , dont il jouissoit lors de la declaration de la Guerre.

VIII. Tous les Pais , Villes , Places , Terres , Forts , Iles & Seigneuries , tant au dedans qu'au dehors de l'Europe , qui pourroient avoir été pris & occupés depuis le commencement de la presente Guerre , seront restitués de part & d'autre au même état , qu'ils étoient pour les Fortifications lors de la prise ; & quant aux autres Edifices , dans l'état qu'ils se trouveront , sans qu'on puisse y rien détruire ny deteriorer , sans aussi qu'on puisse prétendre aucun dédomagement pour ce qui auroit pu être demolí ; & nommément le Fort & habitation de Pontichéry
fera

fera rendu aux conditions susdites à la Compagnie des Indes Orientales établie en France. Et quant à l'Artillerie qui a été amenée par la Compagnie des Indes Orientales des Provinces-Unies, elle lui demeurera ainsi que les munitions de Guerre & de bouche, Esclaves & tous les autres effets, pour en disposer comme il lui plaira; comme aussi des Terres, Droits & Privileges qu'elle a aquis tant du Prince que des Habitans du Pais.

1697.
20 Sept

IX. Tous Prisonniers de Guerre seront délivrés de part & d'autre sans distinction ou reserve & sans payer aucune rançon.

X. La levée des Contributions cessera de part & d'autre du jour de l'échange des ratifications du present Traité de Paix, & aucuns arrerages desdites Contributions demandées & accordées ne pourront être exigés; mais toutes les pretensions, qui pourroient rester sur ce suiet, sous quelque titre ou pretexte que ce soit, seront entierement annéanties de part & d'autre. Comme aussi cesseront à l'échange desdites Ratifications du present Traité toutes les Contributions de part & d'autre à l'égard des Pais des Rois Très-Chrétien & Catholique.

XI. Pour affermir d'autant plus & faire subsister ce Traité, on est de plus convenu entre sa Majesté & les Seigneurs Etats Generaux, qu'étant satisfait à ce Traité, il se fera, comme se fait par cettui-cy, une renonciation tant generale que particuliere sur toutes sortes de pretensions, tant du tems passé, que du present, quelles qu'elles puissent être, que l'un parti pourroit in-

1697. tenter contre l'autre , pour ôter à l'ave-
 20Sept nir toutes les occasions que l'on pourroit
 susciter & faire parvenir à de nouvelles dis-
 fensions.

XII. Les voyes de la Justice ordinaire se-
 ront ouvertes , & le cours en sera libre reci-
 proquement , & les sujets de part & d'autre
 pourront faire valoir leurs droits , actions
 & pretensions suivant les loix & les statuts
 de chaque Pays , & y obtenir les uns contre
 les autres sans distinction toute la satisfaction
 qui leur pourra legitiement appartenir ,
 & s'il y a eu des Lettres de repesailles ac-
 cordées de part ou d'autre , soit devant ou
 après la Declaration de la derniere Guerre , el-
 les demeureront revoquées & annullées sauf ,
 aux parties , en faveur desquelles elles auroient
 été accordées , à se pourvoir par les voyes or-
 dinaires de la Justice.

XIII. Si par inadvertence ou autrement il
 survenoit quelque inobservation ou inconve-
 nient au present Traité de la part de sadite
 Majesté ou desdits Seigneurs Etats Generaux
 & leurs Successeurs , cette Paix & Alliance
 ne laissera pas de subsister en toute sa force ,
 sans que pour cela on en vienne à la rupture
 de l'amitié , & de la bonne correspondance.
 Mais on reparera promptement lesdites con-
 traventions ; & si elles procedent de la faute
 de quelques particuliers sujets , ils en seront
 seuls punis & châtiés.

XIV. Et pour mieux assurer à l'avenir le
 Commerce & l'amitié entre les sujets dudit
 Seigneur Roi , & ceux desdits Seigneurs Etats
 Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas ,
 il a été accordé & convenu , qu'arrivant cy-
 après

après quelque interruption d'amitié ou rupture entre la Couronne de France & lesdits Seigneurs Etats desdites Provinces-Unies (ce qu'à Dieu ne plaife) il fera toujours donné neuf mois de tems après ladite rupture aux fujets de part & d'autre pour se retirer avec leurs effets & les transporter où bon leur semblera. Ce qu'il leur sera permis de faire , comme auffi de vendre ou transporter leurs biens & meubles en toute liberté , fans qu'on leur puiſſe donner aucun empêchement , ny proceder pendant ledit tems de neuf mois à aucune ſaiſie de leurs effets , moins encore à l'ar-rêt de leurs perſonnes.

1697.

20 Sept.

XV. Le Traité de Paix entre le Roi Très-Chrétien , & le feu Eleſteur de Brandebourg , fait à St. Germain en Laye , le 29. Juin , 1679. , ſera rétabli entre ſa Majeſté Très-Chrétienne , & ſon Alteſſe Eleſtorale de Brandebourg d'à preſent , en tous ſes points & Articleſ.

XVI. Comme il importe à la tranquillité publique , que la Paix conclue entre Sa Majeſté Très-Chrétienne , & ſon Alteſſe Royale le Duc de Savoye , le 9. Août 1696. ſoit exactement obſervée , il a été convenu de la confirmer par ce preſent Traité.

XVII. Et comme ſa Majeſté & les Seigneurs Etats Generaux ; reconnoiſſent les puiſſans offices que le Roi de Suede a contribués inceſſamment par ſes bons Conſeils , & avertiſſemens au ſalut & au repos public , il a été convenu de part & d'autre , que ſadite Majeſté Suedoiſe avec ſes Royau-
mes

1697. mes soit comprise nommément dans le pre-
20Sept sent Traité en la meilleure forme que faire
se peut.

XVIII. En ce present Traité de Paix & d'Alliance , seront compris de la part dudit Seigneur Roi Très-Chrétien , tous ceux qui seront nommés avant l'échange des ratifications , & dans l'espace de six mois , après qu'elles auront été échangées.

XIX. Et de la part des Seigneurs Etats Generaux, le Roi de la Grande Bretagne , & le Roi d'Espagne , & tous leurs autres Alliés , qui dans le tems de six semaines , à compter depuis l'échange des ratifications , se declareront d'accepter la Paix , comme aussi les treize loüables Cantons des Liges Suisses , & leurs Alliés & Confederés , & particulièrement en la meilleure forme & maniere , que faire se peut , les Republiques , & Cantons Evangeliques , Zurich , Berne , Glaris , Bale , Schafhaufe & Appenzel , avec tous leurs Alliés & Confederés , nommément la Republique de Geneve , & ses dependances , la Ville & Comté de Neufchâtel , les Villes de St. Gallés , Milhaufe & Bienne ; item les Liges Grises & dependances , les Villes de Bremen , & de Embde , & de plus tous Roys, Princes & Etats , Villes & personnes particulieres , à qui les Seigneurs Etats Generaux , sur la requisition qui leur en sera faite accorderont d'y être compris.

XX. Ledit Seigneur Roi , & lesdits Seigneurs Etats Generaux , consentent que le Roi de Suede , comme Mediateur , & tous autres Potentats & Princes , qui voudront bien
en.

entrer en un pareil engagement, puissent donner à sa Majesté, & auxdits Seigneurs Etats Generaux leurs promesses & obligations de garantie de l'exécution de tout le contenu au present Traité.

1697.
20 Sept

XXI. Le present Traité sera ratifié & approuvé par le Seigneur Roi, & les Seigneurs Etats Generaux, & les Lettres de Ratification seront delivrées dans le terme de trois semaines, ou plutôt si faire se peut, à compter du jour de la signature.

XXII. Et pour plus grande seureté de ce Traité de Paix, & de tous les Points & Articles y contenus, sera ledit present Traité publié, verifié, & enregistré en la Cour du Parlement de Paris, & de tous autres Parlemens du Royaume de France, & Chambre des Comptes dudit Paris, comme aussi semblablement ledit Traité sera publié, verifié, enregistré, par lesdits Seigneurs Etats Generaux, dans les Cours & autres Places, là où l'on a accoutumé de faire les publications, verifications & enregistrements.

En foi de quoi nous Ambassadeurs de sadite Majesté, & des Seigneurs Etats Generaux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons esdits noms signé ces presentes de nos Seings ordinaires, & à icelles fait apposer les Cachets de nos Armes. A Ryfwick en Hollande le 20. Septembre, 1697. Etoit signé,

(L. S.) *N. Lillieroot.*

(L. S.) *N. A. de Harlay Bonneuil.* (L. S.) *A. Heinsius*

(L. S.) *Verjus de Crecy.* (L. S.) *E. de Weede.*

(L. S.) *De Callieres,* (L. S.) *W. van Haren.*

1697.
20Sept

Article séparé.

Outre ce qui a été conclu & arrêté par le Traité de Paix , fait entre les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Roi Très-Chrétien , & ceux des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies ce jourd'huy 20. Septembre 1697., il a été encore convenu par ce present Article séparé , qui aura la même force & vertu , que s'il étoit inseré de mot à mot dans le susdit Traité , que Sa Majesté Très-Chrétienne accordera , comme elle accorde par ce present Article , à l'Empereur , & à l'Empire jusqu'au premier de Novembre prochain , pour accepter les conditions de paix , proposées en dernier lieu par Sadite Majesté Très-Chrétienne , suivant sa déclaration du premier jour du présent mois de Septembre , si Sa Majesté Imperiale & l'Empire n'en peuvent autrement convenir avec Sadite Majesté Très-Chrétienne ; & en cas , que dans ledit tems , l'Empereur & l'Empire n'acceptent point lesdites conditions , ou n'en conviennent pas autrement avec Sadite Majesté Très-Chrétienne , ledit Traité de Paix sortira son plein & entier effet , & sera exécuté suivant sa forme & teneur , sans pouvoir y contrevenir pas lesdits Seigneurs Etats Generaux , sous quelque pretexte que ce puisse être directement ou indirectement.

En foi dequoi nous Ambassadeurs de Sadite Majesté & des Seigneurs Etats Generaux ,

de Ryswick.

513

raux , en vertu de nos pouvoirs respectifs
avons és dits noms signé cet Article séparé
de nos seings ordinaires , & y avons fait
apposer les Cachets de nos Armes; à Rys-
wick en Hollande le vingtième jour du mois
de Septembre 1697. 1697.
20 Sept

Etoit signé ,

(LS.) *N. A. de Harlay Bonneuil.* (LS.) *A. Heynsius*
(L. S.) *Verjus de Crecy.* (L. S.) *E. de Weede.*
(L. S.) *De Callieres.* (L. S.) *W. van Haren.*



1697.
20 Sept

T R A I T E'

D E

C O M M E R C E.

De Navigation & de Marine, entre Louis XIV. Roi de France, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies des Pais-Bas. Fait à Ryswick le 20 Septembre 1697.

LE Traité de Paix, qui a été conclu ce jourd'hui, entre le Roi Très-Chrétien, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, faisant cesser tous les sujets de mécontentement, qui avoient alteré pendant quelques tems l'affection, que sa Majesté a toujours eüe pour leur bien & leur prosperité, suivant l'exemple des Rois ses Predecesseurs, & lesdits Seigneurs Etats Generaux rentrant aussi dans la même passion, qu'ils ont ci-devant témoigné pour la grandeur de la France, & dans les sentimens d'une sincere reconnoissance pour les obligations & les avantages considerables, qu'ils en ont ci-devant reçus, sa Majesté ne veut rien omettre de ce qui la peut affermir, & lesdits Etats Generaux, ne souhaitant pas moins de la perpetuer, ont estimé qu'il n'y en avoit point de meilleur & de plus assuré moyen, que d'établir une libre & parfaite

cor.

correspondance entre les Sujets de part & d'autre , & pour cet effet régler leurs intérêts particuliers en fait de Commerce , Navigation & Marine , par des Loix & Conventions les plus propres à prévenir tous les inconveniens , qui pourroient affoiblir la bonne correspondance : ladite Majesté satisfaisant au désir desdits Etats Generaux auroit ordonné le Sieur Nicolas Auguste de Harlay , Chevalier , Seigneur de Bonneuil , Comte de Cely , Conseiller ordinaire de sa Majesté en son Conseil d'Etat ; le Sieur Louis Verjus , Chevalier , Comte de Crécy , Conseiller ordinaire du Roi en son Conseil d'Etat ; Marquis de Treon , Baron de Couvay , Seigneur de Boulay , les deux Eglises , de Fort-Isle , du Menillet , &c. le Sieur François de Callieres , Chevalier , Seigneur de Cailleres , de la Roche Chellay , & de Gigny , ses Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires à l'Assemblée de la Négociation de la Paix , & lesdits Seigneurs Etats Generaux , les Sieurs Antoine Heinsius , Conseiller Pensionnaire des Etats de Hollande & de West-Frise , Garde du Grand Seau , & Sur-Intendant des Fiefs ; Everhard de Weede , Seigneur de Weede , Dijckvelt , Rateles , &c. Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater , Doyen & Escolatre du Chapitre Imperial de Sainte Marie à Utrecht , Dijckgrave de la Riviere le Rhin , dans la Province d'Utrecht. Président des Etats de ladite Province , & Guillaume de Haren , Grietman du Bilt , Deputé de la part de la Noblesse aux Etats de Frise , & Curateur de l'Université de Francker , Députez en leur Assemblée de la

1697.
20 Sept

1697.
20Sept

part des Etats de Hollande , d'Utrecht & de Frise ; de conférer & convenir en vertu de leurs Pouvoirs respectivement produits , & dont Copie est ci-dessus transcrite , d'un Traité de Commerce & Navigation en la maniere qui s'ensuit.

I. Les Sujets de sa Majesté & des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies du Pays-Bas , jouiront réciproquement de la même liberté au fait du Commerce & de la Navigation , dont ils ont jouti de tout tems devant cette Guerre par tous les Royaumes , Etats & Provinces de l'une & de l'autre part.

II. Et ainsi n'exerceront plus à l'avenir aucunes sortes d'hostilitez ni de violence les uns contre les autres , tant sur la Mer que sur la Terre , ou dans les Rivieres , Rades & eaux Douces , sous quelque nom & pretexte que ce soit ; & aussi ne pourront les Sujets de sa Majesté prendre aucunes Commissions pour des Armemens particuliers , ou Lettres de représailles des Princes & Etats , Ennemis desdits Sieurs Etats Generaux , & moins les troubler ni endommager d'aucune sorte , en vertu de telles Commissions ou Lettres de Représailles , ni même aller en course avec elles ; sous peine d'être poursuivis & châtiés comme Pirates ; ce qui sera réciproquement observé par les Sujets des Provinces Unies à l'égard des Sujets de sa Majesté ; & seront à cette fin toutes & quantes fois que cela sera requis de part & d'autre dans les Terres de l'obeissance de sadite Majesté & dans les Provinces-Unies publiées & renouvelées defenses très-expres-
ses & très-precises , de se servir en aucune
ma-

maniere de telles Commissions ou Lettres de Reprefailles , sous la peine susmentionnée , qui sera executée sévèrement contre les contrevenans ; outre la restitution entière , à laquelle ils seront tenus envers ceux , auxquels ils auront causé aucun dommage.

III. Et pour obvier d'autant plus à tous inconveniens , qui pourroient survenir par les prises , faites par inadvertence , ou autrement , & principalement dans les lieux éloignez , il a été convenu & accordé , que , si quelques prises se font de part ou d'autre dans la Mer Baltique , ou dans celle du Nord , depuis Ter-Neuse en Norvegue , jusques au bout de la Manche dans l'espace de quatre semaines , ou du bout de ladite Manche jusqu'au Cap de Saint Vincent dans l'espace de six semaines , & delà dans la Mer Mediterannée & jusqu'à la Ligne dans l'espace de dix semaines , & au delà de la Ligne & en tous les autres endroits du Monde dans l'espace de huit mois , à compter depuis la Publication de la présente ; lesdites prises & les dommages , qui se feront de part ou d'autre , après les termes prefix ; seront portez en compte , & tout ce qui aura été pris , sera rendu avec compensation de tous les dommages , qui en seront provenus.

IV. Toutes Lettres de marque , & de Reprefailles qui pourroient avoir été ci-devant accordées , pour quelque cause que ce soit , sont declarées nulles ; & n'en pourra être ci-après données par l'un desdits Alliez , au préjudice des Sujets de l'autre ; si ce n'est seulement en cas de manifeste déni de Justice , lequel ne pourra pas être tenu pour ve-

1697.
20 Sept

risé, si la requête de celui qui demande lesdites Reprefailles n'est communiquée au Ministre, qui se trouvera sur les Lieux de la part de l'Etat, contre les Sujets duquel elles doivent être données, afin que dans le terme de quatre mois, ou plutôt, s'il se peut, il puisse s'informer du contraire, ou procurer l'accomplissement de Justice qui sera dû.

V. Ne pourront aussi les particuliers Sujets de sa Majesté être mis en action ou arrêt en leurs Personnes & Biens, pour aucune chose que sa Majesté peut devoir, ni les particuliers Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux pour les dettes publiques desdits Etats.

VI. Les Sujets & Habitans des Pays de l'obeissance de sa Majesté, & desdits Seigneurs Etats Generaux vivront, converseront, & frequenteront les uns avec les autres, en toute bonne Amitié & correspondance; & jouiront entre eux de la liberté de Commerce & Navigation dans l'Europe, en toutes les limites des Pays de l'un & de l'autre, de toutes sortes de Marchandises & Denrées, dont le Commerce, & le transport n'est défendu generalement & universellement à tous tant Sujets qu'étrangers par les Loix & Ordonnances des Etats de l'un & de l'autre.

VII. Et pour cet effet; les Sujets de sa Majesté & ceux desdits Seigneurs Etats Generaux pourront franchement, & librement frequenter avec leurs Marchandises & Navires, les Pays, Terres, Villes, Ports, Places & Rivières de l'un & de l'autre Etat, y porter & vendre à toutes Personnes indistinctement; acheter, trafiquer & transporter.

porter toutes sortes de Marchandises dont l'entrée ou sortie, & transport, ne sera défendu à tous Sujets de sa Majesté, & desdits Seigneurs Etats Generaux; sans que cette liberté reciproque puisse être défendue, limitée ou restreinte, par aucun Privilege, Octroi ou aucune concession particulière; & sans qu'il soit permis à l'un ou à l'autre de concéder, ou de faire à leurs Sujets des Immunités, Benefices, dons gratuits ou autres avantages, par dessus ceux de l'autre ou à leur préjudice; & sans que lesdits Sujets de part & d'autre soient tenus de payer plus grands, ou autres Droits, Charges, Gabelles ou Impositions quelconques sur leurs Personnes, Biens, Denrées, Navires ou Frets d'iceux directement ou indirectement, sous quelques noms, titre ou prétexte que se puisse être, que ceux qui seront payez par les propres & naturels Sujets de l'un & de l'autre.

1697.
20 Sept

VIII. Les Sujets des Etats Generaux ne pourront être traités autrement ou plus mal dans les Droits de connetablie d'ancre, du Sol parisis & toutes autres charges & impositions de quelque nom qu'elles puissent être appellées, soit sous le titre du Droit étranger ou autrement, sans aucune reserve ou exception, que les Sujets mêmes de sa Majesté Très-Christienne, qui ne seront pas Bourgeois dans les lieux, où lesdits Droits se lèvent.

IX. Qu'à l'égard du Commerce du Levant en France, & de vingt pour cent qui se lève à cette occasion, les Sujets des Etats Generaux des Provinces-Unies jouiront aussi de

1697.
20 Sept

de la même liberté & franchise, que les Sujets du Roi Très-Chrétien ; tellement qu'il sera permis auxdits Sujets des Etats Generaux de porter des Marchandises du Levant, à Marseille & autres Places permises en France, tant par leurs propres Vaisseaux, que dans des Vaisseaux François, & que ni dans l'un ni l'autre cas lesdits Sujets des Etats Generaux ne seront assujettis audit vint pour cent, sinon dans les cas, où les François y sont Sujets, portant des Marchandises dans leurs propres Vaisseaux à Marseille, ou autres Places permises, & qu'en ceci ne pourra se faire aucun changement au préjudice des Sujets desdits Etats Generaux.

X. Il sera permis aux Sujets des Seigneurs Etats Generaux d'apporter, faire entrer & debiter en France & dans les Pays conquis, librement & sans aucun empêchement du Harang salé, sans distinction, & sans être Sujets au rempacquement & ce nonobstant tous Edits, Déclarations & Arrêts du Conseil à ce contraires, & nommément ceux des 15. Juillet, & quatorzième Sept. mil six cent quatre vint sept, portant défenses d'apporter ni faire entrer dans les Ports de France ou Places conquises du Harang autrement qu'en vracq & salé du Sel de Broûage ; & qui ordonnent que ledit Harang sera aporté dans les Ports de Mer en vracq dans des Barils, dont les dix-huit composeront douze de Harang pacqué, lesquels Arrêts demeureront revoquez & annullez.

XI. L'on depêchera réciproquement à la Douane ou aux bureaux, tant en France qu'aux

qu'aux Pays des États Generaux également & sans aucune distinction les Sujets de l'une & de l'autre Nation aussi-tôt qu'il sera possible , sans leur causer aucun empêchement ni retardement , quel qu'il puisse être. 1697.
20 Sept

XII. L'on fera un nouveau Tarif commun & suivant la convenance réciproque , dans le tems de trois mois , & cependant le Tarif de l'an 1667. sera executé par provision , & en cas , qu'on ne convienne pas dans ledit tems dudit Tarif nouveau , le Tarif de l'an 1664. aura lieu pour l'avenir.

XIII. Les Navires de Guerre de l'un & de l'autre trouveront toujours les Rades , Rivières , Ports & Havres libres & ouverts pour entrer , sortir , & demeurer à l'ancre , tant qu'il leur sera nécessaire sans pouvoir être visitez ; à la charge néanmoins d'en user avec discretion , & de ne donner aucun sujet de jalousie , par un trop long & affecté séjour , ni autrement , aux Gouverneurs desdites Places & Ports , auxquels les Capitaines desdits Navires feront savoir la cause de leur arrivée & de leur séjour.

XIV. Les Navires de Guerre de sa Majesté & desdits Seigneurs États Generaux & ceux de leurs Sujets qui auront été armez en Guerre , pourront en toute liberté conduire les prises , qu'ils auront faites sur leurs Ennemis , où bon leur semblera , sans être obligez à aucuns droits , soit des Sieurs Amiraux ou de l'Amirauté , ou d'aucuns d'autres , sans qu'aussi lesdits Navires ou lesdites prises entrans dans les Havres , ou Ports de sa Majesté ou desdits Seigneurs États Généraux , puissent être arrêtées ou saisies , ni que les.

Of-

1697.
20 Sept

Officiers des lieux puissent prendre connoissance de la validité desdites prises, lesquelles pourront sortir & être conduites franchement & en toute liberté aux lieux portez par les Commissions, dont les Capitaines desdits Navires de Guerre seront obligez de faire apparoir : & au contraire ne sera donné azile ni retraite dans leurs Ports ou Havres à ceux qui auront fait des prises sur les Sujets de sa Majesté ou desdits Seigneurs Etats Generaux : mais y étans entrez par nécessité de tempête ou peril de la Mer, on les fera sortir le plutôt qu'il sera possible.

X V. Les Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux ne seront point reputez Aubains en France, & ainsi seront exemts de la Loi d'Aubaine, & pourront disposer de leurs biens par Testament, Donation ou autrement : & leurs Héritiers, Sujets desdits Etats demeurans tant en France, qu'ailleurs, recueillir leurs successions mêmes *ab intestato*, encore qu'ils n'ayent obtenu aucunes Lettres de Naturalité, sans que l'effet de cette concession leur puisse être contesté, ou empêché, sous prétexte de quelque Droit ou prérogative des Provinces, Villes, ou Personnes privées : pourront pareillement sans lesdites Lettres de Naturalité s'établir en toute liberté les Sujets desdits Seigneurs Etats en toutes les Villes du Royaume, pour y faire leur Commerce & Trafic, sans pourtant y pouvoir aquerir aucun droit de Bourgeoise, si ce n'est qu'ils eussent obtenu Lettres de Naturalité de sa Majesté en bonne forme, & seront généralement traitez ceux des Provinces-Unies en tout & par tout autant favorablement, que les
Su-

Sujets propres & Naturels de sa Majesté , & particulièrement ne pourront être compris aux taxes , qui pourront être faites sur les Etrangers , & sera tout le contenu au présent Article observé au regard des Sujets du Roi dans les Pays de l'obéissance desdits Seigneur Etats.

1697.
20 Sept

XVI. Les Navires , chargez de l'un des Alliez , passans devant les côtes de l'autre , & relâchans dans les Rades ou Ports , par tempête ou autrement , ne seront contraincts d'y décharger ou débiter leurs Marchandises , ou partie d'icelles , ni tenus d'y payer aucuns Droits , sinon lors qu'ils y déchargeront des Marchandises volontairement & de leur gré.

XVII. Les Maîtres de Navires , leurs Pilotes , Officiers & Soldats , Matelots & autres gens de Mer , les Navires mêmes , ni les denrées & Marchandises dont ils seront chargez , ne pourront être saisis , ni arrêtez , en vertu d'aucun ordre général ou particulier de qui que ce soit , ou pour quelque cause ou occasion qu'il puisse être , non pas même sous prétexte de la conservation , & défense de l'Etat , & généralement rien ne pourra être pris aux Sujets de part & d'autre , que du consentement de ceux , à qui il apartiendra , & en payant les choses , qu'on désirera d'eux , en quoi toutefois n'est entendu de comprendre les saisies & arrêts faits par ordre & autorité de la Justice , & par les voyes ordinaires , & pour loyales dettes , Contrac̃ts ou autres causes légitimes , pour raison desquelles il sera procédé

1697. cédé par voye de droit, selon la forme de la
20 Sept Justice.

XVIII. Tous les Sujets & Habitans de France & des Provinces Unies pourront en toute seureté & liberté naviger avec leurs Vaisseaux, & trafiquer avec leurs Marchandises, sans distinction de qui puissent être les propriétaires d'icelles, de leurs Ports, Royaumes & Provinces, & aussi des Ports & Royaumes des autres Etats ou Princes, vers les Places de ceux qui sont déjà Ennemis declarez, tant de la France, que des Provinces Unies ou de l'un des deux, ou qui pourroient le devenir : comme aussi les mêmes Sujets & Habitans pourront avec la même sûreté & liberté naviger avec leurs Vaisseaux & Trafiquer avec leurs Marchandises sans distinction de qui puissent être les Propriétaires d'icelles, des lieux, Ports & Rades de ceux qui sont Ennemis de l'un & de l'autre desdites parties, ou de l'un des deux en particulier sans contradiction ou détonn- bier, de qui que ce soit, non seulement à droiture desdites Places Ennemies vers un lieu neutre, mais aussi d'une place En- nemie à l'autre, soit qu'elles se trou- vent situées sous la Jurisdiction d'un mê- me Souverain, soit qu'elles le soyent sous des divers.

XIX. Ce transport & ce trafic s'étendra à toutes sortes de Marchandises, à l'exception de celles de contrebande.

XX. En ce genre de Marchandises de Contrebande s'entend seulement être com- pris toutes sortes d'Armes à feu, & autres assortissemens d'icelles, comme Canons, Mous-

Mousquets , Mortiers , Petards , Bombes , Grenades , Saucisses , Cercles-poiffez , Af-futs , Fourchettes , Bandolieres , Poudre , Meche , Salpêtre , Balles , Piques , Epées , Morions , Cafques , Cuirasses , Hallebardes , Javelines , Chevaux , Selles de Cheval , Fourreaux de Pistolets , Baudriers & autres assortimens fervans à l'usage de la Guerre.

1697.
20 Sept

XXI. Ne feront compris dans ce genre de Marchandises de Contrebande les Fromens , Bleds & autres Grains , Legumes , Huiles , Vins , Sel , ni généralement tout ce qui appartient à la nourriture & sustentation de la Vie , mais demeureront libres , comme autres Marchandises & denrées , non compris en l'Article précédent , & en sera le transport permis , mêmes aux lieux ennemis desdits Seigneurs Etats , sauf aux Villes & Placesassiégées , bloquées ou investies.

XXII. Pour l'exécution de ce que dessus , il a été accordé qu'elle se fera en la maniere suivante. Que les Navires & Barques avec les Marchandises des Sujets de sa Majesté , étant entrez en quelque Havre desdits Seigneurs Etats , & voulans de là passer à ceux desdits Ennemis , seront obligez seulement de montrer aux Officiers des Havres desdits Seigneurs Etats , d'où ils partiront , leurs Passeports , contenans la specification de la charge de leurs Navires , attestez & marquez du Seel & Seing ordinaires & reconnus des Officiers de l'Amirauté des lieux , d'où ils seront premièrement partis , avec la déclaration du lieu , où ils seront destinez , le tout en forme ordinaire & accoutumée ,
après

1697. après ladite exhibition de leurs Passeports
20Sept en la forme susdite , ils ne pourront être in-
quiétez ni recherchez , detenus ni retardez
en leurs voyages , sous quelque prétexte que
ce soit.

XXIII. Il en sera usé de même à l'égard
des Navires & Barques Françoises , qui iront
dans quelques Rades des Terres de l'obéis-
sance desdits Seigneurs Etats ; sans vouloir
entrer dans les Havres , ou y entrans , sans
toutefois vouloir débarquer & rompre leurs
charges , lesquels ne pourront être obligez
de rendre compte de leur Cargaïson , qu'au
cas qu'il y eut soupçon qu'ils portassent aux
Ennemis desdits Seigneurs Etats des Mar-
chandises de Contrebande , comme il a été
dit ci-dessus.

XXIV. Et audit cas de soupçon apparent
lesdits Sujets seront obligez de montrer dans
les Ports leurs Passeports en la forme ci-dessus
spécifiée.

XXV. Que s'ils étoient entrez dedans
les Rades , ou étoient rencontrés en pleine
Mer par quelques Navires desdits Seigneurs
Etats , ou d'Armateurs particuliers , leurs
Sujets ; lesdits Navires des Provinces Unies,
pour éviter tout desordre , n'approcheront
pas plus près des François que de la portée
du Canon , & pourront envoyer leur petite
Barque ou Chaloupe au bord des Navires ou
Barques Françoises , & faire entrer dedans
deux ou trois hommes seulement , à qui se-
ront montrés les Passeports & Lettres de
Mer par le Maître ou Patron des Navires
François , en la manière cy-dessus spécifiée,
selon le Formulaire desdites Lettres de Mer,
qui

1697.
20 Sept

qui sera inseré à la fin de ce Traité , par lesquels Passeports & Lettres de Mer , il puisse apparoir non seulement de sa charge , mais aussi du lieu de la demeure & résidence , tant du Maître & Patron , que du Navire même , afin que par ces deux moyens , on puisse connoître , s'ils portent des Marchandises de Contrebande , & qu'il apparaisse suffisamment , tant de la qualité dudit Navire , que de son Maître & Patron , auxquels Passeports & Lettres de Mer se devra donner entière foi & creance , & afin que l'on en connoisse mieux la validité , & qu'elles ne puissent en aucune maniere être falsifiées & contrefaites , seront donnez certaines marques & contrescings de sadite Majesté & desdits Seigneurs Etats Generaux.

XXVI. Et en cas que dans lesdits Vaisseaux & Barques Françoises , destinées vers les Havres des Ennemis desdits Seigneurs Etats , se trouvent par les moyens susdits quelques Marchandises & Denrées de celles , qui sont ci-dessus déclarées de Contrebande & defendues ; elles seront déchargées , dénoncées & confisquées pardevant les Juges de l'Amirauté des Provinces Unies ou autres competens , sans que pour cela le Navire & Barque , ou autres Biens , Marchandises & denrées libres & permises , retrouvées au même Navire , puissent être en aucune façon saisies ni confisquées.

XXVII. Il a été en outre accordé & convenu , que tout ce qui se trouvera chargé par les Sujets de sa Majesté en un Navire des Ennemis desdits Seigneurs Etats ; bien que ce ne fut Marchandises de Contrebande , sera con-

1697.
20 Sept

confisqué avec tout ce qui se trouvera audit Navire , sans exception ni reserve ; mais d'ailleurs aussi sera libre & affranchi tout ce qui sera & se trouvera dans les Navires appartenans aux Sujets du Roi Très-Chrétien , encore que la charge ou partie d'icelle fut aux Ennemis desdits Seigneurs Etats , sauf les Marchandises de Contrebande , au regard desquelles on se reglera selon ce qui a été disposé aux Articles précédens ; & pour éclaircissement plus particulier de cet Article il est accordé & convenu de plus , que les cas arrivans que toutes les deux parties , ou bien l'une d'icelles , fussent engagez en Guerre , les biens appartenans aux Sujets de l'autre partie , & chargez dans les Navires de ceux qui sont devenus Ennemis de tous les deux , ou de l'une des parties , ne pourront être confisquez aucunement , à raison ou sous prétexte de cet embarquement dans le Navire Ennemi ; & cela s'observera non seulement quand lesdites denrées y auront été chargées avant la Déclaration de la Guerre : mais même , quand cela sera fait après ladite Déclaration , pourvu que ç'ait été dans les tems & les termes qui s'ensuivent ; à savoir si elles ont été chargées dans la Mer Baltique , ou dans celle du Nord depuis Ter-Neuse en Norvegue , jusques au bout de la Manche dans l'espace de quatre Semaines , ou au bout de ladite Manche , jusques au Cap Saint Vincent , dans l'espace de six Semaines , & delà dans la Mer Méditerranée ; & jusques à la Ligne dans l'espace de dix Semaines , & au delà de la Ligne , & en tous les autres endroits du Monde

Monde dans l'espace de huit mois , à compter depuis la Publication de la presente : tellement que les Marchandises & biens des Sujets & Habitans chargez en ces Navires Ennemis , ne pourront être confisqués aucunement , durant les termes & dans les étendues sus-nommées à raison du Navire qui est Ennemi ; ains seront restituez aux Propriétaires sans aucun delai , si ce n'est qu'ils ayent été chargés après l'expiration desdits termes ; & pourtant il ne sera nullement permis de transporter vers les Ports Ennemis telles Marchandises de Contrebande , que l'on pourroit trouver chargées en un tel Navire Ennemi , quoi qu'elles fussent rendues par la susdite raison. Et comme il a été réglé cy-dessus , qu'un Navire libre affranchira les Denrées y chargées , il a été en outre accordé & convenu , que cette liberté s'étendra aussi aux Personnes , qui se trouveront en un Navire libre , à tel effet , que quoi qu'ils fussent Ennemis de l'une & de l'autre des parties , ou de l'une d'icelles , pourtant se trouvant dans le Navire libre , n'en pourront être tirés , si ce n'est qu'ils fussent gens de Guerre , & effectivement au service desdits Ennemis.

XXVIII. Tous les Sujets & Habitans desdites Provinces - Unies jouiront réciproquement des mêmes droits , libertez & exemptions en leurs Trafics & Commerce dans les Ports , Rades , Mers , & Etats de sadite Majesté , ce qui vient d'être dit , que les Sujets de sa Majesté jouiront en ceux desdits Seigneurs Etats , & en haute Mer , se devant entendre que l'égalité sera recipro-

1697. que en toute maniere de part & d'autre ; &
 20Sept même en cas que cy après lesdits Seigneurs
 fussent en Paix , Amitié & Neutrali-
 té avec aucuns Rois , Princes & Etats
 qui devinssent Ennemis de sadite Majesté ,
 chacune des deux parties devant user reci-
 proquement des mêmes conditions & re-
 strictions exprimées aux Articles du pré-
 sent Traité , qui regarde le Trafic & le
 Commerce.

XXIX. Et pour assurer davantage les
 Sujets desdits Seigneurs Etats qu'il ne leur
 sera fait aucune violence par lesdits Vaisseaux
 de Guerre, sera fait defense à tous Capitaines
 des Vaisseaux du Roi, & autres Sujets de sa
 Majesté de ne les molester ni endommager
 en aucune chose que ce soit , sur peine d'être
 tenus en leurs Personnes & biens des domma-
 ges & interêts soufferts & à souffrir jusques à
 la deüe restitution & reparation.

XXX. Et pour cette cause seront doréna-
 vant les Capitaines & Armateurs obliger
 chacun d'eux , avant leur partement , de
 bailler caution bonne & solvable par devant
 les Juges competens de la somme de quinze
 mille livres Tournois , pour repondre cha-
 cun d'eux solidairement , des malversations,
 qu'ils pourroient commettre en leurs cour-
 ses ; & pour les contraventions de leurs Ca-
 pitaines & Officiers au présent Traité & aux
 Ordonnances & Edits de sa Majesté qui se-
 ront publiez en vertu & en conformité de la
 disposition d'icelui , à peine de décheance &
 nullité desdites Commissions & congez ; ce qui
 sera pareillement pratiqué par les Sujets desdits
 Seigneurs Etats Generaux.

XXXI. S'il

XXXI. S'il arrivoit qu'aucun desdits Capitaines François fit prise d'un Vaisseau chargé desdites Marchandises de Contrebande, comme dit est, ne pourront lesdits Capitaines faire ouvrir ni rompre les Cofres, Mâles, Bales, Bougettes, Tonneaux & autres Caisses, ou les transporter, vendre ou échanger, ou autrement aliéner qu'elles n'ayent été descendues en terre en la présence des Juges de l'Amirauté & après Inventaire par eux fait desdites Marchandises trouvées dans lesdits Vaisseaux, si ce n'est que lesdites Marchandises de Contrebande ne faisant qu'une partie de la charge, le Maître ou Patron du Navire trouvât bon & agréât de livrer lesdites Marchandises de Contrebande audit Capitaine & de poursuivre son Voyage; auquel cas, ledit Maître ou Patron ne pourra nullement être empêché de poursuivre la route & le dessein de son Voyage.

XXXII. Sa Majesté voulant que les Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux soyent traittez dans tout le Pais de son obéissance aussi favorablement, que ses propres Sujets, donnera tous les ordres nécessaires pour faire que les jugemens & arrêts, qui seront rendus sur les prises, qui auront été faites en Mer, soyent donnez avec toute justice & équité, par Personnes non suspectes ni interessées au fait, dont sera question: & donnera sa Majesté des ordres précis & efficaces, afin que tous les arrêts, jugemens & ordres de Justice déjà donnez & à donner, soyent promptement & deüement executez, selon leurs formes.

1697.
20 Sept

XXXIII. Et lors que les Ambassadeurs desdits Seigneurs Etats Generaux ou quelque autre de leurs Ministres publics , qui seront à la Cour de sa Majesté , feront plainte desdits jugemens , qui auront été rendus , sa Majesté fera revoir lesdits jugemens en son Conseil , pour examiner si les ordres & précautions contenuës au présent Traité , auront été suivies & observées , & pour y faire pouvoir , selon la raison , ce qui sera fait dans le tems de trois mois au plus ; & néanmoins avant le premier jugement ni après icelui , pendant la revision , les biens & effets , qui seront reclamez , ne pourront être vendus , ni déchargez si ce n'est du consentement des parties interessées pour éviter le déperissement desdites Marchandises.

XXXIV. Quand procès sera mû en première & seconde instance contre ceux qui auront fait des prises en Mer , & les Intéressez en icelles , & que lesdits Intéressez viendront à obtenir un jugement ou arrêt favorable , ledit jugement ou arrêt aura son exécution sous caution , nonobstant l'appel de celui , qui aura fait la prise , mais non au contraire , & ce qui est dit au présent Article & aux précédens , pour faire rendre bonne & briève justice aux Sujets des Provinces-Unies , sur les prises faites en Mer , par les Sujets de sa Majesté , sera entendu & pratiqué par les Seigneurs Etats Generaux , à l'égard des prises faites par leurs Sujets sur ceux de sa Majesté.

XXXV. Sa

XXXV. Sa Majesté & les Seigneurs
Etats Generaux pourront en tout tems faire
construire ou' fretter dans les Pays l'un de
l'autre tel nombre de Navires, soit pour la
Guerre ou pour le Commerce, que bon leur
semblera, comme aussi acheter telle quan-
tité de Munitions de Guerre, qu'ils auront
besoin, & employeront leur autorité, à ce
que lesdits marchez de Navires & achats de
Munitions se fassent de bonne foi & à prix
raisonnable, sans que sa Majesté ni les Sei-
gneurs Etats Generaux puissent donner la
même permission auxdits Ennemis de l'un &
de l'autre, en cas que lesdits Ennemis fus-
sent attaquans ou agresseurs.

XXXVI. Arrivant que des Navires de
Guerre ou des Marchands échoüent par tem-
pête ou autre accident aux Côtes de l'un ou
de l'autre Allié, lesdits Navires, Apparaux,
Biens & Marchandises, & ce qui sera sau-
vé, ou le prouvenant, si lesdites choses étant
perissables ont été vendues, le tout étant
reclamé par des Propriétaires ou autres,
ayant charge & pouvoir d'eux, dans l'an &
jour, sera restitué sans forme de procès, en
payant seulement les frais raisonnables, &
ce qui sera réglé entre lesdits Alliez pour le
droit de sauvement; & en cas de contraven-
tion au present Article, sa Majesté & les-
dits Seigneurs Etats Generaux promettent
d'employer efficacement leur autorité, pour
faire châtier avec toute la severité possible
ceux de leurs Sujets, qui se trouveront cou-
pables des inhumanitez, qui ont été quel-
quefois commises à leur grand regret en de
semblables rencontres.

1697.

20 Sept

XXXVII. Sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats Generaux ne recevront & ne souffriront, que leurs Sujets reçoivent dans nul des Pays de leur obeissance aucuns Pirates & Forbans quels qu'ils puissent être; mais ils les feront poursuivre & punir & chasser de leurs Ports, & les Navires depredéz, comme les biens pris par lesdits Pirates & Forbans, qui se trouveront en être, seront incontinent & sans forme de procès restituez franchement aux Propriétaires, qui les reclameront.

XXXVIII. Les Habitans & Sujets de côté & d'autre pourront par tout dans les Terres de l'obeissance dudit Seigneur Roi & desdits Seigneurs Etats Generaux se faire servir de tels Avocats, Procureurs, Notaires & Solliciteurs, que bon leur semblera, à quoi aussi ils seront commis par les Juges ordinaires, quand il sera besoin, & que lesdits Juges en seront requis, & sera permis ausdits Sujets & Habitans de part & d'autre, de tenir dans les lieux, où ils feront leur demeure, les Livres de leur Trafic & Correspondance, en la Langue que bon leur semblera, sans que pour ce sujet ils puissent être inquietez ni recherchez.

XXXIX. A l'avenir aucuns Consuls ne seront admis de part & d'autre, & si l'on jugeoit à propos d'envoyer des Residens, Agens, Commissaires ou autres, ils ne pourront établir leur demeure, que dans les lieux de la Residence ordinaire de la Cour.

XL. Sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats Generaux ne permettront point, qu'aucun Vaisseau de Guerre, ni autre équipe pour la Com-

Commiſſion & pour le ſervice d'aucun Prince, Republique ou Ville, que ce ſoit, viennent faire aucune priſe dans les Ports, Havres ou aucunes Rivières, qui leur appartiennent, ſur les Sujets de l'un ou de l'autre, & en cas que cela arrive, ſadite Majeſté & leſdits Seigneurs Etats Généraux employeront leur autorité & leur force, pour en faire la reſtitution ou réparation raifonnablement.

1697.
20 Sept

XL I. S'il ſurvenoit par inadvertence ou autrement quelques inobſervations ou contraventions au préſent Traité de la part de ſadite Majeſté, ou deſdits Seigneurs Etats Généraux, & leurs Succéſſeurs, il ne laiſſera pas de ſubſiſter en toute ſa force, ſans que pour cela on en vienne à la rupture de la Confederation, Amitié & bonne Corréſpondance, mais on réparera promptement leſdites contraventions, & ſi elles procedent de la faute de quelques particuliers Sujets, ils en ſeront ſeuls punis & châtiés.

XL II. Et pour mieux aſſûrer à l'avenir le Commerce & l'Amitié entre les Sujets dudit Seigneur Roi & ceux deſdits Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, il a été accordé & convenu, qu'arrivant ci-après quelque interruption d'amitié ou rupture entre la Couronne de France, & leſdits Seigneurs Etats deſdites Provinces-Unies (ce qu'à Dieu ne plaiſe) il ſera toujours donné neuf mois de tems après ladite rupture aux Sujets de part & d'autre, pour ſe retirer avec leurs effets, & les transporter où bon leur ſemblera. Ce qui leur ſera permis de faire, comme auſſi de vendre ou transporter leurs Biens & Meubles

1697.
20 Sept

bles en toute liberté, sans qu'on puisse leur donner aucun empêchement, ni proceder pendant ledit tems de neuf mois à aucunes saisies de leurs effets, moins encore à l'arrêt de leurs Personnes.

XLIII. L'on prevendra de part & d'autre, autant qu'il sera possible, tout ce qui pourroit en aucune maniere empêcher directement ou indirectement l'exécution du present Traité, & specialement de l'Article septième, & on s'oblige, aux moindres plaintes, qui se feront de quelques contraventions, de les faire incessamment reparer.

XLIV. Le present Traité de Commerce, Navigation & Marine durera vint cinq ans à commencer du jour de la signature, & les Ratifications en seront données en bonne forme, & échangées de part & d'autre dans l'espace de trois semaines, à compter du jour de la signature, ou plutôt, si faire se peut.

XLV. Et pour plus grande sureté de ce Traité de Commerce & de tous les points & Articles y contenus, sera ledit present Traité publié, verifié & enregistré en la Cour du Parlement de Paris, & en tous autres Parlemens du Royaume de France, & Chambre des Comptes dudit Paris: comme aussi semblablement ledit Traité sera publié, verifié & enregistré par lesdits Seigneurs Etats Generaux dans les Cours & autres Places, là où on a acoustumé de faire les publications, vérifications & enregistrements.

1697.

Formulaire des Passeports & Lettres qui se doivent donner dans l'Amirauté de France, aux Navires & Barques, qui en sortiront suivant l'Article du présent Traité.

LOUIS Comte de Thoulouse, Amiral de France, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, SALUT: Sçavoir faisons, que nous avons donné congé & permission à Maître & Conducteur du Navire, nommé de la Ville de du port de Tonneaux, ou environ étant de présent au Port & Havre de de s'en aller à chargé de après que visitation aura été faite de son Navire avant que partir fera serment devant les Officiers qui exercent la juridiction des causes Maritimes, comme ledit Vaisseau appartenant à un ou plusieurs des Sujets de sa Majesté, dont il sera mis Acte au bas des presentes; comme aussi de garder, & faire garder par ceux de son Equipage les Ordonnances & Réglemens de la Marine, & mettre au Greffe, le Roole, signé & verifié, contenant les noms & surnoms, la naissance & demeure des Hommes de son Equipage, & de tous ceux qui s'embarqueront; lesquels il ne pourra embarquer sans le sù & permission des Officiers de la Marine, & en chacun Port ou Havre où il entrera avec son Navire, fera apparoir aux Officiers & Juges de la Marine du présent congé; & leur fera fidele rapport de ce qui sera fait & passé durant son voyage; & portera les Pavillons,

1697.

Armes & enseignes du Roi, & les nôtres, durant son voyage. En témoin de quoi nous avons fait apposer nôtre Seing & le Sêel de nos Armes, à ces présentes ; & icelles fait contresigner par nôtre Secrétaire de la Marine à jour de mille six cens
Signé, Louis, Comte de Thoulouse. Et plus bas, par

Formulaire de l'acte contenant le serment.

Nous de l'Amirauté de
certifions que
Maître du Navire nommé au Passeport ci-des-
sus a prêté le serment mentionné en icelui.
Fait à le jour de mille
six cens

*Autre Formulaire des Lettres , qui se doi-
vent donner par les Villes & Ports de
Mer des Provinces-Unies , aux Navi-
res & Barques qui en sortiront suivant
l'Article susdit.*

Aux Sérénissimes , très-Illustres , très-Puissans , Honorables & Prudens Seigneurs Empereurs , Rois , Républiques , Princes , Ducs , Comtes , Barons , Seigneurs , Bourguemaîtres , Echevins , Conseillers , Juges , Officiers , Justiciers & Regens de toutes bonnes Villes & Places , tant Ecclésiastiques que Séculiers , lesquels ces présentes verront ou liront ; nous Bourguemaîtres & Regens de la Ville de
savoir faisons que

Maî-

Maître du Navire , comparant 1697.
 devant nous, a déclaré de serment solennel que 20 Sept
 le Navire nommé grand environ
 lastes, sur lequel maintenant
 il est le Maître, appartient aux inhabitants des
 Provinces-Unies; ainsi Dieu le vouloit ai-
 der; & comme volontiers nous verrions le-
 dit Maître de Navire aidé dans ses justes af-
 faires, nous vous requérons tous en general
 & en particulier, où le susdit Maître avec
 son Navire & Denrées arrivera, qu'il leur
 plaise de recevoir benignement & traiter
 deüement, le souffrant sur les Droits ac-
 coûtumez des peages & frais, dans, par
 & auprès de vos Ports, Rivières & Domai-
 nes, le laissant naviger, passer, fréquenter
 & negocier là où il trouvera à propos, ce
 que volontiers nous reconnoissons; en té-
 moin de quoi, nous y avons fait apposer le
 Seau de nôtre Ville.

En foi dequoi nous Ambassadeurs susdits
 de sa Majesté & des Seigneurs Etats Generaux,
 en vertu de nos pouvoirs respectifs, avons
 esdits noms signé ces présentes de nos seings
 ordinaires, & à icelles fait apposer les Ca-
 chets de nos Armes. A Ryfwick le 20. jour
 du mois de Septembre mil six cent quatre vint
 dix sept.

Etoit signé,

N.A. DE HARLAY BONNEUIL.	A. HEINSIUS
(L. S.)	(L. S.)
VERJUS DE CRECY.	E. DE WEEDE.
(L. S.)	(L. S.)
DE CALLIERES.	W. VAN HAREN.
(L. S.)	(L. S.)

1697.
20 Sept*Article séparé.*

Outre ce qui a été conclu & arrêté par le Traité de Commerce, fait entre les Ambassadeurs de sa Majesté Très-Chrétienne, & ceux des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, ce jourd'hui vingtième Septembre mille six cens quatre vint dix-sept, il a été encore convenu par ce présent Article séparé, qui aura la même force & vertu, que s'il étoit inseré de mot à mot dans le susdit Traité, que l'imposition de cinquante sols par Tonneau établie en France sur les Navires des Etrangers cessera entièrement à l'avenir, à l'égard des Navires des Sujets des Etats Generaux des Provinces-Unies, & ne pourra desormais être rétablie, en sorte que les Navires des Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux seront dechargez de ladite Taxe, soit que lesdits Navires aillent droit en France des Pays ou Terres desdits Seigneurs Etats Generaux, ou de quelque autre endroit que ce puisse être, soit chargez ou à vuide, soit aussi qu'ils soyent chargez pour décharger dans une ou plusieurs Places de France, ou bien qu'étant destinez pour prendre charge aux lieux où ils auroient dessein d'aller, & n'y en trouvant pas, ils aillent en d'autres pour en avoir, soit aussi que lesdits Navires des Sujets des Seigneurs Etats Généraux sortent des Ports de France, pour s'en retourner chez Eux, ou pour aller ailleurs, en quelques lieux que ce puisse être, chargez ou vuides, soit même qu'ils aient pris leurs charges dans une ou plusieurs Places, puis qu'il

qu'il a été convenu que ni dans lesdits cas, ni dans aucun autre qui pourroit arriver, les Navires des Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux ne seront pas sujets à ladite imposition, mais qu'ils en seront & demeureront exemts tant en venant desdits Ports de France qu'en y allant, excepté seulement au cas suivant, savoir, quand lesdits Navires prendront des Marchandises en France, & qu'ils les transporteront d'un Port de France, en un autre Port de France, pour les y décharger, auquel cas seulement & nullement en aucun autre les Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux seront obligez de payer ledit Droit comme les autres Etrangers. Le présent Article séparé sera ratifié & enregistré de même que le Traité de Commerce.

1697.
20 Sept.

En foi dequoi nous Ambassadeurs de sadite Majesté & des Seigneurs Etats Generaux, en vertu de nos pouvoirs respectifs, avons esdits noms signé cet Article séparé de nos seings ordinaires, & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes; à Ryswick en Hollande le vingtième jour du mois de Septembre mille six cens quatre vint dix sept.

Etoit signé,

N. A. DE HARLAY BONNEUIL. A. HEINSIUS.

(L. S.)

(L. S.)

VERJUS DE CRECY.

E. DE WEEDE.

(L. S.)

(L. S.)

DE CALLIERES.

W. VAN HAREN.

(L. S.)

(L. S.)

1697.
20 Sept

T R A I T E'

D E

P A I X ,

*Conclu entre Guillaume III. Roy d'Angle-
terre & Louis XIV. Roy de France.*

A Ryswick le 20. Septembre 1697.

A Tous ceux en général & à chacun en particulier , qui sont interessez , ou qui le pourront être en quelque façon que ce soit. On fait à savoir , que la Guerre s'étant malheureusement allumée entre le Sérénissime & très-puissant Prince Guillaume Troisième , par la grace de Dieu Roi de la Grande Bretagne , d'une part , & le Sérénissime & très-puissant Prince Louis Quatorzième , aussi par la grace de Dieu Roi Très-Chrétien de France & de Navarre , d'autre ; les affaires ont été enfin reduites à ce point par la permission & la bonté divine , que l'on a conçu de part & d'autre la pensée de faire la Paix , & leursdites Majestez Britannique & Très-Chrétienne animées d'un même zèle , pour arrêter au plutôt l'effusion du sang Chrétien , & pour le prompt rétablissement de la tranquillité publique , ont unanimement consenti : en premier lieu , à reconnoître pour cet effet la Médiation du Sérénissime & très-puissant Prince de glorieuse memoire, Charles

les Onsième , par la grace de Dieu Roi de Suède , des Goths & des Vandales ; mais une mort précipitée , ayant traversé l'esperance que toute l'Europe avoit justement conçûe de l'heureux effet de ses conseils & de ses bons offices , leursdites Majestez ont estimé ne pouvoir mieux faire , que de continuer de reconnoître en la même qualité le Sérénissime & très-puissant Prince Charles Douzième , Roi de Suède , son Fils & son Successeur , qui de sa part a continué aussi les mêmes soins pour l'avancement de la Paix entre leursdites Majestez Britannique & Très-Chrétienne , dans les Conférences qui se sont tenuës pour cet effet au Château de Ryswick , dans la Province de Hollande , entre les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires nommez de part & d'autre ; savoir de la part de sa Majesté Britannique , le Sieur Thomas Comte de Pembroke & de Montgomery , Baron d'Herbert & de Cardif , Garde du Seau Privé d'Angleterre , Conseiller ordinaire du Roi en son Conseil d'Etat , & l'un des Justiciers d'Angleterre ; le Sieur Edward Vicomte de Villiers & de Darford , Baron de Hoo , Chevalier Maréchal d'Angleterre , & l'un des Justiciers d'Irlande ; le Sieur Robert Lexington Baron d'Everham , Gentilhomme de la Chambre du Roi ; & le Sieur Joseph Williamson , Chevalier Conseiller ordinaire de sadite Majesté en son Conseil d'Etat , & Garde des Archives de l'Etat. Et de la part de sa Majesté Très-Chrétienne , le Sieur Nicolas Auguste de Harlay , Chevalier Seigneur de Bonneuil , Comte de Cely , & Con-

1697.
20 Sept.

1697.
20 Sept

Conseiller ordinaire du Roi en son Conseil d'Etat ; le Sieur Louis Verjus , Chevalier Comte de Crecy , Conseiller ordinaire du Roi en son Conseil d'Etat , Marquis de Treon , Baron de Couvay , Seigneur du Boulay , & les deux Eglises , de Fort- Ile , du Menillet & autres Lieux ; & le Sieur François de Callieres , Chevalier Seigneur de Callieres , de la Rochechellay & de Gigni , lesquels après avoir imploré l'assistance divine , & s'être communiqué respectivement leurs plein-pouvoirs , dont les Copies seront inserées de mot à mot , à la fin du présent Traité , & en avoir dûment fait l'échange par l'intervention & l'entremise du Sieur Nicolas Baron de Lillieroot , Ambassadeur Extraordinaire & Plénipotentiaire de sa Majesté le Roi de Suède , qui s'est acquitté de la fonction de Médiateur avec toute la prudence , toute la capacité , & toute l'équité nécessaire , ils seroient convenus à la gloire du Saint Nom de Dieu , & pour le bien de la Chrétienté des Conditions , dont la teneur s'ensuit.

I. Il y aura une Paix universelle & perpétuelle , une vraie & sincere amitié , entre le Sérénissime & très-puissant Prince Guillaume troizième , Roi de la Grande Bretagne , & le Sérénissime & très-puissant Prince Louis quatorzième Roi Très-Chrétien , leurs Héritiers & Successeurs , leurs Royaumes , Etats & Sujets . & cette Paix sera inviolablement observée entr'eux si religieusement & sincèrement , qu'ils feront mutuellement tout ce qui pourra contribuer au bien , à l'honneur & à l'avantage l'un de l'autre , vivans

vans en tout comme bons voisins & avec une telle confiance & si réciproque , que cette amitié soit de jour en jour fidèlement cultivée , affermie & augmentée.

1697.
20 Sept

II. Toutes inimitiez , hostilitéz , guerres & discordes , entre ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne , & le Roi Très-Chrétien ; & pareillement entre leurs Sujets , cesseront & demeureront éteintes & abolies , en sorte qu'ils éviteront soigneusement à l'avenir , de se faire de part ni d'autre aucun tort , injure ou préjudice , & qu'ils s'abstiendront de s'attaquer , piller , troubler ou inquieter , en quelque maniere que ce soit , par Terre par Mer , ou autres Eaux , dans tous les endroits du Monde , & particulièrement dans toute l'étendue des Royaumes , Terres & Seigneuries de l'obéissance desdits Seigneurs Rois , sans aucune exception.

III. Tous les torts , dommages , injures & offenses , que lesdits Seigneurs Rois & leurs Sujets auront souffert ou reçu les uns des autres , pendant cette guerre , seront absolument oubliez , & leurs Majestez & leurs Sujets pour quelque cause & occasion que ce puisse être , ne se feront désormais , ni ne commanderont , ou ne souffriront qu'il soit réciproquement fait de part ni d'autre , aucun acte d'hostilité , ou d'inimitié , trouble ou préjudice , de quelque nature & maniere que ce puisse être , par autrui ou par soi-même , en public ou en secret , directement ou indirectement , par voye de fait , ou sous prétexte de justice.

IV. Et comme l'intention du Roi Très-
Chrê-

1697.
20 Sept

Chrétien a toujours été de rendre la Paix ferme & solide, sa Majesté s'engage & promet pour Elle, & pour ses Successeurs Rois de France, de ne troubler ni inquieter en quelque façon que ce soit, le Roi de la Grande Bretagne dans la possession des Royaumes, Pays, Etats, Terres ou Gouvernemens, dont sa Majesté Britannique jouit présentement, donnant pour cet effet sa parole Royale, de n'assister directement ou indirectement, aucun des Ennemis du Roi de la Grande Bretagne, de ne favoriser en quelque manière que ce soit, les cabales, menées secrètes, & rebellions, qui pourroient survenir en Angleterre, & par conséquent de n'aider sans aucune exception ni reserve, d'Armes, de Munitions, Vivres, Vaisseaux, Argent, ou d'autre chose, par Mer ou par Terre, personne qui que ce puisse être, qui prétendrait troubler ledit Roi de la Grande Bretagne, dans la paisible possession desdits Royaumes, Pays, Etats, Terres ou Gouvernemens, sous quelque prétexte que ce soit; comme aussi le Roi de la Grande Bretagne promet & s'engage de son côté même inviolablement, pour soi & ses Successeurs, Rois de la Grande Bretagne, à l'égard du Roi Très-Christien, ses Royaumes, Pays, Etats, & Terres de son obéissance réciproquement, sans aucune exception ni reserve.

V. La Navigation & le Commerce seront libres entre les Sujets desdits Seigneurs Rois, de même qu'ils l'ont toujours été en tems de Paix & avant la Déclaration de la dernière Guerre, en sorte que lesdits Sujets puissent réci-

réciroquement aller & venir avec leurs Marchandises dans les Royaumes , Provinces , 1697.
Villes de Commerce ; Ports & Rivières , 20Sept
desdits Seigneurs Rois , y demeurer & négocier , sans être troublez ni inquietez , & y jouir & user de toutes les libertez , immunités & privilèges , qui y sont établis par les Traitez solennels , ou accordez par les anciennes coutumes des lieux.

VI. Les voyes de la justice ordinaire seront ouvertes , & le cours en sera libre réciroquement dans tous les Royaumes , Terres & Seigneuries de l'obéissance des deux Seigneurs Rois , & leurs Sujets , de part & d'autre , y pourront faire valoir leurs Droits , actions & prétensions suivant les Loix & les Statuts de chaque Pays , & y obtenir les uns contre les autres sans distinction , toute la satisfaction qui leur pourra légitimement appartenir.

VII. Ledit Seigneur Roi Très-Chrétien fera remettre au Seigneur Roi de la Grande Bretagne tous les Pays , Iles , Fortereffes & Colonies , en quelque lieu du Monde qu'elles soient situées , que les Anglois possédoient avant que la présente guerre fut déclarée ; & pareillement ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne restituera audit Roi Très-Chrétien tous les Pays , Iles , Fortereffes & Colonies , en quelque partie du Monde qu'elles soient situées , que les François possédoient avant la Déclaration de la présente Guerre ; & cette restitution se fera de part & d'autre dans l'espace de six mois ou plutôt même , s'il est possible : & pour cet effet aussi-tôt après l'échange des Rati-
fica-

1697. 20^{Sept} fications du present Traité , lesdits Seigneurs Rois donneront réciproquement , ou feront donner & délivrer aux Commissaires , qu'ils députeront de part & d'autre , pour les recevoir en leur nom , tous actes de cession , ordres & mandemens nécessaires , & en si bonne & due forme , que ladite restitution soit effectivement & entierement executée.

VIII. On est convenu qu'il sera nommé de part & d'autre des Commissaires , pour l'examen & jugement des droits & prétentions reciproques , que chacun desdits Seigneurs Rois peut avoir sur les Places & Lieux de la Baye de Hudson , que les François ont pris pendant la dernière Paix , & qui ont été repris par les Anglois depuis la presente Guerre , & doivent être remis au pouvoir de sa Majesté Très-Chrétienne en vertu de l'Article precedent. Comme aussi que la Capitulation accordée par les Anglois au Commandant du Fort de Bourbon , lors de la dernière prise qu'ils en ont faite le cinquième de Septembre 1696. sera executée selon sa forme & teneur , les effets dont y est fait mention incessamment rendus & restitués , le Commandant & autres pris dans ledit Fort , incessamment remis en liberté , si fait n'a été , & les contestations qui pourroient rester pour raisons de l'exécution de ladite Capitulation , ensemble de l'estimation de ceux desdits effets qui ne se trouveront plus en nature seront jugées & décidées par lesdits Commissaires , qui auront pareillement pouvoir de traiter pour le reglement des limites & confins des Pays cedez ou restitués

tirez de part & d'autre , par ledit Article precedent , & des échanges qui pourront s'y trouver être à faire pour la convenance commune , tant de sa Majesté Britannique que de sa Majesté Très-Chrétienne : & à cet effet lesdits Commissaires qui seront nommez de part & d'autre, aussi-tôt après la Ratification du present Traité , s'assembleront à Londres dans trois mois à compter du jour de ladite Ratification , & seront tenus de terminer entierement toutes lesdites difficultez dans six mois du jour de leur premiere Conference , après quoi les points & Articles dont ils seront demeurez d'accord , seront approuvez par ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne & par ledit Seigneur Roi Très-Chrétien , pour avoir ensuite la même force & vigueur , & être executés de la même maniere que s'ils étoient contenus & inserez de mot à mot dans le present Traité.

IX. Toutes Lettres tant de Represailles que de marque & contremarque , qui ont été delivrées jusqu'à present , pour quelque cause & occasion que ce puisse être , demeureront & seront reputées nulles , inutiles & sans effet , & à l'avenir aucun des deux Seigneurs Rois n'en delivrera de semblables contre les Sujets de l'autre , s'il n'apparoit auparavant d'un deni de justice manifeste , ce qui ne pourra être tenu pour constant , à moins que la requête de celui qui demandera les Lettres de Represailles , n'ait été rapportée ou representée au Ministre ou Ambassadeur , qui sera dans le Pays de la part du Roi , contre les sujets duquel on poursuivra lesdites Lettres , afin que dans l'espace

1697. ce de quatre mois il puisse s'éclaircir du
20 Sept. contraire, ou faire en sorte que le defendeur
satisfasse incessamment le demandeur, & s'il
ne se trouve sur le lieu aucun Ministre ou
Ambassadeur du Roi contre les Sujets du-
quel on demandera lescdites Lettres, l'on ne
les expediera encore qu'après quatre mois ex-
pirez, à compter du jour que la requête de
celui qui demandera lescdites Lettres aura
été présentée au Roi, contre les sujets du-
quel on les demandera, ou à son Conseil
privé.

X. Et pour prevenir & retrancher tous
les sujets de plaintes, contestations ou pro-
cès qui pourroient naître à l'occasion de la
restitution pretendue des Vaisseaux, Marchan-
dises, ou autres effets de même nature, qui
seroient pris & enlevez ci-après de part &
d'autre, depuis le present Traité de Paix
conclu & signé, mais avant qu'il eût pû
être connu & publié sur les Côtes ou dans
les Pays les plus éloignez, on est convenu,
que tous Navires, Marchandises & autres
effets semblables, qui depuis la signature du
present Traité pourront être pris & enlevez,
de part & d'autre, demeureront sans aucu-
ne obligation de recompense à ceux, qui
s'en seront saisis dans les Mers Britanniques
& Septentrionales, pendant l'espace de 12.
jours, immédiatement après la signature &
Publication dudit Traité, & dans l'espace
de six semaines pour les prises faites depuis
lescdites Mers Britanniques & Septentriona-
les, jusques au Cap de Saint Vincent, &
depuis ou au delà de ce Cap jusques à la
Ligne tant dans l'Océan que dans la Mer
Me-

Mediterranée, ou ailleurs, dans l'espace de dix semaines, & enfin dans l'espace de six mois au delà de la Ligne, & dans tous les endroits du Monde, sans aucune exception, ni autre ou plus particuliere distinction de tems ou de lieu. 1697. 20 Sept

XI. Que s'il arrivoit par hazard, inadvertence, ou autre cause quelle qu'elle puisse être, qu'aucun des Sujets de l'un desdits Seigneurs Rois, fit ou entreprit quelque chose par Terre, par Mer, ou sur les Rivières, en quelque lieu du Monde que ce soit, qui pût contrevenir au present Traité, & en empêcher l'entiere execution, ou de quelqu'un de ses Articles en particulier, la Paix & bonne correspondance rétablie entre lesdits Seigneurs Rois ne sera pas troublée, ni sensée interrompue à cette occasion, & elle demeurera toujours au contraire en son entiere & premiere force & vigueur, mais seulement celui desdits sujets qui l'aura troublée répondra de son fait particulier, & en sera puni conformément aux Loix & suivant les Régles établies par le droit des gens.

XII. Et s'il arrivoit aussi, ce qu'à Dieu ne plaise, que les mesintelligences & inimitiez éteintes par cette Paix, se renouvellassent entre le Roi de la Grande Bretagne & le Roi Très-Chrétien, & qu'ils en vinsent à une guerre ouverte, tous les Vaisseaux, Marchandises, & tous les effets mobiliers des Sujets de l'un des deux Rois, qui se trouveront engagez dans les Ports & Lieux de la domination de l'autre, n'y seront point confisquez, ni en aucune façon endommagez, mais l'on donnera aux Sujets des-

1697. desdits Seigneurs Rois le terme de six moi
20Sept entiers à compter du jour de la rupture,
pendant lesquels ils pourront, sans qu'il leur
soit donné aucun trouble ni empêchement,
enlever ou transporter, où bon leur semblera,
leurs biens de la nature ci-dessus exprimée,
& tous leurs autres effets.

XIII. Quant à la Principauté d'Orange,
& autres Terres & Seigneuries qui appartiennent
au Seigneur Roi de la Grande Bretagne,
l'Article séparé du Traité de Nimegue
conclu le 10. du mois d'Août de l'année
1678. entre sa Majesté Très-Chrétienne &
les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-
Unies, sera entierement executé selon sa forme
& teneur, & en consequence, toutes
innovations & changemens qui se trouveront
y avoir été faits depuis, & au prjudice dudit
Traité, de quelque espece qu'ils soient,
seront reparez sans aucune exception, & tous
les Arrêts, Edits, ou autres Actes postérieurs,
& qui pourroient y être contraires de quelque
maniere que ce soit, demeureront nuls & de nul
effet, sans qu'à l'avenir il se puisse rien faire
de semblable à cet égard, en sorte que l'on
rendra au Seigneur Roi de la Grande Bretagne
tous lesdits biens, au même état & en la
manière, en laquelle il les possédoit & en
jouissoit avant qu'il en eut été depossédé,
pendant la guerre qui a été terminée par la
Paix de Nimegue, ou qu'il devoit les posséder
& en jouir aux termes & en vertu dudit
Traité: & pour d'autant plus prevenir &
terminer sans retour toutes les difficultez,
troubles, prétensions, & procès, nez & à
naître à l'occasion desdits biens, lesdits
Seigneurs Rois nommeront

ont des Commissaires de part & d'autre, & leur donneront pouvoir de décider ou accorder entièrement tous lesdits différens, comme aussi de régler & liquider suivant les Déclarations qui leur en seront remises, la restitution que sa Majesté Très Chrétienne convient de faire avec tous les intérêts qui seront légitimement dûs à sa Majesté Britannique, des revenus, profits, droits & avantages, tant de la Principauté d'Orange, que des autres biens; Terres & Seigneuries, appartenantes à sa Majesté Britannique, dans les Pays de la domination de sa Majesté Très-Chrétienne, jusques à concurrence de ce, dont on justifiera que les ordres & l'autorité de sa Majesté Très-Chrétienne aura empêché sa Majesté Britannique d'en jouir depuis la Conclusion du Traité de Nimégue, jusques à la Déclaration de la présente Guerre.

XIV. Le Traité de Paix entre le Roi Très-Chrétien, & le feu Electeur de Brandebourg, fait à Saint Germain en Laye, le 29. Juin 1679. sera rétabli entre sa Majesté Très-Chrétienne, & son Altesse Electorale de Brandebourg d'à présent, en tous ses points & Articles.

XV. Comme il importe à la tranquillité publique, que la Paix conclue entre sa Majesté Très-Chrétienne, & son Altesse Royale le Duc de Savoye, le 9. Août 1696. soit exactement observée, il a été convenu de la confirmer par ce présent Traité.

XVI. Seront compris dans le présent Traité de Paix, ceux qui avant l'échange des Ratifications, qui en seront fournies,

1697.
20Sept

ou dans l'espace de six mois après , seront nommez à cet effet de part & d'autre , & dont on conviendra réciproquement ; & cependant comme le Sérénissime & très-puissant Prince Guillaume troisième Roi de la Grande Bretagne , & le Sérénissime & très-puissant Prince Louis quatorzième Roi Très-Chrétien , reconnoissent avec gratitude les offices sinceres , & le zèle continuel du Sérénissime & très-puissant Prince Charles Douzième Roi de Suède , qui avec l'assistance divine a si fort avancé le salutaire ouvrage du présent Traité de Paix , & l'a enfin conduit par sa Médiation au plus heureux succez qu'on en pouvoit souhaiter , de part & d'autre , leursdites Majestez pour lui rémoigner une pareille affection , ont arrêté & résolu , d'un commun consentement , que sa Sacrée & Royale Majesté de Suède , sera comprise dans le présent Traité de Paix , en la meilleure forme qu'il se peut , pour tous ses Royaumes , Seigneuries & Provinces , & pour tous les droits qui lui peuvent appartenir.

XVII. Enfin les Ratifications solennelles du présent Traité expédiées en bonne & due forme , seront rapportées & échangées de part & d'autre dans le terme de trois semaines , ou plutôt s'il est possible , à compter du jour que ledit Traité aura été signé au Château de Ryswick , dans la Province de Hollande : & en foi de tous & chacun des points ci-dessus expliquez & pour leur donner d'autant plus de force , & une pleine & entiere autorité , nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires conjointement

d'Angleterre de Ryswick. 555
ment avec l'Ambassadeur Extraordinaire &
Médiateur, avons signé le présent Traité & 1697.
y avons apposé les Cachets de nos Armes. 20 Sept
Fait à Ryswick en Hollande, le 20. Sep-
tembre 1697.

(L.S.) LILLIEROOT.

(L.S.) *Pembroke.* (L.S.) *de Harlay Bonneuil.*
(L.S.) *Villers.* (L.S.) *Verjus de Crecy.*
(L.S.) *J. Williamfon.* (L.S.) *De Callieres.*

Article séparé.

Outre ce qui a été conclu & arrêté par le
Traité de Paix, fait entre les Ambassa-
deurs Extraordinaires & Plénipotentiaires du
Roi de la Grande Bretagne, & ceux du Roi
Très-Chrétien ce jourd'hui 20. Septembre
1697. Il a été encore convenu par ce pré-
sent Article séparé, qui aura la même force
& vertu, que s'il étoit inséré de mot à mot
dans le susdit Traité, que sa Majesté Très-
Chrétienne accordera comme Elle accorde
par ce présent Article, à l'Empereur & à
l'Empire jusqu'au premier de Novembre
prochain, pour accepter les Conditions de
Paix proposées en dernier lieu par sadite
Majesté Très-Chrétienne, suivant sa Dé-
claration du premier jour du présent mois
de Septembre, si sa Majesté Impériale &
l'Empire n'en peuvent autrement convenir
avec sadite Majesté Très-Chrétienne. Et
en cas que dans ledit tems l'Empereur &
l'Empire n'acceptent point lesdites Condi-
tions, ou n'en conviennent pas autrement

1697.
20 Sept

avec sadite Majesté Très-Chrétienne , ledit
 Traité de Paix sortira son plein & entier ef-
 fet , & sera exécuté suivant sa forme & te-
 neur , sans pouvoir y contrevenir par le Roi
 de la Grande Bretagne sous quelque prétexte
 que ce puisse être , directement ou indirecte-
 ment. En foi dequoi nous Ambassadeurs de
 sadite Majesté Britannique , en vertu de nos
 pouvoirs respectifs avons esdits noms signé
 cet Article séparé de nos seings ordinaires , &
 y avons fait apposer les Cachets de nos Ar-
 mes : à Ryswick en Hollande le 20. jour du
 mois de Septembre mil six cens quatre vint dix
 sept.

(L. S.) LILLIEROOT.

(L. S.) *Pembroke.* (L. S.) *De Harlay Bonneuil.*
 (L. S.) *Villers.* (L. S.) *Verjus de Crecy.*
 (L. S.) *J. Williamson.* (L. S.) *De Collieres.*



T R A I T E' D E P A I X ,

*Conclu entre Louis XIV. Roi de France ,
& Charles II. Roy d'Espagne. A Rys-
wick le 20. Septembre 1697.*

AU nom de Dieu & la Très-Sainte Tri-
nité à tous présens & à venir , soit
notoire que pendant le Cours de la
plus sanglante Guerre , dont l'Eu-
rope ait été affligée depuis long-tems , il a
plû à la divine providence de préparer à la
Chrétienté la fin de ses maux , en conser-
vant un ardent desir de la Paix dans les cœurs
de très-haut , très-excellent & très-puissant
Prince Louis quatorzième , par la grace de
Dieu Roi Très-Chrétien de France & de
Navarre ; & de très-haut , très-excellent
& très-puissant Prince Charles Second , Roi
Catholique des Espagnes ; lesquels souhai-
tans également de concourir de bonne foi ,
& autant qu'il est en eux , au rétablissement
de la tranquillité publique , & n'ayant d'ail-
leurs en veüe que de la rendre solide & per-
petuelle , par l'équité de ses conditions ;
leursdites Majestez ont unanimement consen-
ti en premier lieu à reconnoître pour cet
effet la Médiation de très haut , très-excel-
lent & très-puissant Prince de glorieuse mé-

ques , Conseiller du Roi en son Conseil Royal & Suprême de Castille ; & le Sieur ^{1697.}
Louis Alexandre de Scockart , Comte de ^{20 Sept}
Tirimont , Baron de Gaesbeke , Conseiller
du Conseil Suprême d'Etat des Pays-Bas à
Madrid , de ceux d'Etat , & privé dans les
mêmes Pays. Lesquels après avoir implo-
ré l'assistance divine , & s'être communiqué
respectivement leurs Pleins - pouvoirs dont
les copies seront insérées de mot à mot à
la fin du présent Traité , & en avoir deü-
ment fait l'échange par l'intervention &
l'entremise du Sieur Nicolas Baron de Lil-
lieroot , Ambassadeur Extraordinaire &
Plénipotentiaire de sa Majesté le Roi de
Suède , qui s'est acquité de sa fonction de Mé-
diateur avec toute la prudence , toute la capa-
cité , & toute l'équité nécessaire , ils seroient
convenus à la gloire de Dieu & pour le bien
de la Chrétienté des conditions dont la teneur
s'ensuit.

I. Il est convenu & accordé qu'à l'avenir il
y aura bonne , ferme & durable Paix , Con-
fédération & perpétuelle Alliance & Amitié
entre les Rois Très-Chrétien & Catholique,
leurs Enfans nez & à naître , leurs Hoirs,
Successeurs & Héritiers , leurs Royaumes ,
Etats , Pays , & Sujets ; qu'ils s'entraime-
ront comme bons Frères , procurant de tout
leur pouvoir le bien , l'honneur & la répu-
tation l'un de l'autre , évitant de bonne foi ,
& autant qu'il leur sera possible , ce qui
pourroit leur causer réciproquement quelque
dommage.

II. En conséquence de cette Paix & bon-
ne union , tous Actes d'hostilitez cesseront

1697. entre lesdits Seigneurs Rois , leurs Sujets &
 20Sept. Vassaux par Terre , & généralement en tous
 lieux où la Guerre se fait par les armes de
 leurs Majestez , tant entre leurs Armées
 qu'entre les Garnisons de leurs Places , &
 s'il y étoit contrevenu par la prise d'une ,
 ou plusieurs Places soit par attaque , par
 surprise ou par intelligence , & même s'il
 se faisoit des prisonniers ou qu'il se commit
 d'autres actes d'hostilité par hazard ou autre-
 ment la contravention sera réparée de part
 & d'autre de bonne foi , sans retardement
 ni difficulté , restituant sans aucune dimi-
 nution ce qui aura été occupé , & delivrant
 les prisonniers sans rançon ni payement de
 dépense.

III. Tous sujets d'inimitié ou de mesin-
 telligence demeureront éteints & abolis pour
 jamais. Il y aura de part & d'autre un ou-
 bli & une amnistie perpétuelle de tout ce qui
 s'est fait pendant la présente Guerre , ou à
 son occasion , sans qu'on puisse à l'avenir ,
 sous aucun prétexte , directement ni indire-
 ctement en faire aucune recherche , par voye
 de justice ou autrement , sous quelque pré-
 texte que ce soit , & leursdites Majestez ni
 leurs Sujets , Serviteurs & Adhérens n'en
 pourront témoigner de ressentiment ni en
 prétendre aucune sorte de réparation.

IV. Seront remises & laissées en la pos-
 session Domaine & Souveraineté de sa Ma-
 jesté Catholique , les Places de Gironne ,
 Roses & Belver en l'état , qu'elles ont été
 prises avec l'Artillerie , qui s'y est trouvée
 dans le même tems , & toutes les autres
 Villes , Places , Forts , Lieux & Cha-
 telle-

tellenies généralement quelconques, qui ont été occupez pendant cette Guerre, par les armes de sa Majesté Très-Chrétienne, & depuis le Traité de Nimégue, dans la Principauté de Catalogne, ou ailleurs en Espagne, leurs appartenances, dépendances & annexes seront remises en l'état auquel ils se trouvent à présent, sans en rien retenir, réserver, affoiblir ni détériorer. Sera aussi remise de même au pouvoir, domaine & souveraineté de sa Majesté Catholique, la Ville de Barcelone, Fort, & Fortifications en dépendans avec toute l'Artillerie, en l'état auquel le tout s'est trouvé au jour de la prise, avec toutes appartenances, dépendances & annexes.

1697.
20 Sept

V. La Ville & Forteresse de Luxembourg, en l'état auquel elle se trouve présentement, sans y rien démolir, changer, diminuër, affoiblir, ou détériorer des Ouvrages, Forts & Fortifications d'icelle, avec l'Artillerie qui s'y est trouvée au tems de la prise : ensemble la Province & Duché de Luxembourg, & Comté de Chini en toutes leurs consistances, & tout ce qu'ils comprennent avec leurs appartenances, dépendances & annexes, seront rendus & remis au pouvoir, Souveraineté, Domaine & possession du Roi Catholique, de bonne foi, pour en jouir par ledit Seigneur Roi Catholique, tout ainsi qu'il a fait ou pû faire lors & ayant le Traité de Nimégue, sans en rien retenir ni réserver si ce n'est ce qui en a été cédé à sa Majesté Très-Chrétienne, par le précédent Traité de Paix.

VI. La Forteresse de Charleroi sera pa-

1697.
20 Sept

reillement remise au pouvoir & sous la Souveraineté de sa Majesté Catholique avec sa dépendance en l'état auquel elle est à présent sans y rien rompre , démolir , affoiblir ou détériorer , de même que l'Artillerie , qui y étoit lorsqu'elle a été prise.

VII. Sera remise aussi à la souveraineté , Domaine , & possession de sa Majesté Catholique la Ville de Mons Capitale de la Province de Hainaut avec ses Ouvrages & Fortifications dans l'état auquel elles se trouvent à présent , sans y rien rompre , démolir , affoiblir , ou détériorer ; ensemble l'Artillerie qui s'y est trouvée au tems de la prise , & la Banlieue & Prévôté , appartenances , & dépendances de la même Ville en toute sa consistance ; ainsi que le Roi Catholique en a joui , ou pû jouir lors & avant ledit Traité , de même que la Ville d'Ath dans l'état où elle étoit au tems de sa dernière prise , sans y rien rompre , démolir , affoiblir ni détériorer de ses Ouvrages avec l'Artillerie qui s'y est trouvée audit jour , ensemble la Banlieue , Châtellenie , appartenances , dépendances , & annexes , de ladite Ville , comme elles ont été cedées par le Traité de Nimégue , à la reserve des lieux ci-après ; savoir , le Bourg d'Anthoin , Vaux , Guarraim , Ramecroix , Bethême , Constantin , le fief de Paradis , lesdits derniers étant des enclavemens de Tournaisis , & ledit fief de Paradis , tant qu'il contribué avec le Village de Kain , Havines , Mêles , Mourcourt , Kain , le Mont de Saint Audebert dit de la Trinité , Fontenoy , Maubray , Hernies , Caluelle , & Viers , avec leurs paroisses , appartenances

ces & dépendances sans en rien réserver res- 1697.
teront en la possession & Souveraineté de sa 20 Sept
Majesté Très-Chrétienne, la Province de
Hainaut demeurant au surplus à la Souverai-
neté de sa Majesté Catholique, sans préju-
dice néanmoins de ce qui a été cédé à sa
Majesté Très-Chrétienne, par les precedens
Traitez.

VIII. Sera remise au pouvoir, Domai-
ne, Souveraineté & possession de sa Majesté
Catholique la Ville de Courtray, dans l'é-
tat present avec l'Artillerie, qui s'y est
trouvée au tems de la dernière prise; ensem-
ble la Châtellenie de ladite Ville apparte-
nances, dépendances, & annexes conforme-
ment au Traité de Nimegue.

IX. Ledit Seigneur Roi Très-Chrétien
fera aussi restituer à sa Majesté Catholique
toutes les Villes, Places, Forts, Châteaux,
& Postes, que ses Armées ont ou pourroient
avoir occupez jusqu'au jour de la Paix, &
même depuis icelle, en quelque lieu du Mon-
de qu'elles soient situées, comme pareille-
ment sadite Majesté Catholique, fera resti-
tuer à sa Majesté Très-Chrétienne toutes les
Places, Forts, Châteaux, & Postes que ses
Armées pourroient avoir occupez durant
cette Guerre, jusqu'au jour de la Publica-
tion de la Paix; & en quelques lieux qu'ils
soient situez.

X. Tous les Lieux, Villes, Bourgs, Pla-
ces, & Villages, que le Roi Très-Chrê-
tien a occupez & réunis depuis le Traité de
Nimegue dans les Provinces de Luxembourg,
Namur, Brabant, Flandres, Hainaut, &
autres Provinces du Pays-Bas, selon la liste

1697.
20 Sept

desdites réunions produite de la part de sa Majesté Catholique dans les Actes de cette Negociation , & dont Copie sera annexée au present Traité , demeureront à sa Majesté Catholique absolument & à toujours , à la reserve des 82. Villes , Bourgs , Lieux , & Villages contenus dans la liste d'exception , qui en a été aussi fournie de la part de sa Majesté Très-Chrétienne , & qui sont par elle prétendus , pour raison des dependances des Villes de Charlemont , Maubeuge , & autres cedées à sa Majesté Très-Chrétienne , par les Traitez d'Aix la Chapelle & de Nimegue , à l'égard desquels 82. Lieux susdits seulement dont la liste sera pareillement annexée au present Traité , on est demeuré d'accord qu'il sera nommé incessamment après la signature du present Traité des Commissaires de part & d'autre , tant pour regler auquel des deux Rois lesdits 82. Villes , Bourgs , Lieux , ou Villages , ou aucun d'iceux devront demeurer & appartenir , que pour convenir des échanges à faire pour des Lieux , & Villages enclavez dans les Pays de la Domination de l'un & de l'autre , & en cas que lesdits Commissaires ne pussent demeurer d'accord entr'eux , leurs Majestez Très-Chrétienne & Catholique en remettront la derniere décision au jugement des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies , que lesdits Seigneurs Rois ont réciproquement consenti de prendre pour Arbitres , sans préjudice néanmoins aux Ambassadeurs & Plénipotentiaires desdits Seigneurs Rois Très-Chrétien & Catholique , d'en convenir autrement entr'eux à l'amiable , & même avant la

la Ratification du présent Traité, s'il est possible, moyennant quoi toutes difficultez tant à l'égard desdites réunions que des limites, & dépendances, demeureront de part & d'autre entièrement assoupies & terminées : en conséquence cesseront toutes poursuites, sentences, separations, incorporations, Commises, decretemens, Confiscations, Reunions, Déclarations, Reglemens, Edits & tous Actes généralement quelconques donnez au nom & de la part de sa Majesté Très-Chrétienne pour raison desdites réunions, soit par le Parlement ou Chambre établie à Mets, soit par tous autres Tribunaux de Justice, Intendant, Commises, ou delegations contre sa Majesté Catholique & ses Sujets, & seront revoqués & annullés à toujours, comme s'ils n'avoient jamais été : & au surplus la généralité desdites Provinces, demeurera à sa Majesté Catholique à la reserve de toutes les Villes, Places & Lieux cedez à sa Majesté Très-Chrétienne, par les précédens Traitez, avec les appartenances & dependances.

XI. Toutes les Places, Villes, Bourgs, Lieux & Villages, circonstances, dépendances & annexes ci-dessus remis & cedez par sa Majesté Très-Chrétienne, sans en rien réserver ni retenir, rentreront en la possession de sa Majesté Catholique pour en jouir par elle & de toutes les prérogatives, avantages, profits & revenus, qui en dependent, avec la même étendue, & aux mêmes droits de propriété, Domaine & Souveraineté qu'elle en jouissoit avant la dernière Guerre, lors, & avant le Traité d'Aix la Cha-

1697. pelle & de Nimegue , & tout ainsi qu'elle
20Sept en a pû ou dû jouir.

XII. La restitution desdites Places se fera de la part dudit Seigneur Roi Très-Chrétien réellement , & de bonne foi , sans retardement ni difficulté pour quelque cause & occasion que ce soit à celui ou à ceux qui seront à ce Deputez par ledit Seigneur Roi Catholique , immédiatement après la Ratification du present Traité , sans rien démolir , affoiblir , diminuer ou endommager en aucune sorte dans lesdites Villes , & sans que l'on puisse pretendre ni demander aucun remboursement pour les Fortifications , édifices publics & bâtimens faits auxdites Places , ni pour le payement , de ce qui pourroit être dû aux Soldats & gens de guerre , qui s'y trouveront lors de la restitution.

XIII. Le Roi Très-Chrétien fera retirer de toutes lesdites Places qu'il remet au Roi Catholique toute l'Artillerie que sadite Majesté a fait apporter dans lesdites Villes , depuis qu'elles ont été prises , toutes les Poudres , Boulets , Armes , Vivres , & autres Munitions qui s'y trouveront , lors qu'elles seront remises à sadite Majesté Catholique ; & ceux que le Roi Très-Chrétien aura commis pour cet effet , pourront se servir pendant deux mois des Chariots & des Bâteaux du Pays : ils auront le passage libre tant par Eau que par Terre pour faire emporter lesdites Munitions dans les Places de sa Majesté Très-Chrétienne , les plus voisines. Les Gouverneurs , Commandans , Officiers , & Magistrats des Places & Pays ainsi restituez feront donner toutes les facilitez qui dépendront

dront d'eux pour la voiture & conduite desdites Artillerie & Munitions; pourront aussi les Officiers, Soldats, & Gens de Guerre, qui sortiront desdites Places, en retirer & emporter les biens meubles à eux appartenans, sans qu'il leur soit loisible d'exiger aucune chose des habitans desdites Places, & du plat Pays, ni d'endommager les maisons, ni d'emporter aucune chose appartenante aux habitans.

1697.
20 Sept

XIV. Les prisonniers de quelque nature & condition qu'ils puissent être, seront mis en liberté de part & d'autre, & sans rançon, aussi-tôt après l'échange des Ratifications, en payant leur depense, & ce qu'ils pourroient d'ailleurs legitimement devoir. Et si quelques-uns avoient été mis aux Galères de leurs dites Majestez, à l'occasion & par le malheur desdites Guerres seulement, ils seront promptement delivrez & mis en liberté, sans aucun retardement ni difficulté, pour quelque cause & occasion que ce soit, & sans qu'on leur puisse demander en ce cas aucune chose pour leur rançon, ou pour leur depense.

XV. Par le moyen de cette Paix & étroite Amitié les Sujets des deux Côtez, quels qu'ils soient, pourront en gardant les Loix, Usages, & Coûtumes du Pays, aller, venir, demeurer, trafiquer & retourner au Pays l'un de l'autre comme bons marchands, & ainsi que bon leur semblera, tant par Terre que par Mer & autres Eaux, traiter & negocier ensemble, & seront soutenus & defendus les Sujets au Pays l'un de l'autre, comme propres Sujets, en payant raisonnable.

1697. blement les droits en tous lieux accoutu-
20Sept mez, & autres qui par lesdits Rois ou leurs
Successeurs seront imposez.

XVI. Tous les Papiers, Lettres, Documens concernans les Pays, Terres & Seigneuries qui seront cedez & restituez auxdits Seigneurs Rois par le present Traité de Paix seront fournis & delivrez de bonne foi de part & d'autre dans trois mois, après que les ratifications du present Traité auront été échangées en quelques lieux que lesdits Papiers & Documens se puissent trouver, même ceux qui auront été enlevez de la Citadelle de Gand & de la chambre des comptes de Lille.

XVII. Les contributions établies, ou demandées de part & d'autre, Represailles, envois de Fourage, Grains, Bois, Bestiaux, Utenciles, & autres espèces d'impositions sur le Pays de l'un & de l'autre Souverain, cesseront aussi-tôt après la Ratification du present Traité, & tous les arrérages ou parties qui en peuvent être dûs ne pourront être reciproquement exigez, à quelque titre & sous quelque pretexte que ce soit.

XVIII. Tous les Sujets de part & d'autre Ecclesiastiques & Séculiers, Corps, Communautéz, Universitez & Colleges seront retablis tant en la jouissance des honneurs, dignitez & Benefices dont ils étoient pourvus avant la Guerre, qu'en celle de tous & chacun leurs droits, biens meubles & immeubles; rente à rachat dont les Capitaux demeurent en existence, & les rentes viagères saisies & occupées depuis ledit tems, tant à l'occasion de la Guerre, que pour avoir

avoir suivi le parti contraire , ensemble de leurs droits , actions & successions à eux survenues , même depuis la Guerre commencée , sans toutefois pouvoir rien demander ni prétendre des fruits & revenus percûs & échûs pendant cette Guerre , dès le faisissement desdits biens immeubles , rentes & Benefices jusqu'au jour de la Publication du present Traité.

1697.
20 Sept

XIX. Ne pourront semblablement rien demander ni prétendre des dettes, effets, & meubles qui auront été confisquez avant ledit jour , sans que jamais les Créanciers de telles dettes, & Dépositaires de tels effets & leurs héritiers ou ayant cause en puissent faire poursuite ni en prétendre recouvrement, lesquels rétablissmens , en la forme avant dite, s'entendront en faveur de ceux qui auront suivi le parti contraire , en sorte qu'ils rentreront par le moyen du present Traité, en la grace de leur Roi & Prince Souverain, comme aussi dans leurs biens tels qu'ils se trouveront existans à la conclusion & signature du present Traité.

XX. Et se fera ledit rétablissement des Sujets de part & d'autre , selon le contenu des Articles 21. & 22. du Traité de Nimégue , nonobstant toutes Donations, Concessions, Déclarations, Confiscations, Commises , Sentences Préparatoires & Définitives , données par contumace en l'absence des parties & icelles non ouïes , lesquelles sentences & leurs jugemens , demeureront nulles & de nul effet & comme non données & prononcées , avec liberté pleine & entière auxdites parties de revenir dans les Pays, d'où

1697.
20 Sept

d'où elles se sont retirées ci-devant , pour jouir en personne de leurs biens & meubles , rentes & revenus , ou d'établir leurs demeures hors desdits Pays, en tel lieu que bon leur semblera , leur en demeurant le choix & élection sans qu'on puisse user contre eux d'aucune contrainte , pour ce regard ; & en cas qu'ils aiment mieux demeurer ailleurs , ils pourront députer ou commettre telles personnes non suspectes que bon leur semblera , pour le gouvernement & jouissance de leurs biens , rentes & revenus ; mais non au regard des Benefices requerant résidence qui devront être personnellement administrés & servis.

XXI. Les Articles 24. & 25. dudit Traité de Nimegue , concernant les Benefices seront exécutez , & en consequence ceux qui ont été pourvus de Benefices par celui des deux Rois , qui au tems de la Collation possédoit les Villes & Pays où lesdits Benefices sont situez , seront maintenus en la possession & jouissance desdits Benefices.

XXII. Les Sujets de part & d'autre auront la liberté , & entière faculté de pouvoir vendre , changer , aliéner , ou autrement disposer , tant par Acte d'entre vifs que de dernière volonté , des biens & effets meubles & immeubles , qu'ils ont ou auront situez sous la domination de l'autre souverain , & chacun les y pourra acheter , sujet ou non sujet , sans que pour cette vente , ou achat aucun ait besoin d'octroi , permission ou autre Acte quelconque que ce present Traité.

XXIII.

XXIII. Comme il y a des rentes affectées sur la généralité de quelques Provinces dont une partie est possédée par sa Majesté Très-Chrétienne, & l'autre par le Roi Catholique, il est convenu & accordé que chacun payera sa quote part, & seront nommez des Commissaires pour regler la portion que chacun desdits Seigneurs Rois en devra payer. 1697.
20 Sept

XXIV. Les rentes légitimement établies, ou deües sur les Domaines par les précédens Traitez & du payement desquelles il apparoitra dans les comptes rendus aux Chambres des Comptes par les receveurs de leurs Majestez Très-Chrétienne & Catholique avant lesdites cessions, seront payées par leursdites Majestez aux Créanciers desdites rentes, de quelque domination qu'ils puissent être, François, Espagnols ou d'autre Nation sans distinction.

XXV. Et comme par le présent Traité il se fait une Paix bonne & ferme tant par Mer que par Terre entre lesdits Seigneurs Rois, en tous leurs Royaumes, Pays, Terres, Provinces, & Seigneuries, & que toute hostilité doit cesser à l'avenir, il est stipulé que si quelques prises se font de part ou d'autre dans la Mer Baltique, ou dans celle du Nord, depuis Terneuze en Norvegue jusqu'au bout de la Manche dans l'espace de quatre semaines; au bout de ladite Manche, jusqu'au Cap de Saint Vincent dans l'espace de six semaines; & de là dans la Mer Méditerranée & jusqu'à la Ligne dans l'espace de dix semaines; au de là de la Ligne & en tous les autres endroits du Monde dans l'espace de huit mois, à compter du

1697.
20 Sept

du jour que se fera la Publication du présent Traité, lesdites prises qui se feront de part & d'autre après le terme prefix seront rendues avec récompense de tous les dommages qu'en seront provenus.

XXVI. Il y aura en cas de rupture, ce qu'à Dieu ne plaise, un terme de six mois pour donner moyen aux Sujets de part & d'autre de retirer, & transporter leurs effets & personnes où bon leur semblera, & il leur sera permis de le faire en toute liberté, sans qu'on leur en puisse donner aucun empêchement ni proceder pendant ledit tems à aucune saisie desdits effets, & moins encore à l'arrêt de leurs personnes.

XXVII. Les Troupes de part & d'autre, se retireront aussi-tôt après la Ratification du présent Traité sur les Terres & Pays de leurs propres Souverains, & dans les Places, & lieux qui doivent réciproquement demeurer & appartenir à leurs Majestez, après ou suivant le présent Traité, sans pouvoir rester, sous quelque prétexte que ce soit, dans les Pays de l'autre Souverain, ni dans les lieux qui lui doivent pareillement ci-après demeurer ou appartenir, & il y aura aussi-tôt après la signature de ce même Traité cessation d'armes, & d'hostilitez en tous endroits de la domination desdits Seigneurs Rois, tant par Mer & autres Eaux que par Terre.

XXVIII. Il a été aussi accordé que la perception des droits, dont ledit Seigneur Roi Très-Chrétien est en possession, sur tous les Pays qu'il remet ou restituë audit Seigneur Roi Catholique sera continuée jusqu'au jour de

de la restitution actuelle des Places , dont lesdits Pays sont dépendans , & que ce qui en restera dû , lors de ladite restitution, sera payé de bonne foi , à ceux qui en ont pris les fermes ; comme aussi que dans le même tems les propriétaires des bois confisquez dans les dépendances des Places , qui doivent être remises à sa Majesté Catholique , rentreront en la possession de leurs biens , & de tous les bois qui se trouveront sur le lieu : bien entendu que du jour de la signature du présent Traité , toutes les coupes de bois cesseront de part & d'autre.

XXIX. Le Traité de Nimégue , & les précédens seront exécutez selon leur forme & teneur , excepté dans les points & Articles , ou il y aura été ci-devant dérogé ; ou fait en dernier lieu quelque changement par le présent Traité.

XXX. Toutes les procédures faites & les jugemens rendus entre particuliers par les juges , & autres Officiers de sa Majesté Très-Chrétienne établis tant dans les Villes & Places dont elle a jouï en vertu du Traité d'Aix la Chapelle , & qu'elle a cédé depuis à sa Majesté Catholique , que dans celles qui appartiennent au Roi Très-Chrétien en vertu du Traité de Nimégue , ou dont il a été en possession depuis ledit Traité , & pareillement les Arrêts du Parlement de Tournai rendus pour raison des différens , & procès poursuivis par les habitans desdites Villes & de leurs dépendances , durant le tems qu'elles ont été sous l'obéissance de sa Majesté Très-Chrétienne , auront lieu & sortiront leur plein & entier effet , comme si ledit Seigneur
Roi

1697.
20 Sept

Roi demeureroit Seigneur & Possesseur desdites Villes & Pays, & ne pourront être lesdits Jugemens & Arrêts revoquez en doute & annullez, ni leur exécution autrement retardée ou empêchée : bien sera-t-il loisible aux parties de se pouvoir par revision de la Cause, & selon l'ordre & la disposition des Loix, & des Ordonnances, demeurant cependant les Jugemens en leur force & vertu, sans préjudice de ce qui est stipulé à cet égard dans l'Article 21. du susdit Traité de Nimègue.

XXXI. La Ville & le Château de Dinant seront remis par sa Majesté Très Chrétienne à l'Evêque & Prince de Liège en l'état qu'ils étoient lorsqu'ils ont été occupez par les armes de sa Majesté.

XXXII. Sa Majesté Très-Chrétienne ayant témoigné souhaiter que l'Ile de Ponza qui est dans la Mer Méditerranée soit remise au pouvoir de Monsieur le Duc de Parme, sa Majesté Catholique en considération des offices de sa Majesté Très-Chrétienne a bien voulu déclarer qu'elle fera retirer les Gens de Guerre qu'elle y peut avoir, & remettre cette Ile au pouvoir & possession de Monsieur le Duc de Parme, aussi-tôt après la Ratification du présent Traité.

XXXIII. Comme il importe à la tranquillité publique que la Paix conclue à Turin le 29. d'Août 1696. entre sa Majesté Très-Chrétienne, & son Altesse Royale de Savoye, soit aussi exactement observée, il a été trouvé bon de la confirmer & comprendre dans le présent Traité, & dans tous ses points, tels qu'ils sont contenus dans la Copie

pie signée & scellée par les Plénipotentiaires de Savoye , & qui sera jointe au présent Traité , pour la manutention duquel Traité & du présent leursdites Majestez donnent à son Altesse Royale leur garantie.

1697.
20Sept

XXXIV. Leursdites Majestez reconnoissans les offices , & les soins que le Sérénissime Roi de Suède a continuellement employez pour le rétablissement de la Paix sont convenuës que sa Majesté Suédoise, ses Royaumes & Etats seront nommément compris dans le présent Traité , en la meilleure forme & maniere que faire se peut.

XXXV. En cette Paix , Alliance , & Amitié, seront compris tous ceux qui seront nommez de part & d'autre, d'un commun consentement, avant l'échange des Ratifications , dans l'espace de six mois après qu'elles auront été échangées.

XXXVI. Lesdits Seigneurs Rois Très-Chrétien & Catholique, consentent que sa Majesté Suédoise en qualité de Médiateur , & tous autres Rois, Princes & Républiques qui voudront entrer dans un pareil engagement, puissent donner à leurs Majestez leurs promesses & obligations de garantie , pour l'exécution de tout ce qui est contenu au présent Traité.

XXXVII. Et pour plus grande sûreté de ce Traité de Paix & de tous ses points & Articles y contenus , sera le présent Traité publié , verifié & enregistré tant au Grand Conseil & autres Conseils, & Chambre des Compres dudit Seigneur Roi Catholique aux Pays-

1697.
20 Sept

Pays-Bas , qu'aux autres Conseils des Couronnes de Castille & d'Arragon, le tout suivant & en la forme contenuë au Traité de Nimégue , de l'année 1678. comme semblablement ledit Traité sera publié, verifié & enregistré en la Cour du Parlement de Paris , & en tous autres Parlemens du Royaume de France & Chambre des Comptes dudit Paris : desquelles Publications & enregistremens seront remises & delivrées des expéditions de part & d'autre , dans l'espace de trois mois après la Publication du présent Traité.

XXXVIII. Lesquels points & Articles ci-dessus énoncez , ensemble le contenu en chacun d'iceux , ont été Traitez , accordez , passez & stipulez , entre les susdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires desdits Seigneurs Rois Très-Chrétien & Catholique , au nom de leurs Majestez , lesquels Plénipotentiaires en vertu de leur pouvoir , dont les Copies seront inserées au bas du présent Traité , ont promis , & promettent sous l'obligation de tous & chacuns les biens , & Etats , présens , & avenir des Rois leurs Maîtres qu'ils seront inviolablement observez , & accomplis , & de les faire ratifier purement , & simplement sans y rien ajouter , & d'en fournir les Ratifications par Lettres authentiques , & sellées où tout le présent Traité sera inseré de mot à autre , dans six semaines à commencer du jour & d'acte du présent Traité , & plutôt si faire se peut. En outre ont promis & promettent lesdits Plénipotentiaires ausdits noms que lesdites Lettres

tres de Ratifications ayant été fournies, le-
dit Seigneur Roi Très-Chrétien, le plutôt
qu'il pourra, en présence de telle personne,
ou personnes qu'il plaira audit Seigneur Roi
Catholique députer, jurera solennellement
sur la Croix, l'Evangile, Canons de la
Messe, & sur son honneur d'observer & ac-
complir pleinement & réellement & de
bonne foi, tous les Articles du contenu au
présent Traité, & le semblable sera fait aussi
le plutôt qu'il sera possible, par ledit Sei-
gneur Roi Catholique en présence de telle
personne, ou personnes, qu'il plaira audit
Seigneur Roi Très-Chrétien députer. En
témoignage desquelles choses lesdits Pléni-
potentiaires ont souscrit le présent Traité de
leurs noms, & fait apposer le cachet de leurs
armes. Fait à Ryswick en Hollande, le
vingtième Septembre seize cent quatre vint
& sept. Ainsi signé sur l'original.

(L. S.) *N. Lillieroot.*

De Harlay Bonneuil. Don Francisco Bernardo

(L. S.)

(L. S.) *de Quiros.*

Verjus de Crecy. El Comte de Tivimont.

(L. S.)

(L. S.)

(L. S.) *De Callieres,*

Article séparé.

Oltre ce qui a été conclu & arrêté par
le Traité de Paix, fait entre les Am-
bassadeurs Extraordinaires & Plénipoten-
tiaires du Seigneur Roi Catholique & ceux
du Roi Très-Chrétien aujourd'hui 20. de
Septembre 1697. On est encore convenu par

1697.
20 Sept

le présent Article séparé, qui aura la même force & vertu, que s'il étoit inseré mot à mot dans ledit Traité; que sa Majesté Très-Chrétienne accordera, comme elle accorde par ce présent Article, à l'Empereur & à l'Empire jusqu'au premier du mois de Novembre prochain, pour accepter les conditions de Paix proposées en dernier lieu par sa Majesté Très-Chrétienne suivant sa déclaration du premier jour du présent mois de Septembre, si sa Majesté Impériale & l'Empire ne pouvoient en convenir d'une autre maniere avec sa Majesté Très-Chrétienne. Et au cas que dans ledit tems ils n'acceptent point les conditions susdites ou n'en conviennent pas autrement avec sa Majesté Très-Chrétienne, ledit Traité de Paix sortira son plein & entier effet, & sera exécuté selon sa forme & teneur, sans qu'il puisse y être contrevenu par ledit Seigneur Roi Catholique, sous quelque prétexte que ce soit, directement ou indirectement.

En foi dequoi nous Ambassadeurs de sa Majesté Très-Chrétienne & de sa Majesté Catholique, en vertu de nos pouvoirs respectifs, avons esdits noms signé cet Article séparé de nos seings ordinaires & y avons fait apposer le Cachet de nos Armes: au Château de Ryf-wick dans la Province de Hollande le vintième Septembre 1697.

(L.S.) *Lillieroot.*

De Harlay Bonncuil. *Don Francisco Bernar.*

(L.S.)

(L.S.) *do de Quiros.*

Verjus de Grecy.

El Comte de Tirimont.

(L.S.)

(L.S.)

(L.S.) *De Caillieres.*

TRAI-

T R A I T E'

1697.
30 Oct.

D E

P A I X ,

Conclu entre Leopold Empereur , & l'Empire d'une part , & Louis XIV. Roi de France d'autre : à Ryswick le 30. Octobre 1697.

A Unom de la très-sainte Trinité Amen.
A tous & un chacun soit notoire ;
qu'une cruelle guerre, accompagnée
de l'effusion de beaucoup de sang
Chrétien , & de la désolation de plusieurs
Provinces , s'étant faite depuis quelques années entre le très-Sérénissime & très-puissant Prince & Seigneur, le Seigneur Leopold élu Empereur des Romains, toujours Auguste, Roi de Germanie, de Hongrie, de Bohême, de Dalmatie, de Croatie, & d'Esclavonie ; Archiduc d'Autriche , Duc de Bourgogne, de Brabant , de Stirie , de Carinthie , de Carniole ; Marquis de Moravie ; Duc de Luxembourg , de la Haute & de la Basse-Silésie, de Wirtemberg & de Teck ; Prince de Suabe ; Comte de Habsbourg , de Tyrol, de Kybourg , & de Goricie ; Marquis du Saint Empire Romain, de Burgow , & de la Haute & Basse Lusace, Seigneur de la Mar-

B b 2

che

1697.
300a. che Esclavone , de Port-Naon , & de Salins , &c. & le Saint Empire Romain d'une part ; & le Sérénissime & très-puissant Prince & Seigneur , le Seigneur Louis XIV. Roi très-Chrétien de France & de Navarre , d'autre. Et sa Majesté Impériale & sa Majesté très-Chrétienne s'étant appliquez sérieusement à terminer au plutôt ces maux , qui s'augmentoient tous les jours à la ruine du Christianisme , par la bonté divine & par les soins du Sérénissime & très-puissant Prince & Seigneur Charles XI. Roi de Suède , des Goths , & des Vandales , Grand Prince de Finlande , Duc de Scanie , d'Esthonie , de Livonie , de Carelie , de Brême , de Ferden , de Stettin , de Poméranie , de Cassubie , & de Vandalie , Prince de Ruguen , Seigneur d'Ingrie , & de Wismar ; Comte Palatin du Rhin , Duc de Baviere , de Juliers , de Clèves , & de Bergues , d'Illustre mémoire , qui dès les commencemens de ces mouvemens , ne cessa de solliciter puissamment les Princes Chrétiens à la paix ; & ensuite ayant été reçu pour Méditeur Universel , ne cessa de travailler glorieusement jusques à sa mort à la procurer au plutôt , ayant établi pour cet effet des conférences dans le Palais de Ryswick en Hollande : & après sa mort , le Sérénissime & puissant Prince & Seigneur , le Seigneur Charles XII. Roi de Suède , des Goths , & des Vandales , Grand Prince de Finlande , Duc de Scanie , d'Esthonie , de Livonie , de Carelie , de Brême , de Ferden , de Stettin , de Pomeranie ,
de

de Caflubie , & de Vandalie , Prince de
Ruguen , Seigneur d'Ingrie , & de Wif- 1697.
mar , Comte Palatin du Rhin , Duc de 3008.
Bavière , de Juliers , de Clèves , & de
Bergues , ayant hérité du Roi fon Père le
même empreflement pour procurer la tran-
quilité publique , & les Traitez ayant été
amenez à leur perfection , dans lefdites Con-
férences ; les Ambaffadeurs & Plénipoten-
tiaires établis légitimement de part & d'au-
tre s'étant trouvez pour cet effet audit lieu :
favoir de la part de fa Majefté Impériale les
très-Illuftres & très-excellens Seigneurs , le
Sr. Dominique André de Kaunitz , Comte
du S. E. Romain , Seigneur Héréditaire
d'Aufterliz , d'Hungarifchbrod , de Mah-
rifchprufs , & d'Orzechan le Grand , Che-
valier de la Toifon d'Or , Confeiller d'E-
tat intime de fa sacrée Majefté Impériale ,
Chambellan , & Vice-Chancelier du Saint
Empire ; le Sieur Henri Jean de Stratman
& de Peurbach Comte du Saint Empire
Romain , Seigneur d'Orth , de Schmi-
ding , de Spatenbrun , & de Carlsberg ,
Confeiller Impérial Aulique , & Chambel-
lan de fa sacrée Majefté Impériale : & le
Sieur Jean Frederic libre & noble Baron de
Seilern , Confeiller Impérial Aulique de fa
sacrée Majefté Impériale , & l'un des Com-
missaires Plénipotentiaires dans les Diètes
Impériales : & de la part de fa sacrée Ma-
jefté très-Chrétienne , les très illuftres &
très-excellens Seigneurs , le Sieur Nicolas
Auguste de Harlay , Chevalier , Seigneur de
Bonneuil , Comte de Cely , Confeiller ordi-
naire

1697.
30 Oct.

naire du Roi en son Conseil d'Etat; le Sieur Louis Verjus, Chevalier Conseiller ordinaire du Roi en son Conseil d'Etat, Comte de Crecy, Marquis de Freon, Baron de Couvay, Seigneur de Boulay, les deux Eglises, de Fort-Ile, & autres lieux: & Sieur François de Callières, Seigneur de Callières, de la Rochechellay, & de Gigny, par la médiation & l'entremise de très-illustres & très-excellens Seigneurs, le Sieur Charles Bonde, Comte de Bior-noo, Seigneur d'Hesleby, de Tyres, de Toftaholm, de Grafiteen, de Gustavus-berg, & de Rezitza, Conseiller de sa Majesté le Roi de Suède & Président du Suprême Sénat de Dorpat en Livonie, & du Sieur Nicolas libre Baron de Lillieroot, Secrétaire d'Etat de sa Majesté le Roi des Suède, & Ambassadeur Extraordinaire près de leurs H. Puissances les Etats Généraux de Provinces Unies, tous deux Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires, pour l'établissement de la Paix Générale, qui se sont acquitez de la Charge de Médiateurs, avec intégrité, avec attachement, & avec prudence. Présens, aprouvans, & consentens les Plénipotentiaires des Electeurs, Princes, & Etats députez du Saint Empire Romain, après l'invocation du Saint nom de Dieu, & l'échange de leurs Pleinpouvoirs fait dans les formes, ils sont convenus pour la gloire du Saint nom de Dieu, & le bien de la République Chrétienne, des conditions de paix & de concorde dont la teneur s'ensuit.

I. Il y aura une paix Chrétienne , Universelle , & Perpetuelle , & une vraie amitié entre sa sacrée Majesté Imperiale & ses successeurs , tout le saint Empire Romain , & les Royaumes & Etats hereditaires , leurs Vassaux & sujets d'une part , & sa Majesté Très-Chrétienne , & ses successeurs , Vassaux , & sujets d'autre ; elle fera entretenir sincèrement & de bonne foi , en sorte que l'un n'entreprenne aucune chose sous quelque pretexte que ce soit à la ruine ou au prejudice de l'autre ; & ne prête aucun secours sous quelque nom que ce soit , à ceux qui voudroient l'entreprendre , ou qui en quelque maniere , voudroient faire quelque dommage ; qu'il ne recevra , protégera , ou aidera , en quelque sorte que cela se puisse ou doive faire les sujets rebelles ou desobeïssans de l'autre Parti : mais au contraire les deux Partis procureront serieusement l'utilité , l'honneur , & l'avantage reciproquement l'un de l'autre , nonobstant toutes promesses , traitez , ou alliances contraires faits ou à faire en quelque sorte que ce soit , lesquels tous sont abolis par le present Traité.

II. Il y aura de part & d'autre une Amnistie & un oubli perpetuel de toutes les hostilitez reciproquement commises , en quelque lieu ou maniere , que ce soit ; en sorte que sous cause ou pretexte d'icelles , ou pour quelque autre raison , l'un ne puisse point témoigner à l'autre aucun ressentiment , ni susciter aucune fâcherie directement ou indirectement , par voye de justice ou de fait , en quelque lieu que ce puisse être , ni permettre , qu'il en soit temoigné , ou suscité ;

1697. mais toutes & chacunes injures & violences
3008. par parole, par écrit, ou de fait, sans au-
cun égard aux personnes ou choses, sont si
entièrement & si pleinement abolies, que
tout ce que l'un peut pretendre contre l'autre à ce sujet, sera mis & enseveli dans un
perpetuel oubli. Jouiront de l'effet & benefice de la presente Amnistie tous & châteaux
les Vassaux & sujets d'une & d'autre part;
en sorte qu'il ne puisse tourner au préjudice
& desavantage d'aucun d'iceux d'avoir suivi
tel ou tel parti; mais qu'il soit entièrement
rétabli, quant à ses honneurs & biens,
en l'état auquel il étoit immédiatement avant
la guerre; réservé néanmoins ce qui a été
spécialement réglé dans les articles suivans,
à l'égard des Benefices Ecclésiastiques, des
biens meubles, & des revenus.

III. Les Traitez de Westphalie & de Nimegue sont considerez comme la base & le
fondement du present Traité; & en conséquence,
immédiatement après l'échange des
ratifications, lesdits Traitez seront entièrement
exécutez à l'égard du spirituel & du
temporel; & seront observez inviolablement
à l'avenir, si ce n'est entant qu'il y sera
expressément dérogé par le present Traité.

IV. Seront rendus en particulier à sa
Majesté Impériale & à l'Empire, à ses États &
Membres, tous les lieux & droits situez
hors de l'Alsace, qui ont été occupez par
sa Majesté Très-Chrétienne, tant durant la
présente guerre par voye de fait, que par
voye d'Unions & Réunions, ou qui ont été
exprimez dans la Liste des Réunions
produite par les Ambassadeurs de France, cas-
sant

sant pour cet effet tous les Décrets, Arrêts, 1697.
& Déclarations faits & publiez sur ce sujet. 30 Oct.
par les Chambres de Mets & de Besançon,
& par le Conseil de Brisac : & toutes choses seront mises dans l'état où elles étoient, avant lesdites prises, unions, ou réunions, sans qu'à l'avenir les Possesseurs desdits lieux soient plus troublez ou inquiétez ; la Religion Catholique Romaine néanmoins demeurant dans lesdits lieux ainsi rétablis dans l'état auquel elle est à présent.

V. Et bien que par ces règles générales on puisse facilement juger, qui sont ceux qui doivent être rétablis, & comment & jusques où ils le doivent être, néanmoins sur l'instance de quelques uns, & pour des raisons particulières, il a été jugé à propos de faire une mention particulière sur quelques sujets, en sorte néanmoins, que ceux qui ne seront pas expressement nommez, ne puissent être tenus pour omis ; mais jouissent absolument du même droit, que les nommez, & soient mis dans le même rang.

VI. Nommement le Seigneur Electeur de Treves & Evêque de Spire sera remis en possession de la ville de Trêves, en l'état qu'elle est à présent, sans en rien démolir ou détériorer, tant des édifices publics, que particuliers ; avec l'Artillerie qui y étoit lors de la dernière mise en possession. Pareillement tout ce qui a été réglé dans l'Article IV. précédent, au sujet des lieux occupez, des Unions & Réunions, doit être sensé répété en particulier en faveur des Eglises de Trêves & de Spire.

VII. L'Electeur de Brandebourg jouïra

1697. pareillement de tous les avantages de la pré-
 300d. sente Paix, & y sera compris avec tous ses
 Etats, possessions, sujets, & droits, &
 spécialement ceux, qui lui appartiennent en
 vertu du Traité du 29. de Juin, de l'an
 1679. de même que s'ils étoient ici spéci-
 fiez chacun en particulier.

VIII. Tous les Etats occupez par le
 Roi Très-Chrétien, seront rendus à l'Elec-
 teur Palatin, soit qu'ils lui appartiennent en
 particulier, soit qu'ils les possède en commun
 avec d'autres, quels qu'ils puissent être; &
 spécialement la Ville & la Préfecture de
 Germersheim, & les Préfectures & Soupré-
 fectures y comprises, avec toutes les forte-
 resses, citez, Villes, Villages, hameaux,
 fiefs, & droits, selon qu'ils ont été
 rendus par la Paix de Westphalie, avec tous
 les Documens & Actes enlevés des Archi-
 ves, de la Chancellerie, de la Cour des Fiefs,
 de la Chambre des Comptes, des Préfec-
 tures, & autres Offices Palatines, aucun
 lieu, effet, droit, ou document excepté.
 Et quant aux droits & prétensions de Mad-
 ame la Duchesse d'Orleans, il est convenu,
 que la susdite restitution étant préalablement
 faite, l'affaire sera jugée en forme de Com-
 promis par sa Majesté Impériale & par sa
 Majesté Très-Chrétienne comme Arbitres,
 ce qui sera décidé selon les loix & consti-
 tutions Imperiales. Que s'ils ne convien-
 nent pas dans leur sentiment, l'affaire sera
 déferée au Pape, pour en juger, comme
 Surarbitre. On ne laissera pas néanmoins ce-
 pendant de tâcher de procurer un accord
 amiable entre les Parties. Et jusques à ce
 que

que ladite affaire soit terminée , ledit Seigneur Electeur donnera toutes les années à ladite Duchesse d'Orléans la somme de deux cens mille livres tournois , ou de cent mille florins du Rhin , en sorte & à cette condition , ainsi qu'il est porté par un article particulier , de même force & vigueur , que le présent Traité , que le droit des deux Parties , comme aussi celui de l'Empire , demeurera dans son entier , tant à l'égard du possessoire , que du pétitoire.

I X. Sera rendu au Roi de Suède , en qualité de Comte Palatin du Rhin , de Comte de Sponheim & de Veldents , son ancien Duché des Deux ponts libre & dans son entier , avec toutes ses appartenances & dépendances , & les droits dont les Comtes Palatins & Ducs des deux Ponts Prédécesseurs de sa Majesté Suédoise , ont jouï , ou pû jouïr , conformément à la Paix de Westphalie , en sorte que tout ce que la Couronne de France a prétendu jusques ici sur ce Duché en tout ou en partie , sous quelque titre que ce soit , & qu'elle a occupé , revienne de plein droit à Sa Majesté Suédoise & à ses Héritiers Comtes Palatins du Rhin. Seront rendus pareillement tous les Actes & Documens , concernant ledit Duché , avec l'artillerie , qui y étoit du tems que la France s'en empara , & toutes les autres choses dont il est convenu dans les Articles précédens au sujet des Restitutions.

X. Quant à la Principauté de Veldents , & à ce que le Défunt Prince Leopold Louis Comte Palatin du Rhin a possédé en vertu de ladite Principauté ou de celle de Lau-

1697. 300^{es}. trec, il sera rendu conformément à l'Article IV. & à la liste exhibée par les Ambassadeurs de France, sauf les droits de chacun des Prétendants tant à l'égard du possessoire, que du pétitoire.

XI. Seront renduës au Prince François Louïs Palatin Grand Maître de l'Ordre Teutonique & Evêque de Wormes, entierement toutes le Commanderies prises par la France audit Ordre, & qui lui ont été assignées, ou qu'il a possédés anciennement, avec les lieux, revenus, & droits, & jouïra ledit Ordre en vertu desdites Commanderies & biens situez sous la domination de France, tant à l'égard de la Collation, que de l'Administration, des mêmes usages, privilèges, & exemptions, dont il a jouï ci-devant, selon ses Status & loix, & dont l'Ordre de S. Jean de Jerusalem a accoutumé de jouïr. Aura aussi lieu à l'égard de l'Evêché de Wormes & des autres Eglises dudit Prince, tout ce qui a été arrêté par le présent Traité, à l'égard des restitutions des lieux & des contributions ou autrement.

XII. Seront rendus à l'Electeur de Cologne, en qualité d'Evêque & Prince de Liège, le Château & la Ville de Dinant, en l'état qu'ils étoient lorsque la France s'en empara, avec tous les droits & dépendances, & toute l'Artillerie & Documens, qui s'y trouvèrent pour lors. Au reste, tout ce qui a été réglé dans l'Article IV. à l'égard de ce qui a été pris, des Unions & Réunions, sera sensé repeté en particulier, en faveur des Eglises de Cologne & de Liège.

XIII. La Maison de Wirtemberg, & spécia-

spécialement le Duc George , sera rétabli pour lui & ses Successeurs eu égard à la Principauté & Comté de Monbelliard , dans les mêmes état , droits , prérogatives , & spécialement dans la même dépendance immédiate de l'Empire Romain , dont il a joui ci-devant , & dont jouissent ou doivent jouir les autres Princes de l'Empire , cassant pour cet effet toute reconnoissance en qualité de Vassal faite à la Couronne de France en 1681.. Et jouiront désormais lesdits Princes librement de tous les revenus qui dépendent de ladite Principauté & Comté , tant seculiers , qu'Ecclésiastiques , dont ils jouissoient avant la Paix de Nimegue , de même que des Fiefs , qui ont été ouverts en leur faveur , ou qu'ils ont accordez à d'autres , du tems de la détention de la France. Excepté le Village de Baldenheim avec ses appartenances , que le Roi Très-Chrétien a donné au Commandeur de Chamlay Mestre de Camp Général de ses Armées , laquelle donation doit subsister , en sorte néanmoins qu'il en soit fait hommage audit Duc de Wirtemberg & à ses Successeurs , comme au Seigneur direct , & qu'il soit obligé de lui en demander l'Investiture : seront pareillement rétablis lesdits Princes dans la pleine & libre possession tant de leurs fiefs possédez en Bourgogne , de Clereval & de Passavant , que des Seigneuries de Granges , d'Herricourt , de Blamont , de Châtelart , & de Clermont , & autres situées dans le Comté de Bourgogne & dans la Principauté de Monbelliard , avec tous leurs droits & revenus , entierement de la même manière , qu'ils les ont possédez avant la Paix de

1697.
30 Oct.

1697. Nimegue, abolissant pleinement tout ce qui
 3007. a été fait & prétendu au contraire, sous
 quelque titre, en quelque tems, & de quel-
 que maniere, que ce puisse être.

XIV. Jouira pareillement la Famille des
 Marquis de Bade de tout le droit & benefice
 de la présente Paix, & par consequent aussi
 de celle de Westphalie & de Nimegue, &
 particulièrement des Articles 4. & 51. de ce
 présent Traité.

XV. Les Princes & Comtes de Nassau,
 de Hanaw, & de Leiningue, & tous les au-
 tres États du saint Empire Romain, qui doi-
 vent être rétablis par l'Article IV. de ce
 Traité & autres, seront pareillement réta-
 blis dans tous & chacuns leurs États, dans
 les rentes & revenus, qui en dépendent, &
 dans tous les autres droits & benefices, de
 quelque nature, qu'ils soient.

XVI. Et parce que pour mieux affermir
 la présente Paix, il a été jugé à propos de
 faire échange çà & là de quelque Pays; sa
 Majesté Imperiale & l'Empire cedent à sa
 Majesté Très Chrétienne & aux Rois ses Suc-
 cesseurs la Ville de Strasbourg & tout ce qui
 en dépend à la gauche du Rhin, avec tout
 droit, propriété, & souveraineté, qui ont
 appartenu ou pouvoient appartenir, à sa-
 dite Majesté Imperiale & à l'Empire Ro-
 main jusques à présent, & les transportent
 tous & un chacun à sa Majesté Très-Chrê-
 tienne & à ses Successeurs, en sorte que la-
 dite Ville avec toutes ses appartenances &
 dépendances situées à la gauche du Rhin,
 sans en rien excepter, avec toute jurisdic-
 tion, superiorité, & souveraineté dès à pre-
 sent

sont & à perpetuité apartiendront au Roi 1697.
Très-Chrétien & à ses Successeurs, & sont 3008.
unis & incorporez à la Couronne de France, sans aucune contradiction de la part de l'Empereur, de l'Empire, ou de qui que ce soit : & pour plus grande confirmation de ladite cession & aliénation, l'Empereur & l'Empire dérogent expressement en vertu de la présente transaction, aux Décrets, Constitutions, statuts, & coutumes de l'Empire Romain, même confirmées par serment, ou qui pourroient être confirmées à l'avenir ; & particulièrement à la Capitulation Impériale, entant qu'elle défend route sorte d'aliénation des biens & droits de l'Empire, auxquelles routes ils renoncent expressement, libérant ladite Ville, & tous ses Magistrats, Officiers, Citoyens, & sujets de tous les liens & sermens, par lesquels ils avoient été obligez aux Empereurs & à l'Empire, & la laissant en liberté de prêter serment de sujettion, d'obéissance & de fidélité au Roi Très-Chrétien & à ses Successeurs ; & en mettant le Roi Très-Chrétien en la pleine & juste propriété, possession, & souveraineté, renonçant dès à présent & à perpetuité à tous droits & prétensions sur icelle ; & voulant pour cet effet, que ladite Ville de Strasbourg soit effacée de la Matricule de l'Empire,

XVII. Il sera néanmoins libre à tous & un chacun les Habitans de ladite Ville & de ses dépendances, de quelque condition qu'ils soient, qui en voudront sortir, de s'aller établir ailleurs où ils voudront, & où ils pourront transporter leurs biens meubles sans aucun

1697. cun empêchement, diminution ou exaction,
30 Oct. durant une année après la ratification de la
Paix, & durant l'espace de cinq ans, en
exécutant les conditions, qu'on a accoutumé
d'exécuter d'ancienneté dans ledit Pays en de
semblables cas; & pourront vendre leurs
biens immeubles, ou les retenir, & les régir
eux mêmes ou les faire régir par d'autres; le
même pouvoir de retenir & de régir leurs
biens immeubles soi même ou de les faire ré-
gir par d'autres appartiendra à tous autres
Membres ou sujets de l'Empire médiats ou
immédiats, qui auront des biens, revenus,
dettes, actions, ou droits dans ladite Ville,
& dans ses dépendances, soit qu'ils ayent
été confisquez durant ou avant la guerre &
donnez à d'autres, lesquels doivent être ren-
dus par la présente Convention, de quelque
nature qu'ils soient; & en quelque endroit
qu'ils soient situez: sauf aussi la Jurisdiction
Ecclesiastique à ceux auxquels elle a appartenu
d'ancienneté, sans qu'il soit jamais permis de
s'y opposer ou d'en empêcher l'exercice.

XVIII. Pareillement aussi sa Majesté
Très-Chrétienne de son côté rendra, trente
jours après la Ratification du présent Trai-
té, à Sa Majesté Imperiale & à l'Empire,
avec tous ses droits & dépendances, le Fort
de Keyl construit par sa Majesté Très-Chrê-
tienne à la droite du Rhin, en son entier
& sans en rien démolir. Et quant au Fort
de la Pille & autres construits dans les Iles
du Rhin, ils seront entièrement rasez dans
un mois, ou plutôt, si faire se peut, aux
dépens du Roi Très-Chrétien, sans qu'ils
puissent être rétablis ci après par l'un ou
par

par l'autre parti. Et quant à la Navigation & autre usage du Fleuve, il sera libre & ouvert aux sujets des deux Partis, & à tous autres qui voudront passer par là, naviger ou transporter leurs marchandises; sans que l'un ou l'autre puisse rien entreprendre là ou ailleurs, pour détourner ledit fleuve, & en rendre, en quelque sorte le cours, la navigation ou autre usage plus difficile; moins encore sera-t-il permis d'ériger de nouveaux droits, impôts, ou péages, ou d'augmenter les anciens; d'obliger les bateaux d'aborder à une rive plutôt qu'à l'autre, d'y exposer leurs charges, ou marchandises, ou d'y en recevoir; mais tout cela sera toujours laissé à la liberté d'un chacun.

XIX. Sa Majesté très-Chrétienne cède pareillement à sa Majesté Impériale & à la Sérénissime Maison d'Autriche la Ville & Forteresse de Fribourg, de même que le Fort de S. Pierre, & le Fort appelé de *l'Etoile*, & tous les autres Forts nouvellement construits ou reparez là ou ailleurs dans la Forêt Noire ou dans le reste du Brisgaw, le tout en l'état auquel il est présentement, sans rien démolir ou détériorer, avec les villages de Lehen, Metzhauzen, & Kirchzarth, & avec tous leurs droits, comme ils ont été cédés à sa Majesté très-Chrétienne par la Paix de Nimégue, ou possédez & exercez par elle, avec les archives & toutes Ecritures ou Documens écrits, qui y furent trouvez, lors que sadite Majesté s'en mit en possession, soit qu'ils soient encore sur les lieux, soit qu'ils ayent été transportez ailleurs: sauf & réservé le droit diocésain, & autres

1697. autres droits & revenus de l'Evêché de Con-
 3008. stance.

XX. Semblablement S. M. très-Chrétienne cede & transporte à sa Majesté Impériale la Ville de Brisac entièrement, dans l'état où elle est à présent, avec les greniers, arsenaux, fortifications, rempars, murailles, tours, & autres édifices publics & particuliers, & toutes les dépendances situées à la droite du Rhin; laissant au Roi très-Chrétien celles qui sont à la gauche, & entr'autres le Fort appelé le Mortier. Mais la ville appelée neuve située à la gauche du dit fleuve, avec le pont, & le Fort bâti dans l'Île du Rhin, seront entièrement démolis & rasez, pour n'être plus rebâties déformis par l'une ou par l'autre Partie. Du reste, la même liberté de se retirer de Brisac ailleurs, dont on est convenu à l'égard de la Ville de Strasbourg, doit être sensée répétée ici de mot à mot.

XXI. Lesdits lieux, Villes, châteaux, & forteresses avec toutes leurs juridictions, appartenances, & dépendances cedez à sa Majesté Impériale par sa Majesté très-Chrétienne, seront rendus & délivrez sans aucune réserve ou exception, & sans en rien retenir, de bonne foi, & sans aucun retardement, empêchement ou prétexte, à ceux, qui après la ratification du présent Traité, seront établis & députez spécialement pour cela par sa Majesté Impériale, & en auront fait aparoir aux Intendans, Gouverneurs, ou Officiers François des lieux qui doivent être rendus; en sorte que lesdites Villes, Citadelles, Forts, & lieux, avec tous leurs pri-

1697.
30 Oct.
privilèges , utilitez , revenus , & émolu-
mens , & autres choses quelconques y com-
prises retournent sous la juridiction , posses-
sion actuelle , & absoluë puissance & Sou-
veraineté de sa Majesté Impériale & de la
Maison d'Autriche , & y demeurent à per-
petuité , ainsi qu'ils lui ont appartenu autre-
fois , & ont été possédez jusques ici par sa
Majesté très-Chrétienne ; sans que la Cou-
ronne de France retienne ou se reserve aucun
droit ou prétension sur les lieux susdits , &
leur juridiction. On n'exigera rien non plus
pour les frais & dépens employez aux for-
tifications , ou autres édifices publics ou
particuliers : la pleine & entière restitution
ne pourra être différée , pour quelque cause
que ce soit , qu'elle ne se fasse trente jours
après la ratification du présent Traité , en-
forte que les Garnisons Françoises en sortent
entièrement , sans causer aucune fâcherie ,
perte , ou peine aux Citoyens & Habitans ,
ou autres quelconques sujets de la Maison
d'Autriche , sous prétexte de dettes ou de pré-
tensions quelconques. Il ne sera pas non plus
permis aux Troupes Françoises , de demeurer
plus long tems dans les lieux qui doivent être
rendus ou autres quelconques , qui n'appar-
tiennent pas à sa Majesté très-Chrétienne ,
d'y établir des quartiers d'hiver , ou quelque
séjour , mais seront obligées de se retirer
incessamment sur les terres appartenant à la
Couronne de France.

XXII. Sera semblablement rendu à sa
Majesté Impériale & au S. Empire Romain
Philisbourg en son entier , avec les fortifi-
cations

1697.
300^e.

cations qui y sont jointes , & qui sont à la droite du Rhin , & toute l'artillerie qui y étoit lors que la France s'en empara la dernière fois : réservé en tout le droit de l'Evêché de Spire ; au sujet duquel l'Article quatrième du Traité de Paix de Nimégue , est sensé être repeté ici expressément. Mais le Fort , qui a été construit à la gauche du Rhin , & le pont qui fut fait par les ordres du Roi très-Chrétien après la prise , seront démolis.

XXIII. Le Roi très-Chrétien aura soin de faire raser à ses dépens les Fortifications construites vis-à-vis de Huningue sur la droite & dans l'Ile du Rhin , en rendant le fonds & les Edifices à la Famille de Bade. Le Pont construit en cet endroit sur le Rhin sera aussi démoli.

XXIV. On détruira pareillement le Fort , qui a été bâti à la droite du Rhin , vis à vis de la Forteresse nommée le Fort Louis, ledit Fort & l'Ile demeurant au pouvoir du Roi très-Chrétien ; & quant au terrain du Fort démoli , il sera rendu avec les Maisons au Marquis de Bade. On détruira aussi cette partie du Pont , qui va dudit Fort à l'Ile , sans qu'elle puisse désormais être rétablie par aucun des Partis.

XXV. Le Roi très Chrétien fera aussi démolir les Fortifications ajoutées après la Paix de Nimégue au Château de Trarbach , & la Forteresse de Montroyal sur la Moselle , sans qu'aucun puisse les rétablir ci-après ; laissant néanmoins en son premier état la Forteresse de Trarbach , pour être en-

entièrement rendue avec la Ville & ses appartenances à ses premiers Possesseurs. 1697.

XXVI. On démolira pareillement les Fortifications ajoutées par le Roi très-Chrétien à la Forteresse de Kirnburg ; après laquelle démolition , ladite Forteresse avec la Ville de Kirn laissée en son entier , de même que les autres biens appartenans au Prince de Salm & à ses Cousins les Rheingraves & les Vildgraves , & autres choses leur seront rendues , pour être possédées de la même manière & avec le même droit , qu'ils les possédoient avant qu'en être dépouillés , & dont on est convenu par le présent Traité. 300^{es}.

XXVII. Seront démolies de même les nouvelles Fortifications ajoutées par le Roi très Chrétien à la Forteresse d'Ebernbourg , laquelle sera ensuite renduë aux Barons de Sickinguen , avec les autres biens leur appartenans , qui leur doivent être rendus par les deux Parris.

XXVIII. Monsieur le Duc de Lorraine ayant été uni dans cette guerre avec sa Majesté Impériale , & ayant voulu être compris dans le présent Traité , il sera rétabli pour soi & ses Héritiers & Successeurs dans la libre & pleine possession des Etats , Lieux , & biens , que le Duc Charles son Oncle Paternel possédoit en mille six cens soixante & dix , lorsque le Roi très-Chrétien s'en empara , excepté néanmoins les changemens expliquez dans les Articles suivans.

XXIX. Sa Majesté très-Chrétienne rendra particulièrement audit Sieur Duc l'ancienne & la nouvelle Ville de Nancy , avec toutes

1697.
30 Oct.

toutes les appartenances & l'artillerie, qui fut trouvée dans l'ancienne Ville lors de sa prise, à cette condition néanmoins, que tous les remparts & bastions de l'ancienne Ville demeurant en leur entier, avec les portes de la nouvelle, les remparts & bastions de celle-ci, de même que toutes les fortifications extérieures de l'une & de l'autre, seront entièrement rasées aux dépens de sa Majesté très-Chrétienne, pour n'être plus rétablies à l'avenir; si ce n'est que ledit Sieur Duc & ses successeurs pourront fermer lorsqu'ils voudront la nouvelle Ville d'une simple muraille, sèche & sans flanc.

XXX. Sa Majesté très-Chrétienne fera aussi évacuer le Château de Bitsch, avec toutes les appartenances, comme aussi le Château de Hombourg, en faisant raser auparavant les Fortifications, pour n'être plus rétablies, en sorte néanmoins que lesdits Châteaux & les Villes qui y sont jointes, n'en recevront aucun dommage; mais demeureront totalement en leur entier.

XXXI. Servira, au reste, audit Sieur Duc, tout ce qui a été ordonné ci-dessus dans l'Article IV. au sujet des Unions & Réunions, comme s'il étoit repeté ici mot pour mot, en quelquelieu ou de quelque manière, que lesdites Unions & Réunions aient été faites & ordonnées.

XXXII. Sa Majesté très-Chrétienne se réserve la Forteresse de Sar - Louis avec une demi-lieue à la ronde, qui sera marquée & terminée par les Commissaires de sadite Ma-

Majesté & ceux de Lorraine , pour les posséder à perpetuité en toute Souveraineté. 1697.
300^{es}.

XXXIII. La Ville & la Préfecture de Longwi , ensemble ses appartenances & dépendances avec toute superiorité , Souveraineté , & propriété demeurera aussi à toujours en la puissance dudit Roi très-Chrétien & de ses Héritiers & Successeurs , sans que ledit Duc , ses Héritiers & Successeurs , y puissent désormais prétendre aucun droit , mais en échange de ladite Ville & Préfecture , sadite Majesté très-Chrétienne cédera une autre Préfecture audit Sieur Duc dans l'un des trois Evêchez , de la même étendue & valeur , de laquelle conviendront de bonne foi lesdits Commissaires. Et ladite Préfecture ainsi cedée , & transportée par le Roi très-Chrétien audit Duc , tant ledit Duc que ses Héritiers & Successeurs en jouiront à perpetuité , avec tous droits de supériorité , de Souveraineté , & de propriété.

XXXIV. Le passage sera toujours ouvert par les Etats dudit Duc , sans aucun obstacle ou empêchement , aux Troupes de sa Majesté très-Chrétienne , qui iront ou reviendront des frontières ; à condition néanmoins qu'on en donnera toujours avis auparavant & à tems , que le Soldat qui passera ne s'écartera point , mais suivra le chemin ordinaire & le plus court , & continuera dûement son chemin sans retardement ; ne fera aucune violence & n'apportera aucun dommage aux lieux & aux sujets du Duc , & payera argent comptant les vivres & les autres choses nécessaires , qui lui seront

1697.
30 Oct.

seront delivrées par les Commissaires de Lorraine, abolissant réciproquement, & faisant retourner en la puissance du Duc, sans aucune exception, les chemins & lieux, que sa Majesté Très-Chrétienne s'étoit réservés par la Paix de Nimégué.

XXXV. Les Bénéfices Ecclésiastiques conferez jusques au jour du présent, Traité par sa Majesté Très-Chrétienne, demeureront en la jouissance de ceux, qui les possèdent à présent, & qui les ont obtenus de sa Majesté Très-Chrétienne, sans qu'ils en puissent être inquiétez.

XXXVI. Il a été, de plus résolu, que tous les Procès, sentences, & décrets rendus par le Conseil, les Juges, & autres Officiers de sa Majesté Très-Chrétienne, sur les différens & actions, qui ont été terminées, tant entre les sujets des Duchez de Lorraine & de Bar, qu'autres, du tems que le Roi très-Chrétien a possédé ces Etats, auront lieu & sortiront leur plein & entier effet, tout de même que si sadite Majesté très-Chrétienne eut demeuré en possession desdits Etats; sans qu'il soit permis de revoker en doute la validité desdites sentences & décrets, de les casser, ou d'en retarder ou empêcher l'exécution. Il sera néanmoins permis aux Parties de redemander la revision de ce qui aura été fait, selon l'ordre & la disposition des loix & des constitutions, les sentences demeurant néanmoins cependant en leur force & vigueur.

XXXVII. Seront rendus audit S. Duc, après la ratification du présent Traité, les
Ar-

Archives & Documens literaires, qui étoient dans le Trésor des Archives de Nancy & de Bar, & dans l'une & l'autre Chambre des Comptes, ou autres lieux, & qui en ont été enlevés. 1697.
3008.

XXXVIII. Pourra ledit Duc, immédiatement après la ratification de la Paix, envoyer des Commissaires aux Duchez de Lorraine & de Bar, pour veiller sur ses affaires, administrer la justice, avoir soin des impôts, salines, & autres droits, disposer des Traités publics, & faire toutes les autres choses nécessaires afin que dans le même tems ledit sieur Duc puisse entrer pleinement en possession du Gouvernement.

XXXIX. A l'égard des impôts ou péages, & de l'exemption dans le transport du sel ou du bois soit par terre ou par eau, on observera l'éstat ou la coutume de l'année 1670. sans permettre aucune innovation.

XL. l'Ancien usage & liberté de Commerce entre la Lorraine & les Evêchez de Mets, Toul, & Verdun, subsistera, & sera désormais exactement observé à l'avantage des deux Partis.

XLI. Seront de même observez dans leur ancienne force & vigueur, sans y rien changer, les Concordats passez entre les Rois Très-Christiens & les Ducs de Lorraine.

XLII. Pourront ledit Duc & ses Frères, après la restitution, poursuivre par la voye ordinaire, le droit, qu'ils prétendent leur appartenir en diverses causes, nonobstant les sentences rendues en leur absence, & sans avoir été ouïs.

XLIII. Dans les choses, dont on n'est pas

3007. pas convenu ici expressement du contraire, ou autrement, on observera aussi à l'égard du S. Duc & de ses Etats & sujets, ce qui a été accordé par le présent Traité; & spécialement dans l'Article, qui commence, * *Tous les Vassaux & sujets d'une part & d'autre*, dans celui qui commence, † *Dès que le présent Traité de Paix aura été*, & celui qui commence, § *Et afin que les sujets de part & d'autre puissent au plutôt jouir*, de même que s'ils avoient été ici spécialement exprimez.

XLIV. Monsieur le Cardinal de Furstemberg sera rétabli dans tous les droits, biens feodaux & allodiaux, bénéfices, honneurs, & prérogatives, qui appartiennent aux Princes & Membres du S. Empire Romain; tant à l'égard de l'Evêché de Strasbourg à la droite du Rhin, que de son Abbaye de Stavelo, & autres, & jouira avec ses Cousins & Parens qui ont suivi son parti, & ses Domestiques; d'une pleine amnistie & assurance de tout ce qui a été fait & dit, & de tout ce qui a été décerné contre lui ou contr'eux; sans que lui, & ses héritiers, ses Cousins, Parens, & Domestiques, puissent être jamais tirez en cause par les Seigneurs Electeurs de Cologne & de Bavière, par leurs héritiers ou autres quelconques à cause de l'héritage du défunt Electeur Maximilien Henri; & réciproquement, le S. Cardinal; & ses Cousins ou Parens & Domestiques, ou d'iceux ayant cause, ne pourront rien demander en quelque manière que ce soit, d'edits Seigneurs Electeurs ou au-

* *C'est le XLVI.* * *C'est le L.* § *C'est le LI.*

autres, dudit héritage, des legs qu'il leur ont été laissez, ou des choses à eux données, demeurant entièrement éteint tout droit, prétension ou action, personnelle ou réelle. Jouiront de la même Amnistie & sureté, & se serviront entièrement du même droit, ceux des Chanoines de Cologne, qui ont suivi le parti dudit Cardinal, & qui ont été privez de leurs Canoncats & Bénéfices, & seront rétablis dans tous les droits des Chanoines, des Bénéfices, & dignitez, & dans le même rang du Chapitre de l'Eglise Cathédrale & des Eglises Collégiales, où ils étoient avant leur déposition. En sorte néanmoins, que les revenus demeurant au pouvoir de ceux qui les possèdent présentement, ceux-ci jouissent, de même que ceux qui seront rétablis, des titres & fonctions communes desdites dignitez & bénéfices, le premier rang néanmoins étant déferé à ceux qui seront rétablis; & après la mort, ou la résignation volontaire de ceux qui sont en possession; les seuls qui sont rétablis jouiront entièrement desdites dignitez & revenus, & cependant chacun d'eux, selon l'ordre, qu'ils ont entr'eux, obtiendra les nouvelles prébendes, qui viendront à vaquer. Et l'on ne doute point que cela ne soit approuvé par les Ecclesiastiques susdits, que ce reglement concerne. Les héritiers pareillement des Chanoines qui ayant été privez de leurs dignitez sont morts durant la guerre, & dont les biens, revenus, & droits ont été mis en sequestre ou confisquez, jouiront pleinement pour les recouvrer du bénéfice de l'article, qui commence, * *Tous les*

Cc 2

Vas-

* *C'est le XLVI.*

1697. *Vassaux & Sujets d'une part & d'autre*, avec
 30 Oct. cette clause expresse & particulière, que les
 legs pieux faits par les défunts, seront payez
 sans retardement selon^r leur disposition, des
 revenus par eux assignez.

XLV. Seront aussi spécialement compris
 dans l'Amnistie les Landgraves de Hesse
 Reinfels, & seront rétablis, à l'égard de la
 Forteresse de Reinfels, & tout le Comté In-
 férieur de Catzenelobogue, avec tous droits
 & dépendances, dans le même état, auquel
 étoit le Landgrave Ernest leur Pere, avant le
 commencement de cette guerre, sauf néan-
 moins en toutes choses les droits appartenans
 à Monsieur le Landgrave de Hesse-Cassel.

XLVI. Tous les Vassaux & Sujets d'une
 & d'autre part, Ecclésiastiques & Séculiers,
 les Corps, les Universitez, & les Collèges,
 seront rétablis dans les honneurs, dignitez &
 bénéfices, dont ils jouïssioient avant la guer-
 re, de même que dans tous les droits, biens,
 meubles, & immeubles, rentes & revenus,
 même ceux qui se peuvent racheter, ou qui
 sont à vie, pourvu que le Capital n'en soit
 pas éteint, qui ont été occupez ou retenus
 durant & à l'occasion de cette guerre, avec
 tous les droits, actions, & successions, qui
 leur sont échues durant ladite guerre; en
 sorte néanmoins qu'ils ne pourront rien re-
 demander à l'occasion des fruits ou reve-
 nus perçus, ou des pensions cedées, après
 la prise ou détention, jusques au jour de
 la ratification du présent Traité. Sembla-
 blement ne pourront plus être redemandées
 les dettes, marchandises, & meubles, con-
 fisquées durant, & à l'occasion de la guer-
 re,

re, ou converties en d'autres usages par autorité publique ; ni par conséquent les Créanciers desdites dettes, ou les propriétaires desdites marchandises, ou meubles, ou leurs héritiers, ou d'eux ayant cause, ne pourront jamais les poursuivre, ni en prétendre restitution ou satisfaction. Lesdites restitutions s'étendront aussi à ceux qui ont suivi un Parti contraire, qui pour cet effet ont été suspects, & à qui ont été ôtez après la Paix de Nimègue, leurs biens, revenus, ou droits, pour avoir habité ailleurs, ou n'avoir pas prêté hommage, ou pour autres causes ou prétextes semblables ; lesquels par conséquent, en vertu de cette paix, rentreront en la faveur de leur Prince, & dans leurs anciens droits & biens quelconques, tels qu'ils sont dans le tems de la conclusion & signature de ce Traité. Et tout ce qui est dit dans cet article, sera exécuté immédiatement après la ratification de la Paix, nonobstant toutes donations, concessions, aliénations, déclarations, confiscations, fautes, dépenses, améliorations, sentences interlocutoires & définitives, rendues par contumace, les Parties absentes non ouïes, lesquelles sentences & jugemens seront nuls, & considérez, comme s'ils n'avoient point été faits & prononcez ; eux tous demeurant entièrement libres de retourner dans leur Patrie, de rentrer dans leursdits biens, & d'en jouir, de même que de leurs rentes & revenus, ou d'aller séjourner & établir leur domicile ailleurs où ils jugeront à propos, & tels qu'ils voudront choisir, sans aucune violence ni contrainte. Et en tel cas, il leur sera

1697.

3008.

1697. permis de faire administrer leurs biens &
3008. revenus par procureurs non suspects, & d'en
jouir ; excepté néanmoins les Bénéfices Ec-
clésiastiques, qui requièrent la résidence ;
lesquels seront administrez & régis person-
nellement. Enfin il sera libre à tous les sujets
d'une & d'autre part de vendre, échanger,
aliéner, & transporter, ou de disposer au-
trement entre vifs ou par testament de leurs
biens meubles & immeubles, rentes & re-
venus, qu'ils possèdent dans les Etats d'un
autre souverain ; en sorte que quelconque
sujet ou étranger puisse les acheter ou aquerir,
sans avoir besoin d'autre permission du Sou-
verain, que celle qui est contenuë dans le pré-
sent Article.

XLVII. Si quelques Bénéfices Ecclési-
astiques médiats ou immédiats ont été durant
cette guerre conferez par l'un des Partis dans
les terres ou lieux qui lui étoient alors sujets,
à des personnes capables, selon la regle de
leur première institution, & statuts légitimes
généraux ou particuliers faits sur ce sujet, ou
par quelque autre disposition canonique faite
par le Pape ; lesdits Bénéfices Ecclésiastiques
seront laissez aux présens possesseurs, de
même que les Bénéfices Ecclésiastiques, con-
ferez de cette maniere avant cette guerre,
dans les lieux, qui doivent être rendus par la
présente Paix : en sorte qu'aucun ne les
puisse ou doive désormais troubler ou empê-
cher, dans la possession & légitime admini-
stration d'iceux, ni dans la perception des
fruits, ni être à leur occasion, ou par quel-
que autre raison passée ou présente, apellez
ou citez en justice, ou en quelque autre
for-

forte inquiétez ou molestez à ce sujet ; à condition néanmoins qu'ils s'aquittent de ce à quoi ils sont tenus , en vertu desdits Bénéfices. 1697.
30 Oct.

XLVIII. Comme il importe à la tranquillité publique, que la paix conclue à Turin le 29. Aout 1696. entre sa Majesté très-Chrétienne & son Altesse le Duc de Savoye soit exactement observée ; il a aussi été trouvé bon de la confirmer & comprendre dans le présent Traité, pour être de même valeur & subsister à toujours. Sont confirmez en particulier, & sensez être ici repe-
tez, mot pour mot, les points qui ont été reglez en faveur de la Maison de Savoye dans les Traitez de Westphalie & de Nimégue rétablis ci-dessus : en sorte néanmoins, que la restitution de Pignerol & de ses dépendances, qui a été faite, ne puisse en aucune façon diminuer ou alterer, l'obligation à laquelle s'est engagée sa Majesté très-Chrétienne de payer au Duc de Mantoue la somme de quatre cens quatre vints quatorze mille écus, à la décharge du Duc de Savoye ; comme il est plus amplement expliqué dans le Traité de Paix de Westphalie. Et afin que ceci soit plus pleinement & plus fortement confirmé, tous & chacun des Princes, qui ont part à la paix générale, promettent au Duc de Savoye, & recevront réciproquement de lui, les promesses & garanties, qu'ils stipulent entr'eux, pour une plus ferme assurance.

XLIX. On n'entend pas, au reste, que par la restitution quelconque des lieux, personnes, biens, ou droits faite ou à faire par la France, il soit aquis aucun nouveau droit

1697. à ceux qui sont ou seront ainsi rétablis. Mais
3007. si d'autres ont quelques prétensions entr'eux ,
elles seront proposées, examinées, & décidées en lieu convenable, après ladite restitution faite ; laquelle pour cette cause ne doit être en aucune façon différée.

L. Dès que le présent Traité de Paix aura été signé & scellé, par les S. Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires ; cesseront toutes hostilités & violences de quelque nature qu'elles soient, toutes démolitions d'édifices, tous dégâts de vignes & de forêts, & toute coupe d'arbres : & immédiatement après l'échange des Ratifications seront retirées de part & d'autre toutes les Troupes des lieux non fortifiés appartenans à l'autre Parti. Et quant aux lieux fortifiés, qui doivent être rendus par le présent traité, ils seront remis dans trente jours après la ratification de la paix, ou plutôt, si faire se peut, à ceux qui sont nommez dans les articles précédens, ou, s'il ne sont pas exprimez nommément, à ceux qui les possédoient immédiatement avant leur prise, sans aucune démolition de fortifications, ou d'édifices, publics ou particuliers, & sans aucune détérioration de l'état auquel ils sont présentement, sans rien exiger pour aucune dépense faite dans lesdits lieux ou à leur occasion, & sans que les Soldats puissent rien exiger à cette occasion, ou pour quelque autre cause que ce soit, ou rien emporter des effets appartenans aux habitans, ou de ce qui y doit être laissé conformément à ce Traité. Et quant à la démolition quelconque des choses qui doivent être démolies, & dont il est convenu

ci-dessus, elle sera entièrement faite, à l'égard des moins considérables dans un mois, & à l'égard des plus considérables dans deux mois, si faire se peut, & sans qu'il en coûte rien à l'autre partie, & sans lui causer aucune fâcherie : seront aussi rendues de bonne foi immédiatement après l'échange des ratifications, toutes les Archives & documens littéraires, tant ceux qui appartiennent aux lieux qui doivent être rendus & cedez à sa Majesté Impériale, à l'Empire, & à ses Etats & Membres, que ceux qui ont été transportez de la Chambre & ville de Spire & des autres lieux de l'Empire; quoi qu'il n'en ait pas été fait mention particulière dans le présent Traité. Les prisonniers faits à l'occasion de la guerre seront aussi remis de part & d'autre en pleine liberté, sans aucune rançon, & en particulier ceux qui ont été condamnés aux Galères, ou à d'autres ouvrages publics.

L I. Et afin que les sujets de part & d'autre puissent au plutôt jouir de l'entier bénéfice de cette Paix, il a été convenu, que toutes contributions d'argent, de grains, de vin, de fourage, de bétail, ou autres, quoi que déjà imposées aux sujets de l'autre parti, & qu'elles ayent été établies par convention, de même que tous fouragemens de quelque nature qu'ils soient sur la juridiction l'un de l'autre cesseront entièrement du jour de la ratification, & ce qui sera dû de reste de semblables contributions, impositions, ou exactions, sera & demeurera entièrement aboli; pareillement les otages livrez ou emmenez durant cette guerre, pour quelque cause que ce soit, seront rendus, & renvoyez li-

bres dans leur Patrie , sans aucun retardement
1697. & sans être obligez à rien payer.

300^a. LII. Sera pareillement rétabli dès la signature de cette paix , le commerce défendu durant la guerre entre les sujets de Sa Majesté Impériale & de l'Empire , & ceux de Sa Majesté Très-Chrétienne & du Royaume de France , avec la même liberté qu'avant la guerre , & jouiront tous & un chacun , & spécialement les Citoyens & Habitans des Villes Hanséatiques , de toute sorte de sûreté par mer & par terre , de leurs anciens droits , immunités , privilèges , & avantages obtenus par des traités solennels , ou par l'ancienne coutume ; renvoyant à faire un Traité plus particulier sur ce sujet après la Paix.

LIII. Tout ce dont il est convenu par ce Traité sera ferme & inviolable à perpétuité , & sera observé & exécuté , nonobstant tout ce qui pourroit être cru , allégué , ou imaginé au contraire , lequel demeure entièrement cassé & aboli , encore qu'il fut tel , qu'on en eût dû faire une mention plus particulière & plus ample , ou que la cassation & abrogation semble devoir être considérée comme nulle & invalide.

LIV. Pourront chacune des Parties contractantes confirmer cette présente Paix & son observation par des alliances , des fortifications sur leur propre terrain , hormis dans les lieux spécialement exceptez ci dessus , lesquelles ils pourront bâtir ou agrandir ; y mettre des Garnisons , & employer les autres moyens , qu'ils jugeront nécessaires pour leur défense. Il sera pareillement permis tant à
tous

tous les Rois, Princes, & Républiques en
général; qu'au Roi de Suède en Particulier
comme Médjateur, d'en donner leur garan-
tie à Sa Majesté Impériale & à l'Empire, &
à Sa Majesté Très-Chrétienne, de même
qu'en vertu de la Paix de Westphalie.

1697.
3008.

L V. Et comme Sa Majesté Impériale &
l'Empire, & Sa Majesté Très-Chrétienne
reconnoissent avec des sentimens de gratitu-
de les soins continuels & bons offices, que Sa
Majesté Suédoise a employez pour rétablir la
tranquillité publique, les deux Partis sont
convenus, que Sa Majesté Suédoise, avec
ses Royaumes & Etats seront nommément
compris dans le présent Traité, en la meilleu-
re forme & manière que faire se peut.

L VI. Sont aussi compris dans le présent
Traité de la part de Sa Majesté Impériale & de
l'Empire, outre les Membres de l'Empire
déjà nommez, les autres Electeurs, Prin-
ces, Etats, & Membres de l'Empire, &
entr'eux spécialement l'Evêque & l'Evêché
de Bâle, avec tous ses Etats, Privileges, &
droits: item les treize Cantons Suisses avec
leurs Alliez, nommément avec la Républi-
que & Cité de Genève & ses dépendances, la
Ville & Comté de Neuchâtel, les Villes de
Saint Gal, de Mulhausen, & de Bienne, les
trois Ligues Grises, les sept Jurisdicions ou
Dizaines du Vallais, & l'Abbé de S. Gal.

L VII. De la part de Sa Majesté Très-
Chrétienne sont semblablement compris les
treize Cantons Suisses & leurs Alliez, &
nommément la République du Vallais.

L VIII. Seront aussi compris dans le pré-
sent Traité, tous ceux qui seront nommez

1697.
300^a.

d'un commun consentement d'une & d'autre part, avant l'échange des Ratifications, ou dans l'espace de six mois après.

LIX. Promettent les Ambassadeurs de Sa Majesté Impériale & du Roi Très-Chrétien, ensemble les Plénipotentiaires des Etats députez de l'Empire de faire ratifier la présente paix ainsi conclue par l'Empereur, l'Empire, & le Roi Très-Chrétien en la forme dont on est ici reciproquement convenu; & de faire l'échange des lettres de Ratification en ce même lieu, dans l'espace de six semaines à compter du présent jour, ou plutôt, si faire se peut.

LX. En foi & confirmation de quoi les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires tant Impériaux, que du Roi très-Chrétien, ensemble les Plénipotentiaires des Electeurs, & des Députez des Etats de l'Empire à cet effet ont soussigné le présent Traité de leurs propres mains, & y ont apposé leurs sceaux. Fait au Palais de Ryfwik en Hollande, le trentième Octobre de l'année mille six cens quatre vints dix sept.

D. A. C. de Kauritz. *De Harlay Bonneuil.*

(L. S.) (L. S.)

Henr. C. de Straatman. *Verjus de Crecy.*

(L. S.) (L. S.)

J. F. L. B. de Seilern. *De Callieres.*

(L. S.) (L. S.)

Au nom de l'Electeur *Au nom de l'Electeur*
de Mayence. *de Baviere.*

(L. S.) *M.*

(L.S.) *M. Frideric, Baron De Prielmeyer, Am- 1697.
de Schonborn, Am- bassadeur Extraor- 30 Oct.
bassadeur. dinaire & Pleni-
potentiaire.*

(L.S.) *Ignace Antoine Otten, (L.S.)
Plenipotentiaire.*

(L.S.) *George Guillaume Moll, Plénipoten-
tiaire.*

Au nom de la Maison d'Autriche.

(L.S.) *François Rodolphe de Halden L. Ba-
ron de Trazberg, &c.*

Au nom du Grand Maître de l'Ordre Teu-
tonique.

(L.S.) *Charles B. de Loë, Cbevalier de l'Ordre
Teutonique.*

Au nom du Prince Evêque de Würtsbourg.

(L.S.) *Jean Conrard Philippe Ignace de
Tastungen.*

Au nom de l'Electeur de Trêves, com-
me Evêque de Spire.

(L.S.) *Jean Henri de Kayserfeld, Plenipo-
tentiaire.*

Au nom du Prince & Evêque de Constance.

(L.S.) *Frideric de Dürheim.*

Au nom de l'Evêque Prince d'Hildesheim.

(L.S.) *Charles Paul Zimmerman, Chancelier
de*

*Traité de Paix
de son Altesse, Conseiller du Conseil se-
cret, & Plénipotentiaire.*

1697.
30 Oct.

Au nom de l'Electeur de Cologne en quali-
té d'Evêque & Prince de Liège.

(L.S.) *Jean Conrard Norff Député Plénipo-
tentiaire.*

Au nom de l'Evêque & Prince de Munster.

(L.S.) *Ferdinand L.B. de Plettenberg de Lenbau-
sen, respectivement Doyen & Capit.
de l'Eglise Cathédrale de Paderb. de
Munst. & de Hildesf.*

Au nom de l'Electeur Palatin, comme
Duc de Neubourg.

(L.S.) *Jean Henri Hettermann, Plénipotentiaire.*

Au nom du Duc de Wirtemberg.

(L.S.) *Jean George Noble de Kulpis Chevalier
du S. Empire Romain, Conseiller d'E-
tat intime, & Directeur du Conseil.*

(L.S.) *Antoine Gunter de Hespen Conseiller
dans le Conseil suprême & Plénipa-
tentiaire du Sérénissime Duc.*

Au nom du Prince de Bade - Bade

(L.S.) *Charles Ferdinand L. B. de Pletters-
dorff. Réservé l'Ordre alternatif.*

Au nom du Colége Abbatial de Suabe.

(L.S.)

(L. S.) *Joseph Antoine Ensfèbe de Halden de* ^{1697.}
Neidberg L. B. de Autenriedt , Plé- ^{30 Oct.}
nipotentiaire.

Au nom des Comtes du Banc de Vétéravie.

(L. S.) *Charles Otton Comte de Solms.*

(L. S.) *F. C. de Eclolsheim Conseiller de Hanau*
& Plénipotentiaire.

Au nom de la Ville libre & Impériale de
Cologne.

(L. S.) *Herman Joseph Bullingen Bourgue-*
Maître & Plénipotentiaire.

Au nom de la Ville d'Ausbourg.

(L. S.) *Jean Chriftophle de Dirbeim Plénipo-*
tentiaire.

Au nom de la Ville Impériale de Francfort.

(L. S.) *Jean Jaques Muller Plénipotentiaire.*

(L. S.) *Jean Melchior Lucius Lecteur en Droit*
Civil & Canon , Bourguemaître &
Plénipotentiaire.

Article séparé.

POur plus grande explication de l'Article
huitième du Traité de Paix aujourd'hui
signé , lequel Article commence , *Tous les*
Etats occupez par le Roi Très-Chrétien seront
rendus à l'Electeur Palatin , il a été trouvé à
pro-

1697.
300^e.

propos de résoudre ici de plus , qu'on observera cet ordre dans la proposition des prétensions & droits de Madame la Duchesse d'Orleans contre le S. Electeur Palatin. Quand les Arbitres seront convenus dans le tems fixé pour la Ratification de la Paix , d'un lieu pour s'assembler , ce lieu sera signifié aux deux Parties. Les Députez de la part des Arbitres y seront envoyez dans l'espace de deux mois , à compter dès que le S. Electeur Palatin , aura entièrement été rétabli ; conformément à l'Article ci-dessus allegué. Dans le mois suivant ladite Dame Duchesse produira au même lieu l'entière explication de ses prétensions ou demandes contre le S. Electeur , laquelle lui sera communiquée dans la huitaine suivante. Seront expliquées dans l'espace de quatre mois ensuivans , & délivrées aux Députez des Seigneurs Arbitres , qui marqueront le jour que les quatre mois commenceront à courir , les raisons & fondemens des deux Parties , dont seront délivrées quatre copies ; savoir une pour chacun des Arbitres , une troisième pour être jointe aux Actes communs de l'Arbitrage , & une quatrième pour être réciproquement communiquéé dans la huitaine à chaque partie. On répondra semblablement , & seront données dans le même jour quatre copies de la réponse de chaque Partie , aux Envoyez des Seigneurs Arbitres , laquelle sera derechef communiquée dans la huitaine aux Parties réciproquement. Dans les quatre mois suivans l'instruction de l'affaire de part & d'autre sera terminée , les Parties déclareront vouloir se soumettre à la sentence des

des Arbitres, & cette conclusion de l'instruction & soumission sera communiquée aux Parties, afin qu'elles en ayent connoissance, & les Actes seront contrerollez en présence des Procureurs desdites Parties. Ensuite les Arbitres, & leurs Députez, qui auront prêté serment, ayant vu & examiné le droit des Parties pendant l'espace de six mois ensuivans, prononceront publiquement leur sentence dans le lieu de la Conference, conformément aux loix & constitutions de l'Empire. Que si elle se trouve conforme elle sera entièrement executée. Que si les Arbitres ou leurs Deputez different dans leur sentiment, les Actes communs de l'Arbitrage seront transportez à Rome aux frais communs des Parties, dans l'espace de deux mois à commencer du jour de la sentence rendue, & livrez au Pape comme Surarbitre, pour donner l'affaire à examiner dans l'espace d'autres deux mois à des Deputez, non suspects aux Parties, & lesquels prêteront le serment, & ceux-ci, sur les procédures déjà faites, & sans qu'il soit loisible aux Parties de faire aucune nouvelle déduction de leurs droits, prononceront dans l'espace de six mois ensuivans, & comme il a été dit, conformément aux Loix & Constitutions de l'Empire une dernière sentence définitive, qui ne pourra point être annullée, mais que les Seigneurs Arbitres feront exécuter sans aucun retardement ni contradiction. Que si l'une des Parties tarde de proposer, d'expliquer, & de prouver ses prétensions & droits dans le tems requis, il sera néanmoins

1697.
30 Oct.

1697.
30 Oct.

moins loisible à l'autre Partie d'expliquer & de déduire ses droits , dans le terme marqué , qui ne pourra jamais être allongé ; & aux Arbitres & Suprarbitre de proceder de la manière , qui vient d'être expliquée , & de prononcer & exécuter leur sentence , selon les Actes produits & prouvez.

Nonobstant cette Procédure , les Parties elles-mêmes , & les Seigneurs Arbitres de leur côté ne laisseront de tenter une voye amiable d'accommodement , & n'oublieront rien de ce qui pourra contribuer à terminer cette affaire amiablement. Comme on est aussi convenu dans l'Article du Traité de Paix ci-dessus allegué , que jusqu'à ce que ce différent soit terminé , le S. Electeur Palatin payera annuellement à Madame la Duchesse d'Orleans la somme de deux cens mille livres tournois , ou de cent mille florins du Rhin , on est convenu en particulier à l'égard dudit payement , pour le tems auquel il doit commencer ; qu'il commencera seulement , après que , selon le contenu dudit Article , les Etats & lieux , qui y sont specifiez , auront été entièrement rendus audit Electeur. Et afin que Madame la Duchesse d'Orleans puisse être d'autant plus assurée du payement de ladite somme ; M. l'Electeur nommera avant la Ratification de la Paix , un nombre suffisant de Rentiers ou Receveurs de la Préfecture de Germersheim & d'autres lieux du Palatinat , qui se chargeront de payer ladite somme à ladite Dame Duchesse , ou à ceux qui auront charge de sa part , toutes les

les années à Landaw, savoir la moitié tous les six mois ; lesquels s'ils ne satisfont pas, pourront être contrains au payement , par la voye de la justice ordinaire, ou si la nécessité le requiert par exécution militaire de la part du Roi Très-Chrétien. Du reste , ce payement se fera à cette condition ; que ce qui aura été payé , en vertu de cette obligation annuelle , à Madame la Duchesse d'Orleans , durant la discussion du Procès devant les Arbitres , sera en compensation & à compte de ce que lesdits Arbitres pourront lui adjuger , en cas qu'ils lui adjugeoient quelque chose : que s'ils ne lui adjugeoient rien , ou moins que ladite somme , elle sera restituée ; & cette compensation ou restitution , de même que le fond du Procès sera réglée par la sentence des Arbitres. Que si Madame la Duchesse d'Orleans ne satisfait pas à la forme du Compromis , soit dans l'explication de ses prétensions , soit dans l'instruction du Procès , soit dans la réponse à ce qui sera produit par l'Electeur Palatin , ou qu'elle tarde , le cours dudit payement annuel sera interrompu seulement pendant ce tems-là , le Procès allant toujours son train , selon la forme du Compromis. Fait au Palais de Ryswick le 30. Octobre, 1697.

D. A. C. de Kaunitz. De Harlay Bonneuil.

(L. S.) (L. S.)

Henr. C. de Straatman. Verjus de Crecy.

(L. S.) (L. S.)

J. F. L. B. de Seilern. De Callieres.

(L. S.) (L. S.)

1697.
300^{es}. Au nom de l'Electeur de Mayence. Au nom de l'Electeur de Baviere.

(L.S.) *M. Frideric Baron de Schonborn, Ambassadeur Extraordinaire & Plénipotentiaire.* (L.S.) *de Prielmeyer, Ambassadeur Extraordinaire & Plénipotentiaire.*

(L.S.) *Ignace Antoine Otten, Plénipotentiaire.*

(L.S.) *George Guillaume Moll, Plénipotentiaire.*

Au nom de la Maison d'Autriche.

(L.S.) *François Rodolphe de Halden L. Baron de Trazberg, &c.*

Au nom du Grand Maître de l'Ordre Teutonique.

(L.S.) *Charles B. de Loë, Chevalier de l'Ordre Teutonique.*

Au nom du Prince Evêque de Würtsbourg.

(L.S.) *Jean Conrad Philippe Ignace de Taftungen.*

Au nom de l'Electeur de Trêves, comme Evêque de Spire.

(L.S.) *Jean Henri de Keyfersfeld Plénipotentiaire.*

Au nom du Prince & Evêque de Constance.

(L.S.) *Frideric de Dürheim.*

Au nom de l'Evêque Prince d'Hildesheim.

(L.S.) *Char-*

(L. S.) *Charles Paul Zimmerman*, Chancelier ^{1697.}
de son Altesse, Conseiller du Conseil secret, ^{30 Oct.}
& Plénipotentiaire.

Au nom de l'Electeur de Cologne en qualité
d'Evêque & Prince de Liège.

(L. S.) *Jean Conrad Norff* Député Plénipo-
tentiaire.

Au nom de l'Evêque & Prince de Munster.

(L. S.) *Ferdinand L. B. de Plettenberg de Len-
bausen*, respectivement Doyen & Capit.
de l'Eglise Cathédrale de Paderb. de Mun-
ster & de Hildesf.

Au nom de l'Electeur Palatin, comme
Duc de Neubourg.

(L. S.) *Jean Henri Hettermann*, Plénipotentiaire

Au nom du Prince de Bade Bade.

(L. S.) *Charles Ferdinand L. B. de Plettersdorff*.
Reservé l'Ordre alternatif.

Au nom du Colége Abbatial de Suabe.

(L. S.) *Joséph Antoine Eusebius de Halden de
Neidberg L. Baron de Autenriedt*, Plé-
nipotentiaire.

Au nom de la Ville libre & Impériale
de Cologne.

(L. S.) *Herman Joséph Büllingen*, Bourgue-
maître & Plénipotentiaire.

Au nom de la Ville Impériale d'Ausbourg.

(L. S.) *Jean Christophe à Dierheim* Plénipo-
tentiaire.

TRAITE

1698.

1107.

T R A I T E'

*Conclu entre le Roy de la grande Bretagne,
le Roy Très-Chrétien, & les Seigneurs
Etats Generaux des Provinces-Unies des
Païs-Bas, touchant le I. Partage de la
Monarchie d'Espagne. A la Haye ce
11. Octobre 1698.*

SOit notoire à tous qu'i ces presentes ver-
ront, que le Serenissime & très-puissant
Prince Guillaume III. par la grace de
Dieu, Roi de la grande Bretagne, &
le Serenissime, & très-puissant Prince
Louis XIV. aussi par la grace de Dieu Roi
Très Chrétien, de France & de Navarre,
& les Seigneurs Etats Generaux des Provin-
ces-Unies des Païs-Bas, n'ayant rien de plus
à cœur, que de fortifier par de nouvelles
liaisons la bonne intelligence rétablie entre
sa Majesté de la grande Bretagne, sa Ma-
jesté Très-Chrétienne, & lesdits Seigneurs
Etats Generaux, par le dernier Traité con-
clu à Ryswik, & de prevenir par des mesures
prises à tems les evenemens, qui pourroient
exciter de nouvelles guerres dans l'Europe,
ont donné pour cet effet leurs plein-pouvoirs,
pour convenir d'un nouveau Traité, sçavoir
sadicte Majesté Britannique, aux Sieurs Guil-
laume de Bentink, Comte de Portland,
Chevalier de l'ordre de la jaretiere, Conseil-
ler au privé Conseil du Roi de la grande Bre-
tagne, son premier Gentilhomme de la
Cham,

Chambre, & General de sa Cavalerie ; Et Joseph Williamfon , Chevalier aussi Conseiller au privé Conseil dudit Roi , & Garde de ses Archives d'Etat : Sadite Majesté très-Chrétienne au Sieur Comte de Tallard, Lieutenant-General de ses Armées , & de sa Province de Dauphiné , son Ambassadeur Extraordinaire en Angleterre ; & lesdits Seigneurs Etats Generaux aux Sieurs François Verbolt , Sénateur & Bourguemaitre de la Ville de Nimegue , Maître General des postes dans le Duché de Gueldre , Comté de Zutphen , & autres lieux , Friderik Baron de Rheede , Seigneur de Lier , St. Antoine & Berlée , &c. Commandeur de Buren , de l'ordre de la Province de Hollande & Westfrise , Antoine Heinsius , Conseiller Pensionnaire , Garde du grand sceau , & Sur-intendant des fiefs de la même Province de Hollande & Westfrise , Jean Becker , ancien Sénateur , & Bourguemaitre de la Ville de Middelbourg , Jean vander Does , Seigneur de Bergestein , de l'ordre de la Province d'Utrecht , Guillaume van Haren , cy-devant Grietman du Bilt , Député de la part de la Noblesse aux Etats de Frise , & Curateur de l'université de Franeker , Arnold Lencker , Bourguemaitre de la Ville de Deventer , & Jean de Drews , tous Deputés en l'Assemblée desdits Seigneurs Etats Generaux , de la part de la Province de Gueldre de Hollande & Westfrise , de Zelande , d'Utrecht , de Frise , d'Overysse & de Groningue , & Ommelandes , lesquels en vertu desdits pouvoirs sont convenus des articles suivans.

1698. I. La Paix rétablie par le Traité de Ryf-
 1107. wik entre le Serenissime & très-puissant
 Prince Guillaume III. Roy de la Grande
 Bretagne, le Serenissime & très-puissant Prin-
 ce Louis XIV. Roy Très-Chrétien, de
 France & de Navarre, & les Seigneurs
 Etats Generaux des Provinces Unies des
 Pais-Bas, leuts heritiers & Successeurs, leurs
 Royaumes, Etats & Sujets sera ferme &
 constante, & leurs Majestez, & lesdits
 Seigneurs Etats Generaux feront reciproque-
 ment tout ce qui pourra contribuer à l'a-
 vantage, & à l'utilité de l'un & de l'autre.

II. Comme le principal objet, que sadite
 Majesté de la Grande Bretagne, & sadite
 Majesté Très-Chrétienne, & lesdits Seigneurs
 Etats Generaux se proposent, est celui de
 maintenir la tranquillité generale de l'Euro-
 pa, ils n'ont pû voir sans douleur, quel'é-
 tat de la santé du Roy d'Espagne soit depuis
 quelque tems devenu si languissant, qu'il y
 a tout lieu de craindre, que ce Prince n'ait
 plus longtems à vivre : quoi qu'ils ne puis-
 sent tourner leurs pensées du côté de cet
 événement, sans affliction, par l'amitié fin-
 cere & véritable, qu'ils ont pour lui, ils ont
 cependant estimé, qu'il étoit d'autant plus
 necessaire de le prévoir, que Sa Majesté Ca-
 tholique n'ayant point d'enfans, l'ouvertu-
 re de sa succession exciteroit infailliblement
 une nouvelle guerre, si le Roy Très-Chré-
 tien soutenoit ses pretensions, ou celles de
 Monseigneur le Dauphin, sur toute la suc-
 cession d'Espagne, que l'Empereur fit aussi
 valoir ses pretensions, celles du Roy des
 Romains, de l'Archiduc son second Fils,

ou

ou de ses autres enfans; & l'Electeur de Baviere, celles du Prince Electoral son fils aîné, sur ladite Succession. 1698. 12 Oct.

III. Et comme les deux Seigneurs Rois, & les Seigneurs Etats Generaux desirerent sur toutes choses, la conservation du repos public, & d'éviter une nouvelle guerre dans l'Europe par un accommodement des disputes, & des differens, qui pourroient resulter au sujet de ladite Succession, ou par l'ombrage de trop d'Etats, réunis sous un même Prince; ils ont trouvé bon de prendre par avance des mesures necessaires, pour prevenir les malheurs, que le triste événement de la mort du Roy Catholique sans enfans, pourroit produire.

IV. Ainsi il a été accordé & convenu, que si ledit cas arrivoit, le Roy Très-Christien tant en son propre nom, qu'en celui de Monseigneur le Dauphin, ses enfans; Mâles, ou Femelles, Heritiers & Successeurs nés & à naître, comme aussi mondit Seigneur le Dauphin pour soi même, ses enfans, Mâles & Femelles, Heritiers & Successeurs, nés & à naître, se tiendront satisfaits, comme ils se tiennent satisfaits par la presente, que mondit Seigneur le Dauphin ait pour son partage, en toute propriété, possession pleniere & extinction de toutes ses pretensions sur la succession d'Espagne, pour en jouir lui, ses Heritiers & Successeurs, nés & à naître, à perpetuité, sans pouvoir jamais être troublé, par quelque pretexte que ce soit, de droit, ou de pretensions, directement ou indirectement, même par cession, appel, revolte, ou autre voye,

1698. de la part de l'Empereur, du Roy des Ro-
1107. mains, de l'Archiduc Charles, son second
fils, de ses autres enfans, Mâles ou Femel-
les, & descendans, ses Heritiers & Succes-
seurs, nés & à naître, ny aussi de la part de
l'Electeur de Baviere, au nom du Prince
Electoral de Baviere, son Fils aîné, ny
dudit Prince Electoral, leurs enfans descen-
dans, Heritiers & Successeurs, nés & à
naître. Les Royaumes de Naples, & de
Sicile, les places dependantes presentement
de la Monarchie d'Espagne, situées sur la
côte de Toscane, ou lles adjacentes, com-
prises sous le nom de St. Stephano, Porto
Hercole, Orbitello, Jellamone, Porto Lon-
gone, Piombino, en la maniere, que les Es-
pagnols les tiennent presentement, la Ville
& le Marquisat de Final, en la maniere pa-
reillement que les Espagnols les tiennent, la
Province de Guipuscoa, nommement les Vil-
les de Fontarabie, & St. Sebastien, situées
dans cette Province, & specialement le port
du passage, qui y est compris; avec cette
restriction seulement, que s'il y a quelques
lieux dependans de ladite Province, qui se
trouvent sités au delà des Pirenées, ou autres
Montagnes de Navarre, d'Alava, ou de Bis-
caye du côté de l'Espagne, ils resteront à l'Es-
pagne, & s'il y a quelques lieux pareille-
ment dependans des Provinces soumises à
l'Espagne, qui soient en deça des Pirenées
ou autres Montagnes de Navarre, d'Alava,
ou de Biscaye du côté de la Province de Gui-
puscoa, ils resteront à la France; & les trajets
desdites Montagnes, & lescites Montagnes,
qui se trouvent entre ladite Province de Gui-
puscoa,

puscoa, Navarre, Alava, & Biscaye, à qui elles appartiennent, seront partagées entre la France & l'Espagne, en sorte qu'il restera autant desdites Montagnes, & trajets à la France de son côté, qu'il en restera à l'Espagne, du sien, le tout avec les fortifications, Munitions de guerre, Poudres, Canons, Galeres, Chiourmes, qui se trouveront appartenir au Roy d'Espagne, lors de son décès sans enfans, & être attachées aux Royaumes, Places, Iles & Provinces, qui doivent composer le partage de Monseigneur le Dauphin; bien entendu, que les Galeres, Chiourmes & autres effets appartenant au Roy d'Espagne & autres États, qui tombent dans le partage du Prince Electoral de Baviere lui resteront; celles qui appartiennent aux Royaumes de Naples, & de Sicile, devant revenir à Monseigneur le Dauphin, ainsi qu'il a été dit ci-dessus: moyennant lesquels Royaumes, Iles, Provinces & Places, ledit Roy Très-Chrétien tant en son propre nom, qu'en celui de Monseigneur le Dauphin, ses enfans, Mâles ou Femelles, Heritiers & Successeurs, nés & à naître, comme aussi mon dit Seigneur le Dauphin pour soi même, ses enfans, Mâles ou Femelles, Heritiers & Successeurs nés & à naître (lequel a aussi donné son pleinpouvoir pour cet effet au Sieur Comte de Tallard) promettent & s'engagent de renoncer lors de ladite Succession d'Espagne, comme en ce cas là ils renoncent dès à present par celle-ci à tous leurs droits & pretensions sur ladite Couronne d'Espagne, & sur les autres Royaumes, Iles, États, Pais & Places, qui en dependent presentement,

1698. ment, & que de tout cela ils feront depê-
 1107. cher des actes solennels dans la plus forte,
 & la meilleure forme, qu'il se pourra, qui
 seront delivrés au tems de la Ratification de
 ce Traité.

V. Ladite Couronne d'Espagne, & les
 autres Royaumes, Iles, Etats, Pais & Pla-
 ces, qui en dependent presentement, seront
 donnés & assignés (à l'exception de ce qui a
 été denoncé dans l'Article precedent, qui
 doit composer le partage de Monseigneur le
 Dauphin) au Prince Fils aîné de l'Electeur de
 Baviere en toute propriété & possession ple-
 niere en partage & extinction de toutes ses
 pretensions sur ladite Succession d'Espagne,
 pour en jouir lui, ses Heritiers & Successeurs,
 nés & à naître, à perpetuité, sans pouvoir
 être jamais troublé, sous quelque pretexte
 que ce soit, de droits ou de pretensions, di-
 rectement ou indirectement, même par ces-
 sion, appel, revolte, ou autre voye, de la
 part du Roy Très-Chrétien, de Monsei-
 gneur le Dauphin, ou de ses enfans, Mâles ou
 Femelles, ses descendans Heritiers & Suc-
 cesseurs, nés & à naître, ni de la part de
 l'Empereur, du Roy des Romains, de l'Ar-
 chiduc Charles son second fils, de ses au-
 tres enfans, Mâles & Femelles, & descen-
 dans, ses Heritiers & Successeurs, nés & à
 naître: moyennant laquelle Couronne d'Es-
 pagne, & les autres Royaumes, Iles, Etats,
 Pais & Places, qui en dependent, l'Electeur
 de Baviere tant en qualité de Pere, & de le-
 gitime tuteur & administrateur du Prince
 Electoral son Fils aîné, qu'au nom dudit
 Prince Electoral, & qu'en celui de leurs
 en-

enfans, heritiers & Successeurs, nés & à naître, comme aussi ledit Prince Electoral, dès qu'il sera majeur, pour soi-même, ses Enfans, heritiers & Successeurs, nés & à naître, se tiendront satisfaits, que ledit Prince Electoral ait pour son partage la cession, faite cy dessus dans ce même article; & ledit Electeur de Baviere, tant en qualité de Pere, & de legitime tuteur & administrateur du Prince Electoral son Fils aîné, qu'au nom dudit Prince, & qu'en celui de ses enfans, heritiers & successeurs, nez & à naître, renoncera lors du décès de sa Majesté Catholique, & ledit Prince Electoral dès qu'il sera majeur, à tous droits & pretensions sur la portion assignée à Monseigneur le Dauphin, & sur celle qui doit être assignée à l'Archiduc Charles dans l'article suivant, & que de tout cela ils feront depêcher des Actes solennels dans la plus forte, & la meilleure forme, qu'il se pourra, à sçavoir l'Electeur de Baviere dans la qualité cy dessus dite, lors du décès de sa Majesté Catholique sans enfans, & ledit Prince Electoral, dès qu'il sera majeur.

VI. On exceptera toutefois encore desdites cessions & assignations le Duché de Milan, que les deux Seigneurs Rois, & les Seigneurs Etats Generaux sont convenus devoir être donné à l'Archiduc Charles d'Autriche, second Fils du Serenissime & très-puissant Prince Leopold, élu Empereur des Romains, en partage & extinction de toutes les pretensions & droits, que ledit Empereur, le Roi des Romains, l'Archiduc Charles son second Fils, tous ses autres enfans mâles ou femelles & descendans, ses Successeurs & heri-

169^s
110^{et}. tiers, nés & à naître, pourroient avoir sur ladite succession d'Espagne, lequel Archiduc aura en toute propriété & possession pleniére ledit Duché de Milan, pour lui, ses heritiers & Successeurs, nés & à naître, pour aussi en jouir à perpetuité, sans pouvoir être jamais troublé sous quelque pretexte que ce soit, de droits & de pretensions, directement ou indirectement, de la part du Roi Très-Chrétien & de mondit Seigneur le Dauphin, ou des Princes ses enfans & descendans, ses heritiers & Successeurs, nés & à naître, ny aussi de la part de l'Electeur de Baviere, au nom du Prince Electoral, son Fils aîné, ni dudit Prince Electoral, leurs enfans, descendans, heritiers & Successeurs, nez & à naître.

VII. Moyennant lequel Duché de Milan, l'Empereur aussi tant en son propre nom, qu'en celui du Roi des Romains, de l'Archiduc Charles son second Fils, ses enfans, mâles ou femelles, leurs enfans, heritiers & Successeurs, nez & à naître; comme aussi le Roi des Romains, & l'Archiduc Charles, dès qu'il sera majeur, pour lui même, leurs enfans, heritiers & Successeurs, nez & à naître, se tiendront satisfaits, que l'Archiduc Charles ait en extinction de toutes leurs pretensions sur la succession d'Espagne, la cession faite cy-dessus dudit Duché de Milan; & ledit Empereur tant en son propre nom, qu'en celui du Roi des Romains, de l'Archiduc Charles son second Fils, ses enfans, mâles ou femelles, & les leurs, leurs heritiers & Successeurs; comme aussi ledit Roi des Romains, en son propre nom, renonc-
ront

ront lors du décès de sa Majesté Catholique ; & l'Archiduc Charles , dès qu'il sera majeur , à tous autres droits & pretensions sur ladite Couronne d'Espagne , & sur les autres Royaumes , Iles , Etats , païs & places qui en dependent , qui composent les Partages , & les portions , assignés cy-dessus à Monseigneur le Dauphin , & au Prince Electoral de Baviere ; & que de tout cela ils feront dépêcher des actes solennels dans la plus forte , & la meilleure forme , qu'il se pourra , sçavoir l'Empereur , & le Roi des Romains , lors du décès de sa Majesté Catholique sans enfans , & l'Archiduc Charles , dès qu'il sera Majeur.

1698.
1107.

VIII. Le present Traité sera communiqué à l'Empereur , & à l'Electeur de Baviere , par le Roi de la grande Bretagne , & les Seigneurs Etats Generaux aussi-tôt après la signature , & l'échange des ratifications ; & sa Majesté Imperiale le Roi des Romains , & ledit Electeur seront invités de l'approuver lors du décès de sa Majesté Catholique sans enfans ; & l'Archiduc Charles , ainsi que le Prince Electoral de Baviere dès qu'ils seront Majeurs.

IX. Que si l'Empereur , le Roi des Romains , ou l'Electeur de Baviere refusent d'y entrer , les deux Seigneurs Rois , & les Seigneurs Etats Generaux empêcheront le Prince , Fils ou Frere de celui , qui refusera d'entrer en possession de ce qui lui sera assigné , & sa portion demeurera comme en sequestre entre les mains des Vice-Rois , Gouverneurs & autres Regens , qui y gouvernent de la part du Roi d'Espagne , lesquels ne pourront

1698. s'en defaisir , que du consentement des deux
 1108. Seigneurs Rois , & des Seigneurs Etats Generaux , jusques à ce qu'il aura agréé ledit partage , & cette Convention ; & en cas que nonobstant cela il voulut prendre possession de sa portion , ou de celle , qui sera assignée aux autres , lesdits Seigneurs Rois , & lesdits Seigneurs Etats Generaux , comme aussi ceux qui se contenteront de leur partage en vertu de cette convention , l'empêcheront de toute leur force.

X. Le Roi d'Espagne venant à mourir sans enfans & ainsi le susdit cas arrivant , les deux Seigneurs Rois , & les Seigneurs Etats Generaux s'obligent de laisser toute la succession dans l'état , comme alors elle se trouvera , sans s'en saisir en tout , ou en partie , directement ou indirectement ; mais chaque Prince pourra d'abord se mettre en possession de ce qui lui est assigné pour son partage , dès qu'il aura satisfait de sa part aux articles cinq , six , sept & neuvième , precedans celui-ci ; & s'il y trouve de la difficulté les deux Seigneurs Rois , & les Seigneurs Etats Generaux feront tous leurs devoirs possibles , afin que chacun soit mis en possession de sa portion selon cette convention , & qu'elle puisse avoir son entier effet , s'engageant à donner par terre , & par mer , les secours & assistances d'hommes , & de Vaisseaux necessaires , pour contraindre par la force ceux , qui s'opposeront à ladite convention.

XI. Si lesdits deux Seigneurs Rois , & les Seigneurs Etats Generaux , ou quelqu'un d'eux , sont attaquez , de qui que ce soit , à cause de cette convention , ou de l'exécution ,

tion qu'on en fera , on s'assistera mutuellement l'un l'autre , avec toutes ses forces , & on se rendra garant de la ponctuelle exécution de ladite convention , & des renonciations faites en consequence.

1698.

1108.

XII. Seront admis dans le présent Traité tous Rois & Princes & Etats , qui voudront y entrer , & il sera permis auxdits deux Seigneurs Rois , & aux Seigneurs Etats Generaux , & à chacun d'eux en particulier , de requerir & inviter tous ceux qu'ils trouveront bon de requerir & inviter , lesquels seront semblablement garants de l'exécution de ce Traité , & de la validité des renonciations , qui y sont contenues.

XIII. Et pour assurer encore davantage le repos de l'Europe , lesdits Rois , Princes & Etats , seront non seulement garans de ladite execution du présent Traité , & de la validité desdites renonciations , comme cy-dessus ; mais si quelqu'un des Princes , en faveur desquels les partages sont faits , vouloit dans la suite troubler l'ordre établi par ce Traité , faire de nouvelles entreprises y contraires , & ainsi s'agrandir aux depens des autres sous quelque pretexte que ce soit , la même garantie du Traité sera sensée devoir s'étendre aussi en ce cas , en sorte que les Rois , Princes & Etats , qui la promettent , seront tenus d'employer leurs forces , pour s'opposer auxdites entreprises , & pour maintenir toutes choses dans l'état convenu par lesdits articles.

XIV. Que si quelque Prince que ce soit , s'oppose à la prise de possession des partages convenus , lesdits deux Seigneurs Rois , & les

1698. Seigneurs Etats Generaux seront obligez de
 1108. s'entrayder l'un l'autre contre cette opposition,
 & de l'Empêcher avec toutes ses forces, & l'on
 conviendra d'abord après la signature du pre-
 sent Traité de la proportion, que chacun
 doit contribuer, tant par Mer, que par
 Terre.

XV. Le present Traité sera ratifié & ap-
 prouvé par lesdits deux Seigneurs Rois, &
 les Seigneurs Etats Generaux, & les lettres
 de ratification seront échangées dans le terme
 de trois semaines, ou plutôt si faire se peut
 à compter du jour de la signature. En foi
 de quoi nous avons signé la presente, & mis
 le cachet de nos Armes. Fait à la Haye le
 11. Octobre 1698.

Etoit signé.

(L.S) *Portland* (L.S) *Tallard*. (L.S) *F. Verbolt*
 (L.S.) *Williamson*. (L.S.) *F. B. de Rbeede*,
 (L.S.) *A. Heinsius*.
 (L.S.) *Johan Becker*.
 (L.S.) *J. vander Does*.
 (L.S.) *W: van Haren*.
 (L.S.) *Ar: Lemker*.
 (L.S.) *J. de Drems*.

En explication des articles cinq, sept &
 dix du Traité, passé à la Haye ce jourd'hui
 on est convenu, que quoique l'Archiduc
 Charles ne doive donner son acte de renon-
 ciation, que quand il sera majeur, pourvu
 que l'Empereur, & le Roi des Romains aient
 donné les leurs, ledit Archiduc pourra en-
 trer

trer en possession de son partage lors du décès de sa Majesté Catholique , sans enfans , 1698.
 quoy que Mineur : bien entendu , que ledit 11 Oct.
 Archiduc fera toujours obligé de donner son
 Acte de Renonciation , quand il sera majeur ;
 & pareillement on est convenu , que quoy
 que le Prince Electoral de Baviere soit mineur ,
 pourvû que l'Electeur de Baviere son
 Pere en qualité de Pere , & de legitime Tuteur
 & Administrateur dudit Prince ait donné le sien ,
 ledit Prince Electoral de Baviere
 pourra entrer en possession de son partage ,
 lors du décès de sa Majesté Catholique sans
 enfans , quoy que mineur : bien entendu ,
 que ledit Prince Electoral de Baviere sera
 toujours obligé de donner son Acte de Renonciation ,
 dès qu'il sera majeur : en foi de quoy Nous ,
 qui avons signé le Traité avons aussi signé le
 present article , & mis le cachet de nos Armes.
 Fait à la Haye ce 11. Octobre 1698.

Etoit signé ,

(L.S) *Portland* (L.S) *Tallard* (L.S) *F. Verboelt*

(L.S.) *Williamson.* (L.S.) *F. B. de Rbeede.*

(L.S.) *A. Heinsius.*

(L.S.) *Johan Becker.*

(L.S.) *J: vander Does.*

(L.S.) *W. van Haren.*

(L.S.) *Ar: Lemker.*

(L.S.) *J. de Drews.*

1699.

29 Mai

T A R I F

Arreté entre la France, & la Hollande a Paris le 29 Mai, avec la Ratification dudit Tarif. Du 8 Decembre 1699.

L OUIS PAR LA GRACE DE DIEU, ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE : A tous ceux qui ces presentes Lettres verront SALUT. Ayant vû & examiné le Tarif du vingtneuf May dernier, contenant les Droits qui seront payez tant aux Entrées de nôtre Royaume sur les Denrées & Marchandises du cru, pêche & fabrique des sujets de nos très-chers & grands Amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas ; qu'aux Entrées desdites Provinces Unies, sur les Denrées & Marchandises du cru & fabrique de France, fait & arrêté en execution de l'Article XII. du Traité de Commerce conclu à Ryswick le 20. Septembre 1697. entre nos amez & feaux Conseillers Secretaires, Maison, Couronne de France & de nos Finances, Jean-Baptiste de Lagny, Directeur General du Commerce ; Jean Remy Henault, Secretaire & Greffier du Conseil d'Erat & Privé, & Antoine Peletyer, tous trois Commissaires de nôtre part : Et Guillaume Nieuport, Commissaire député pour cet effet de la part desdits Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas ; duquel Tarif la teneur s'ensuit.

TARIF

TARIF arrêté entre les Commissaires du ^{1699.}
 Roi Très-Chrétien & le Commissaire des ^{29 Mai}
 Hauts & Puissans Seigneurs les Etats
 Generaux des Provinces-Unies des Pais-
 Bas, en execution de l'Article XII. du
 Traité de Commerce conclu à Ryswick
 le 20 Septembre 1697. contenant les
 Droits qui seront payez tant aux Entrées
 du Royaume sur les Denrées & Marchan-
 dises du cru, pêche & fabrique des Su-
 jets des Etats Generaux, qu'aux Entrées
 des Provinces-Unies sur les Denrées &
 Marchandises du cru & fabrique de
 France.

L E ROY Très-Chrétien & les Etats Ge-
 neraux des Provinces-Unies des Pays-
 Bas, desirant d'exécuter l'Article XII. du
 Traité de Commerce conclu à Ryswick le 20.
 Septembre 1697. & conformément à la dispo-
 sition de cet Article. faire un nouveau Tar-
 rif commun, suivant la convenance recipro-
 que, auroient nommé des Commissaires pour
 y travailler; sçavoir, de la part de Sa Maje-
 sté, Jean Baptiste de Lagny, Conseiller Se-
 cretaire du Roi, & Directeur General du
 Commerce; Jean Remy Henault, Conseiller
 Secretaire du Roi, Secretaire & Greffier du
 Conseil d'Etat & Privé; & Antoine Pele-
 tyer, Conseiller Secretaire du Roi: Et de la
 part des Etats Generaux, Guillaume Nieu-
 port, lequel se seroit rendu pour cet effet
 dans la Ville de Paris, où lesdits Sieurs Com-

1699. missaires après diverses Conferences tenuës
 29 Mai pour satisfaire à l'Article XII. dudit Traité,
 & achever de rétablir le Commerce & la
 Navigation reciproque entre les deux Na-
 tions, sont convenus unanimement que les
 Espèces comprises dans les Articles suivans
 ne payeront, à commencer du premier jour
 de Juillet prochain, aux Entrées du Royau-
 me, que les droits cy-après reglez au lieu de
 ceux portez par le Tarif du 18. Avril 1667.
 & par les Arrêts posterieurs;

S Ç A V O I R,

Baleine coupée & aprêtée, le cent pesant
 payera neuf livres, cy 9. l.

Baracans, la piece vingt-deux aunes paye-
 ra cinq livres, cy 5. l.

Beurre d'Hollande, le cent pesant payera
 douze sols, cy 12. s.

Buffles, Essans & Cerfs passez en Buffles,
 Collets & Coltins de Buffles, le cent pesant
 payera vingt-six livres, cy 26. l.

Camelots à ondes & demy foye & de tou-
 tes autres sortes, la piece de vingt aunes paye-
 ra huit livres, cy 8. l.

Cire blanche, le cent pesant payera onze
 livres, cy 11. l.

Cuir de Bœuf tannez de routes sortes, la
 douzaine payera quatorze livres, cy 14. l.

Cuir de Vachez tannez, la douzaine paye-
 ra sept livres, cy 7. l.

Drap d'Hollande de routes sortes & cou-
 leurs, la piece de vingt-cinq aunes payera
 cinquante-cinq livres, cy 55. l.

Et

Et les pieces de plus grande ou moindre longueur, à proportion. 1699.

Fanons de baleine, le cent en nombre tant grands que petits du poids de trois cens livres ou environ payera vingt livres, cy 20. l. 29 Mai

Fer blanc, le baril de quatre cens cinquante feuilles doubles payera vingt livres, cy 20. l.

Le Baril de simples feuilles payera dix livres, cy 10. l.

Fromages d'Hollande de toutes sortes, le cent pesant payera une livre dix sols, cy 1. l. 10. s.

Huile & graisse de Baleine & d'autres poissons, la Barique du poids de cinq cens vingt livres payera sept livres dix sols, cy 7. l. 10. s.

Moruë verte ou Cabillaud salé, le Baril pesant trois cens livres payera cinq livres, cy 5. l.

Et les Barils pesans plus ou moins, payeront à proportion.

Maquereaux, le Lest de douze Barils payera douze livres, cy. 12. l.

Plumes à écrire, le cent pesant payera quatre livres, cy 4. l.

Pipes à Tabac, la grosse de douze douzaines payera cinq sols, cy. 5. s.

Porcelaine contrefaite ou Fayence d'Hollande, le cent pesant payera dix livres, cy 10. l.

Rubans de fil, le cent pesant payera huit livres, cy 8. l.

Ratines drapées ou aprêtées en drap de cinq quarts, ou quatre tiers de largeur, la piece de

1699. de vingt-cinq aunes payera cinquante-cinq li-
 29 Mai vres, cy 55. l.

Et les pieces de plus grande ou de moindre longueur, à proportion.

Ratines drapées de deux tiers de large, la piece de vingt-cinq aunes payera vingt-sept livres dix-sols, cy 27. l. 10. s.

Ratines frisées de cinq quarts ou quatre tiers de largeur, la piece de vingt-cinq aunes payera quarante-deux livres, cy 42. l.

Ratines frisées de deux tiers de largeur, la piece de vingt-cinq aunes payera vingt-une livres, cy 21. l.

Soyes de Porc, le cent pesant payera quatre livres, cy 4. l.

Savon vert, noir, mol & liquide, le cent pesant payera deux livres, cy 2. l.

Serges de Seigneur, & Serges façon d'Escot, la piece de vingt aunes payera huit livres, cy 8. l.

Serges drapées façon de Florence, Angleterre & autres Pais, blanches & teintes, la piece depuis treize jusqu'à quinze aunes payera onze livres, cy 11. l.

Sucre raffiné en pain ou en poudre, Candis, blanc & brun, le cent pesant payera vingt-deux livres dix sols, cy 22. l. 10. s.

Toiles d'Hollande fines & ouvrées, soit cruës, jaunes, blanches & bisettes, tant fines, moyennes que grosses, la piece de quinze aunes payera deux livres, cy 2. l.

I. LES Denrées & les Marchandises du cru des pêches & de la fabrique des Sujets des Etats Generaux specifiez en la presente convention payeront les droits cy-devant expliquez.

quez à toutes les Entrées du Royaume, Terres & Pais de l'obéissance du Roi. 1699.

29 Mai

II. LES Denrées & les Marchandises du cru, des pêches & de la fabrique des Sujets des Etats Generaux non comprises dans la presente convention, ensemble toutes les Marchandises de leur Commerce contenuës dans le Tarif du 18. Avril 1667. ou dans les Declarations & Arrêts posterieurs payeront pareillement à toutes les Entrées du Royaume, Terres & Pais de l'obéissance du Roi les Droits ordonnez par ledit Tarif & par lesdites Declarations & Arrêts posterieurs.

III. LES Droits établis par la presente Convention, & ceux compris dans les deux Articles precedens, seront également payez dans le tems des Foires sur les Denrées & Marchandises du cru, des pêches, fabrique & Commerce des Provinces-Unies, tant par les Sujets de sa Majesté que par ceux des Etats Generaux : ce qui sera pareillement executé, même à l'entrée des Ports des Villes de Dunkerque & de Marseille, le tout nonobstant toutes franchises & privileges, sans préjudice néanmoins de l'exécution de l'Article neuf du Traité de Commerce de Ryswick pour les Marchandises de Levant.

IV. TOUTES les autres Denrées & Marchandises du cru, de la pêche & fabrique des Sujets des Etats Generaux, ensemble toutes les Marchandises de leur Commerce, qui ne sont point exprimées dans la presente Convention, ni dans le Tarif du 18. Avril 1667 ni dans les Déclarations & Arrêts posterieurs, payeront aux entrées & aux Sorties les Droits portez par le Tarif du 18. Septembre 1664.

par

1699. par tout où il a cours , & dans les autres
29. Mai Provinces du Royaume , les Droits ordon-
nez par les differens Tarifs qui y sont exe-
cutez.

V. L E S Denrées & les Marchandises dont les Droits aux Sorties & aux entrées ne sont point fixez par les Tarifs de 1664. & 1667. par les Edits , Declarations & Arrêts postérieurs , ni par cette Convention , payeront cinq pour cent à la Sortie , & cinq ou dix pour cent à l'entrée , suivant les deux derniers Articles mis à la fin de l'Etat des entrées & des Sorties qui composent le Tarif de 1664. dans les lieux où il a cours ; & dans les autres Provinces du Royaume , suivant qu'il est réglé par les differens Tarifs qui y sont executez.

VI L E S Edits , Declarations & Arrêts qui fixent les Ports & les Bureaux par lesquels certaines Denrées & certaines Marchandises peuvent entrer dans le Royaume , Terres & Pais de l'obéissance du Roi , à l'exclusion de tous autres lieux & passages , ensemble les Edits , Declarations & Arrêts qui défendent l'entrée dans l'étendue des Pais de l'obéissance du Roi , de certaines Denrées & Marchandises , & ceux qui défendent la Sortie de quelques autres , seront executez selon leur forme & teneur.

VII. C O M M E aussi lesdits Sieurs Commissaires sont convenus que les Denrées & Marchandises du cru & fabrique de France , Terres & Pais de l'obéissance du Roi , cy-après déclarées , ne payeront , à commencer du premier jour de Juillet prochain , aux entrées des Pays , Terres & Seigneuries de
l'o-

l'obéissance des Etats Generaux des Provinces Unies des Pais-Bas , que les Droits cy après. 1699. 29 Mai

S Ç A V O I R ,

Beurre , le cent pesant payera dix sols ,
cy 10. f.

Fromage , le cent pesant payera un florin
quatre sols , cy 1. fl. 4. f.

Jambons , le cent pesant payera un florin
douze sols , cy 1. fl. 12. f.

Melasse ou Sirop sortant du sucre , le cent
pesant payera cinq florins , cy 5. fl.

Cidre & Poiré , le Tonneau composé de
quatre barriques , deux pipes , trois poin-
çons ou six tierçons , payera quatre florins ,
cy 4. fl.

Verres à faire vitres , le panier payera
dix sols , cy 10. f.

Verres à boire payeront cinq pour cent de
leur valeur.

Verjus , le Tonneau composé de quatre
barriques , deux pipes , trois poinçons ou six
tierçons , payera quatre florins , cy 4. fl.

Vinaigre , le Tonneau composé aussi de
quatre barriques , deux pipes , trois poin-
çons ou six tierçons , payera deux florins huit
sols , cy 2. fl. 8. f.

Et pareillement lesdits Sieurs Commissai-
res sont convenus que le Vif argent ne payera
à la Sortie des Pais, Terres & Seigneuries des
Etats Generaux pour la France , Pays , Ter-
res & Seigneuries de l'obéissance du Roi , le
cent pesant que quatre florins , cy 4. fl.

VIII. Les Denrées & les Marchandises
cy

1699.
29 Mai

cy-dessus ne payeront pour tous Droits que les sommes fixées par la presente Convention sur chacune espece : Et à l'égard des Denrées & Marchandises du cru , fabrique & commerce des Sujets du Roi , non comprises dans la presente Convention , elles payeront les Droits ordonnez par les Tarifs des Provinces-Unies des Pais-Bas , & ceux qui y sont presentement établis & en pratique.

IX. T O U S les Articles contenus en la presente Convention , seront executez pendant le tems porté par l'Article XLIV. du Traité de Commerce de Ryswick , & auront la même force & vigueur que s'ils y étoient inferez , sans au surplus déroger audit Traité , comme aussi les Ratifications en seront données en bonne forme , & échangées dans le tems de quinze jours , à compter de ce jourd'hui.

X. E N foy de quoi , Nous Commissaires de Sa Majesté & des Seigneurs Etats Generaux , en vertu de nos ordres & pouvoirs , avons signé ces Presentes à Paris ce 29. jour de May 1699.

D E L A G N Y.

H E N A U L T. G U I L L A U M E N I E U P O R T.

P E L E T Y E R.

8 Dec.

NO U S 'ayant agréable ledit Tarif en tous les points & articles qui y sont contenus , avons icelui accepté , approuvé , ratifié & confirmé ; & par ces Presentes signées de nôtre main , acceptons , approuvons , ratifions & confirmons : promettant en foy & parole de Roy , de l'accomplir , observer & faire.

& faire observer sincerement & de bonne foy, sans souffrir qu'il y soit allé directement ou indirectement au contraire pour quelque cause & occasion que ce puisse être. En témoin de quoi Nous avons fait mettre nôtre Scel à ces Presentes. Donné à Versailles le trentième jour de Juillet, l'an de grace mil six cens quatre-vingt dix-neuf, & de nôtre regne le cinquante-septième. Signé, LOUIS. Et plus bas : par le Roy, COLBERT. Et scellé en cire jaune sur lacs de soye bleuë & or.

1699.
8 Dec.

PAR le Tarif arrêté le vingt-neuvième May mil six cens quatre-vingt dix-neuf, entre Nous Jean Baptiste de Lagny, Conseiller Secretaire du Roy, & Directeur General du Commerce, Jean Henry Henault, Conseiller Secretaire du Roy, Secretaire du Conseil d'Etat & Privé; & Antoine Peletyer, aussi Conseiller Secretaire du Roy, Commissaires nommez à cet effet de la part de Sa Majesté : Et Guillaume Nieuport, aussi Commissaire nommé de la part des Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas; Il a été convenu unanimement que les Especes comprises dans les Articles qui composent ledit Tarif, ne payeront à commencer du premier jour de Juillet 1699. tant aux Entrées du Royaume qu'aux Entrées desdites Provinces-Unies, que les Droits specifiez par ledit Tarif, au lieu de ceux portez par le Tarif du dix-huit Avril 1667. Et par les Arrêts posterieurs, & par l'Article IX. dudit Tarif, il est porté que les Ratifications en seront échangées en bonne forme, dans le tems de quinze jours, à compter

1699. ter de celui de sa Signature : Mais comme
 8 Dec. l'échange des Ratifications n'a pas été fait dans le tems prescrit par ledit Article, & qu'il n'a pû se faire que depuis l'expiration dudit jour premier juillet ; Nousdits Commissaires de Sa Majesté & desdits Etats Generaux , en vertu de nos Pouvoirs respectifs & suffisans , sommes convenus que l'exécution dudit Tarif qui devoit commencer ledit jour premier Juillet 1699. ne commencera que le premier Janvier 1700. & que la presente Declaration aura la même force & vertu que ledit Tarif. En témoin de quoy , Nousdits Commissaires avons signé la Presente de nôtre main. A Paris le septième Decembre mil six cens quatre-vingt dix-neuf.

DE LAGNY.

HENAUT. GUILLAUME NIEUPORT.

PELETYER.

DECLARATION DU ROI.

*Pour l'enregistrement & execution du Tarif
arrêté entre la France & la Hollande.*

1699. LOUIS PAR LA GRACE DE DIEU ,
 12 Dec. LROY DE FRANCE ET DE NAVARRE : A tous ceux qui ces presentes Lettres verront , SALUT. Par l'Article XII. du Traité de Commerce conclu à Ryswick le 21. Septembre 1697. entre Nous & les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, il a été arrêté qu'il sera fait un nouveau Tarif commun & suivant la convenance reciproque , en execution duquel les Commissaires nommez par Nous & par lesdits Etats Gene-

Generaux , seroient après diverses conferen-^{1699.}
ces convenus dudit nouveaux Tarif qu'ils au-^{12 Dec.}
roient arrêté & signé le vingt-neuvième de
May dernier , contenant les Droits qui seront
payez ; à commencer du premier Juillet lors
prochain , tant aux Entrées de nôtre Royau-
me sur les Dentrées & Marchandises des Su-
jets desdits Etats Generaux , qu'aux Entrées
des Provinces-Unies sur les Dentrées & Mar-
chandises de France ; lequel Tarif n'a été
ratifié par Nous & par lesdits Etats Gene-
raux que le trente Juillet dernier. Au mo-
yen de quoy l'échange des Ratifications n'a-
yant pû être fait dans le tems porté par ledit
Tarif , il a été convenu que l'execution n'en
commenceroit de part & d'autre qu'au pre-
mier Janvier de l'année prochaine 1700. au-
quel effet Nous avons résolu de revêtir ledit
Tarif de nôtre autorité , & de le rendre pu-
blic pour avoir lieu dans nôtre Royaume , &
servir de regle aux Fermiers de nos Droits ,
leurs Commis & Préposez , & aux Negocians
des deux Nations. A CES CAUSES , de
l'avis de nôtre Conseil qui a vû ledit Tarif du
29. May dernier , attaché sous le Contrescel
des Presentes , & de nôtre certaine science ,
pleine puissance & autorité Royale , Nous
avons dit & ordonné , disons & ordonnons ,
voulons & Nous plaît , qu'à commencer du
premier Janvier prochain ledit Tarif du 29.
May dernier , & les Articles y contenus soient
executez selon leur forme & teneur dans l'é-
tendue de nôtre Royaume , Pais , Terres &
Seigneuries de nôtre obeissance. SI DON-
NONS EN MANDEMENT à nos amez &
seaux Conseillers les Gens tenans nôtre Cour
des

1699. des Aides à Paris , que ces Presentes , en-
 12 Dec. semble ledit Tarif , ils ayent à faire regi-
 trer , & le contenu en iceux garder & ob-
 server selon leur forme & teneur , nonob-
 stant tous Edits , Declarations , Arrêts &
 choses à ce contraires , auxquels Nous avons
 dérogé & dérogeons par cesdites Presentes :
CAR TEL EST NÔTRE PLAISIR. En témoin
 de quoi Nous avons fait mettre nôtre Scel à
 cesdites Presentes. **Donné à Versailles le**
huitième jour de Decembre l'an de grace
mil six cens quatre-vingt dix-neuf , & de nô-
tre Reigne le cinquante-septième. Signé ,
LOUIS. Et sur le repli , par le Roy ,
PHÉLYPEAUX. Et scellé du grand Sceau
 de cire jaune.

Registrées en la Cour des Aides , Ouy & ce
requérant le Procureur General du Roy , pour
être executées selon leur forme & teneur , le
12. Decembre 1699.

Signé, DE ROSSET.



P A R T A G E ,

De la Monarchie d'Espagne , entre le Roi très - Chrétien , le Roi de la Grande Bretagne , & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces - Unies des Pays - Bas : Conclu à la Haye le 25 Mars 1700.

QU'il soit notoire à tous ceux qui verront les presentes.. Que le Serenissime & très puissant Prince Louis XIV. par la grace de Dieu Roi de France &c. , & le Serenissime & très puissant Prince Guillaume III. aussi par la grace de Dieu Roy de la Grande Bretagne, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies des Pais-bas, n'ayant rien plus à cœur que de fortifier par de nouvelles liaisons la bonne intelligence retablie entre Sa Majesté très-Chrétienne, Sa Majesté de la Grande Bretagne, & les Seigneurs Etats Generaux, par le dernier Traité conclu à Ryswick, & de prévenir, par des mesures prises à tems, les evenemens qui pourroient exciter une nouvelle guerre dans l'Europe, ont donné pour cet effet leurs pouvoirs pour convenir d'un nouveau Traité; sçavoir Sa Majesté très-Chrétienne au sieur Camille d'Autem, Comte Tallard, Lieutenant General des Armées du Roy en sa Province de Dauphiné, Ambassadeur Extraordinaire de France en Angle-

E c

terre,

1700. terre, & au Sieur Gabriel Comte de Briord,
 25 Ma: Marquis de Senosan, Conseiller du Roy en
 tous ses conseils, & son Ambassadeur Ex-
 traordinaire auprès des Seigneurs Etats Ge-
 neraux des Provinces Unies des Pais-Bas;
 sa dite Majesté Britannique au Sieur Guil-
 laume Comte de Portland Vicomte de Ci-
 rencester, Baron de Woodstock, Chevalier
 de l'Ordre de la Jarretiere, & Conseiller du
 Roy en son conseil Privé, & au Sieur Edoüard
 Comte de Jersey, Vicomte de Villers, Ba-
 ron de Hoo; Chevalier Marechal d'Angle-
 terre, Premier Secrétaire d'Etat, & Conseil-
 ler du Roy en son conseil Privé; & les Sei-
 gneurs Etats Generaux à Jean van Essen
 Bourgmaitre & Sénateur de la Ville de Zut-
 phen, Curateur de l'Université de Har-
 derwick; Frid. Baron de Rede St. Antoi-
 ne &c, de l'Ordre de la noblesse de Hollan-
 de & Westfrise; Antoine Heinsius, Con-
 seiller Pensionnaire, Garde du Grand Seau,
 & Sur-intendant des Fiefs des mêmes Pro-
 vinces; Guillaume de Nassau, Seigneur d'O-
 dyck, Cortgene &c., & premier noble,
 représentant la noblesse dans l'Assemblée des
 Etats de Zelande; Everard de Weede Sei-
 gneur de Dyckvelt, Rateles &c., Seigneur
 Fondataire d'Oudewater, Scholastre du
 Chapitre Imperial de St. Marie à Utrecht,
 Dyck-graef de la Rivière du Rhin dans la
 Province d'Utrecht, & Président des Etats
 de la même Province; Guillaume van Ha-
 ren, député de la Noblesse aux Etats de Fri-
 se, & Curateur de l'Université de Franeker;
 Arnold Lemkes Bourgmaitre de la Ville de
 Deventer; & Jean de Hekke, Sénateur de la
 Ville

Ville de Groningue, tous Deputez dans l'Assemblée des Etats Generaux, de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & de West-^{1700.}
 frise, de Zelande, Utrecht, Frise, Over-^{25 Ma:}
 Yssel, Groningen & Omelande, lesquels, en vertu de leurs pouvoirs, sont convenus des Articles suivans.

I. La paix retablie par le Traité de Ryf-
 wick entre Sa Majesté très Chrétienne, Sa
 Majesté Britannique, & les Seigneurs Etats
 Generaux des Provinces Unies, leurs Heri-
 tiers & successeurs, leurs Royaumes, Etats &
 sujets, sera ferme & constante & leurs Maje-
 stés & les Etats Generaux feront reciproque-
 ment tout ce qui pourra contribuer à l'avan-
 tage & à l'utilité de l'un & de l'autre.

II. Comme le principal but que Sa Majesté
 très Chrétienne, Sa Majesté de la Grande
 Bretagne, & lesdits Seigneurs Etats Gene-
 raux se proposent, est celui de maintenir la
 tranquillité generale de l'Europe, ils n'ont pû
 voir sans douleur que l'Etat de la santé du
 Roy d'Espagne soit depuis quelque tems ve-
 nu si languissant, qu'il y a tout à craindre
 de la vie de ce Prince: quoi qu'ils ne puissent
 tourner leurs pensées du côté de cet évène-
 ment sans affliction, par l'amitié sincère &
 veritable qu'ils ont pour lui, Ils ont cepen-
 dant estimé qu'il étoit d'autant plus necessaire
 de prévoir que Sa Majesté Catholique n'ayant
 point d'Enfans, l'ouverture de la succession
 exciteroit infailliblement une nouvelle guer-
 re, si le Roy très Chrétien soutenoit ses pre-
 tensions & celles de Monseigneur le Dau-
 phin ou de ses descendans sur toute la suc-
 cession d'Espagne, & que l'Empereur voulut

1700. aussi faire valoir ses pretensions , celles du
25 *Ma:* Roy des Romains , & de l'Archiduc Charles , son second fils , ou de ses autres enfans , mâles ou femelles sur ladite succession.

III. Et comme les deux Seigneurs Rois , & les Seigneurs Etats Generaux , desirerent sur toutes choses la conservation du repos public , & d'éviter une nouvelle guerre dans l'Europe , par un accommodement des disputes & differens qui pourroient survenir à cet effet de ladite succession , ou par l'ombrage de trop d'Etats réunis sous un même Prince , ils ont trouvé bon de prendre par avance des mesures necessaires pour prevenir les malheurs que le triste événement de la mort du Roy Catholique sans Enfans pourroit produire.

IV. Pour cet effet il a été accordé & convenu que si le susdit cas arrivoit , le Roy très-Chrétien , tant en son propre nom qu'en celui de Monseigneur le Dauphin , ses enfans mâles ou femelles , Heritiers & Successeurs , nez & à naître , comme aussi mondit Seigneur le Dauphin , pour soi-même , ses Enfans , mâles ou femelles , heritiers ou successeurs , nez ou à naître , se tiendront satisfaits , comme ils se tiennent satisfaits par le Present : Que Monseigneur le Dauphin ait pour son partage en toute propriété , possession , pleniére extinction de toutes ses pretensions sur la succession d'Espagne , pour en jouir lui , ses Heritiers Successeurs , descendants mâles ou femelles , nez & à naître à perpetuité , sans pouvoir jamais être troublé , sous quelque pretexte que ce soit , de droit ou de pretension , directement ou indirectement ; même par Cession , Appel , Revolte

te ou autre voye que ce puisse être , de la part de l'Empereur , du Roi des Romains , du Serenissime Archiduc Charles , son second fils , des Archiduchesses , & de ses autres enfans , mâles ou femelles , descendans , ses Heritiers & Successeurs nez & à naître : Les Royâumes de Naples & de Sicile en la manière que les Espagnols les possèdent presentement ; Toutes les Places dependantes de la Monarchie d'Espagne , situées sur la côte de Toscane , & Iles adjacentes , comprises sous le nom de Santo Stefano , Porto Hercule , Orbitello , Talamone , Porto Longone , Piombino , en la manière aussi que les Espagnols les tiennent presentement ; la Ville & le Marquisat de Final , de la maniere pareillement que les Espagnols les tiennent ; la Province de Guipuscoa , nommément la Ville de Fontarabie & de St. Sebastien , situées dans cette Province , & spécialement le Port du Passage , avec ce qui y est compris ; avec cette restriction seulement , que s'il y a quelques lieux dependans de ladite Province qui se trouvent situés au de là des Pirenées , & autres Montagnes de Navarre , d'Alava ou de Biscaye du côté d'Espagne , ils resteront à l'Espagne ; & s'il y a quelques lieux pareillement dépendans des Provinces soumises à l'Espagne , qui soient en deça des Pirenées ou autres Montagnes de Navarre , d'Alava ou de Biscaye , dans la Province de Guipuscoa , ils resteront à la France ; & les trajets desdites Montagnes , & lesdites Montagnes qui se trouveront entre lesdites Provinces de Guipuscoa , Navarre , Avala & de Biscaye , à qui elles apartiennent , seront partagées entre

1700.
25 Ma:

la France & l'Espagne; en sorte qu'il restera autant desdites Montagnes, & trajets à la France de son côté qu'il en restera à l'Espagne du sien. Le tout avec ses fortifications, munitions de guerre & de bouche, poudre, boulets, Canons, Galeres & Chiourmes qui se trouveront appartenir au Roy d'Espagne, lors de son décès sans enfans, & être attachés aux Royaumes, places, Isles & Provinces qui doivent composer le partage de Monseigneur le Dauphin: bien entendu que les Galeres, Chiourmes, & autres effets appartenant au Roi d'Espagne par le Royaume d'Espagne, & autres États qui tombent dans le partage du Sérénissime Archiduc, luy resteront; celles qui appartiennent aux Royaumes de Naples & de Sicile, devant revenir à Monseigneur le Dauphin, ainsi qu'il est dit ci-dessus. De plus les États de Monseigneur le Duc de Lorraine, assavoir les Duchez de Lorraine & de Bar, ainsi que le Duc Charles IV: de ce nom, les possédoit & tels qu'ils ont été rendus par le Traité de Ryswick, seront cedez & transportez à Monseigneur le Dauphin, ses Enfans & Heritiers & Successeurs mâles, nez & à naître en toute propriété & possession pleniére, en la place du Duché de Milan qui sera cédé & transporté en échange audit Duc de Lorraine, ses enfans mâles & femelles, Heritiers, descendants, Successeurs nez & à naître, en toute propriété & pleniére possession, lequel ne refusera pas un parti si avantageux. Bien entendu que le Comté de Birche apartiendra à Mr. le Prince de Vaudemont, qui rentrera dans la possession des Terres, dont il a joui.

a jouï ci-devant qui lui ont été, ou dû rendre en execution du Traité de Ryswick. Moyennant lesquels Royaumes, Iles, Provinces & places ledit Roi très-Chrétien, tant en son propre nom qu'en celui de Monseigneur le Dauphin, ses Enfans mâles où femelles, héritiers & successeurs nez & à naître, lequel a aussi donné son pleinpouvoir pour cet effet au Sieur Comte de Tallard, & au Sieur Comte de Briord, promettent & s'engagent de renoncer, lors de l'ouverture de ladite succession d'Espagne, comme en ce cas ils renoncent dès à présent par celle-ci à tous les droits & pretensions sur ladite Couronne d'Espagne, & sur tous les autres Royaumes, Iles, Etats & places qui en dependent presentement, à l'exception de ce qui est énoncé ci-dessus pour son partage. Et de tout cela ils feront expedier des actes solempnels dans la plus forte & la meilleure forme qu'il se pourra, qui seront délivrés au tems de l'écheance de la Ratification de ce present Traité, au Roi de la Grande Bretagne & aux Seigneurs Etats Generaux.

V. Toutes les Villes, places & Ports situez dans les Royaumes, & Provinces qui doivent composer le partage dudit Seigneur Dauphin, seront conservés, sans pouvoir être demolis.

VI. Ladite Couronne d'Espagne & les autres Royaumes, Iles, Etats, Pais & places que le Roi Catholique possede presentement tant dedans que dehors d'Europe, seront donnez & assignez au Serenissime Archiduc Charles, second fils de l'Empereur (à l'exception de ce qui a été énoncé dans l'Ar-

1700. ticle IV. qui compose le partage de Monsei-
 25 Ma: gneur le Dauphin, & du Duché de Milan en
 conformité dudit Article IV.) en toute pro-
 priété & possession pleniére, en partage &
 extinction de toutes ses pretensions sur ladite
 succession d'Espagne, pour en jouir lui & ses
 Heritiers, successeurs, nez & à naître à per-
 petuité, sans pouvoir jamais être troublé
 sous quelque pretexte que ce soit de droits &
 pretensions, directement ou indirectement;
 même par Cession, Appel, Revolte ou au-
 tre voye, de la part du Roi très-Chrétien,
 de mondit Seigneur le Dauphin ou de ses
 Enfans mâles ou femelles, ses Heritiers suc-
 cesseurs, nez ou à naître. Moyennant la-
 quelle Couronne d'Espagne & autres Royau-
 mes, Ilës & Etats, Pais & places qui en de-
 pendent, l'Empereur tant en son propre nom,
 qu'en celui du Roi des Romains, du serenis-
 sime Archiduc Charles, son second fils, des
 Archiduchesses ses filles, ses enfans, leurs
 Enfans, mâles ou femelles, leurs Heritiers,
 descendans ou successeurs nez ou à naître,
 comme aussi le Roi des Romains pour lui; &
 le Serenissime Archiduc Charles dès qu'il
 sera Majeur pour lui-même, leurs enfans
 Heritiers & successeurs, mâles ou femelles,
 nez & à naître se tiendront satisfaits que le
 Serenissime Archiduc Charles ait en extinction
 de toutes leurs pretensions sur la succession
 d'Espagne, ladite cession faite ci-dessus. Ledit
 Empereur tant en son propre nom qu'en celui
 du Roi des Romains, & du Serenissime Ar-
 chiduc Charles, son second fils, des Archi-
 duchesses ses filles, ses enfans mâles ou fe-
 melles & ses Heritiers & successeurs; com-
 me

me aussi le Roi des Romains en son propre nom, renonceront lors qu'ils entreront en ce present Traité & qu'ils le ratifieront, & l'Archiduc Charles dès qu'il sera Majeur, à tous autres droits & prétensions sur les Royaumes, Iles, Etats, Pais & places qui composent le partage & les portions assignées ci-dessus à Monseigneur le Dauphin & à celui qui aura le Duché de Milan par échange de ce qui sera donné à mondit Seigneur le Dauphin. Et que de tout cela ils feront expedier des Actes solempnels dans la plus forte & la meilleure forme qu'il se pourra; sçavoir l'Empereur & le Roi des Romains quand ils ratifieront le present Traité, & le Serenissime Archiduc dès qu'il sera Majeur, lesquels seront delivrez à Sa Majesté Britannique & aux Seigneurs Etats Generaux.

VII. Immediatement après l'échange des Ratifications de ce present Traité, il sera communiqué à l'Empereur, lequel sera invité d'y entrer; mais si trois mois après, à compter du jour de ladite communication & de ladite invitation, ou le jour que sadite Majesté Catholique viendra à mourir, si c'étoit avant ledit terme de trois Mois, Sa Majesté Imperiale ou le Roi des Romains refusoient d'y entrer, & de convenir du partage assigné au serenissime Archiduc: les deux Seigneurs Rois, & les Seigneurs Etats Generaux conviendront d'un Prince, auquel ledit partage sera donné. Et en cas que nonobstant la presente convention ledit Serenissime Archiduc voulut prendre possession de la portion qui lui sera échue, avant qu'il eût accepté le present Traité, ou de celle qui seroit assignée

1700.
25. *Ma:*

à Monseigneur le Dauphin, ou à celui qui aura le Duché de Milan par échange, comme il est dit ci-dessus; lesdits Seigneurs Rois & les Seigneurs Etats Generaux, en vertu de cette convention l'empêcheront de toutes leurs forces.

VIII. Le Serenissime Archiduc ne pourra passer en Espagne, ni dans le Duché de Milan, du vivant de sa Majesté Catholique, que d'un commun consentement & point autrement.

IX. Si le Serenissime Archiduc vient à mourir sans enfans, soit avant ou après la mort du Roi Catholique, le partage qui lui est assigné cy-dessus par l'Article VI. de ce Traité passera à tel enfant de l'Empereur, mâle ou femelle, hors le Roi des Romains, que Sa Majesté Imperiale trouvera bon de designer: & en cas que Sa Majesté Imperiale vint à deceder sans avoir fait ladite designation, elle pourra être faite par le Roi des Romains; mais le tout à condition que ledit partage ne pourra jamais être réuni, ni demeurer à la personne qui sera Empereur ou Roi des Romains, ou qui sera devenu l'un & l'autre, soit par succession, Testament, contract de mariage, donation, échange, cession, Appel, Revolte ou autre voye; & de même le partage du Serenissime Archiduc ne pourra jamais revenir ni demeurer en la personne qui sera Roi de France ni Dauphin, ou qui sera devenu l'un & l'autre, soit par succession, Testament, contract de mariage, donation, échange, cession, Appel, Revolte ou quelque autre voye que ce soit.

X. Le Roi d'Espagne venant à mourir sans

en-

enfans, & auffi le fufdit cas arrivant, lefdits Seigneurs Rois, & Etats Generaux, s'obligent de laiffer toute la fuccellion dans l'etat, comme alors elle fe trouvera, fans s'en faifir entout ni en partie, directement ni indirectement; mais chaque Prince pourra d'abord fe mettre en poffellion de ce qui lui eft assigné pour fon partage, dès qu'il aura fatisfait de fa part aux Articles I V. & V I. precedans celui-ci, & s'il y trouve de la difficulté, les deux Seigneurs Rois & les Seigneurs Etats Generaux feront tout leur devoir poffible, afin que chacun foit mis en poffellion de fa portion felon cette convention, & qu'elle puiſſe avoir fon entier effet, s'engageant à donner par terre & par mer le fecours & aſſiſtance d'hommes & de vaiſſeaux neceſſaires pour contraindre par la force ceux qui s'oppoſeront à ladite convention.

1700.

25^{Ma}.

XI. Si lefdits Seigneurs Rois ou les Seigneurs Etats Generaux étoient attaquez par qui que ce ſoit, à cauſe de cette convention ou l'exécution qu'on en fera, on ſ'aſſiſtera mutuellement l'un l'autre, avec toutes ſes forces, & on ſe rendra Garant de la ponctuelle exécution de ladite convention, & Renonciation faite en conſequence.

XII. Seront admis dans le preſent Traité tous Rois, Princes & Etats qui voudront y entrer, & il ſera permis aux deux Seigneurs Rois & aux Seigneurs Etats Generaux & à chacun d'eux en particulier de requerir & inviter ceux qu'ils trouveront bon de requerir & inviter dans le preſent Traité, & d'être ſemblablement Garants de l'exécution du Traité & des Renonciations qui y ſont contenuës.

1700. XIII. Et pour assurer encore davantage le
25 *Ma:* repos de l'Europe lesdits Rois, Princes &
Etats, seront non seulement invitez d'être
Garants de ladite execution du présent Trai-
té, & de la validité desdites Renonciations
comme cy-dessus; Mais si quelqu'un des
Princes, en faveur desquels les partages sont
faits, vouloit dans la suite troubler l'ordre
établi par ce Traité, faire de nouvelles en-
treprises à icelui contraires, & ainsi s'ag-
grandir aux dépens les uns des autres, sous
quelque pretexte que ce soit; la même Ga-
rantie du Traité sera sentée devoir s'étendre
aussi en ce cas; en sorte que les Rois, Princes
& Etats qui la promettent, seront tenus
d'employer leurs forces pour s'opposer aux-
dites entreprises, & pour maintenir toutes
choses dans l'état convenu par lesdits Articles.

XIV. Que si quelque Prince que ce soit
s'oppose à la prise de possession des partages
convenus, lesdits Seigneurs Rois & les Etats
Generaux seront obligez de s'entraider l'un
l'autre contre cette opposition, & de l'em-
pêcher de toutes leurs forces: & l'on con-
viendra d'abord après la signature du présent
Traité de la portion que chacun doit contri-
buer tant par Mer que par Terre.

XV. Le présent Traité & tous les autres
Actes faits en consequence ou qui y ont rap-
port, & nommément les Actes solennels que
sa Majesté Très-Chrétienne & Monseigneur
le Dauphin sont obligez de donner en vertu
de l'Article IV. ci-dessus, seront enregistrez
au Parlement de Paris, suivant leur forme
& teneur, & l'usage ordinaire, pour avoir
lieu aux conditions qui y sont portées, dès
que.

que l'Empereur sera entré dans le present
 Traité, ou au bout des trois mois qui sont ^{1700.}
 donnez pour cet effet, s'il n'y entre pas plû- ^{25 Mars}
 tôt. Et pareillement sa Majesté Imperiale sera
 tenuë quand elle entrera dans le present Trai-
 té, de le faire approuver & enregistrer avec
 tous les Actes solennels, que sa Majesté Im-
 periale, le Roi des Romains, & le Serenif-
 sime Archiduc seront obligez de donner en
 vertu del'Article VI. ci-dessus, en son Con-
 seil d'Etat, ou ailleurs, suivant les formes
 les plus autentiques du Pays.

XVI. Les Ratifications des deux Seigneurs
 Rois, & des Seigneurs Etats Generaux se-
 ront toutes trois échangées en même tems à
 Londres, dans l'espace de trois semaines, à
 compter du jour que lesdits Seigneurs Etats
 Generaux auront signé, & plû tôt si faire se
 peut. Fait & signé à Londres le 13. Mars
 nouveau stile 1700. & à la Haye le 25. du-
 dit mois de Mars 1700. par nous Plenipo-
 tentiaires de France, d'Angleterre, & des
 Seigneurs Etats Generaux, étant convenu
 que la signature de ce present Traité se feroit
 de la sorte. En foi dequoi nous avons signé le
 present Traité de nôtre main, & fait apposer
 le Cachet de nos Armes.

Signé,

Tallard, Portland, Jean van Essen.
 Briord, & Jersey F. B. van Reede.

A. Heinsius.

W. de Nassau.

Ev. de Weede

W. van Haerem

A. Lemkes

Van Hekke.

1700.
18 Août

T R A I T E'

D E

P A I X.

Conclu entre Sa Majesté le Roi de Danemarck & Son Altesse le Duc de Holsteyn-Gottorp, par la Médiation des Puissances Alliées Garantes & leurs Ministres : à Travendal, le 18. Août 1700.

Au nom de la Sainte Trinité.

SOit notoire à un chacun que de grands différens étant survenus depuis l'an 1675. entre Sa Majesté le Roi de Danemarck, & son Altesse le Duc de Sleswick-Holsteyn-Gottorp, qui ont été terminez par les Traitez de Fontainebleau en 1679, & par ceux d'Altena de 1689. il en est néanmoins survenu de nouveaux à cause d'un sentiment contraire sur l'interprétation de quelques Articles contenus dans ces derniers Traitez, qui ont été suivis d'hostilitez & d'une Guerre publique entre le Roi de Danemarck & de Norwege, & le Duc de Sleswick-Holsteyn-Gottorp, à present régnant & ses Hauts-Alliez, nonobstant les soins & les bons offices de S. M. I. & de L. A. E. de Saxe & de Brandebourg, s'entremettant dans l'affaire de la Haute Mediation, de même que ceux des Hauts Garans du Traité d'Altena: Et comme on n'a pas manqué de continuer.

nuer & d'employer tous les soins & les de-
voirs possibles. jusques à la fin, de la part de
S. M. I. de S. A. E. de Brandebourg, pour
prevenir & arrêter à tems les suites d'une
telle Guerre, & pour rétablir le repos & la
tranquillité dans le Cercle de la Basse-Saxe
& les Pais voisins du Quartier du Nord; de
même que les bons offices & les soins ex-
traordinaires des Ministres & des Garans
respectifs, pour le rétablissement d'une Paix
stable & solide avec une bonne & parfaite
intelligence entre S. M. D. & le Duc d'Hol-
steyn, lesdits differens ont été enfin accom-
modez, & les Parties opposantes sont con-
venuës suivant ce Traité conclu, des Ar-
ticles suivans.

I. Tout ce qui s'est passé à l'égard desdits
differens & commis de part & d'autre tant
par Mer que par Terre, sera entierement ou-
blié par cette Paix & Amnistie, d'une ma-
niere qu'on n'y songera plus, bien loind'en
faire quelque pretension contre qui que ce
soit. Les Villes de Lubec & de Hambourg
jouiront aussi de cette Amnistie, de même
que leurs Sujets & ceux qui en dépendent,
auxquels il ne sera jamais imputé aucune cho-
se ni fait le moindre tort à l'égard de ce qui
s'est passé pendant ces troubles.

II. On confirme encore par ce Traité en-
tre le Roi de Danemark & de Norwegue &
tous ses sujets d'un côté, & le Duc de Sles-
wyk-Holsteyn & Pais incorporez del'autre,
les unions faites en 1533 & 1623 (à la reserve
de ce qui a été stipulé aux Traitez du Nord
en 1658 & 1660 à l'égard de la Cassation
du vasselage & la Souveraineté obtenue) de
même

1700.
18 Août

18 Août même que toutes les Conventions & les Traitez jusqu'à l'An 1675. Les Paix de Westfalie , du Nord , de Fontainebleau , d'Altena & les Recès de Gluckstad , ont été renouvelés & confirmés par ce Traité ; à condition néanmoins que lesdites unions , comme des Alliances perpétuelles , ne seront expliquées que selon les paroles , & que les différens qui pourront à l'avenir survenir entre les deux Ducs Regens , seront terminés entr'eux à l'amiable , ou par la Médiation des Puissances que l'on choisira pour cet effet.

III. La Commune Regence ou Communion sur les Prelats , sur la Noblesse & sur quelques Villes , qui a subsisté jusqu'à présent , sera continuée sur le même pied , & cela sans prejudice néanmoins des dispositions stipulées dans la Paix du Nord , & ensuite dans le Recès de Gluckstad touchant la Repartition desdits Prelats & de ladite Noblesse ; à condition expresse néanmoins , qu'aucun des deux Partis ne pourra disposer de la moindre chose tant en tems de Guerre qu'en tems de Paix , à l'égard de ceux qui dépendent de la Régence Commune , Places ou Biens , sans le consentement de l'autre tant pour l'Administration de la Justice , Ordres , Patentes , Executions , que pour les Quartiers , Contributions ou autres Charges de quelque nature qu'elles puissent être ; Et que tout ce qui sera fait sans un consentement reciproque , sera réputé de nulle valeur. Et comme les Prelats & la Noblesse demeurent à présent , comme ils ont été établis par la Matricule du Pais , tant dans le

Civil :

Civil que dans le Spirituel, aussi à l'égard des Collectes sous la Jurisdiction & Régence Commune, sans aucune exception ni exemption, & qu'ils maintiendront aussi leurs Droits & Privileges; Chaque Partie exercera seule la Souveraineté Ducale & les Droits qui en dépendent dans les Païs, Villes & Bailliages qui ont déjà été repartis; sans qu'aucun y puisse apporter de l'empêchement, sous pretexte de Communion, ou de quelque autre nature que ce puisse être.

1700.
18 Août.

IV. Et afin de prévenir avec tant plus de facilité toutes les disputes & prétextes, qui en pourront survenir à l'avenir, il a été conclu en général, que les deux Parties en vertu des anciens Traitez & Observations, demeureront dans une même égalité, & les deux Duchez jouiront de semblables Droits. Que Sa Majesté Danoise & ses Successeurs, comme Ducs Régens de Sleswyk-Holsteyn, ne se pourront approprier aucune préférence ou prérogative dans aucun Droit (à la réserve de celle de *ratione Ordinis*, mentionnée cy-devant) dessus le Duc d'Holsteyn-Gottorp & ses Successeurs aussi comme Ducs Régens de Sleswyk-Holsteyn, mais qu'on le laissera dans l'entière égalité & même Droit entre les deux Parties.

V. A l'égard de la défense des Païs de Sleswyk-Holsteyn, lors que les deux Parties pourroient être en danger d'être attaquées par quelques Puissances Etrangères, alors, avec raison, elles tâcheront de l'empêcher avec leurs Forces de part & d'autre, & par leurs Conseils reciproques, & de procurer les Subsidies nécessaires dans les Diètes.

1700.

18 Août.

tes Communes, comme de coûtume. Cependant aucune des Parties ne sera pas obligée, sous-prétexte de cette défense, de se mêler des affaires qui ne le touchent pas, & dans lesquelles une des parties pourroit s'être engagée contre l'avis & sans le consentement de l'autre. Mais même dans un tel cas, une des Parties ne pourra pas s'attribuer la moindre chose des Collectes des Pais l'un de l'autre, pour ce qui régarde l'une des Parties en particulier. Puis que tous les Differens d'apresent, sont principalement survenus sur le Droit de porter des Armes, & particulièrement au sujet des Fortereffes & de ce qui en dépend, de même que des explications contraires des Traitez d'Altena, on a affermi & déclaré par ce Traité Que Son Altesse & ses Successeurs en auront le pouvoir & le plein & franc Droit des Armes, Armemens, Alliances & Fortereffes avec tout ce qui en dépend, de même que l'exercice. A quoi les Parties ont cependant accordé. 1. Qu'aucune des deux Parties ne pourra construire des Fortereffes qu'à 2. lieües de celle de l'autre. 2. Et sur-tout, elles ne pourront rien fortifier qu'à une lieüe du Tertitoire de l'un de l'autre, dont les Places Communes n'y sont point comprises. 3. Aucune des deux Parties ne pourra aussi construire des Fortereffes qu'à une lieüe du chemin & du passage ordinaire de Flensbourg à Rensbourg, & de là à Itschoe, à Glukstad & à Hambourg. 4. Et afin que l'une des parties ne cause point d'ombrage ni de jalousie à l'autre par l'entretien d'un trop grand nombre de Troupes dans les Duchez, ou par de

de trop grosses Armées, il a été arrêté que l'une des deux parties ne pourra avoir plus de 6000. hommes, tant Cavalerie qu'infanterie dans les Duchez de Sleswik-Holsteyn (qui ne pourront jamais être employez pour opprimer l'un ou l'autre) à moins d'une nécessité évidente; principalement lors qu'il y auroit apparence d'une Invasion étrangère, ou d'un danger évident, ou que Sa Majesté Danoise doive donner quelque assistance à ses Alliez; alors le passage dans les Jurisdiction des Duchez doit être libre par droit & raison; Mais comme il pourroit arriver que Son Altesse le Duc d'Holsteyn-Gottorp ne seroit point toujours pourvue d'un tel nombre de Troupes, & que l'occasion ne permet pas qu'Elle les tienne toujours sur pied. Elle aura toujours la liberté, si elle le juge à propos, d'en prendre de ses Alliez & Amis de l'Empire Romain & du Cercle de la Basse-Saxe, jusqu'au nombre de 3000. hommes, de les faire entrer dans les Duchez & d'y loger. Si elle veut aussi avoir quelque Troupes des puissances étrangères, qui quittent leur ancien service, & qui entrent dans le sien sous serment, elle pourra le faire; Ces Troupes ne devant être considérées que comme des Troupes de Gottorp; Il sera à la libre disposition de Son Altesse de prendre plus de 3000. hommes, elle en pourra même prendre jusqu'audit nombre de 6000, à condition néanmoins qu'elle n'en prendra pas plus de 3000. hommes d'un Potentat seul.

Enfin il a aussi été arrêté, que dans le passage des Troupes l'une des parties ne chargera pas les sujets de l'autre par des quartiers, sinon:

1700.

18 Août.

1700
18 Août

finon en tems de necessité, moyenant une prealable requisition, que pour lors on accorderoit une nuit de logement ; à la charge néanmoins de payer tout ce qui leur sera fourni ; & de tenir une exacte discipline ; mais le simple passage ne sera pas refusé, pourvû qu'on le demande auparavant.

VI. Le Traité d'Altena & la restitution des biens de Gorttes-Gabé seront pleinement mis en execution au Duc de Holsteyn-Gottorp six semaines après l'échange de la Ratification ; mais en tout cas le regrès demeurera *in salvo* à la maison Ducale de Holsteyn-Pleun.

VII. Son Altesse de Holsteyn Gottorp ayant aussi fait représenter que la Ville de Christian Prysou Freedericksort a causé beaucoup de dommage, & plusieurs surcharges, à ses Pays & dependances, principalement à la Ville de Kiel, contre la teneur du Recès de Glukstad, & ayant requis que cette Forteresse puisse être démolie, il a été promis de la part de Sa Majesté Danoise qu'il sera encore efficacement, & entierement remedié sur ce point aux plaintes de la Maison de Holstein-Gottorp, & que le Recès de Glukstad sera aussi pleinement observé en toute son étendue tant en tems de Paix qu'en tems de Guerre ; que les dépendances de Gottorp, & nommement la Ville de Kiel ne souffriront plus rien à l'avenir, de ladite Forteresse. Puisque aussi si contre toute attente en cas de contravention, & après en avoir requis la satisfaction qu'on n'en fit point de reparation dans les six semaines après la requisition faite, Son Altesse en vertu du consentement

tement accordé , sous des conditions , dans le Recès de Glukstad , touchant cette Forteresse , se reserve tous les droits sains & entiers. 1700. 18 Août

VIII. A l'égard de la convention qui a été faite en 1647. avec le Chapitre de Lubec de la part de Holsteyn-Gottorp , pour l'Election Episcopale , pour six générations , S. M. Danoise accorde que tout restera selon le Recès de Glukstad de l'An 1667. & les promesses qui y ont été faites , & qu'elle ne permettra pas que l'on fasse directement ni indirectement aucune chose contraire à ce Recès.

IX. Comme il a été représenté de la part de Son Altesse de Sleswyk Holsteyn-Gottorp , tant à la Haute Mediation , qu'à Sa Majesté Danoise & de Norwegue quelle perte considerable , & quelle ruine sa maison & ses Pays ont souffert par les differens passez , Sa Majesté par amitié , & par une affection de consanguinité consent de faire payer à Son Altesse de Holsteyn-Gottorp la somme de 260000. Richdales en bonnes & valables Crones Danoises , & cela sans faute à Hambourg entre ci & la foire prochaine de Kiel , dans l'Octave des 3. Rois de l'année prochaine mille sept cens un , laquelle somme doit être assignée dans 12. jours après la signature du Traité , sur la Banque de Hambourg , ou sur de bons & seurs Marchands ; Et il en sera donné une entiere assurance aux Commissaires de son Altesse , qui en recompense se desiste de toute sorte de prétensions , tant formées qu'à former , touchant le dédomagement de cette Guerre.

Son

1700. Son Altesse renonce de son côté; 1. Aux
 18 Août. dépens causez en 1697. par les Troupes du
 Roi. 2. Aux prétensions qu'a la Maison
 Ducale de Gottorp en vertu de l'égalité ,
 desquelles prétensions il a été fait mention
 aux Traités de l'An 1661. & dans le recès
 de Gluckstad. Et 3. A ce qui a été levé dans
 la partie Ducale du Duché de la part de S.
 M. D. après le 23. de Juin 1689. en confi-
 deration de quoi S. M. D. renoncera aussi à
 toutes les prétensions qu'elle pourroit for-
 mer pour les dédommagemens des frais faits
 au sujet de cette Guerre.

De plus, il a été accordé que tout ce qui
 pourroit avoir été exigé & levé des Domai-
 nes & Rentes des Duchez de Sleswyk Hol-
 stein dans les pays de l'un ou de l'autre jus-
 qu'au 14. Août inclusivement , restera à
 celui qui a profité ; mais ce qui pourroit
 avoir été exigé & payé depuis le 15. Août
 inclusivement , sera restitué de bonne foi
 dans 4 semaines.

De même que les Contributions exigées
 des Pays , Bailliages & Villes de part &
 d'autre , & lesquelles ne se trouveront pas
 avoir été effectivement payées le 14. de ce
 mois , ou plutôt , cesseront , & ne seront
 point exigées; Pareillement les Obligations
 ou Cautions données par les Villes , pour
 les Contributions extraordinaires , qu'on a
 imposé cesseront , & seront annullées par le
 présent ; mais les Contributions déjà impo-
 sées & signifiées aux Prelats & Nobles , se-
 ront payées & executées jusques à la fin de
 ce mois.

X. Comme l'on a trouvé , 1. Que les
 deux

deux Advoyeries Royales, communément nommées Voigteyen, Breukel & Ulsenis situées dans le Bailliage de Gottorp près de Sleswyk, & en second lieu le Village Feddring situé dans le Nord Ditmarsen, ont donné bien souvent occasion à plusieurs difficultés, S. M. après en avoir été requise, a consenti & promis d'échanger ces Biens contre un équivalent des terres du Chapitre de Sleswyk, ou contre d'autres, qui pourront être à sa commodité & bienveillance, de faire trouver la proportion de ces biens qui s'échangeront ou feront échangés suivant les Regitres de six ans, & de vouloir faire régler cette affaire dans l'espace de quatre mois. En cas aussi qu'il y eut dans les portions Royales quelques sujets Ducals, ou des biens communément appelés * Manckguter, qui pourroient accommoder sa Majesté; Son Altesse pour lui complaire, admettra volontiers un pareil échange de ces biens.

XI. A l'égard du Bureau de la Douane, qui a été établi de la part du Roi, anciennement à Lyft dans le Bailliage de Tunderen, il a été convenu; qu'on n'y exigera en aucune manière aucun droit des Sujets de son Altesse le Duc de Sleswyk - Holsteyn-Gottorp, ni aussi des marchandises & denrées qui viennent directement de la mer à la Ville & Bailliage de Tunderen, ni de celles qui vont de là en mer; mais qu'elles seront entièrement déchargées & libres de ces impôts, sans être obligées à payer aucuns droits, de quelque nom & de quelque nature qu'il puisse être.

*Communaux.

Tous

1700.
18 Août

1700. Tous les autres differens & griefs qui
 18 Août pourroient rester à vuidier , seront entie-
 rement levés & terminés à Hambourg , par
 les Conseillers des deux parties , qui pour
 ces effet seront deputés de part & d'autre ;
 & cela de bonne foi , & dans l'espace de six
 semaines , à comper du jour que ce present
 Traité sera ratifié.

XII. Comme son Altesse de Brunswyk-
 Lunenbourg Zell a fait bâtir , pendant ces
 Troubles , une Redoute dans l'Île de Gre-
 venhof située devant le Port de Hambourg ,
 Elle a aussi consenti que ledit Fort sera eva-
 cué & demoli immédiatement après la Rati-
 fication de ce Traité ; Sur quoi S. M. de
 Danemarck , & de Norwegue a pareillement
 promis que la construction du susdit Fort ,
 ne sera jamais allegué au préjudice de qui
 que ce soit , & que celui de l'Île de Gre-
 venhof , non plus que des accroissemens qui
 pourroient s'y faire ci-après , il ne sera jamais
 fait aucun trouble ni empêchement à la Na-
 vigation en maniere quelconque.

XIII. Sont compris dans cette Paix &
 Amnistie les Hauts Garants du Traité d'Al-
 tena , leurs Successeurs , Royaumes , Etats
 & dependans ; Et tout ce qui a été fait &
 commis de leur part contre l'une ou l'autre
 des deux parties , sera oublié à perpetuité ,
 sans jamais y songer outoucher en mal.

Sa Majesté de Danemark consent & pro-
 met particulièrement par la presente , pour
 elle & ses Successeurs , qu'à l'égard de ce
 qui s'est passé jusqu'à present , ni sous quel-
 que autre pretexte que ce puisse être , elle
 ne veut elle-même , ni par voye de fait , rien
 entre-

entreprendre contre Sa Majesté de Suède, ou la Serenissime Maison de Brunswyk Lunebourg, de Cell de Hanover, ni donner aucun Conseil ou assistance directement ni indirectement à leurs Ennemis adversaires; & à ceux qui déjà ont entrepris, ou entreprendront quelque chose dans la suite, contre sadite Majesté de Suède, & contre ces Serenissimes Maisons : mais au contraire, elle promet nonobstant tout ce qui s'est passé jusqu'à présent, de vivre avec Elles, & particulièrement à l'égard de Sa Majesté Suédoise & la Couronné de Suède, selon la teneur des Conventions & Traitez conclus entre les deux Rois & Royaumes du Nord, dans une parfaite harmonie & bonne intelligence, & entretenir une bonne correspondance, amitié & voisinage : sur quoi Sa Majesté Suédoise & la susmentionnée Serenissime Maison se déclarent vouloir comporter de même envers la Couronne de Danemark, & de tenir en toute maniere une parfaite amitié & correspondance voisine avec Sa Majesté Danoise.

XIV. Sa Majesté Imperiale & les autres Hautes Puissances, qui jusqu'à présent, se sont acquitées de la garantie du Traité d'Altena, de même que S. M. le Roi de France & les Electeurs & Princes de l'Empire, auxquels l'une ou l'autre partie pourroit avoir confiance, & qui seront nommez dans deux mois, seront invités à garantir ce Traité & les articles separés envers les deux parties.

XV. L'Echange des Ratifications de ce Traité se fera à Segeberg dans 7. jouts après la signature, & plutôt s'il est possible.

674 *Traité de Paix de Travendal.*

1700. En foi & confirmation dequoi il a été
18 Août fait deux Copies de cet Acte qui ont été si-
gnées par les Ministres autorisez des deux
Parties, & scellées de leur Cachet. Fait à
Travendal le 18. Août 1700.

Signé,

(L. S.) JEAN

HUGO de LENTE.

(L. S.) MAGNUS

de WEDDERKOP.

(L. S.) CHRISTOF.
BLOME.

(L. S.) PINCIER
van KONIGSTEYN.



TES-

TESTAMENT,

Clos & cachetté du deuxiême Octobre mil sept cens, & le Codicille du cinquiême du même mois: Fauts par sa Majesté le Roi CHARLES II. Decedé le premier Novembre de ladite année. Traduit de l'Espagnol imprimé à Madrid l'an 1700.

AU Nom de la très-sainte Trinité Pere, Fils & Saint Esprit, trois Personnes distinctes, & un seul vrai Dieu, & de la très-glorieuse Vierge Marie Mere du Fils, & Verbe Eternel, Nôtre Dame, & de tous les Saints Bienheureux.

Nous Charles par la grace de Dieu Roi de Castille, de Leon, d'Arragon, de Sicile, de Hierusalem, de Navarre, de Grenade, de Toledé, de Valence, de Galice, de Majorque, de Sardaigne, de Seville, de Cordoie, de Corse, de Marcie, de Jaen, des Algarves, d'Algerie, de Gibraltar, des Iles Canaries, des Indes Orientales & Occidentales, Iles & terres fermes de la mer Oceane, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, de Milan, d'Athenes, & de Neupatrie, Comte d'Auspurg, de Flandres, de Tyrol & Barcelone, Seigneur de Biscaye & de Malines, &c. &c.

Reconnoissant comme mortel que nous ne pouvons éviter la mort, peine à laquelle nous sommes tous assujettis par le péché de nôtre

1700.
207.

premier Pere , & nous trouvant arrêté au lit, de la maladie dont il plaît à Dieu de nous visiter , Nous faisons nôtre Testament ayant le jugement sain & libre selon qu'il a plu au Seigneur de nous l'accorder ; Ordonnons & declarons par cet écrit nôtre dernière volonté.

Premierement nous supplions Jesus-Christ nôtre vrai Dieu & Seigneur , Dieu & homme , que par les merites de sa Passion & de son sang il n'entre point en compte avec nous le plus grand des pécheurs , que pour nous faire misericorde , & user de sa clemence ; Et quoi que nous ayons été ingrat , que nous ne l'ayons pas servi comme nous y étions obligé , ny reconnu ses faveurs particulieres , & les graces spirituelles & temporelles qu'il a repandues sur nous , en obéissant & accomplissant parfaitement sa sainte Loi , & en l'aimant comme nous devons pour tant de bienfaits extraordinaires , il lui plaise néanmoins nous accorder sa grace , afin que nous mourions en sa sainte Foi , & dans l'obéissance de l'Eglise Catholique Romaine comme nous y avons vécu ; C'est ce que Nous protestons , promettons & voulons faire étant son loyal & fidele fils.

II. Et afin que je me repente vivement de mes péchez , & que j'en aye une véritable douleur qui en soit le remede avec la vertu & la grace des Sacremens que la misericorde de Dieu a établis dans son Eglise, Nous supplions la très-sainte Vierge Marie sa mere Avocate des pécheurs & la nôtre , qu'elle nous favorise tout le tems que nous resterons en vie , particulièrement au départ de nôtre ame , de son
se-

secours & de son intercession, afin que son divin Fils nous accorde sa faveur & sa grace. Et comme nous l'avons toujours eue pour Dame & pour Avocate avec toute la devotion dont nous avons été capable dans nos extrêmes foiblesses, Nous esperons qu'elle Nous regardera misericordieusement en tout tems & sur tout dans l'état pressant de la mort; selon la devotion, l'affection & l'attachement que nous avons toujours eu au souverain & singulier benefice qu'elle a reçu de la puissante main de Dieu, lors qu'il l'a preservée de toute coulpe en sa conception: Et en veüe de ce pieux mistere Nous avons fait toutes les diligences possibles auprès du Siege Apostolique pour l'établissement de ce dogme, & souhaitant en augmenter la devotion dans nos Royaumes conformément à ce qu'en a ordonné le Roi nôtre Pere & Seigneur, Nous avons commandé qu'il fut empreint sur nos étendarts. Et en cas que pendant nôtre vie Nous ne puissions en obtenir la decision, Nous prions très affectueusement les Rois nos Successeurs qu'ils en continuent les instances faites en nôtre nom avec beaucoup d'empressement jusques à ce qu'ils l'ayent obtenue. Pareillement Nous supplions les bienheureux St. Michel Archange, l'Ange & les saints Anges de nôtre garde, & les saints Apôtres St. Pierre & St. Paul, St. Jaques Patron d'Espagne, St. Charles & St. Philippe, St. Dominique, St. Benoit, St. François, Ste. Terese, (de laquelle nous sommes devot d'une façon particuliere) qui sont tous mes Avocats avec tous les autres de la Cour celeste, afin qu'il leur plaise interceder pour Nous

1700.
20th.

1700.
208.

envers nôtre Dieu & Seigneur pour la même fin ; Et afin qu'il nous accorde la grace efficace pour nous repentir de tout nôtre cœur de tous nos péchez & que nous le puissions aimer sincerement comme il le merite.

III. Nous ordonnons qu'après nôtre décès, nôtre corps soit porté avec le moins de pompe que nôtre dignité Royale le pourra permettre au Monastere de St. Laurent le Royal, afin qu'il y soit enseveli dans le Pantheon destiné aux corps des Seigneurs Rois nos Predecesseurs & a ceux de nos Successeurs, & que le nôtre y soit placé dans son rang suivant l'ordre que le Roy nôtre Seigneur & Pere a donné pour la sepulture des corps de la famille Royale quand il acheva cet ouvrage.

IV. Et pour ce qui regarde les fondations qui ont été faites par nos ordres dans ce Monastere & les rentes que nous y avons destinées, Nous voulons & entendons que le tout soit executé & réglé de la maniere & dans la forme que nous l'avons ordonné dans lesdites fondations & dotations.

V. Nous declaron & ordonnons aux Roys nos Successeurs qu'ils aient un soin tout particulier de la conservation de ce Monastere Royal: & qu'ils l'entretiennent avec autant de magnificence & de grandeur que le Seigneur Roy Philippe II. nôtre bisayeul le fonda & dota.

VI. Nous ordonnons que le jour de nôtre mort tous les Prêtres, & Religieux du lieu dans lequel nous mourrons, disent la Messe pour nôtre Ame, & que sur les Autels

Pri-

Privilegiez on dise toutes celles qui se pour-
ront celebrer durant trois jours ; Et Nous ^{1700.}
voulons de plus qu'on en dise pour nôtre ame ^{208.}
jusques au nombre de cent mille autres : &
Nôtre intention est que celles qui par la Mi-
sericorde de Dieu ne nous seront pas neces-
saires soient appliquées au soulagement de
nos Ayeuls , & autres nos Predecesseurs ,
& en cas qu'ils n'en ayent pas besoin on les
appliquera aux ames du Purgatoire qui en
auront le plus de necessité , car c'est Nôtre
intention , & que les executeurs de Nôtre
present Testament en chargent ceux qui les
devront dire , afin qu'ils se conforment en-
tierement à Nos ordres , ils marqueront aus-
si la charité qu'on en doit donner.

VII. Et à l'égard de ce que le Roi nôtre
Seigneur & Pere ordonna de colloquer trois
mille ducats de rente (qui effectivement ont
été colloquez) sur la solde des huit mille sol-
dats que le Royaume accorda comme mi-
neur, en cette Ville de Madrid , & sa Pro-
vince, avec son consentement, pour racheter
des captifs, marier des orphelines , & tirer
des pauvres de la prison ; & ensuite augmen-
ta cette somme jusques à six mille ducats de
rente par an , colloquez sur ladite solde de
ces huit mille soldats ; & que si on ne les y
trouvoit pas , on les colloquat sur les rentes
les plus certaines & assurées qu'on trouve-
roit debarassées, vacantes , ou qui vinssent à
vaquer après sa mort ; & que ces six mille
ducats de rente fussent employez , sçavoir
deux mille pour racheter des captifs , préfera-
blement ceux qui auroient servi en ses Ar-
mées & sur ses Flotes ; & ensuite les autres

1700.
2 Oct.

sujets, en preferant les enfans, & les femmes, & autres qui seroient en plus grand danger spirituel. Deux autres mille ducats de rente seroient employez pour marier des orphelines filles des serviteurs des maisons Royales; & les autres deux mille ducats restans s'employeroient à tirer des pauvres des prisons, laissant l'élection des personnes en tous lesdits cas (en ce qui ne se trouveroit pas contraire à ce qui est ordonné à l'égard des captifs) à la disposition & volonté des Roys ses Successeurs, de son Confesseur, & de son grand Aumonier, lesquels devoient proposer les personnes qui en auroient le plus de necessité, & en qui l'on trouveroit de plus legitimes motifs pour jouir de cette aumône, à condition de preferer toujours les serviteurs des Roys & Reines regnant, & qu'avant toutes choses on payat les dettes de sa Majesté. Je declare & c'est ma volonté que ceci s'observe, s'accomplisse & s'exécute de point en point & à la lettre ainsi qu'il se trouve écrit.

VIII. Comme je reconnois que je suis infiniment redevable à Dieu nôtre Seigneur, & que je desire le bien spirituel de celui qui me succedera legitiment en ces miens Royaumes & Seigneuries, je le prie & l'encharge affectueusement que comme Prince Catholique, ayant egard à ses propres interêts & au bien de ses Royaumes, il soit fort soigneux de la foi, & obéissant au Siege Apostolique Romain, qu'il vive & agisse dans la crainte de Dieu, observant religieusement sa sainte Loy, & ses Commandemens, procurant sa gloire Divine, l'exaltation de son nom, la propagation

gation de la Foi , & l'augmentation de son service ; qu'il honore l'inquisition , l'aide & la favorise , pour les soins qu'elle a de garder la foi , chose si necessaire principalement en ce tems où tant d'heresies ont la vogue : qu'il honore & protege l'Etat Ecclesiastique , lui conserve & lui fasse conserver ses exemptions , & immunitéz ; qu'il honore & favorise les communautéz religieuses , & qu'il en procure avec un soin particulier la reformation autant qu'il sera besoin : qu'il administre en ses Royanmes la justice avec équité : qu'il aime ses Vassaux & Sujets , & leur procure toute sorte de biens & de prosperitez les aimant d'un amour Paternel ; ce qui lui attirera leur cordiale affection. Ce que faisant nôtre Seigneur l'assistera d'une façon particuliere : & l'aidera à proportion de la charité dont il usera ; surtout je le charge de veiller avec un grand soin sur les Ministres ne dissimulant point leurs defauts lors qu'ils manqueront de sincerité ; même dans les plus petites choses ; parce que c'est le plus grand mal qui peut arriver dans un Gouvernement , & aussi parce que j'ay été extrêmement ennemi de tels abus.

IX. Comme la Religion Catholique Romaine s'est observée & s'observe , en tous mes Royaumes , Seigneuries , & Etats , & que mes Predecesseurs de Glorieuse memoire l'ont professée , & maintenue , & ont dépensé & engagé le Patrimoine Royal pour sa defense preferant l'honneur , & la gloire de Dieu , & de sa sainte Loy à tous les interêts & considerations temporelles ; & comme c'est le premier devoir des Roys ,

1700.
207.

Nous prions & chargeons nos Successeurs que pour s'en bien acquitter ils en usent de la même manière : & s'il arrivoit (ce qu'à Dieu ne plaise) que quelqu'un de nos Successeurs vint à professer quelque heresie de celles qui ont été condamnées & rejetées par nôtre sainte Mere l'Eglise Catholique Romaine, & qu'il s'eloignat & se separat de cette unique & venerable Sacrée Religion; Nous le tenons & declarons incapable & inhabile au Gouvernement & Regne de tous lesdits Royaumes & Etats, ou d'aucun d'eux, & indigne de ce haut rang; Nous le privons de la Succession, de la Possession & du droit qu'il y peut avoir, abrogeant & derogant; Nous declarams nulles toutes les loix, proclamations & ordonnances qui pourroient y contrevenir, & Nous Nous conformons aux loix Canoniques & aux saints Conciles & Reglemens Pontificaux, qui privent les Heretiques & Apostats des Seigneuries temporelles, employant (comme de fait nous employons en cette occasion) toute nôtre pleine puissance, certaine science, & autorité avec toutes les clauses & expressions necessaires afin que ce qui est icy contenu s'accomplisse, se garde, s'exécute & ait force de loi, comme si elle étoit faite & publiée en l'assemblée des Etats, avec les solemnitez necessaires en chacun de nos Royaumes & Etats.

X. Je prie aussi & charge mes Successeurs que durant le tems de leur Regne ils gouvernent les choses plutôt par la consideration de la Religion, que par des intérêts Politiques. Parce qu'ainsi faisant ils attireront sur eux le secours & l'assistance de Dieu nôtre Seigneur
lors

lors qu'ils prefereront l'exaltation de la foy à leur commoditez propres Car nous avons mieux aimé & trouvé plus convenable dans les grandes affaires qui me sont arrivées de manquer aux raisons d'Etat, que de dissimuler le moins du monde sur les Matieres qui regardent la Religion.

. XI. Nous enjoignons à tous les Successeurs de cette Couronne qu'en reconnoissance & reverence de la veneration supreme que tout fidele Chrétien doit avoir pour le souverain mistere du très-saint Sacrement, & principalement nous pour la plus étroite & singuliere veneration que nous y avons & toute la très-Auguste Maison d'Autriche, nous avons ordonné que pour en meriter une plus grande faveur & pour nôtre consolation, on le placât en la Chapelle Royale de nôtre Palais, & qu'on continué de l'y conserver toujours, ce que nous esperons de la pieté de nos Successeurs; & aussi les chargeons, & leur ordonnons qu'on continue la solemnité des quarante heures, laquelle se celebre au commencement de chaque mois, la faisant avec le plus de devotion & de zele qu'on y puisse apporter; & qu'on y continué les offices divins en ladite Chappelle; avec les mêmes soins que jusques à present nous l'avons fait pratiquer, & mêmes avec plus d'exactitude s'il se peut; ainsi nous voulons que tous les Ministres & Officiers de madite Chapelle Royale, de la Musique; d'Instrumens; & de voix, & tous les autres, qui presentement s'y trouvent, & ceux qui leur succederont soient conservés, ayant assigné pour leur entretien plusieurs rentes.

1700.
2 Oct.

XII. Si Dieu par sa Misericorde infinie, vouloit nous donner des enfans legitimes, nous declarons pour nôtre Heritier Universel de tous nos Royaumes, Etats & Seigneuries le fils aîné, & tous les autres qui par leur ordre doivent succeder; & au defaut des mâles, les filles en seront heritieres, conformément aux loix de nos Royaumes; mais comme Dieu ne nous a pas encore accordé cette grace dans le tems que nous faisons ce Testament; & comme notre premier & principal devoir est de procurer le bien & l'avantage de nos sujets, faisant en sorte que tous nos Royaumes se conservent dans cette union qui leur convient, en observant la fidelité qu'ils doivent à leur Roy, & Seigneur naturel, étant persuadé que l'ayant toujours pratiquée ils se conformeront à ce qui est le plus juste, s'affermissant sur la souveraine autorité de notre presente disposition.

XIII. Et reconnoissant conformément aux resultats de plusieurs consultations de nos Ministres d'Etat & de la justice, que la raison sur quoi on a fondé la renonciation des Dames Donna Anna & Donna Maria Teresa Reines de France, ma Tante, & ma Sœur à la succession de ces Royaumes a été d'éviter le danger de les unir à la Couronne de France; mais reconnoissant aussi que ce motif fondamental venant à cesser le droit de la succession subsiste dans le parent le plus proche, conformément aux loix de nos Royaumes, & qu'aujourd'hui ce cas se verifie dans le second Fils du Dauphin de France: pour cette raison nous conformant aux susdites loix nous déclarons être nôtre successeur (en cas

cas que Dieu nous appelle à lui sans laisser des enfans) le Duc d'Anjou, second Fils du Dauphin; & en cette qualité, nous l'appelons à la succession de tous nos Royaumes & Seigneuries sans en excepter aucune partie; & nous déclarons & ordonnons à tous nos sujets & vassaux de tous nos Royaumes & Seigneuries que dans le cas susdit, si Dieu nous retire sans successeur legitime, ils aient à le recevoir, & le reconnoître pour leur Roy & Seigneur naturel, & qu'on lui en donne aussi-tôt la possession actuelle sans aucun delai après le serment qu'il doit faire d'observer les loix, immunités, & coûtumes de nosdits Royaumes & Seigneuries; & parce que nôtre intention est, & qu'il est ainsi convenable pour la Paix de la Chrétienté, & de toute l'Europe, & pour la tranquillité de nos Royaumes, que cette Monarchie subsiste toujours séparée de la Couronne de France; nous déclarons en consequence de ce qui a été dit, qu'au cas que le Duc d'Anjou vienne à mourir, ou au cas qu'il vienne à heriter la Couronne de France, & qu'il en prefere la jouissance à celle de cette Monarchie; en tel cas que ladite Succession doit passer au Duc de Berry son Frere, troisiéme Fils dudit Dauphin, en la même forme & maniere; & en cas que ledit Duc de Berry vienne à mourir aussi, ou qu'il vienne à succeder à la Couronne de France; en ce cas nous déclarons, & apéllons à ladite Succession l'Archiduc second Fils de l'Empereur nôtre Oncle, excluant pour la même raison & inconveniens, contraires au bien public de nos sujets & vassaux le Fils premier né du dit

1700.
2 Oct.

1700.
2 Oct.

Empereur nôtre Oncle; & venant à manquer ledit Archiduc, en tel cas nous decla-
rons & apellons à ladite Succession le Duc de
Savoye & ses enfans, & notre volonte est
que tous nos sujets & vassaux l'executent &
s'y soumettent comme nous l'ordonnons, &
qu'il convient à leur tranquillité, sans qu'ils
permettent le moindre demembrement, &
diminution de la Monarchie fondée avec tant
de gloire par nos Predecesseurs, & parce
que nous desirons ardemment que la paix &
l'union si importante à la Chrétienté se con-
serve entre l'Empereur notre Oncle & le
Roy très-Chrétien; nous leur demandons &
les exhortons d'affermir ladite union par le
lien de Mariage d'entre le Duc d'Anjou &
l'Archiduchesse, afin que par ce moyen l'E-
urope jouisse du repos dont elle a besoin.

XIV. Et au cas que nous venions à man-
quer de Successeur, ledit Duc d'Anjou doit
succeder en tous nos Royaumes & Seigneu-
ries, non seulement à ceux qui apartien-
nent à la Couronne de Castille, mais aussi
à ceux de la Couronne d'Arragon & Na-
varre, & à tous ceux que nous avons de-
dans & dehors l'Espagne, notamment à
l'égard de la Couronne de Castille, Leon,
Toledo, Galice, Seville, Grenade, Cor-
doue, Murcie, Jaen, Algarves, Algui-
res, Gibraltar, Iles Canaries, Indes, Iles,
& Terre ferme de la Mer Oceane, du Nord,
& du Sud, des Philippines & autres Iles,
Terres decouvertes & qu'on decouvrira à
l'avenir, & tout le reste de quelque maniere
qu'il apartienne à la Couronne de Castille. Et
pour ce qui regarde la Couronne d'Arragon
en

en nos Royaumes & Etats d'Arragon, Valence, Catalogne, Naples, Sicile, Majorque Minorque, Sardaigne, & toutes les autres Seigneuries & droits de quelque manière qu'ils appartiennent à cette Royale Couronne; & dans nôtre Etat de Milan, Duchez de Brabant, Limbourg, Luxembourg, Guel-dres, Flandres & toutes les autres Provinces, Etats, Dominations, & Seigneuries qui nous appartiennent, & peuyent nous appartenir dans le Pays-Bas, droits & autres actions qui nous sont échuees en vertu de la Succession desdits Etats; Nous voulons qu'aussi-tôt que Dieu nous aura retiré de cette vie, ledit Duc d'Anjou, soit appellé, & soit Roy, comme, *ipso facto*, il le sera de tous; *nonobstant* toutes sortes de renonciations & actes qu'on ait faits au contraire, parce qu'ils manquent de justes raisons & fondemens; Nous ordonnons aux Prelats, Grands, Ducs, Marquis, Comtes, & hommes riches; aux Prieurs, & Commandeurs, Gouverneurs des Maisons fortes & autres, aux Chevaliers, Avancés, & à tous les Conseils, Administrateurs de Justice, Prevots, Echevins, Officiers, & gens de bien de toutes les Cités, Villes, Paroisses, & Terres de nos Royaumes, & Seigneuries, & à tous les Vice-Roys, & Gouverneurs, Chatelains, Commandans, Gardes des Frontieres de deça & delà la Mer & tous autres Ministres & Officiers tant du Gouvernement de la Paix, que des Armées & Flottes sur Terre & sur Mer, & aussi en tous nos Royaumes & Etats de la Couronne d'Arragon, de Castille, de Navarre, Naples, & Sicile, & Etats de Milan, Pays-Bas, & en tout

1700.
2. O^{ra}.

tout autre lieu nous appartenant & à tous nos autres vassaux , sujets naturels , de quelque qualité , & Prééminence qu'ils puissent être en quelque lieu qu'ils habitent & se rrouvent , pour la fidelité , loyauté , sujerion & vasselage qu'ils nous doivent & sont obligés , comme à leur Roy & Seigneur naturel , en vertu du serment de fidelité & hommage qu'ils nous ont fait & nous ont dû faire , que lors qu'il plaira à Dieu de nous retirer de cette vie , ceux qui se trouveront presens si-tot qu'il viendra à leur connoissance , conformément à ce que les loix de nos susdits Royaumes Etats & Seigneuries ordonnent en tel cas , & se trouve établi en ce Testament , qu'ils ayent à recevoir le susdit Duc d'Anjou (en cas que je vienne à mourir sans Succession legitime) pour leur Roy & Seigneur naturel propriétaire de nosdits Royaumes , Etats , & Seigneuries en la forme déjà reglée. Qu'on arbore les Estandars pour son service , en faisant les actes des solemnités qu'on a coûtume de faire en pareilles occasions conformément à la coûtume de chaque Royaume & Province , qu'ils présentent , fassent prêter & montrent la fidelité & obeissance à quoi comme sujets & vassaux ils sont obligés envers leur Roy & Seigneur naturel ; Et nous ordonnons à tous les Commandans des Forteresses , Chateaux & Maisons de plaisances , & à leurs Lieutenans de quelques Villes , Villages , & lieux de peuples que ce soit , qu'ils rendent hommage selon les coûtumes d'Espagne , de Castille , d'Arragon , & de Navarre , & tous ceux qui leur appartiennent , & dans l'Etat de Milan & autres Etats & Seigneuries on le rendra selon la coûtume de la Province & lieu où ils se trou-

trouveront, ils le garderont pour le service dudit Duc d'Anjou tout le tems qu'il leur sera ordonné pour le remettre par son ordre à celui qui leur sera envoyé, leur ordonnant de faire accomplir exactement tout ce qui a été dit pour ne pas s'attirer les peines que meritent les rebelles & desobéissans à leur Roi par leur violement de la foi & de la loyauté qui lui est deuë.

XV. Si au tems de nôtre decès, nôtre Successeur ne se trouve pas dans ces Royaumes, la plus grande & la plus exacte prudence étant necessaire pour leur Gouvernement universel conformément à leurs loix, constitutions, privileges, & coutumes, ainsi que le Roi nôtre Seigneur & Pere a remarqué, jusques à ce que ledit Successeur puisse pourvoir au Gouvernement; Nous ordonnons qu'incontinent après nôtre decès il se fasse une assemblée composée du President du Conseil de Castille, du Vice-Chancelier, ou President du Conseil d'Arragon, de l'Archevêque de Toledé, de l'Inquisiteur General, d'un Grand, & d'un Conseiller d'Etat que nous nommerons dans ce Testament, ou dans le Codicille que nous y joindrons, ou dans un memoire signé de nôtre main; & pendant le tems que la Reine nôtre très-chere & bien aimée Epouse voudra demeurer en ces Royaumes & Cours, nous prions & chargeons Sa Majesté d'assister & autoriser la susdite assemblée qui se tiendra en la presence Royale, dans l'appartement & lieu que Sa Majesté lui plaira de marquer, se donnant la peine d'intervenir dans les affaires, ayant voix deliberative de qualité, en sorte que

1700.
208.

1700.
208.

que les sentimens étant égaux , la partie de ceux à qui elle s'ajoin dra sera preferée , mais dans les autres occasions elle se joindra au plus grand nombre , & nous voulons que ce Gouvernement dure & subsiste jusques à ce que nôtre Successeur ayant sceu nôtre décès y puisse pourvoir aussi-tôt qu'il aura atteint sa majorité.

XVI. Et comme nous sommes obligé en qualité de Pere Universel de tous nos sujets & vassaux , au cas que nôtre Successeur soit mineur , de donner la meilleure Regie qui soit possible à nos Royaumes & la plus conforme à leurs Loix , Privileges , Constitutions & Coûtumes , Nous nommerons des Gouverneurs naturels d'iceux , afin que selon nôtre haute & Royale disposition , & au nom de nôtre Successeur , ils gouvernent nosdits Royaumes , en toute paix & justice ; & qu'ils pourvoient aussi à leurs defenses , en sorte que nosdits sujets se conservent dans la tranquillité, repos & immunitéz dont ils doivent jouir suivant les Loix , Privileges , Constitutions & Coûtumes de chacun , & aussi qu'ils demeurent dans la fidelité qu'ils doivent à leur Roi & Seigneur naturel dont ils se font toujours fait un devoir indispensable. Nous nommons pour Tuteurs de nôtre dit Successeur pendant sa minorité jusques à l'âge de quatorze ans les mêmes que nous avons nommez pour ladite assemblée , afin qu'ils gouvernent autems de nôtre décès & jusques à ce que nôtre Successeur vienne dans nos Royaumes , lesquels Seigneurs nous nommons pour Tuteurs & Curateurs durant la minorité de nôtre dit Successeur

pou-

pouvant user pour cela de tout le pouvoir à leur gré, afin qu'en son nom ils gouvernent nosdits Royaumes, en la même forme & maniere que nous pourrions faire étant en vie, ou nôtre Successeur étant en sa majorité, observant la forme & maniere de Gouvernement ainsi que nous dirons cy-après ; Pour cet effet nous relevons les susdits Tuteurs de l'obligation de donner caution, voulant qu'en vertu de cette nomination seule & du serment qu'ils doivent faire & prêter, ils puissent gouverner sans aucune autre approbation, confirmation ni diligence ; en sorte que pour cette nomination nous nous servons de toute nôtre puissance Royale dans toute son étendue, annulant, comme en effet nous annulons, (en cas qu'il soit nécessaire) toutes sortes de Loix, Chartres, Privileges, & Coutumes, & qu'il est nécessaire & requis, pour le plus grand bien de nos Seigneuries & de nos vassaux dans les cas extraordinaires, ce qui ne se fait, qu'en cette occasion, ayant égard à tous les motifs & circonstances qui y concourent, & obligent à y pourvoir ainsi pour éviter les maux, qui pourroient arriver en faisant autrement.

XVII. Le Vice-Chancelier que j'ai nommé pour Tuteur en l'assemblée doit être aussi, (ainsi que je le nomme) Tuteur special & particulier pour ce qui regarde le Royaume d'Arragon, dans les cas & affaires où besoin sera, & conformément à ses Privileges, afin qu'il administre la Tutele de nôtre Successeur en ce Royaume-là ; & si celui qui viendrait à presider dans le Conseil d'Arragon ne le peut être conformément à ses Coutumes ;

&

1700.
204.

1700.
278.

& souhaitant ainsi que nous souhaitons de proportionner nôtre disposition seulement à nôtre pouvoir comme Seigneur naturel de ces Royaumes-là , sans déroger , ni alterer ce dont nous ne pouvons dispenser ; & dispensant en tout ce que nous pouvons , & convient à nôtre suprême puissance , Nous nommons pour Tuteurs de nôtre Successeur le plus ancien Regent gradué des deux qui sont naturels de ce Royaume-là , & qui sera en charge dans le Conseil d'Arragon , lors que je viendrai à mourir , ou après , afin que comme Tuteur nommé il ait l'administration & l'autorité que nous lui pouvons donner , & que nous lui donnons à l'égard des choses & des cas qui conformément à leurs immunités & Privileges pourront être nécessaires ; bien entendu que dans les matieres & affaires d'Etat , Guerre , Gouvernement , Graces & Provisions d'Offices , on ne doit y faire aucune nouveauté , & elles doivent passer par les Conseils d'Etat & de Guerre , & celui d'Arragon , ainsi qu'il s'est pratiqué & qu'il se pratique ; & les consultations qui se feront dans les susdits Conseils , se porteront à l'assemblée des Tuteurs , afin qu'on y prenne la résolution en la forme & manière que nous ordonnons dans les autres affaires ; & au cas que le plus ancien Regent dudit Royaume vienne à mourir , ou qu'il vienne à manquer à l'assemblée , nous nommons pour Tuteur en sa place , celui qui le suit ; & ainsi on entrera successivement en la Tutelle dudit Royaume d'Arragon jusques à ce que nôtre Successeur gouverne ; pour cet effet Nous chargeons ledit Tuteur de l'obligation de
donner

donner caution & de tout ce dont nous le pouvons dispenser , en vertu de nôtre Souveraineté & pleine puissance , afin que par cette nomination & ce serment , le Regent à qui écherra l'administration de cette Tutelle la puisse exercer.

1700.
2 Oct.

XVIII. Ledit Regent qui sera Tuteur residera en cette Cour , remplira sa place dans le Conseil , & assistera dans l'assemblée des autres Tuteurs , parce qu'il faut qu'il soit informé des memoires & appointemens Universels , & que dans la même assemblée il y fournisse les particuliers sur les affaires du Royaume d'Arragon ; & afin qu'il sçache les sentimens des autres Tuteurs ; & se conforme au plus grand nombre des Regens pour disposer & regler les affaires de ce Royaume-là selon qu'il sera le plus à propos pour le service de Dieu & de nôtre Successeur , & pour l'administration de la justice , l'avantage , la Paix , & le repos de ce Royaume-là.

XIX. Nous donnons à tous les Ministres & personnes que nous nommons & nommerons , le pouvoir , l'autorité , & la puissance que nous leur pouvons donner comme Pere , Roi , & Seigneur de nos sujets & vassaux & même tous les avantages que les loix , proclamations , constitutions , & coutumes de nos Royaumes leur donnent sans aucune exception , afin qu'ils gouvernent durant la minorité de nôtre Successeur , en Paix , & en guerre , fassent des loix , pourvoyent aux dignitez & aux charges , tant grandes que petites , dans la Police , & dans la guerre , presentent les Prelatures , Evêchez ,

1700.
207.

chez, Abbayes, & toutes les autres Dignitez Ecclesiastiques, de la même manière que nous le faisons & pouvons faire & cela en qualité de Tuteurs; en disposant de tout comme lui même étant majeur en pourra disposer; & pour cet effet nous les établissons Tuteurs & tenons pour établie & réglée ladite Tutelle, à condition qu'avant que de l'exercer ils fassent tous & un chacun d'eux le serment de fidélité à notre Successeur; pour sa conservation, & pour lui procurer tous les avantages & le bien de nos Royaumes, & de nos sujets & vassaux, & des les garantir de toutes sortes de dangers & de faire tout ce que de fideles Tuteurs sont obligez, & diront toujours leurs sentimens ayant égard au service de Dieu & à l'exaltation de la sainte foi, à l'administration de la justice & à l'obéissance due à notre Successeur, ils garderont aussi le secret de tout ce qui se traitera en l'assemblée. Le President ou Gouverneur du Conseil prêtera son serment entré les mains de tous ceux de ladite assemblée après qu'un chacun d'eux l'aura fait & prêté entre les siennes.

XX. Lesdits Tuteurs que nous nommons & laisserons nommés doivent administrer tous ensemble, & non pas les uns sans les autres; & pour cet effet ils se doivent assembler dans un appartement de la Maison Royale, tous les jours & toutes les heures qu'il sera nécessaire de conférer sur les Consultations & affaires, tant générales que particulières, donnant leurs soins à celles-là préférablement aux autres, instruisant & faisant le rapport

port de tout au Secrétaire qui nous sert dans les dépêches universelles , lequel nous nommons afin qu'il continue dans le même emploi ; & pendant que la Reyne nôtre très-chère & bien aimée Epouse demeurera dans ce Royaume & qu'elle le trouvera en ladite assemblée (comme dit est) elle se convoquera en l'appartement de la Maison Royale que Sadite Majesté y marquera , & l'on y opinera sur chaque affaire , & on exécutera les résolutions prises à la pluralité des voix ; & dans les grandes & difficiles affaires on prendra les avis de ceux qui seront malades , & de ceux qui seront absens si le plus grand nombre le trouve à propos.

1700.
207.

XXI. Toutes les Consultations des Conseils se porteront à la Secrétairerie des dépêches universelles , & on les mettra entre les mains de celui qui en sera le Secrétaire ; elles seront ouvertes en l'assemblée où chacun en dira son sentiment en la manière qui a été dite , ledit Secrétaire y appointera la résolution prise à la pluralité des voix , & le jour suivant la rapportera après l'enregistrement , à moins que la nécessité , & brièveté ne requière de la rapporter incontinent ; & cette résolution sera visée par Sa Majesté dans l'endroit que j'ai accoutumé de le faire , lors que la Reyne nôtre très-chère & bien aimée Epouse assistera en l'assemblée , & plus bas elle sera aussi visée par deux de ladite assemblée ; & lorsque Sa Majesté n'y assistera pas elle sera visée de tous ceux qui composent ladite assemblée selon leur rang ou pour le moins de quatre : & qu'à l'égard des consultations du Conseil d'Arragon elles doivent être

1700.
2 Oct.

visées du Vice-Chancelier ou Regent plus ancien qui assistera en l'assemblée, & en la conclusion des affaires tant Generales que particulieres on les executera dans les Conseils par decrets, visées en la même maniere que le sont les Resolutions des Consultations, ou par des memoires Signez du Secrétaire des dépêches universelles, le tout selon la resolution de l'assemblée.

XXII. Et à l'égard des dépêches que nous signons, tant de nôtre main Royale que par l'impression de nôtre seing, Elles seront signées par la Reine nôtre très-chere & bien aimée Epouse, dans le même endroit que nous Signons; mais pour tous les autres de l'assemblée ils signeront plus bas: & si quelques uns en étoient empêchés il faudra du moins qu'il y en ait quatre qui signent: mais pour ce qui regarde l'Arragon elles doivent être toujours signées du Vice-Chancelier, ou Regent le plus ancien du Conseil d'Arragon qui assistera dans ladite assemblée, & les Secrétares d'Etat, les Contreroleront dans l'endroit où l'on a acoutumé, & les autres employeront ces mots, *par commandement de Sa Majesté*; Toutes les depeches doivent commencer par le nom de nôtre Successeur Regnant, ou bien par celui de sa Dignité Royale, & nous voulons avec toute nôtre puissance Royale, que tous ces Actes, Papiers, & ordonnances pour le bien de nos sujets soient comme si elles étoient des Lettres, & Billets, du Roy & Seigneur naturel de ces Royaumes, & que ceux qui n'y obeiront soient chatiez comme le

me le meritent tous ceux qui n'obeïssent aux
Lettres, Billets, & depêches de leur Roi & 1700
Seigneur naturel. 2 Oct.

XXIII. Et parce que l'assemblée, non seulement doit expedier ce que les Conseils proposent, mais qu'elle doit aussi pourvoir à tout ce qu'elle trouvera être le plus utile & le plus avantageux à nôtre Successeur & au bien universel de nos Royaumes sujets & Vassaux, & s'il arrive que quelqu'un de l'assemblée donne quelque avis ou qu'il le propose on opinera aussi en l'assemblée & on y resoudra ce que le plus grand nombre trouvera à propos.

XXIV. Et y ayant egalité d'opinions, en cas que la Reine nôtre très-chere & bien aimée Epouse ny fût pas, on doit appeller le President du Conseil auquel appartient l'affaire qu'on traite, ou le Doyen du même Conseil si le President n'y est pas. Et si le Doyen n'étoit pas en l'assemblée on doit appeller celui qui le suit en dignité.

XXV. L'heure la plus convenable pour l'assemblée sera tous les matins quand on sort des Conseils; Et elle se continuera les jours de fête en commençant une heure plutôt que les autres jours: que si cela ne suffisoit pas pour la depêche, on marquera quelque'après dinée de la semaine la moins occupée; & s'il arrive une affaire importante à quelque heure que ce soit, on en donnera avis incessamment au Secretaire de la depêche universelle, ou par les Ministres de l'assemblée, aux Presidens des Conseils; le Secretaire ira en avertir la Reine nôtre très-chere & bien aimée Epouse, quil'ayant

1700.
2 Oct.

communiquée au President du conseil resoudra s'il faut convoquer incontinent l'assemblée , pour y pourvoir ; & en cas que Sa Majesté fût absente le Secretaire des dépêches en avertira le President du Conseil , & le Vice-Chancelier , ou President d'Arragon , lesquels trouvant à propos de convoquer l'assemblée , on le fera ; & lorsque l'affaire demandera qu'il y soit promptement pourvû dans la Cour, le President ou Gouverneur du Conseil y pourvoira en informant l'assemblée aussi-tot si l'importance de l'affaire le requiert.

XXVI. Nous ordonnons à tous ceux de ladite assemblée qu'ils soient dans une parfaite union , étant très-important pour le bon Gouvernement & pour le bien de ces Royaumes ; & quoique nous soyons persuadé que la Reine Nôtre très-chere & bien aimée Epouse les entretiendra dans ces bons sentimens par son exemple , néanmoins pour nous acquiter de nôtre devoir nous prions & exhortons sa Majesté qu'elle y employe tous ses soins.

XXVII. Ce qui importe le plus pour le bien & avantage de ces Royaumes , c'est d'y avoir nôtre Successeur : s'il se trouve en sa Majorité nous le prions & exhortons d'y venir en diligence, & en cas qu'il soit en sa minorité, Nous ordonnons & chargeons l'assemblée de l'y solliciter étant très-important qu'il arrive en ce Royaume avec le plus de sûreté & de diligence qu'il sera possible.

XXVIII. En cas que nôtre Successeur soit en sa majorité , aussi tôt qu'il arrivera en cette Cour l'assemblée lui rendra compte
de

de l'Etat de toutes les affaires, & mêmes des affaires qui auront été exécutées en son absence si elles sont d'une assez grande importance pour l'en instruire.

1700.
20^{de}.

XXIX. Et si nôtre Successeur est encore en sa minorité nous voulons, & c'est nôtre volonté que selon son âge on lui rende compte des affaires qu'on traite en l'assemblée, afin qu'on sache que la suprême puissance reside en sa personne, comme aussi afin qu'il s'instruise, laissant au jugement de l'assemblée la forme & maniere qu'on y doit observer; & par les mêmes Raisons ayant atteint un âge assez avancé pour entendre la consultation ordinaire du Conseil de Castille conformément aux sentimens de l'assemblée, ledit conseil la lui fera en la même forme & maniere qu'à nous, parce que c'est un acte de l'autorité suprême que nos Sujets & Vassaux doivent reconnoître resider en sa Royale personne, quoi qu'à cause de sa minorité les Tuteurs & Curateurs que Nous avons nommez en aient l'administration; & lors que ce qui vient d'être dit ne se pourra pas exécuter, le Conseil de Castille observera la maniere ordinaire dont on consulte lors que nous sommes absens.

XXX. Nous déclarons qu'en l'assemblée que nous avons nommée soit pour l'absence de nôtre Successeur, étant déjà majeur, soit pour être Tuteurs & Gouverneurs de ces Royaumes tandis qu'il n'aura pas atteint sa Majorité; On pourvoira aux quatre places & charges du President ou Gouverneurs du Conseil, du Vice-Chancelier ou President

1700.
207.

d'Arragon , de l'Archevêque de Tolède ;
& de l'Inquisiteur General , pour entrer en
ladite assemblée ; en cas qu'il en vienne à
manquer quelqu'un d'eux par mort ou quel-
qu'autre cause valable ; si cela arrive après
mon décès , lesdites charges seront remplies
dans le tems de la minorité de nôtre Succes-
seur à la pluralité des voix par ladite assem-
blée : & à l'égard du Grand , & du Conseil-
ler d'Etat si nous ne laissons aucun memoire
écrit de nôtre main pour declarer ceux
qui doivent succeder , au défaut des premiers
que nous avons nommés , (que si nous lais-
sons cela fait nous voulons qu'on l'obser-
ve inviolablement aussi) l'assemblée en élira
en cas qu'il en vienne à manquer , en la ma-
niere susdite , ayant beaucoup d'égards à la
nomination du Grand ; en consideration de
ce qu'il represente la Noblesse de nos Royau-
mes que Nous & nos Predecesseurs avons
tôujours beaucoup estimée : pour ces rai-
sons nous avons voulu & ordonné que cette
partie de nos sujets si considerable par ses
vertus & par son rang participe avantageuse-
ment au Gouvernement de nos Royaumes : &
pour ce qui est du Conseiller d'Etat on fera en
sorte que ce soit une personne fort intelli-
gente & fort exercée dans les affaires d'Etat ,
comme il est absolument necessaire parce
qu'elle doit en cette assemblée représenter ce
Conseil que nos Predecesseurs & nous avons
tant estimé.

XXXI. A l'égard du rang qu'on doit
occuper en l'assemblée on se conformera
aux ordres établis sur cela , & qui furent
ob-

observez pendant nôtre minorité , & nous
declarons qu'on se doit placer de la maniere
que nous les nommons, & après eux le Grand,
& le Conseiller d'Etat se placeront ainsi qu'ils
arriveront l'un après l'autre ; & en cas qu'il
y ait un Cardinal de la sainte Eglise , il pre-
cedera seulement à l'égard des places , le
President du Conseil , & le Vice-Chancelier
d'Arragon ; & si la Reine nôtre très-chere
& bien aimée Epouse s'y trouve , on lui
donnera un fauteuil ; & à l'égard de l'or-
dre à donner sa voix , il s'observera selon la
Coutume des assemblées & non pas du Con-
seil d'Etat.

XXXII. Les Tribunaux que nous lais-
sons en nos Royaumes seront conservez dans
l'état où ils sont presentement : pour cet effet
nous leur communiquons de nouveau toute
l'autorité qu'ils ont presentement nous ser-
vant pour cela de tout nôtre pouvoir Royal.
Les ministres, tous les Vice-Rois & Gou-
verneurs, & autres personnes qui se trouve-
ront revetus de dignitez dans le tems de nôtre
decès seront maintenus jusques à ce que nôtre
Successeur ou l'assemblée , que nous avons
nommée, y apporte quelque changement en
vertu de la puissance que nous leur laissons
selon les motifs qu'ils en pourront avoir ;
& afin qu'ils exercent lescdites charges nous
leur donnons tout le pouvoir que nous leur
pouvons donner , & nous ordonnons à nos
Royaumes & à nos sujets qu'ils leur obéis-
sent en la même maniere qu'ils nous ont
obéi.

XXXIII. Comme tout ce qui est dit
cy-dessus est fort avantageux pour la defen-
se

1700.
208.

se de nos sujets afin qu'ils vivent en paix , ce dont l'assemblée à qui appartient particulièrement le gouvernement de nos Royaumes , doit avoir un grand soin est que les Tribunaux soient exacts à s'aquiter de leur devoir ; & ainsi nous les chargeons de nouveau fort particulièrement qu'ils ayent un grand soin de faire observer toutes les loix , dispositions , & reglemens que nous aurons donnés pour la bonne administration de la justice , & pour l'équitable gouvernement de nos sujets. Et parce que la forme qui se pratique pour l'établissement des tribunaux se trouve fort utile depuis fort long-tems , au gouvernement de cette Monarchie à cause des grands Royaumes dont elle est composée, & que le gouvernement se regle & les affaires s'expedient plus facilement par cette voye en la suivant exactement ; Nous chargeons nos Successeurs de la maintenir & continuer , & surtout qu'on observe ponctuellement les loix & immunités de nos Royaumes, & que tout leur gouvernement soit administré par des personnes naturelles d'iceux , sans qu'on s'en puisse dispenser pour aucune cause que ce soit : car outre le droit que nos Royaumes ont pour cela il s'est trouvé de très-grands inconveniens lors qu'on a voulu faire le contraire.

XXXIV. Nous ordonnons qu'on restituë à la Reine Donna Marianne nôtre très-chere & bien aimée Epouse tout ce qu'elle aura reçu de sa dot , & que nôtre Successeur & les Executeurs de nôtre present Testament lui payent tout le surplus de ce à quoi Nous Nous sommes obligé ; & outre cela

la on lui donnera durant sa vie , & Veu-
vage , quatre cent mille ducats par an
pour son entretien à compter du jour de mon
decès.

1700.
207.

XXXV. Et par la bonne volonté &
amitié que nous avons eüe & avons pour
la Reine nôtre très-chere & bien aimée
Epouse , nous lui laissons & donnons tous
les Joyaux , Biens , & Meubles qui ne
sont pas affectés à la Couronne , & tous
autres droits que nous avons , & qui nous
peuvent appartenir ; & nous ordonnons à
tous nos sujets qu'ils la respectent , la ve-
nerent , & la servent , afin qu'elle trou-
ve dans l'amour & la reverence de tous nos
sujets la consolation que je voudrois bien lui
procurer : & nous prions affectueusement nô-
tre Successeur & l'exhortons aussi instam-
ment qu'il nous est possible , que s'il plaît
à la Reine nôtre très-chere & bien aimée
Epouse de se retirer en quelque'un de nos
Royaumes d'Italie : Et qu'elle voulût pour
le bien & l'avantage du Royaume s'em-
ployer à son Gouvernement, qu'il lui plaise
de disposer dudit Gouvernement en sa fa-
veur , & de lui donner des Ministres , les
plus honorables & de la plus grande expe-
rience qu'il s'en pourra trouver ; Et si elle
a dessein de vivre en quelques villes de ces
Royaumes d'Espagne , il plaise à nôtre Suc-
cesseur lui donner le gouvernement de ladite
ville qu'elle aura choisie pour sa retraite
& de toutes ses dépendances avec la jurif-
diction.

XXXVI. Si au tems de nôtre decès nô-
tre.

1700.
2 Oct.

tre Successeur se trouvoit être mineur, nous ordonnons que notre Royale maison se conserve en la forme & état qu'elle se trouve, afin qu'elle lui serve dans les mêmes offices, & charges qu'elle a presentement, ou qu'elle aura au tems de notre decès, en consideration du rang & des bons services de ceux de la premiere Hierarchie, & ayant aussi égard aux bons & agréables services que les autres qui la composent ont rendus : & si notre Successeur étoit en sa Majorité, nous souhaitons qu'il lui plaise de faire une forte attention à ces importantes raisons pour conserver dans leurs offices ceux du premier rang, afin de conserver à la maison Royale son lustre & sa magnificence, & à cette même fin, se servira des autres selon qu'ils se trouvent dans leurs emplois & charges, parce qu'ils s'en sont bien aquités jusques à present.

XXXVII. Nous voulons que les serveurs de la Maison Royale & ceux de la Reine notre très-chere & bien aimée Epouse, & ceux de la Serenissime Reine notre Mere & Dame (de glorieuse memoire) soient maintenus dans la jouissance de leurs portions, & autres emolumens annexez aux emplois de chacun pour tous les jours de leur vie ; Et en cas qu'il arrive que quelqu'un d'eux soit hors d'état de continuer le service lors de notre decès, le Roi notre Successeur ne laissera pas de lui continuer sa subsistance & autres émolumens.

XXXVIII. A l'égard de notre Noble
Garde

Garde du corps, comme elle n'a été établie que pour être employée à la garde du Roi actuellement regnant, Nous voulons que si nous venons à deceder sans laisser de Successeur ladite garde soit levée, & son Corps de garde oté de notre Palais, & néanmoins qu'elle soit maintenue au même nombre de Soldats avec son Capitaine ou Gouverneur; & les autres Officiers qui y sont jusques à ce qu'elle puisse servir notre Successeur; & son gouvernement & provision de ses places, & charges subsisteront en la même maniere & forme, qu'elles ont fait jusques à present.

XXXIX. La garde Espagnole, & Allemande, continueront d'affister au Palais Royal comme elles ont fait jusques à present pour la bienfiance & pour servir la Reine notre très-chere & bien aimée Epouse; & porter les paquets qui seront adressez à l'assemblée, & à la secretairie des dépêches, ainsi qu'il s'est observé pendant notre regne.

XL. Pour ce qui regarde la fleur de lys d'or & beaucoup d'autres Reliques qui appartenoient au Seigneur Empereur Charles-Quint notre Trisayeul, & le *lignum Crucis* & plusieurs autres Reliques qui sont dans le Reliquaire de la Chapelle Royale, & dans le tresor que le Roi notre Seigneur & Pere; a laissez affectées, & annexées à la Couronne, & suivant la disposition que le Roi notre Seigneur & Pere en a fait, nous ordonnons qu'elle s'observe en la même maniere & conformement à ce que sa Majesté en a ordonné.

1700.
20^e.

XLII. Et comme le Roi nôtre Seigneur & Pere a laissé annexés à ladite Couronne d'autres meubles & joyaux qui sont dans ledit Thresor de ce Palais de Madrid, & plusieurs autres ornemens, peintures & tables precieuses qui sont audit Palais, nous ordonnons que les Creanciers à qui ils sont hypothéquez en soient payez & satisfaits par la Couronne jusques à leur valeur, la chose devant être faite ainsi pour l'honneur de la Couronne; & conformement à ce reglement nous ordonnons qu'ils s'observe & s'exécute dans la maniere que ladite Majesté l'ordonna.

XLII. Et à l'égard du Palais, & autres Maisons Royales que nous avons en cette Cour, & aux environs & dans d'autres Cités, Villes, Bourgs, & Villages, nous ordonnons que tous les Tableaux, Tapisseries, Miroirs & tous autres Meubles qui les Ornent, restent annexés comme nous les annexons dès à present avec toute la force du pouvoir que le droit nous donne dont nous nous servons, pour en jouir par nôtre Successeur & Successeurs de cette Couronne; & dès à present & pour toujours nous les privons de pouvoir donner ni aliener en aucune maniere lesdits châteaux & Maisons Royales ny aucune des choses qui y sont; & pour l'accomplissement de cette nôtre volonté nous ordonnons que lesdits Meubles & Ornemens soient reconnus, par des Inventaires qui se trouveront dans lesdites Maisons, & qu'on en fasse de nouveaux y ajoutant ce qui ne se trouvera pas dans les vieux; & dans les Contrerooles, & bureaux; & en ceux,

ceux de nôtre Maison Royale on y en gardera des Copies autentiques ayant inseré cette clause ; afin qu'en tout tems il soit notoire que lesdits Meubles sont annexés & qu'ils ne doivent point être donnés , ni alienez , en aucune maniere par nôtre Successeur & Successeurs ; si ce n'est en cas que pour la defense de nôtre Sacrée Religion , & de nos Royaumes , on soit contraint d'user des secours que lesdites choses peuvent produire dans des occasions si legitimes ; pour lesquels cas nous laissons libres tous ces Meubles , dont il sera necessaire de se prevaloir & servir & non pour aucun autre quelque pressant & important qu'il puisse être ; & comme nous avons depensé quelques sommes considerables en plusieurs Bâtimens & Ornemens , & que nos Royaumes & nos sujets nous en ont aussi fourni beaucoup pour nous faire plaisir , nous ordonnons qu'on estime & qu'on paye leur prix à nos creanciers par les soins de l'assemblée des decharges , attendu que ces Meubles que nous y avons ajoutés peuvent être affectés à nos creanciers.

XLIII. Le Roy nôtre Seigneur & Pere nous a laissé & donné , & à nos Successeurs aux Royaumes un Crucifix auquel sont attachées des Indulgences & qui est posé en nôtre Garderobe , avec lequel nôtre Seigneur l'Empereur nôtre Trisayeul mourut , & les autres Rois jusques à Sa Majesté , & nous esperons faire la même chose : nous conformant à cette disposition & pratique nous le laissons à nôtre Successeur , & Successeurs à

1700. la Couronne, comme étant une très pieuse
208. devotion & saint Memorial.

XLIV. Nous declaronz que nous avons
toujours souhaité de faire justice à nos sujets
& vassaux, & que jamais nous n'avons eu
intention ni volonté d'offenser personne;
Mais au cas que quelques-uns aient eu sujet
de plainte ou qu'ils aient pû pretendre quel-
que chose en vertu de nos resolutions & dis-
positions; nous ordonnons qu'on leur donne
satisfaction en tout, & qu'on paye tout ce
que je dois à mes Serviteurs & Domestiques
& à toute autre personne; & nous prions
& chargeons nôtre Successeur & tous les au-
tres qui gouverneront en sa minorité, qu'ils
suppléent ce qui manquera de nôtre fonds
Royal jusques à la veritable & parfaite sa-
tisfaction de nos dettes & des torts & outra-
ges que nous pourrions avoir faits.

XLV. Nous prions & chargeons nos
Successeurs que durant le tems de leur Gou-
vernement en ce Royaume, ils évitent avec
soin les depenses superflues, & qu'ils sou-
lagent leurs sujets & diminuent les Tributs,
& impositions, car quoi qu'ils les accor-
dent volontairement, ils ne laissent pas de s'en
trouver surchargés parce que la priere & la
volonté des Rois en cela leur fait faire de
trop grands efforts, & si les Rois avoient le
moyen de remedier à leurs necessités quoi
qu'elles fussent bien pressantes, ils ne de-
vroient jamais demander aucuns secours à
leurs sujets & vassaux: ainsi l'on doit abolir
les Tributs toutes les fois que les necessités
cessent.

XLVI. Pa.

XLVI. Pareillement je charge nos legitimes Successeurs à nos Couronnes & Seigneuries, que pendant qu'ils en feront les Possesseurs ils honorent leurs Royaumes & veillent pour leur conservation & pour leur avantage, qu'ils considerent, favorisent & protegent leurs sujets suivant leurs merites; & quoi que ceci soit General pour tous nos Royaumes, nous leur recommandons particulièrement, d'avoir beaucoup d'amour & de soin de nos Royaumes d'Espagne, & plus expressement encore pour la Couronne de Castille, parce qu'il est notoire que les forces de monde, & d'Argent, qu'elle a fourni, dans le tems de nos Seigneurs les Rois nos Ayeuls, en celui du Roy nôtre Seigneur & Pere, & au nôtre pour les guerres de Flandres, Allemagne, France, Italie, & autres endroits; & les services & effusion de sang qu'elle a rendus & soufferts & qu'elle rend & souffre au continu pour la deffense de la Religion Catholique, ne se peuvent assés reconnoître.

XLVII. Item qu'on administre & qu'on fasse administrer la justice à tous nos Royaumes & Seigneuries, à nos sujets & autres personnes, équitablement & sans aucune acception de personne, & qu'en ceci ils soient les Peres & les apuis des Orphelins, veuves & personnes necessiteuses & miserables afin qu'elles ne soient pas opprimées par les Riches & Puissans: car c'est le devoir essentiel des Rois, afin qu'à chacun soit conservé son droit, & que tous vivent en paix & tranquillité, amour & obeissance envers leur Roy.

1700.
20^e.

XLVIII. Nous recommandons très-particulièrement à nôtre Successeur & Successeurs de favoriser & protéger tous les sujets & Vassaux étrangers , & de se fier en eux comme l'on fait de ceux de Castille , parce que c'est le moyen le plus efficace pour les conserver en amour dans les endroits où nôtre présence Royale ne se trouve pas.

XLIX. Et parce que j'ay trouvé ces Royaumes fort chargez de tributs , nous les avons soulagez de quelques-uns , n'ayant pas fait en cela , ce que nous aurions voulu, les guerres & les necessités de nôtre tems nous en ayant empêché ; cependant comme il est très-avantageux à notre Couronne de soulager nos sujets le plus qu'il sera possible , Nous recommandons à nos Successeurs d'ôter de ces tributs le plus qu'il leur sera possible & que les necessitez publiques le permettront ; & que le provenu de ces subsides , & d'autres rentes , & du Patrimoine ne soit employé ni consumé en gratifications ni autres bienfaits volontaires : car cela ne se peut ni ne se doit , parce que c'est le sang des sujets & qu'il n'y a que la deffense de la Religion , qui puisse justifier l'incommodité qu'on leur fait en cela ; & pour mieux y réussir on doit procurer par tous les moyens possibles de degager les dites rentes.

L. Nous conformant aux loix de nos Royaumes qui defendent l'alienation des biens de la Couronne & de ses Seigneuries , nous ordonnons & chargeons nôtre Successeur & Successeurs que durant le tems de leur gouvernement ils n'alienent aucune chose desdits Royaumes Etats & Seigneuries , ni qu'ils

qu'ils les divisent ni partagent, mêmes entre leurs propres enfans ni en faveur d'aucune autre personne; & nous voulons que tous lesdits Royaumes & tout ce qui leur appartient, ou pourroit appartenir ensemble, ou à chacun en particulier, & tous autres Etats qui pourroient appartenir par succession à nos heritiers après nous, se conservent ensemble & soient toujours joints comme des biens indivisibles & impartiables de cette Couronne, & autres nos Royaumes, Etats, & Seigneuries, ainsi qu'ils sont presentement; & si par grandes & pressantes necessitez ils vouloient aliener quelques sujets, ils le feront avec le Conseil & au gré des personnes interessées, & contenues en la loy que fit le Seigneur Roi Jean second, parce qu'elle fut établie du mutuel consentement dans les Etats qui se tinrent à Valladolid l'an mil quatre cens quarante deux, & ensuite confirmée par les Seigneurs Rois & Reine Catholiques Ferdinand & Isabelle nos Predecesseurs, le Seigneur Empereur notre Trisayeul en l'assemblée qu'il tint à Valladolid l'an mil cinq cent vingt & trois, & depuis par notre Bisayeul, notre Ayeul & le Roi notre Seigneur & Pere par leurs Testamens, & de nouveau nous la confirmons, voulons, & ordonnons, qu'on la garde, & qu'on l'accomplisse.

LI. Et comme la Reine Isabelle & après elle le Seigneur Empereur notre Trisayeul, & les autres Seigneurs Rois ses Successeurs jusques au Roi notre Seigneur & Pere, ont laissé & ordonné en leurs Testamens que tous les droits, impositions & tributs ap-
parte-

1700 appartenant à la Couronne Royale & aux
208. Patrimoines de nos Royaumes & Seigneu-
ries, soient aperceus par tous les grands &
Chevaliers de ces Royaumes, nous le voulons
& regions aussi en la même maniere.

LII. Or comme les grandes occupations
qui nous sont survenues en tems de Paix, &
de guerre, & quelque autres affaires impor-
tantes, durant le cours de notre regne nous
ont empêché de remedier à plusieurs abus, &
principalement à celui des impositions des
droits que les Grands ont coûtume de lever :
pour obvier à ce que les Grands & autres per-
sonnes ne veuillent les continuer comme en
ayant un droit irrevocable, par notre tole-
rance & dissimulation; nous voulons leur de-
clarer que nous ou nos Successeurs sommes en
droit & pleine Puissance d'en changer l'usa-
ge comme effectivement nous le changerons
qu'and il nous plaira. Pour cet effet de notre
propre mouvement, certaine science & pou-
voir Royal absolu duquel nous voulons nous
servir & nous servons en cette occasion
comme Roi & souverain Seigneur, ne
reconnoissant dans le temporel aucun supe-
rieur en la terre; nous revoquons, cas-
sons, annullons, & declaron pour ne-
ant, & d'aucune valeur ladite tolerance,
dissimulation, & licence que nous aurons
fait paroître ou soufferte & accordée &
que nous pourrons accorder de Paroles, &
par écrit, possession & jouissance d'un long
& très long-tems, quand il seroit de cent
ans, & tel que pourroit être de memoire
d'homme, afin qu'il ne leur puisse pas être
d'aucune utilité, & que le droit de la Couronne
reste.

reste toujours en son entier ; & que nous & les 1700.
Rois nos Successeurs auxdits Royaumes 208.
puissions r'incorporer à la Couronne , & à
notre Patrimoine Royal , lefdites imposi-
tions , Tributs & droits de quelque maniere
qu'ils leur appartiennent , comme étant chos-
ses annexées à ladite Couronne , dont ja-
mais elles n'ont pû , ne peuvent ni ne pour-
rons être séparées , en vertu d'aucune tole-
rance , permission ; dissimulation ou jouis-
sance immémoriale , ni par une licence ex-
presse ou Concession , qu'on pourroit avoir
de nous & des Rois nos Predecesseurs , en
vertu de ce que la Reine Isabelle , le Sei-
gneur Empereur mon Trisayeul & les au-
tres Seigneurs Rois leurs Successeurs jusques
au Roy notre Seigneur & Pere ont laissé
reglé.

LIII. Nous déclarons que nous avons tou-
jours eu soin d'empêcher que les garennes
& forêts que nous avons en plusieurs en-
droits de nos Royaumes , ne causassent
aucun dommage à nos sujets & Vassaux en
leurs biens & heritages. Cependant si
au tems de notre decès on n'a point
donné de satisfaction aux Villages qui en
ont reçu dommage par notre chasse, nous
ordonnons que notre grand Veneur examine
les pertes de nos sujets , & que selon le
raport qu'il en fera on les satisfasse incon-
tinent sans aucune autre verifcation ni dili-
gence.

LIV. Pareillement nous declarons que
pour les augmentations des Bâtimens que
nous avons ordonné de faire au *Buen-retiro* ,
Palacio , & autres Maisons de Campagne ,
qui.

1700. qui ne sont sous la Direction de l'assemblée ;
208. desdits bâtimens , & forêts nous en avons
assignée le coût sur les derniers provenant
de nos Royales depenses Secrètes , l'a-
yant fait distribuer par les mains de Joseph
del Olmo , Intendant des bâtimens Royaux ;
& parce que peut être ces bâtimens se-
ront continuez par la même main , ou par
celle de l'Intendant qui lui succedera , nous
ordonnons & c'est nôtre volonté qu'on le
satisfasse , selon qu'il aparôitra lui être dû
pour les bâtimens susdits , conformément au
raport qu'il en produira , fait avec serment ,
ayant été fait pour un plus grand Ornement
& commodités desdites Maisons Royales :
& comme il se peut que Don Philippe de
Torres nôtre Secretaire de la Chambre en
charge , & son Successeur auront fourni
quelques sommes sur l'argent qu'ils reçoivent
del Bolfillo & autres revenus , nous
ordonnons , qu'on s'en raporte à ce qu'ils
en diront à cause de la confiance & expe-
rience que nous avons de ces Domestiques.

LV. Nous ordonnons que toutes nos det-
tes soient payées au plûtôt par les soins de
tous les Executeurs de notre Testament nom-
més en l'assemblée , qu'on doit tenir , pour
cela avec le Secretaire des decharges , en
pourvoyant convenablement à ce qui presse-
ra le plus , & surtout pour ce qui regarde
la decharge de notre conscience.

LVI. Et parce que dans les Testamens
des Seigneurs Rois nos Predecesseurs , il y
a plusieurs clauses qu'on a repetées jusques au
Roi notre Seigneur & Pere , pour ce qui
regarde la décharge de leurs consciences , qui
par

par le malheur des tems n'ont pû être exécutées; & que pour cet effet dès le tems du dit Seigneur Empereur, on a assigné plusieurs Rentes de la Couronne qui sont en la disposition de l'assemblée des decharges, nous ordonnons qu'elles s'administrent en la même forme & maniere, y ajoutant celles que le Roy notre Seigneur & Pere y destina, afin que de leur produit on satisfasse aux dettes sans diminution du capital assigné à l'exécution du Testament, & sans qu'il s'en fasse aucun decomppte mais qu'elles demeurent toujours entieres étant payées fort ponctuellement y alant de l'interêt de nos Successeurs, afin qu'on observe la même chose à leur égard.

LVII. Et en ce qui reste de tous nos biens, droitz & actions de quelque maniere qu'ils nous apartiennent de notre Testament, étant payés entierement; selon sa forme & teneur nous laissons & nommons pour notre heritier ledit Successeur de nos Royaumes, afin qu'il en jouisse avec la Benediction de Dieu & en vertu de cette declaration de notre volonté.

LVIII. Pour la prompte execution de ce present notre Testament, & derniere volonté, nous nommons pour Exécuteurs, universellement en tous nos Royaumes, Etats, & Seigneuries, dedans & dehors l'Espagne, la Reine notre très-chere & bien aimée Epouse; notre Echançon & à son défaut le plus ancien Gentilhomme de chambre jusques à ce qu'il y en ait; notre premier Majordome & à son défaut le plus ancien Ma-

jor-

1700. jordome jusques à ce qu'il y en ait ; notre
 2 Oct. premier Ecuier ou celui qui exercera sa charge ; notre premier Aumonier ; notre Confesseur , & celui qui lui succedera en cet emploi ; celui qui sera President ou Gouverneur du Conseil de Castille , & n'y en ayant pas celui qui sera le plus ancien jusques à ce qu'il y en ait ; celui qui sera Vice-Chancelier d'Arragon , & n'y en ayant pas celui qui sera le plus ancien , jusques à ce qu'il y en ait ; celui qui sera Inquisiteur-General , & n'y en ayant pas celui qui sera le plus ancien du Conseil de l'inquisition jusqu'à ce qu'il y en ait ; le President des Indes & à son défaut , le plus ancien , jusques à ce qu'il y en ait ; celui qui sera Prieur de St. Laurent le Royal : & nous voulons , & ordonnons que nosdits Executeurs de ce Testament, se fassent instruire & qu'ils puissent envoyer ceux du Gouvernement dans tous les endroits de nos Royaumes & Seigneuries dedans & dehors l'Espagne , & autres Ministres & personnes qui y resident selon qu'ils le jugeront à propos pour l'exécution & entier accomplissement de ce notre Testament.

LIX. C'est notre volonté , & nous ordonnons , que cette notre écriture , & tout ce qui y est contenu , soit tenu pour notre Testament, & dernière volonté en la meilleure forme & maniere qu'il puisse valloir , & être plus utile & plus favorable : & si ce present notre Testament avoit quelque défaut , ou omission , ou qu'il manquât de formalité , ou solemnité requise

tant.

tant grande qu'elle puisse être, ou qu'il y eut
quelques autres défauts, nous de nôtre pro-
pre mouvement, certaine science, & pouvoir
Royal absolu, duquel nous voulons user en
cette occasion, & duquel nous usons, nous
y supléons & voulons, & c'est nôtre volon-
té qu'il y soit suppléé, & ôtons & levons
tout obstacle & empêchement à l'exécution
de notre susdit Testament ainsi de fait comme
de droit; & voulons, déclarons, & ordon-
nons, que tout ce qui y est contenu, s'ob-
serve; s'exécute & accomplisse, sans avoir
aucun égard à aucune loi quelle qu'elle soit,
constitutions, proclamations, & décrets com-
muns, & particuliers, desdits Royaumes,
Etats, & Seigneuries qui y soient contraires
ou qui le puissent être; & nous voulons &
ordonnons que chaque article ou partie de
ce qui est contenu & déclaré en ce nôtre
Testament, soit regardé & tenu pour loi
& qu'il ait force & vigueur de loi, faite &
proclamée aux assemblées generales avec
meure deliberation, & qu'aucun privilege,
ni droit, ni aucune autre disposition, lui pre-
judicie; parce que notre volonté est que cette
loi que nous faisons icy deroge, & abroge
comme étant dernière, toutes sortes de pri-
vileges, loix, & decrets, coutumes, ma-
nieres & autres dispositions, de quelque
nature que ce soit qui pourroient y contredi-
re: & par ce nôtre Testament nous revo-
quons, & déclarons pour non venu, &
d'aucune valeur, ni effet, tout autre Testa-
ment, Codicile, ou Codicules, ou quelque au-
tre dernière volonté qu'avant ce Testament
nous ayons fait, & octroyé, avec quelques
for-

1700.
2 Oct.

sortes de clauses derogatoires , en quelque forme & maniere que ce soit , lesquels & chacun d'eux qu'on produise , voulons & declarons qu'on n'y ajoute point de foi en justice , ni autre part : sauf celui-ci que nous faisons à cette heure & declarons que c'est notre derniere volonté , en laquelle nous voulons mourir , & est écrit en cinquante & deux feuilles , toutes en papier de lettres ou paquets entiers de cette écriture , & des papiers communs , & trois & demi en blanc. En foi dequoi ; Nous le Roy Don Charles le reconnoissons & le signons en la Ville de Madrid ce deuxieme Octobre 1700.

Ainsi signé.

YO EL REY.

C O P I E

D U

C O D I C I L L E.

Nous Charles par la grace de Dieu Roy de Castille, de Leon, d'Arragon, &c. Comte de Flandres, &c. Disons que nous trouvant en la maladie qu'il a plu à notre Seigneur de nous envoyer : mais pourtant avec notre entendement ordinaire avons octroyé , & fait un Testament scelé , daté du 2. d'Octobre de l'an 1700, par devant Don Antoine de Ubilla & Medina Chevalier de l'ordre de St. Jaques , de notre Conseil d'Etat , de la negociation d'Italie & des
De-

Depêches universelles, Nôtre Public, en tous nos Royaumes, & Seigneuries, & les témoins qui y sont nommés. 1700.
208.

I. Et parce qu'en une des clauses qui y sont contenuës nous declaron & ordonnons que si la Reine Dona Marianne notre très-chere & bien aimée Epouse, après Notre decès, de son bon gré & volonté faisoit dessein de se retirer en quelqu'un de nos Royaumes d'Italie & que pour l'avantage dudit Royaume, elle voulut s'appliquer à le gouverner, notre Successeur en pourra disposer en sa faveur, lui donnant des ministres expérimentés & pourvus de toutes les qualités nécessaires; & si elle vouloit vivre en quelque une des Villes de ces Royaumes, on lui en donnera le gouvernement, & de tout son territoire avec la juridiction: & à present pour une plus grande extention de ladite clause & pour la satisfaction de la Reyne, nous voulons que si elle trouvoit lui convenir plus, à cause de son rang, de se retirer dans les Etats que nous avons en Flandres, pour y vivre, & qu'elle voulut se dedier à les Gouverner, il lui en sera donné le commandement & le Gouvernement par nôtre Successeur, en la même forme & maniere qu'on auroit fait pour quelqu'un des Royaumes d'Italie qu'elle auroit élu, en vertu de la clause du Testament, lui donnant des Ministres qui seroient le plus propres pour cela.

II. Nous ordonnons, que l'édifice que nous avons commencé (en veüe d'une plus grande veneration au saint Sacrement) en la Chapelle du Palais Royal, que nous avons
en

1700. en cette ville de Madrid , & dont on pay
207. sur mon compte la dépense & celle de ses or-
nemens , s'acheve par nôtre Successeur jus-
ques à le mettre en bonne forme , suivant en
tout les plans & accords qu'on a faits , &
qu'on l'avance le plus promptement qu'il se-
ra possible , en sorte qu'on y puisse poser au
plûtôt le saint Sacrement avec la solennité
requisse.

III. Nous ordonnons & donnons aux con-
vents Royaux des dechaussées Franciscanes ;
à celui de l'Incarnation ; aux Augustines
Recolletes ; à celui de sainte Terefe , & à
celui de Sainte Anne ; aux Carmelites De-
chaussées , une piece de meuble à chacun pour
son ornement , ainsi que la Reine nôtre très-
chere & bien aimée Epouse , le choisira ,
& nous la prions & exhortons de l'accom-
plir ainsi.

IV. Item nous voulons , & c'est nôtre
volonté que le Convent des Religieuses Car-
melites Dechaussées , du titre saint Joseph
de la Ville d'Avila , s'incorpore & s'agregé
au Patronat Royal , ayant ordonné pour
cela la somme ou sommes qui seront neces-
saires : devant être réglé le tout par la
chambre de Castille selon la forme accou-
tumée.

V. Nous ordonnons & commandons , que
quand on payera les dettes que nous lais-
serons , on paye aussi tout ce qui sera dû jus-
ques au jour de nôtre décès , dont on presen-
tera un état suivant l'ordre de la Reine nôtre
très-chere & bien aimée Epouse.

VI. Ayant souhaité toute ma vie que la
glorieuse sainte Terefe de Jesus , ait le
Com-

Compatronat de nos Royaumes d'Espagne pour la speciale devotion que nous lui portons , nous recommandons à nôtre Successeur & à nos Royaumes qu'ils disposent la chose comme en devant attendre de très-importans benefices par l'intercession de cette sainte.

1700.
5 Oct.

VII. Et afin que ces precautions ne soient pas inutiles nous faisons ce Codicille , que nous voulons, qu'il vaille comme si tout son contenu étoit inferé dans nôtre dit Testament scelé, que Nous laissons en toute sa force & vigueur, en ce qui ne sera contraire à ce que nous ordonnons ici , & nous ordonnons & voulons qu'il vaille , & que quand on l'ouvrira , avec la Solemnité du droit, on fasse le même de ce Codicille & qu'on le joigne avec lui , afin qu'il ait la même valeur & force ; & il est écrit en quatre feuilles avec celle-cy. Et pour l'autoriser & reconnoître scelé nous l'avons signé en la Ville de Madrid le cinquième jour d'Octobre de mil & sept cens.

Ainsi signé.

Y O E L R E Y.

C O P I E.

Du Memoire mentionné dans le Testament.

Nous nommons Don Rodrigue Manuel Manriques de Lara Comte de Frigiliane Gentilhomme de nôtre Chambre , de nôtre Conseil d'Etat, afin que comme en

H h

étant

1700
2 Oct.

étant Ministre , il entre en l'assemblée que nous avons assignée par nôtre Testament , pour le gouvernement de nos Royaumes , dans l'interim jusques à ce que nôtre Successeur en puisse prendre possession ; & se devant trouver en l'assemblée un Grand aussi pour représenter la Noblesse nous nommons Don Francisco Casimiro Pimentel Comte de Benavent , nôtre Echançon ; & afin qu'il soit exécuté ainsi nous l'avons signé à Madrid le 2 Octobre 1700. ainsi signé

YO EL REY.

*Indice des Matières contenues en ce
Testament.*

I. C'Est une invocation que Sa Majesté fait à Dieu , pour l'équitable reussite de son Testament.

II. Contient une même invocation de la Vierge & de tous les Saints pour la même fin , avec une exhortation du souverain Ministre de la Conception.

III. Il contient la disposition touchant son enterrement.

IV. Il ordonne la continuation des Fondations faites au Convent de St. Laurent.

V. Il recommande la conservation de ce Convent dans la même grandeur qu'il a été maintenu.

VI. Il ordonne un nombre de Messes.

VII. Qu'on observe la Fondation faite par le Signor Don Philippe IV. pour le rachat des Esclaves , pour Marier des Orphelines , & pour délivrer des pauvres des Prisons.

VIII. II

VIII. Il recommande le respect à la Chaise Apostolique : l'amour des vassaux , & la bonne administration de la justice. 1700.
2 Oct.

IX. Il declare incapable de la Succession celui qui sera infecté d'heresie.

X. Il recommande que les affaires se fassent plutôt par un Point de Religion que par des égards Politiques.

XI. Il ordonne de conserver le culte au très saint Sacrement dans la Chapelle du Palais , ainsi qu'il se trouve aujourd'hui établi.

XII. Il declare pour heritier l'aîné de ses enfans en Cas qu'il en ait de legitimes.

XIII. Il declare pour Successeur le Duc d'Anjou & à son défaut d'autres qu'il exprime.

XIV. Il ordonne qu'il soit proclamé Roi, & l'appelle pour en venir incessamment prendre le gouvernement.

XV. Il ordonne que le Successeur ne se trouvant pas dans le Royaume , on forme un Conseil pour gouverner de la maniere qu'il dispose , la Reyne y ayant voix honnoraire; il y cite un memoire.

XVI. Il ordonne qu'étant le Successeur en minorité, le Conseil continuera jusques à la majorité.

XVII. Il nomme pour Tuteur du Successeur le Vice-Chancelier d'Arragon , & à son défaut le plus ancien Regent de robe.

XVIII. Il ordonne que le Regent entrera dans le Conseil pour être informé de tout.

XIX. Sa Majesté donne à l'assemblée , tout pouvoir pour le gouvernement absolu.

XX. Forme & maniere avec laquelle ceux de l'assemblée doivent gouverner.

1700.
2 Oct.

XXI. Il declare la forme de depêche, touchant les deliberations, depêches, Decrets, & la maniere de les viser.

XXII. Maniere de signer les depêches & les Contreroles.

XXIII. Que toutes les affaires seront décidées à la pluralité des voix.

XXIV. Qu'y ayant égalité de voix, à cause de l'absence de la Reyne on se rapportera au President ou Doyen du Conseil d'où l'affaire dépend.

XXV. Il donne l'heure pour l'assemblée, & l'amplifie pour la convoquer dans des cas extraordinaires.

XXVI. Il recommande l'union à l'assemblée.

XXVII. Que se trouvant le Successeur en majorité, on le sollicitera de venir gouverner incessamment.

XXVIII. Que le Successeur étant majeur & absent, on l'informerait de l'Etat des affaires.

XXIX. Que le Successeur étant mineur on lui fera part des affaires qu'on traitera en l'assemblée, & la forme en laquelle on doit faire la Consulte ordinaire dans le Conseil de Castille.

XXX. Ceux qui doivent succeder en l'assemblée, en cas de vacance dans les quatre premieres Places, & Sa Majesté exhorte la bonne election du Grand & du Conseiller d'Etat.

XXXI. Maniere de se placer de ceux de l'assemblée.

XXXII. Sa Majesté ordonne que tous les tribunaux de ses Etats soient conservés, & leurs

leurs Ministres, jusques à ce que le Successeur, ou l'assemblée en disposât autrement.

1700.

2 Oct.

XXXIII. Il ordonne qu'on observe le plan établi pour le maintien de ses Etats, & que ses Successeurs le maintiennent, puisque la forme des tribunaux & la disposition de la Monarchie est si précise pour sa conservation.

XXXIV. Il ordonne qu'on restitue la dot à la Reine & qu'on lui paye toutes les choses dont Sa Majesté se trouvera être obligé, aussi bien que 40000. Ducats par an pour ses alimens pendant sa vie & son veuvage.

XXXV. Il laisse à la Reine tous les joyaux, bijoux, & meubles & biens, & tous autres droits qui lui puissent appartenir excepté ceux qui sont inalienables, & qu'en cas qu'il lui plaise d'aller vivre en Italie ou en quelque Ville de ses Royaumes elle le puisse executer.

XXXVI. Que se trouvant le Successeur en âge de minorité on conserve la Maison Royale dans la même maniere, & s'il se trouvoit en sa Majorité on l'y exhorte & l'en prie. Jusques ici a été traduit sur l'Original.

XXXVII. Qu'on conserve les Gages des Officiers de la Maison Royale, de celle de la Reyne, & de celle de la Reyne Mere.

XXXVIII. Il ordonne qu'après son décès on ôte du Palais la Garde du Corps, & que cependant elle soit maintenue dans le même nombre de Soldats & Officiers.

XXXIX. Que les Gardes Espagnole & Allemande seront conservées dans le Palais, pour le service de la Reyne & pour porter les Paquets ou dépêches à l'assemblée.

1700. XL. Il confirme l'annexation faite par le
208. Roy Philippe IV. son Pere , de la fleur de
Lys d'Or , du *lignum Crucis* & de plusieurs
autres reliques.

XLI. Il confirme la disposition de Don
Philippe IV. pour satisfaire les Creanciers ,
par diverses choses qui sont dans le Palais
pour son ornement.

XLII. Qu'on ne puisse point vendre ni
aliener les Tableaux ni autres ameublemens
qui servent d'Ornement au Palais & autres
Maisons Royales , ni mêmes ces maisons
qu'en certains cas qu'il designe.

XLIII. Il laisse & Legue à ses Succes-
seurs un Crucifix , avec lequel l'Empereur
Charles-quinz mourut.

XLIV. Qu'on donne satisfaction à tous
ceux qui auront reçu quelque dommage de
sa part , & qu'on paye ses dettes , ses Domes-
tiques & ses Creanciers.

XLV. Il recommande à ses Successeurs
d'éviter les dépenses superflues , & de pro-
curer de diminuer les Taxes.

XLVI. Il recommande à ses Successeurs la
Conservation des Royaumes d'Espagne &
particulièrement de celui de Castille.

XLVII. Il recommande l'administration
de la Justice,

XLVIII. Il recommande d'avoir les mê-
mes égards pour ses sujets étrangers & de se
confier en eux comme s'ils étoient naturels
de Castille.

XLIX. Il recommande le soulagement de
ses Sujets par la diminution des Taxes.

L. Il confirme les loix qui despendent l'a-
lienation des biens de la Couronne.

LI. Il

LI. Il laisse dans sa force & vigueur son droit & de ses Successeurs, de la perception des droits, impositions, & tributs de la Couronne. 17c^o.
20^{es}.

LII. Il y confirme son Droit.

LIII. Qu'on donne satisfaction à ses sujets voisins des forets & des garennes; des dommages qu'ils peuvent avoir souffert par les chasses de sa Majesté.

LIV. Qu'on se tienne à ce que diront le Secrétaire de la chambre & son Collegue pour ce qui a passé par leurs mains.

LV. Qu'on paye toutes ses dettes par la direction du Conseil de decharge.

LVI. Qu'on administre en la maniere accoutumée les rentes assignées pour la decharge de sa conscience & des Rois ses Predecesseurs.

LVII. Il nomme son Successeur pour heritier de tout ce qui lui reste.

LVIII. Il nomme les exécuteurs du Testament.

LIX. Il ordonne qu'on observe & accomplisse tout le contenu en cedit Testament comme ayant force & vigueur de loy.

Articles du Codicile.

I. Il amplifie le pouvoir de la Reine de se retirer en Flandres.

II. Qu'on perfectionne les Batimens de la Chapelle du Palais Royal.

III. Il ordonne une piece d'ameublement à chacun Convent des Dechaussées de l'Incarnation, de Ste. Therese, & de Ste. Anne.

1700. IV. Qu'on agrege au Patronat Royal le
2 Oct. Convent des Carmelites Dechauffées de la
Ville d'Avila sous le titre de Saint Joseph.

V. Qu'on paye toutes les dettes de la
Reyne.

VI. Il souhaite que Ste. Térése soit une des
Patrones d'Espagne.

VII. Que tout le contenu du Codicile ait
la même force que s'il étoit inferé dans le Te-
stament.

*Lettre de la Junte ou Régence
d'Espagne au Roi.*

SIRE,

1 Nov. Aujourdhui sur les trois heures du soir ,
Dieu a retiré de ce monde le Roi Charles
Second , nôtre Seigneur & Maître , pour le
faire jouir , (comme nous devons le croire)
de sa gloire éternelle. Son testament a été
ouvert immédiatement après sa mort avec
les solemnitez de droit : & s'y trouvant dans
la clause qui concerne l'héritier & succes-
seur de tous ses Royaumes , Etats & Sei-
gneuries , qu'il apelle sans nulle exception ,
le Sérénissime Duc d'Anjou , fils du Séré-
nissime Dauphin , avec ordre de lui en don-
ner sans aucun delai la possession actuelle ,
après qu'il aura preté le serment qu'il doit
faire d'observer les loix , privilèges , &
coutumes de chaque Royaume & Seigneu-
rie , ainsi qu'il est plus amplement exprimé
dans les deux copies ci-jointes ; & que Sa
Majesté , que Dieu absolve , établit une
Junte pour le gouvernement général de la
Monar-

Monarchie , jusques à ce que son successeur puisse la gouverner lui-même ; la Reine qu'il a nommée pour en être , si c'est sa volonté d'y assister ; & les Ministres soussignez , s'aquient de l'obligation qu'ils ont d'en donner la première nouvelle à Votre Majesté ; laquelle sera suivie de toutes les autres diligences & informations , qui seront nécessaires en cette concurrence. C'est à quoi se réduit tout ce dont nous avons à donner avis à V. M. Dieu la conserve , comme il en est besoin. A Madrid , le 1. de Novembre de l'an 1700.

1700.
1 Nov.

MOI LA REINE.

LE CARD. PORTOCARRERO.

DON MANUEL ARIAS

L'EVEQUE INQUISITEUR

GENERAL.

DON RODRIGUE MANUEL MAN-

RIQUES DE LARA

LE COMTE DE BENAVENT

*Lettre du Secrétaire d'Etat Don
Antoine de Ubilla.*

LE Roi Charles , mon souverain Seigneur & Maître , étant décédé le premier de ce mois à trois heures après midi , son Testament a été ouvert . immédiatement après avec les solemnitez de droit. Il s'y est trouvé une clause dont la copie est ci-jointe ; dans laquelle il nomme pour son successeur en tous ses Royaumes , Etats & Seigneuries , le Serenissime Duc d'Anjou fils du Sérénissime Daupin , avec les charges & conditions

1700. ditions, qui y sont exprimées; & une autre
 3 Nov. clause dont la copie est pareillement ici,
 contenant la forme qu'il donne au gouver-
 nement de la Monarchie, jusques à ce que
 son successeur puisse la gouverner lui-même.
 Et la nuit du même jour il s'en est donné avis
 au Roi Très-Chrétien, en lui envoyant aussi
 les copies citées dans la lettre, (de la Reine)
 adressée au Marquis de Castel-dos Rios, pour
 la remettre entre les mains de Sa Majesté,
 ainsi qu'il lui est ordonné par une lettre dont
 la copie est avec celle-ci: & l'un & l'autre
 s'envoie double par un Courrier extraordi-
 naire que je dépêcherai cette nuit avec une
 nouvelle lettre qui marque l'empressement
 que nous avons de voir nôtre nouveau Roi.
 Et par le commandement de la Reine, ma
 Maîtresse & des Régens, je communique
 tout ce que dessus à Mr. l'Envoyé. A Madrid,
 le 3. de Novembre 1700. UBILLA.

Seconde Lettre des Régens au Roi.

SIRE,

Dans une Lettre du premier de ce mois en-
 voyée par un exprés, nous donnâmes avis à
 Votre Majesté, que Dieu avoit appelé à soi
 le Roi Charles, nôtre Seigneur & Maître;
 & nous joignîmes à cette Lettre la copie
 d'une clause, qui s'est trouvée dans son Testa-
 ment, par laquelle il nomme pour successeur
 en tous ses Royaumes le Sérénissime Duc
 d'Anjou, fils du Sérénissime Dauphin, avec
 les circonstances qui y sont contenues;
 comme

comme aussi la copie d'une autre où Sa Majesté , que Dieu absolve , établit une *Junta* de Ministres (qui est déjà formée) pour le gouvernement général de la Monarchie , jusques à ce que son successeur puisse la gouverner lui-même. Mais comme dans le rude assaut de ce jour-là , il nous fut impossible d'exprimer plus vivement les sentimens de nôtre cœur à Votre Majesté , nous le faisons aujourd'hui , jen lui temoignant que bien que nous regretions avec une juste douleur le Maître que nous venons de perdre ; celui qu'il nous a donné par son Testament nous fait revivre , & relève nos esperances à tel point , que nous & tous ces peuples nous attendons avec impatience le bonheur de vivre sous sa domination. Car outre que l'on pourroit assurer avec vérité , que tel étoit auparavant le desir unanime de cette Nation , voyant que le Roi Charles n'avoit point d'enfans légitimes ; le Prince qu'il a choisi se trouve aujourd'hui apuié & fortifié du sang , du droit & del'inclination generale. C'est pourquoy nous demandons à V. M. que le digne successeur de cette Monarchie commence sans diférer à disposer de ses Etats , afin que nous aïons bientôt la consolation de jouir de la douceur de son gouvernement. Et pour cela , nous lui offrons dès maintenant , comme chose qui lui appartient en propre , nos soins & nos services en tout ce qui pourra lui faciliter les moyens de posseder ces Royaumes avec la tranquillité & la félicité que nous lui annonçons. Cependant , nous restons & resterons avec une obéissance , une

1700.
3 Nov.

1700. promtitude , & un attachement sincere &
 3 Nov. constant qu'il éprouvera dans tous les évènements grands & petits : & tout cela nous paroîtra peu de chose en comparaison du desir ardent que nous avons , de le bien persuader en tout de nôtre fidélité & de nôtre amour. Dieu garde la personne de Vôtre Majesté très-Chrétienne , comme il en est besoin. A Madrid le 3. de Novembre 1700.

MOI LA REINE.

LE COMTE DON MANUEL ARIAS.
 L'EVEQUE INQUISITEUR GENERAL.
 DON RODRIGUE MANUEL.
 LE COMTE DE BENAVENT.

*Troisième Lettre des Régens au
 Roi.*

SIRE,

7 Nov. En consequence de ce que nous écrivîmes à Vôtre Majesté par un Courier extraordinaire dépêché le 3. de ce mois au sujet de la mort du Roi nôtre Maître , que Dieu absolve , offrant de lui remettre le Testament & le Codicile qu'il a laissez , lesquels étoient prêts dès lors ; nous lui envoyons l'un & l'autre par cet exprès , afin qu'elle ait une connoissance entière de toutes les circonstances qu'ils contiennent ; nous servant de cette occasion , (comme nous ferons de toutes les autres ;) pour dire à V. M. que la Noblesse & les peuples demandent leur nouveau Roi
 avec

avec des inquiétudes & des detresses inconcevables : de sorte que , bien loin de vouloir prêter l'oreille ni consentir à aucune nouveauté ou variation dans cette grande affaire ; ils sont tous dans la même résolution de la soutenir & maintenir , étant aussi persuadés qu'ils le sont de la justice & de la raison de cette Cause. Ce que nous représentons à V. M. pour la résoudre à donner promptement à nos prières & à nos instances réitérées , un Prince qui est si désiré , & attendu avec des acclamations qui s'accroissent de jour en jour ; outre les avis que nous recevons à tous momens , des applaudissemens faits au Testament du feu Roi , accompagnez des louanges de celui que Dieu nous a donné , & des vœux avec lesquels on aspire à le voir en possession du Commandement. A ces vives & tendres expressions nous ajoutons la ratification de toutes les offres sincères , que ces Royaumes font en general & en particulier , de tout ce qu'ils pourront faire pour le service du Roi qu'ils attendent ; & la congratulation que nous devons à V. M. de voir le second de ses petits-fils nommé & proclamé Roi d'Espagne , avec des circonstances aussi singulières que le sont celles qui se rencontrent en cette conjoncture. Dieu garde la personne de Votre Majesté très-Chrétienne ; comme il en est besoin. A Madrid le 7. de Novembre 1700.

MOI LA REINE.

LE COMTE MANUEL ARIAS.

DON RODRIGUE MANUEL.

LE COMTE DE BENAVENT.

DON ANTONIO DE UBILLA ET MEDINA.

1700.
12 NovREPONSE DU ROY A
LA FUNTE.

TRÈS-Haute, TRÈS-Puissante, & TRÈS-Excellente Princeſſe, nôtre très-chere, & très-amée bonne Sœur & Couſine; très-chers & bien-amez Couſins, & autres du Conſeil établi pour le gouvernement univerſel des Royaumes & États dépendans de la Couronne d'Eſpagne. Nous avons reçu la lettre ſignée de V. Majeſté, & de Vous, écrite le premier de ce mois. Elle nous a été rendue par le Marquis de Caſtel-dos-Rios, Ambaſſadeur de TRÈS-Haut, TRÈS-Puiſſant, & TRÈS-Excellent Prince, notre très-cher & très-ami bon Frere & Couſin; CHARLES SECOND, Roy des Eſpagnes, de glorieuſe memoire. Le même Ambaſſadeur nous a remis les clauſes du Teſtament fait par le feu Roi ſon Maître, contenant l'ordre & le rang des Heritiers qu'il appelle à la ſucceſſion de tous ſes Royaumes & États; & la ſage diſpoſition qu'il fait pour le Gouvernement de ces mêmes Royaumes, juſqu'à l'arrivée & juſqu'à la majorité de ſon ſucceſſeur. La ſenſible douleur que nous avons de la perte d'un Prince, dont les qualitez & les étroites liaiſons du ſang nous rendoient l'amitié très-chere, eſt infiniment augmentée par les marques touchantes qu'il nous donne à ſa mort, de ſa juſtice, de ſon amour pour des ſujets fideles, & de l'attention qu'il apporte à maintenir au de-là du tems de ſa vie, le repos general de toute l'Europe & le bonheur de ſes peuples. Nous voulons de notre
part

part contribuer également à l'un & à l'autre, & répondre à la parfaite confiance qu'il nous a témoignée. Ainsi nous conformant entièrement à ses intentions marquées par les articles du Testament que Votre Majesté, & Vous, nous avez envoyez; tous nos soins seront désormais de rétablir par une Paix inviolable, par l'intelligence la plus parfaite, la Monarchie d'Espagne au plus haut point de gloire où jamais elle ait été. Nous acceptons pour notre petit-fils le Duc d'Anjou le Testament du feu Roi Catholique: Notre fils unique le Dauphin l'accepte aussi; il abandonne sans peine les justes droits de la feu Reine sa mere & notre très-chere épouse, reconnus incontestables, aussi bien que ceux de la feu Reine notre très-honorée Dame & mere, par les avis des differens Ministres d'Etat & de Justice consultez par le feu Roi d'Espagne. Loin de se réserver aucune partie de la Monarchie, il sacrifie ses propres interêts au desir de rétablir l'ancien lustre d'une Couronne que la volonté du feu Roi Catholique & la voix de ses peuples déferent unanimement à notre petit-fils. Ainsi nous ferons partir incessamment le Duc d'Anjou, pour donner au plutôt à des sujets fideles la consolation de recevoir un Roi, bien persuadé que Dieu l'appellant au Trône, son premier devoir est de faire regner avec lui la Justice & la Religion; Qu'il doit donner sa principale application à rendre ses peuples heureux, à relever & à maintenir l'éclat d'une aussi puissante Monarchie; Qu'il est obligé de connoître parfaitement & de récompenser le mérite de ceux qu'il

1700.
12. Nov

1700.

12 Nov.

qu'il trouvera (dans une nation également brave & éclairée) propres à le servir dans ses Conseils , dans ses Armées , & dans les differens emplois de l'Eglise & de l'Etat. Nous l'instruirons encore de ce qu'il doit à des sujets inviolablement attachez à leurs Rois , de ce qu'il doit à sa propre gloire : Nous l'exhorterons à se souvenir de sa naissance , à conserver l'amour de son País ; mais uniquement pour maintenir à jamais la paix & la parfaite intelligence , si necessaires au commun bonheur de nos sujets & des siens. Elle a toujours été le principal objet de nos souhaits ; & si les malheurs des conjonctures passées ne nous ont pas permis de le faire connoître , nous sommes persuadez que ce grand événement va changer l'état des choses ; de sorte que chaque jour nous produira désormais de nouvelles occasions de marquer notre estime & notre bienveillance particuliere pour toute la Nation Espagnole. Cependant nous prions Dieu auteur de toutes consolations , qu'il donne à Votre Majesté celles dont elle a besoin dans sa juste affliction ; & nous vous assurons , Très-Haute Très Excellente , & Très-Puissante Princesse , notre très-chere & très-amée bonne Sœur & Cousine , Très-chers & bien amez Cousins , & autres du Conseil établi pour le gouvernement d'Espagne , de l'estime particuliere & de l'affection que nous avons pour vous. Ecrit à Fontainebleau le 12. Novembre 1700. Au dessous est écrit : De Votre Majesté , bon Frere & Cousin. Signé LOUIS. Et plus bas , COLBERT. Et au dessus de cette lettre est écrit : A Très-Haute , Très-Excellente , & Très-Puissante

te Princesse , nôtre très-chere & très-amée
bonne Sœur & Cousine la Reine d'Espa- 1700.
gne , & à nos très-chers & bien amez Cou- 12 Nov
sins , & autres du Conseil établi pour le gou-
vernement universel des Royaumes & États
dépendans de la Couronne d'Espagne , avec
un cachet du grand sceau secret.

Quatrième Lettre des Régens au Roy.

SIRE,

Sur l'avis que nous avons donné à V^{otre} 26 Nov
Majesté de l'affliction où nous étions à cau-
se de la mort de nôtre très-aimé Roi & Maî-
tre Don Carlos de glorieuse memoire . &
de la prudente & incontestable disposition
qu'il a faite dans son Testament , en appel-
lant à l'entiere & universelle succession de
tous ses Etats le nouveau Roi Don Philip-
pe V. nôtre Seigneur & Maître ; aupara-
vant Duc d'Anjou toujours heureux petit-
fils de V. M. & en donnant par *interim* une
forme pour les gouverner ; Elle a bien dai-
gné (& nous en avons une grande reconnois-
sance) nous temoigner par sa Lettre du 12.
du courant , la sensible douleur que lui a
causée la perte d'un si grand Prince ; & nous
déclarer qu'elle acceptoit & aprouvoit le
contenu du Testament du feu Roy , le con-
firmant & autorisant avec toutes les formes
& précautions qui peuvent assurer pour ja-
mais la possession d'un si grand héritage.
C'est pourquoi , après avoir rendu à V. M.
les actions de grâces les plus tendres & les
plus respectueuses que nous lui devons pour
cette acceptation , & pour les témoignages
fin-

1700.
26 Nov

singuliers d'estime & de bonté dont il lui a plu de nous honorer, & nous en particulier, & toute la Nation Espagnole en général; (manières propres & caractéristiques du cœur magnanime d'un Monarque si fameux) nous la pouvons assurer que par sa haute prévoyance elle a su récompenser par anticipation, les démonstrations d'allegresse qui au milieu de la consternation que nous causoit la perte que nous venions de faire, nous ont fait bannir la douleur pour célébrer en cette Cour avec un aplaudissement général la lettre obligeante de V. M. Nous croyons bien, Sire, que le nouveau Roy viendra instruit, ainsi que V. M. nous le promet, en toutes ces hautes, prudentes & Chrétiennes maximes qu'il aura sans doute bien apprises sous la discipline d'un si glorieux, si heureux & si habile Ayeul; & que sous les auspices de l'un & de l'autre nous verrons reverdir les Lauriers sur son auguste front. Cette nouvelle obligation nous fera conserver à jamais dans nos cœurs & dans notre mémoire, des regles si sages & si sûres; & ces Regles seront pour nous de vifs & puissans éguillons pour procurer en tout son exaltation & celle de cette Monarchie; & pour cultiver toujours de plus en plus une étroite amitié, union & correspondance entre les sujets des deux Couronnes. Nous nous félicitons d'avoir enfin rencontré l'heureux siècle dans lequel la Providence Divine avoit ordonné, que fût indissolublement étreint ce nœud Royal que le malheur des tems, & la jalousie que la valeur & la puissance nourrissoient entre les deux

deux Nations avoient toujours dévoué. 1700.
Nous tous ses fidèles Vassaux, nous sou- 26. Nov
pirons avec impatience & avec inquiétude
dans l'attente de nôtre très-aimable Roy ;
& sur la promesse que V. M. nous fait que
nous le verrons bientôt ; (faveur, dont nous
lui faisons de nouveaux remercimens) nous
comptons toutes les heures, & pour les avan-
cer en tout ce qui peut dépendre de nos soins,
nous avons donné les ordres pour le faire
proclamer avec les cérémonies accoutumées,
dans les Royaumes d'Espagne & dans les
autres Etats qui en dépendent : & cela s'est
déjà exécuté en cette Cour, à l'exemple
de laquelle on ne peut douter selon les avis
que nous avons reçus, que ne se conforment
toutes les Provinces qui composent le cer-
cle de cette Couronne, attendu l'union qu'el-
les ont toujours conservée entr'elles : d'où il
arrivera que par une noble émulation el-
les se feront un point d'honneur de célé-
brer à l'envi cet heureux événement, & de
redoubler leurs prières & leurs vœux pour la
santé, prospérité & longue vie de V. M.
comme nous le désirons, & comme la Chrê-
tienté en a besoin. A Madrid, le 26. de No-
vembre de l'an 1700.

MOI LA REINE.**LE CARD. PORTOCARRERO.****DON MANUEL ARIAS,****DON FERDINANDO DE ARAGON.****L'INQUISITEUR GENERAL,****DON RODRIGUE MANUEL MANRI-
QUES DE LARA.****LE COMTE DE BENAVENT.****TRAI-**

1701.

7 Sept.

T R A I T E'
D' A L L I A N C E

*Conclu entre l'Empereur , le Roi
d'Angleterre, & les Seigneurs Etats Ge-
neraux des Provinces Unies des Pais-Bas,
à la Haye le 7. Septembre 1701.*

D'Autant que le Roi d'Espagne Char-
les II. de glorieuse memoire étant
mort sans enfans, Sa Sacrée Majesté
Imperiale a assuré que la succession
des Royaumes & Provinces du Roi défunt
appartiennent légitimement à son Auguste
Maison; & que le Roi T. C. desirant avoir
la même succession pour le Duc d'Anjou son
petit-fils, & alleguant qu'elle lui vient de
Droit en vertu d'un certain Testament du
Roi défunt, il s'est d'abord mis en posses-
sion de tout l'heritage ou Monarchie d'Espa-
gne pour le susdit Duc d'Anjou, & s'est
emparé à main armée des Provinces du Pais-
Bas Espagnol & du Duché de Milan, &
qu'il tient une Flotte dans le Port de Cadix
route prête à faire voile, & qu'il a envoyé
plusieurs Vaisseaux de Guerre aux Indes qui
sont soumises à l'Espagne, & que par ce
moyen & plusieurs autres les Royaumes de
France & d'Espagne sont si étroitement unis,
qu'il semble qu'ils ne doivent plus être re-
gardez à l'avenir que comme un seul &
même Royaume, tellement que si on n'y
prend

prend garde il y a bien de l'apparence que Sa Majesté Imperiale ne doit plus esperer, d'avoir jamais aucune satisfaction de sa pre-tension ; Que l'Empire Romain perdra tous ses Droits sur les Fiefs qui sont en Italie & dans le Pais-Bas Espagnol , de même que les Anglois & Hollandois perdront la liberté de leur Navigation & de leur Commerce dans la Mer Mediterranée, aux Indes & ailleurs ; Et que les Provinces-Unies seront privées de la seureté qu'elles avoient par l'interposition entr'elles & la France des Provinces du Pais-Bas Espagnol , appellées communement *la Barriere* ; Et qu'enfin les François & les Espagnols étant ainsi unis deviendront en peu de tems si formidables qu'ils pourroient aisément soumettre toute l'Europe à leur obeissance & empire Or comme cette conduite du Roi T. C. a mis Sa Majesté Imperiale dans la necessité d'envoyer une Armée en Italie , tant pour la conservation de ses Droits particuliers , que pour celle des Fiefs de l'Empire ; de même le Roi de la Grande Bretagne a jugé qu'il étoit necessaire d'envoyer ses Troupes Auxiliaires aux Provinces-Unies , dont les affaires sont dans le même état que si on en étoit déjà venu à une Guerre ouverte ; & les Seigneurs Etats Generaux , dont les Frontieres sont presque de toutes parts ouvertes par la rupture de la Barriere , qui empêchoit le voisinage des François , sont contraints de faire , pour la seureté & pour la conservation de leur République tout ce qu'ils auroient dû & pû faire , s'ils étoient effectivement attaquez par une Guerre ouverte. Et comme un état si douteux
& si

1701.
7 Sept.

1701.
7 Sept.

& si incertain en toutes choses est plus dangereux que la Guerre même , & que la France & l'Espagne s'en prevalent pour s'unir de plus en plus ; afin d'opprimer la liberté de l'Europe & ruiner le commerce accoutumé ; Toutes ces raisons ont porté Sa Sacrée Majesté Imperiale , Sa Sacrée Royale Majesté de la Grande Bretagne , & les Hauts & Puissans Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies , d'aller au devant de tous les maux qui en proviendroient ; & desirant d'y apporter remede selon leurs forces , ils ont jugé qu'il étoit necessaire de faire entr'eux une étroite alliance & confederation pour éloigner le grand & commun danger. Pour cet effet ils ont donné leurs ordres & instructions , à sçavoir Sa Sacrée Majesté Imperiale , aux très-Nobles , très-Illustres , & très Excellens Seigneurs , le Seigneur Pierre de Goes Comte du Saint Empire Romain , Seigneur de Carelsberg , Chambellan de Sa Majesté Imperiale , Conseiller du Conseil Imperial Aulique , & Envoyé extraordinaire auprès des Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies , & le Seigneur Jean Wenceslas de Wratislau Mitrowitz , Comte du Saint Empire Romain , Seigneur de Guictz & de Mallexbitz , Chambellan de Sa Majesté le Roi des Romains & de Hongrie , Conseiller & Assesseur de la Chancellerie Privée & Aulique de Boheme , & Envoyé extraordinaire de Sa Majesté Imperiale auprès de Sa Majesté Britannique , tous deux ses Ambassadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires ; Sa Sacrée Majesté le Roi de la Grande Bretagne , au très-Noble , très-Illustre , & très-

Excellent Seigneur, le Seigneur Jean Comte de Marlborough, Baron Churchill de Sandridge, Conseiller du Conseil Privé de Sa Sacrée Royale Majesté, General de son Infanterie, & General de toutes ses forces aux Pais-Bas, son Ambassadeur extraordinaire, Commissaire, Procureur & Plenipotentiaire. Et les Seigneurs Etats Generaux, aux Seigneurs Dietrick Eck de Panteleon, Seigneur de Gent & Erleck; Friderick Baron de Rheede, Seigneur de Lier, Dyck-Graeff de Saint Antoine & de Terlée, Commandeur de Buren, l'un des Nobles aggregez dans l'Ordre des Chevaliers de Hollande; Antoine Heyn-sius, Conseiller Pensionnaire des Seigneurs Etats de Hollande & de Westfrise, Garde de leur Grand Sceau, & President des Fiefs; Guillaume de Nassau, Seigneur d'Odyck, Cortgiene, &c. premier Noble, & representant le Corps des Nobles dans les Assemblées des Seigneurs Etats de Zeelande & de leurs Deputez; Everhard de Weede, Seigneur de Weede, Dyckvelt, Rateles, &c. Seigneur Foncier de la ville d'Oudewater, Doyen du Chapitre du Sainte Marie d'Utrecht sur le Rhyn, Premier Conseiller & President de l'Assemblée de la Province d'Utrecht, Dyck-Graef du Leck; Guillaume van Haeren, Grietman du Pais de Bilt en Frise, Curateur de l'Université de Francker, Deputé des Nobles à l'Assemblée des Seigneurs Etats de Frise; Burchard Juste de Welvelde, Buckhorst & Molchate, Seigneur de Zallick & Vekaten, Grand Baillif du Pais d'Iselmunde; & Wiker Wikers, Senateur de la Ville du Groningue,

1701.
7 Sept.

1701.
7 Sept.

gue , respectivement Deputez des Seigneurs Etats de Gueldres , de Hollande & West-frise , Zeelande , Utrecht sur le Rhyn , Frise , Over-Yssel , & Groningue & Ommelande , à l'Assemblée des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies du Pais-bas , lesquels en vertu de leurs ordres , sont convenus des articles d'Alliance qui suivent.

I. Qu'il y ait dès à present & à l'avenir , une constante , perpetuelle & inviolable amitié , entre Sa Sacrée Majesté Imperiale , Sa Sacrée Royale Majesté de la Grande Bretagne , & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies , & qu'ils soient tenus reciproquement de procurer ce qui leur sera avantageux , & d'éloigner ce qui leur seroit nuisible & dommageable.

II. Sa Sacrée Majesté Imperiale , Sa Sacrée Royale Majesté de la Grande Bretagne , & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies , n'ayant rien tant à cœur que la paix & la tranquillité de toute l'Europe , ont jugé qu'il ne pouvoit rien y avoir de plus efficace pour l'affermir , que de procurer à Sa Majesté Imperiale une satisfaction juste & raisonnable , touchant ses pretensions à la succession d'Espagne , & que le Roi de la Grande Bretagne , & les Seigneurs Etats Generaux obtiennent une seureté particuliere & suffisante , pour leurs Royaumes , Provinces , Terres & Pais de leur obéissance , & pour la Navigation & le Commerce de leurs Sujets.

III. Pour cet effet les Alliez mettront premierement en usage tous les moyens possibles & tout ce qui dependra d'eux , pour obtenir amiablement & par une Transaction ferme

ferme & solide , une satisfaction juste & raisonnable pour Sa Majesté Imperiale , au sujet de ladite succession , & la seureté dont il a été fait mention ci-dessus , pour Sa Majesté Britannique , & pour les Seigneurs Etats des Provinces-Unies ; Et à cette fin , ils employeront tous leurs soins & offices pendant deux mois , à compter du jour de l'échange des Ratifications de ce present Traité.

1701.
7Sept.

IV. Mais si dans ce tems là les Alliez viennent à être frustrés de leur esperance & de leurs desirs , tellement que l'on ne puisse pas transiger dans le terme fixé , en ce cas ils promettent & s'engagent reciproquement de s'aider de toutes leurs forces , selon ce qui sera réglé par une convention particuliere , pour obtenir la satisfaction & seureté susdite.

V. Et afin de procurer cette satisfaction & cette seureté , les Alliez feront entr'autres choses leurs plus grands efforts pour reprendre & conquerir les Provinces du Pais-bas Espagnol , dans l'intention qu'elles servent de Digue , de Rempart , & de Barriere pour separer & éloigner la France des Provinces-Unies , comme par le passé , lesdites Provinces du Pais-bas Espagnol ayant fait la seureté des Seigneurs Etats Generaux jusques à ce que depuis peu Sa Majesté très-Chrétienne s'en est emparée , & les a fait occuper par ses Troupes. Pareillement les Alliez feront tous leurs efforts pour conquerir le Duché de Milan avec toutes ses dependances , comme étant un Fief de l'Empire servant pour la seureté des Provinces hereditaires de Sa Majesté Imperiale , & pour conquerir les Royaumes de Naples & de Sicile , & les

1701. Iles de la Mer Mediterranée, avec les Ter-
 7 Sept. res dependantes de l'Espagne le long de la
 Côte de Toscane, qui peuvent servir à la
 même fin & être utiles pour la Navigation
 & le Commerce des Sujets de Sa Majesté
 Britannique & des Provinces-Unies.

VI. Pourront le Roi de la Grande Bre-
 tagne, & les Seigneurs Etats Generaux,
 conquerir à force d'armes, selon qu'ils au-
 ront concerté entr'eux, pour l'utilité & la
 commodité de la Navigation & du com-
 merce de leurs Sujets, les Païs & les Villes
 que les Espagnols ont dans les Indes, &
 tout ce qu'ils pourront y prendre sera pour
 eux, & leur demeurera.

VII. Que si les Alliez se trouvent obligez
 à entrer en Guerre pour obtenir ladite satis-
 faction à Sa Majesté Imperiale, & ladite
 seureté à Sa Majesté Britannique, & aux
 Seigneurs Etats Generaux, ils se communi-
 queront fidèlement les avis & resolutions
 des Conseils qui se tiendront pour toutes les
 entreprises de Guerre, ou expeditions mili-
 taires, & generalement tout ce qui concer-
 nera cette affaire commune.

VIII. La Guerre étant une fois commen-
 cée, aucun des Alliez ne pourra traiter de
 Paix avec l'Ennemi, si ce n'est conjointe-
 ment avec la participation & le conseil des
 autres Parties. Et ladite Paix ne pourra être
 conclüe, sans avoir obtenu pour Sa Majesté
 Imperiale une satisfaction juste & raisonna-
 ble; & pour le Roi de la Grande Bretagne,
 & les Seigneurs Etats Generaux la seureté
 particuliere de leurs Royaumes, Provinces,
 Terres & Païs de leur obéissance, Naviga-

tion

tion & Commerce ; ni sans avoir pris auparavant de justes mesures, pour empêcher que les Royaumes de France & d'Espagne, soient jamais unis sous un même Empire, ou qu'un seul & même Roi en devint le Souverain ; & spécialement que jamais les François se rendent maîtres des Indes Espagnoles, ou qu'ils y en voyent des Vaisseaux pour y exercer le Commerce directement ou indirectement, sous quelque pretexte que ce soit. Enfin ladite Paix ne pourra être conclue sans avoir obtenu pour les Sujets de Sa Majesté Britannique & pour ceux des Provinces-Unies, une pleine & entiere faculté, usage & jouissance de tous les mêmes Privileges, Droits, Immunités, & Libertés de Commerce tant par Terre que par Mer, en Espagne & sur la Mer Méditerranée, dont ils usoient & jouissoient pendant la vie du feu Roi d'Espagne dans tous les Pais qu'il possédoit tant en Europe qu'ailleurs, & dont ils pouvoient de droit user & jouir en commun ou en particulier, par les Traitez, Conventions & Coutumes, ou de quelque autre maniere que ce puisse être.

IX. Lors que ladite Transaction, ou Traité de Paix se fera, les Alliez conviendront entr'eux de tout ce qui sera nécessaire pour établir le Commerce & la Navigation des Sujets de Sa Majesté Britannique, & des Seigneurs Etats Generaux, dans les Pais & lieux que l'on doit aquerir, & que le feu Roi d'Espagne possédoit. Ils conviendront pareillement des moyens propres à mettre en seureté les Seigneurs Etats Generaux par la Barriere susmentionnée.

1701.
7 Sept.

X. Et d'autant qu'il pourroit naître quelque controverse au sujet de la Religion, dans les lieux que les Alliez esperent de conquérir, ils conviendront entr'eux de son exercice, au tems susdit de la Paix.

XI. Les Alliez seront obligez de s'entr'aider & secourir de toutes leurs forces, au cas que le Roi de France, ou quelque autre que ce soit, vint à attaquer, l'un d'entr'eux à cause du present Traité.

XII. Soit que l'on puisse maintenant transiger sur ladite satisfaction & seuteté, ou soit que la Paix se fasse après que l'on aura entrepris une Guerre nécessaire, il y aura & demeurera toujours entre les Parties contractantes une Alliance défensive, pour la Garantie de ladite Transaction, ou de ladite Paix.

XIII. Tous les Rois, Princes & Etats, qui ont la Paix à cœur, & qui voudront entrer dans la presenté Alliance, y seront admis. Et parce qu'il est particulièrement de l'interêt du Saint Empire Romain, de conserver la Paix publique, & qu'il s'agit ici entr'autres choses de recouvrer les Fiefs de l'Empire, on invitera spécialement ledit Empire d'entrer dans la presente Alliance. Outre quoi tous les Alliez ensemble, & chacun d'eux en particulier, pourront y inviter ceux qu'ils verront bon être.

XIV. Ce Traité d'Alliance & Confederation sera ratifié par tous les Alliez dans l'espace de six semaines, & plutôt si faire se peut.

En foi de quoi, nous Plenipotentiaires, susnommez avons signé le present Traité de

nos

nos mains , & l'avons muni de nos Sceaux
& Cachets. A la Haye le septième du mois 1701.
de Septembre de l'an mil sept cent un. 7 Sept.

Etoit signé en chacun des Instrumens se-
parez ; sçavoir de la part de Sa Majesté Im-
periale , *Pierre Comte de Goes ; & Jean Ven-*
ceslaus Comte de Wratislau & Mitrowitz. De
la part de Sa Majesté le Roi de la Grande
Bretagne *Marlborough.* Et de la part des Sei-
gneurs Etats Generaux des Provinces-Unies,

D. v. Eck v. Panteleon Hr. van Gent.
F. B van Rheede. A. Heynsius. W. de Nassau.
E. de Weede. W. v. Haren. B. J. van Wel-
velde. W. Wickers.



1703.

15 Mars

ARTICLES

CONVENUS

Pour la facilité du Commerce entre les Sujets du Roi Catholique dans le Pays-bas Espagnol, & les Sujets du Roi Très-Chrétien, arrêtés à Bruxelles le 15. Mars 1703.

Nous Jean de Brouhoven Comte de Bergeyck, Surintendant General des Finances, & Ministre de la Guerre dans le Pays-Bas Espagnol, au nom & de la part de Sa Majesté Catholique ; Et nous Dreux Louis Dugué Chevalier, Seigneur de Bagnols, Conseiller d'Etat ordinaire ; Intendant en Flandres, au nom & de la part de Sa Majesté Très-Chrétienne, sommes convenus de ce qui ensuit pour la facilité du Commerce réciproque d'entre les Sujets de Sa Majesté Catholique dans le Pays-Bas Espagnol, & les Sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne.

Marchandises de France passant dans le Pays-Bas Espagnol.

- I. **I**L ne sera payé pour Droits d'Entrée dans le Pays-Bas Espagnol sur les Huiles de Semences de Colzat, de Choux, de Navette, & autres venant de France, que trois florins quinze patars par aune de soixante

- xante mesures de Gand , ou de cent pots , 1703.
cy 3. florins 15. patars. 15 Ma:
Les Chapeaux des fabriques de France payeront seulement pour Droits d'Entrée dans les Pays-Bas Espagnols , Sçavoir ;
Les Chapeaux de Castor , la piece un florin ,
cy 1. florin.
Les Chapeaux de Vigogne , la piece dix patars , cy 10. patars.
Les Chapeaux de Poil de Lapin , la piece dix patars , cy 10. patars.
Les Chapeaux de Laine , la piece neuf patars , cy 9. patars.
III. Les Gans venant de France dans le Pays-Bas Espagnol payeront pour Droit d'Entrée , sçavoir ;
Les Gans en broderie , ou garnis de Franges , la paire six patars , cy 6. patars.
Les Gans de Frangipane , la douzaine de paires seize patars , cy 16. patars.
Les Gans de Cerf , demi Cerf , ou de Dain , la douzaine de paires , dix neuf patars , cy 19. patars
Les Gans communs , la douzaine de paires six patars , cy 6. patars
IV. Les habilemens , & les ajustemens de toutes sortes venant de France , payeront à l'entrée du Pays-Bas Espagnol pour Droits dix pour cent de la valeur , suivant l'estimation dont les Marchands , & les Commis des Fermes conviendront , sinon au dire d'experts , cy 10. pour cent.
V. La Chaux de Tournay ne payera pour Droits d'Entrée dans le Pays-Bas Espagnol , que quarante patars la mesure de dix-huit paniers , cy 40. patars

1703.

15 Mars

La Cendrée vingt patars la mesure de dix huit paniers, cy 20. patars.

VI. Le Sel de France ne payera pour Droits d'Entrée dans le Pays-Bas Espagnol, que trois florins la raziere de 250. l. pesant, cy 3. florins.

Le Sel de France, qui sera tiré de Dunkerque par les Canaux, pour être transporté dans le Pays-Bas Espagnol, demeurera déchargé à la sortie de Dunkerque du Droit de trente sols par raziere, suivant l'Arrêt du Conseil de France du 21. Octobre 1702

VII. Le Verre de France, entrant dans le Pays-Bas Espagnol, ne payera pour Droits d'Entrée que vingt patars par panier de vingt quatre feuilles, cy 20. patars.

VIII. Les Livres non reliés venant de France, payeront pour Droits d'Entrée dans le Pays-Bas Espagnol, le cent pesant un florin, cy 1. florins.

Les Livres reliés venant de France, payeront pour Droits d'Entrée dans le Pays-Bas Espagnol, le cent pesant deux florins, cy 2. florins.

Les Livres reliés & non reliés venant de France, dans lesquels il y aura des estampes, ou des Cartes Geographiques, ne payeront autres ny plus grands Droits à l'Entrée du Pays-Bas Espagnol, que ceux cy-dessus marqués.

*Marchandises du Pays-Bas Espagnol pass-^{1703.}
sant en France.* 15 Mars

- IX.** Les Livres non reliés sortant du Pays-Bas Espagnol pour venir en France, payeront pour Droits de sortie le cent pesant un florin, cy 1. florin.
Les Livres reliés, sortant du Pays-Bas Espagnol pour venir en France, payeront pour Droit de Sortie le cent pesant quinze patars, cy 15. patars.
Les Livres reliés, & non reliés, dans lesquels y aura des Estampes, ou des Cartes Geographiques, ne payeront autres ny plus grands Droits à la Sortie du Pays-Bas Espagnol, que ceux cy-dessus marqués.
- X.** Les Mines, Sables, Terres, Pierres bleües, & autres matieres servant aux fourneaux, ne payeront à la Sortie du Pays-Bas Espagnol pour venir en France, que six deniers la poise de cent quarante livres pesant, cy 6. deniers.
- XI.** Les Charbons de bois ne payeront à la Sortie du Pays-Bas Espagnol pour venir en France, que huit patars par Benne, cy 8. patars.
- XII.** Les Charbons de Terre du Haynaut Espagnol, qui seront declarés au Bureau de Condé pour passer dans le Pays-Bas Espagnol, demeureront dechargés du Droit d'Entrée de cinq sols par Baril, porté par l'Arrêt du Conseil de France du 21. Decembre 1700. ensemble du paiement des Droits de Sortie, & payeront seulement le Droit de deux sols six deniers par Wague deus au Domaine de

1703.

15 Ma:

Sa Majesté Très-Chrétienne à Condé, celui de dix-huit livres dix-sept sols six deniers par Batteau pour le Droit de la grande Ecluse, le droit de quatre livres dix sols, aussi par Batteau pour le Droit de l'Etat Mayor, & le Droit de peage appartenant à Monsieur le Comte de Solre de vingt quatre patars par Batteau, à la charge par lesdits Bateliers & Conducteurs de prendre aquit à caution au Bureau de Condé pour assurer la Sortie des Charbons de Terre par le Bureau & Ecluse de Tournay.

XIII. Les Camelots des Fabriques du Pays-Bas de la Domination d'Espagne, pourront entrer directement dans la Flandre Françoisse, par les Bureaux de Lille, Menin, ou Valenciennes, & de la Flandre Françoisse dans les autres Provinces du Royaume par les Bureaux de S. Quentin, Peronne & Amiens en payant pour tous Droits d'Entrée six livres par piece de vingt Aunes, à condition que chaque piece de Camelot portera au chef le nom du Fabriquant, & celui du lieu de sa demeure, avec un Plomb qui sera apposé par le Magistrat du même lieu portant d'un côté ces mots MANUFACTURE DE LA FLANDRE ESPAGNOLE:

XIV. Les Tapisseries des Manufactures du Pays Bas Espagnol payeront aux Entrées de France, sçavoir :

Celles rehaussées d'Or, & d'Argent, tant vieilles que neuves, le cent pesant cent soixante livres, cy 160. liv.

Et celles de pure Laine ou mêlée de soye, sans Or, ny Argent, tant vieilles que neuves,

ves , le cent pesant quatre-vingt livres , cy 1703.
80. livres. 15 Ma:

XV. Les Cuirs dorés des Fabriques du Pays-Bas Espagnol , payeront aux Entrées de France le cent pesant quinze livres , cy 15 liv.

XVI. Les Dentelles de Fil des Fabriques de Malines , & autres lieux du Pays-Bas Espagnol , tant fines que communes entrant dans le Pays de l'obéissance de Sa Majesté Très-Chrétienne , payeront pour Droit d'Entrée , sçavoir celles destinées pour la Flandre & Haynaut François , à l'Entrée dudit Pays , la livre pesant dix-huit livres , cy 18. livres.

Celles destinées pour les Provinces de l'étendue des cinq grosses Fermes , & autres Provinces du Royaume , à l'Entrée des cinq grosses Fermes , la livre pesant vingt-cinq livres , cy 25. livres.

XVII. Les Camelots , Tapisseries , Cuirs dorés , & les Dentelles des Fabriques du Pays-Bas Espagnol qui seront destinés pour la Flandre Françoisse , acquiteront les Droits d'Entrée cy-dessus marqués aux Bureaux de Lille , Menin , ou Valenciennes ; lesdites Marchandises qui seront destinées pour les Provinces de l'étendue des cinq grosses Fermes ou autres Provinces du Royaume , seront déclarées à l'un des Bureaux de Lille , Menin ou Valenciennes , & y prendront acquit à caution pour venir en acquiter les Droits aux Bureaux de S. Quentin , Peronne , ou Amiens.

1703.

15^{Ma}:*Article Commun.*

IL ne sera respectivement payé aucuns Droits d'Entrée ny de Sortie, conformément aux Traités de Nimegue & de Ryswyck, pour les Marchandises qui seront transportées d'un lieu de la domination de France dans un autre lieu de la même domination en passant par les terres enclavées de la domination d'Espagne, ou d'un lieu de la domination d'Espagne dans un autre lieu de la même domination, en passant par les terres enclavées de la domination de France, à la charge de faire par les Marchands ou Voituriers les declarations necessaires, & de prendre les aquits à caution & passavans accoutumés, & de rapporter au Bureau où la declaration aura été faite, certificat de Sortie des terres de la domination dont on aura emprunté le passage dans le tems qui sera marqué par l'aquit à caution à proportion du tems necessaire pour le trajet qu'il y aura à faire : sans qu'il soit payé aucun Droit pour la declaration, pour l'aquit à caution ou passavant, pour le certificat de Sortie, ny pour la décharge de l'aquit à caution, & sans que les Marchandises puissent passer par les Villes ny être déchargées sur les terres de la domination dont il aura été déclaré que l'on emprunte le passage. Le tout suivant l'Arrêt du Conseil de France du 15. Novembre 1702. & suivant l'Arrêt du Conseil de Bruxelles du 23. Septembre 1702. attachez à ces presentes.

Tran-

Transit pendant la Guerre.

1703.

15 Mars

ET pour faciliter davantage quant à present le commerce des Manufactures du Pais-Bas Espagnol , nous sommes encore convenus que les Marchandises desdites Manufactures , pourront être transportées par terre en Espagne & en Italie pendant la presente Guerre en passant au travers du Royaume de France sans payer aucun Droit d'Entrée ni de Sortie , mais en payant seulement pour Droit de Transit deux & demi pour cent de la valeur , à condition que toutes les Marchandises des Manufactures de la Flandre Espagnole qu'on voudra faire passer par transit en Espagne , ou en Italie , seront transportées dans la Ville d'Anvers , où avant que d'être emballées , elles seront visitées par un Commissaire qui fera établi à cet effet de la part de Sa Majesté Très-Chrétienne pour visiter les Marchandises , en tenir registre , plomber les Balles , Ballots ou caisses , & pour donner des certificats de la visite qu'il en aura faite , dans lesquels il exprimera aussi la qualité des Marchandises , le nombre des Pieces , des Balles , Ballots , ou Caisses qui seront envoyés par chaque Marchand , le prix qui lui aura été déclaré , ou dont il sera convenu avec les Marchands , & le port ou passage par lequel les Marchands auront déclaré que les Marchandises devront sortir du Royaume.

Sur la representation du Certificat du Commissaire de France , & sur la reconnoissance des Plombs qu'il aura aposez aux Caisses ,

1703

15 Ma:

Balles, & Ballots, le Droit de Transit de deux & demi pour cent sera payé à Maubeuge & Valenciennes, Lille, ou Menin, après que les Marchandises auront été déclarées au premier Bureau de la Flandre Françoisé, & qu'on y aura pris des aquts à caution pour acquitter les Droits auxdits Bureaux de Maubeuge, Valenciennes, Lille ou Menin; il sera pris aux mêmes Bureaux avec l'aquit du paiement du Droit un aquit à caution pour le Bureau de l'extremité du Royaume marqué dans le certificat du Commissaire d'Anvers, par lequel les Marchands ou Conducteurs s'obligeront de faire sortir les Marchandises spécifiées dans le même Certificat, sçavoir par terre par les Bureaux du Pont de Bauvoisin & de Bayonne, & par mer par le Port de Toulon, par le Bureau de Septèmes pour Marseille, & par les Ports de Bourdeaux, Bayonne, la Rochelle, Nantes & S. Malo, ensemble de rapporter dans six mois au dos de l'aquit à caution, un Certificat de l'embarquement ou sortie des Marchandises hors du Royaume signé des Receveurs & Controlleurs du Bureau déclaré pour la sortie à peine du double des Droits ordinaires. L'aquit du paiement du Droit, & l'aquit à caution seront representez & visez, & les Plombs reconnus à tous les Bureaux de la route jusqu'à celui désigné pour la sortie, & en cas de soupçon de fraude, il pourra être ouvert au dernier Bureau un, ou plusieurs Ballots au choix des Commis.

Les Marchandises qui ne seront pas accompagnées d'un Certificat du Commissaire qui sera établi à Anvers de la part de Sa Majesté

Sté Très-Chrétienne, ne jouiront point de la faculté du Transit, quoi que destinées pour Espagne ou pour Italie, & payeront en entrant dans les terres de l'obeissance de Sa Majesté Très-Chrétienne les Droits d'Entrée établis, & en sortant les Droits de Sortie.

Les Marchandises venant d'Espagne & d'Italie, tant celles qui sont nécessaires pour l'entretien des Manufactures du Pays-Bas Espagnol qu'autres provenant des retours des Marchandises qui seront envoyées par Transit du Pays-Bas Espagnol en Espagne ou en Italie, jouiront aussi, pendant la présente Guerre, de la Faculté du Transit en payant pareillement pour tous Droits deux & demi pour cent de la valeur; à la charge qu'elles seront déclarées & les Balles, Ballots, ou Caisses plombées au premier Bureau d'entrée en France, où le Droit de Transit de deux & demi pour cent sera payé, sçavoir par terre aux Bureaux du Pont de Beauvoisin, ou de Bayonne, & par Mer au Bureau de Tou'on; à celui de Septèmes pour celles qui seront entrées par Marseille, & aux Bureaux de Bourdeaux, Bayonne, la Rochelle, Nantes ou S. Malo, & de prendre à celui desdits Bureaux par où elles entreront. avec l'aquit du paiement du Droit, un aquit à caution pour le dernier Bureau de Sortie des terres de l'obeissance de Sa Majesté Très-Chrétienne, qui sera designé dans l'aquit à caution, lequel aquit à caution, ensemble le Certificat de Sortie des Marchandises par le dernier Bureau de Sortie, seront representez au Commissaire de Sa Majesté

1703.
15 Mars

1703.
15 Mars

jesté à Anvers, où les Marchandises de retour seront directement conduites à leur arrivée, avant que d'être distribuées dans les autres Villes du Pays-Bas Espagnol, pour être l'aquit à caution, & le Certificat de Sortie du dernier Bureau des terres de l'obéissance de Sa Majesté Très-Chrétienne visez par le Commissaire, & en être aussi également tenu registre, & ensuite l'aquit à caution reporté au Bureau d'Entrée, où il aura été pris pour y être déchargé.

L'aquit du payement du Droit, & l'aquit à caution qui auront été expédiés pour les Marchandises de retour, seront représentés & visés, & les Plombs des Balles, Ballots, ou Caisses reconnus à tous les Bureaux de la route jusqu'à celui désigné pour la Sortie, & en cas de soupçon de fraude, il pourra être ouvert au dernier Bureau un, ou plusieurs Ballots au choix des Commis.

Le present Traité aura lieu à commencer du premier Avril prochain : & pour plus grande seureté de l'exécution d'icelui, Nous Jean de Brouhoven Comte de Bergeyck avons promis de le faire ratifier par Sa Majesté Catholique.

Et Nous Dreux Louis Dugué Chevalier Seigneur de Bagnols avons aussi promis de le faire ratifier par Sa Majesté Très-Chrétienne. Fait à Bruxelles le quinzième Mars, mil sept-cens trois.

Le Comte de Bergeyck. Dugué de Bagnols.

LE ROI EN SON CONSEIL. ^{1703.}
^{15 Ma:}

SA Majesté. a, par avis de son Conseil, & à la deliberation de son Commandant General de ce Pays, ordonné, comme elle ordonne par cette aux Conseillers & Admodiateurs Generaux, Receveurs, Controlleurs, Commis & Gardes des Droits d'entrée & sortie, & à tous autres à qui il peut toucher, de se regler ponctuellement selon le contenu dans le Traité ci-dessus. Si declare Sa Majesté en faveur des Fabriques de ce Pays, que ne sera levé aucun Droit de sortie sur les Manufactures qui seront envoyées par Transit de la Ville d'Anvers par la France en Espagne & Italie parmi prennant un Passavant des Officiers du Comptoir d'Anvers que les Caisses, Ballots & Tonneaux qui contiennent lesdites Marchandises des Fabriques de ce Pays y ont été ficellez & plombez & declarez pour sortir par Transit par la France vers l'Espagne & l'Italie, lesquels Passavans les Conducteurs seront obligez de faire viser aux Comptoirs de leur passage & laisser au dernier Comptoir de la sortie du Pays, (où il leur sera donné un autre Passavant pour la sortie) & les Officiers dudit dernier Comptoir seront obligez de tenir un Regître separé desdits Passavans, & de les renvoyer tous les mois aux Officiers du Comptoir d'Anvers pour en tenir notice sur leur regître pour la verification de l'issue. Fait à Bruxelles le 2. d'Avril 1703. Etoit signé, EL. MARQUES de BEDMAR. plus-bas,

Comte de Bergeyck.

T R A I:

1706.
24 Sep.

T R A I T É D E P A I X ,

*Entre les Roys de Suede , & de
Pologne. Conclu. à Alt-Rânstadt ,
Du 24. Septembre 1706.*

Au Nom de la Sainte Trinité.

Comme il s'est allumé , pendant que le
Très Haut Très-Excellent & Très-
Puissant Prince Friderik Auguste Roi
& Electeur de Saxe tenoit le Sceptre de Po-
logne , une guerre sanglante qui trouble &
desole déjà dans la septième année non seu-
lement les Royaumes de Suede & de Polo-
gne , mais aussi l'Electorat de Saxe , & pen-
dant le cours de laquelle il est arrivé une telle
revolution que la Republique de Pologne ,
après une Scission , a élu pour Roi le Très-
Haut , Très Excellent & Très- Puissant
Prince Stanislas premier : Et fait pour le
soutenir sur le Throne une Alliance avec le
Très - Haut Très - Excellent & Très-Puis-
sant Prince Charles XII. Roi de Suede ;
Par où la guerre sembloit devoir prendre de
nouvelles forces & jeter sa flamme encore
plus loin ; Mais qu'il est néanmoins arrivé
par la bonté Divine que les parties touchées
d'un desir sincère d'éteindre par la Paix le
funeste embrasement d'une si cruelle guerre ,
y ont concouru avec une empressement égal ;
de

de sorte qu'il y a été nommé de part & d'autre des Plenipotentiaires pour en traiter ; 1706.
savoir de la part du Roi de Suède , le Sr. 24 Sep.
Comte Charles Piper , Sénateur de Sa Majesté , Grand Maître de sa Maison , Conseiller en son Conseil de la Chancellerie , & Chancelier de l'Académie d'Upsal ; Et le Sr. Olof Hermelin Secrétaire d'Etat de Sa Majesté : De la part du Roi de Pologne comme Allié de Sa Majesté de Suède , le Sr. Jean Stanissas , Comte Jablonoski , Palatin & General du Palatinat de Russie ; & le Sr. Alexandre Paul , Comte Sapieha & Grand Maréchal du Grand Duché de Lithuanie : Et de la part du Roi & Electeur de Saxe , le Sr. Antoine Albrecht , Baron d'Imhof , Conseiller Privé , & President de la Chambre ; Et le Sr. George Ernest Pfingsten , Referendaire du Conseil privé : Ces Plenipotentiaires s'étant assembles dans le Camps du Roi de Suède , & ayant fait l'échange de leurs pouvoirs, sont enfin , par la Grace de Dieu , parvenus au but si long-tems souhaité de rétablir la Paix & l'Amitié reciproque , aux conditions suivantes.

I. Il y aura une Paix perpetuelle , & Amitié sincere entre le Très-Haut , Très-Excellent , & Très-Puissant Prince Charles XII , par la Grace de Dieu Roi de Suède , des Goths & des Vandales , Grand Prince de Finlande , Duc de Scanie ; d'Esthonie , de Livonie , de Carelie , de Bremen , de Ferden , de Stettin , de Pomeranie , de Cassubie , & de Vandalie ; Prince de Ruguen ; Seigneur d'Ingrie & de Vismar ;
Comte

^{1706.}
^{24 Sep.} Comte Palatin du Rhin ; Duc de Baviere , de
 Juliers , de Cleves & de Berguen , &c. &c.
 Et les Roys ses Successeurs , le Royaume de
 Suede , ses Etats & Provinces. Et aussi en-
 tre l'Allié de Sadite Majesté , Très-Haut ,
 Très-Excellent , & Très-Puissant Prince
 Stanislas premier , par la Grace de Dieu Roi
 de Pologne , Grand Duc de Lithuanie , de
 Russie , de Prusse , de Masovie , de Samo-
 gitie , de Kiovie , de Volhinie ; de Podo-
 lie , de Podlachie , de Livonie , de Smo-
 lensko , de Severie , de Czernikovie , &c.
 &c. & ses Successeurs Roys de Pologne ,
 & Grands Ducs de Lithuanie , leurs Etats
 & Provinces d'une part. Et de l'autre en-
 tre le Très-Haut , Très-Excellent , & Très-
 Puissant Prince Frideric Auguste , par la
 Grace de Dieu Roi , Duc Hereditaire de
 Saxe , Archi-Maréchal & Electeur du St.
 Empire , Landgrave de Thuringue , Mar-
 quis de Misnie & de la Haute & basse Lu-
 face , Bourg-Grave de Magdebourg , &c.
 &c. Et ses heritiers & Successeurs. En
 consequence dequoi ils feront cesser toutes
 hostilitéz entr' eux , & promettent de n'en
 faire , par eux mêmes ny par d'autres , se-
 cretement ny ouvertement , directement ny
 indirectement pour s'entreuire ; de ne don-
 ner aucun secours l'un contre l'autre sous
 quelque pretexte que ce puisse être , ny con-
 clure avec d'autres aucun Traité contraire
 à celui-ci ; Mais plutôt de chercher & de
 faire dorénavant tout ce qui peut contribuer
 mutuellement à leur honneur & avantage ,
 & à l'entretien d'une bonne intelligence &
 amitié fidelle.

II. Il y aura un oubli éternel de tous les Dommages soufferts de part & d'autre à l'occasion de cette guerre : De sorte qu'on ne pourra se ressentir des choses passées en aucune maniere soit par paroles , par la voye de fait , ou sous pretexte de droit ; ny demander l'un à l'autre aucune satisfaction pour les depenses de la guerre ou autres pertes faites à son occasion. 1706. 24 Sep.

§. 1. Ne sera permis à aucun particulier d'intenter action pour des biens confisquez pendant la guerre ; sauf néanmoins le contenu de l'Article 6. de ce Traité.

III. Et afin de Couper jusqu'à la racine de cette funeste guerre, le Serenissime Prince Friderick Auguste Roi & Electeur de Saxe, pour l'amour de la Paix renonce dès-à-present pour jamais à la Couronne de Pologne & à tous ses droits & pretensions sur ce Royaume , le Grand Duché de Lithuanie & les Provinces qui en dependent. Declare de plus & reconnoit solennellement en vertu de cette transaction le Serenissime Prince Stanislas premier, pour veritable & legitime Roi de Pologne & Grand Duc de Lithuanie ; De maniere qu'il ne pourra jamais ny pendant la vie dudit Roi , ny après sa mort , former aucune pretension sur lesdits Royaume , Grand Duché & Provinces en dependantes.

§. 1. Mais on est convenu que le Serenissime Roi & Electeur de Saxe pourra retenir pendant sa Vie le nom & les honneurs de Roi ; Sans néanmoins se servir des armes ny du Titre de Roi de Pologne.

IV. Le Serenissime Roi & Electeur promet

1706.
24 Sept

met en outre notifier cette abdication aux Etats de la Republique de Pologne par un Diplome en bonne forme; lequel sera remis entre les mains du Serenissime Roi de Suede dans l'espace de six semaines à compter du jour de la signature de ce Traité. Absout cependant & décharge dès à present & par cette Convention, tant lesdits Etats en General que chaque habitant de Pologne & de Lithuanie en particulier, du Serment de fidelité par lequel ils ont été jusqu'ici engagez envers lui: Et leur permet de passer sous l'obeissance du Serenissime Roi Stanislas I.

§. 1. Promet aussi de n'avoir plus avec Eux aucune Brigue cachée ny déclarée; De ne recevoir, aider ny proteger aucun d'entr'eux qui auroit déjà refusé ou qui pourroit à l'avenir malicieusement refuser de se soumettre au nouveau Roi; Et de ne rien tramer ny entreprendre avec eux ou avec d'autres qui soit contraire à ce Traité, ou au prejudice du Serenissime Roi Stanislas & de la Republique de Po'ogne.

V. Renonce de plus à tous les Traitez qu'il avoit avec d'autres puissances contre les Serenissimes Roys & les Royaumes de Suede & de Pologne; Et particulierement à ceux qu'il a faits avec le Czar de Moscovie contre lesdits Roys & Royaumes, soit avant ou durant la guerre.

§. 1. N'envoyera plus aucun secours audit Czar de Moscovie; Ains rappellera tous les Saxons qui lui ayant été cy-devant fournis sont encore en son service.

VI. Casse & annulle tous les Decrets & Sta-

Statuts nommez vulgairement *Lauda* ; Et
specialement ceux qui ont été faits dans la 1706.
Diette de Varsovie , dans les assemblées de 24 Sept
Mariembourg , de Thorn , d'Elbingue , de
Javarovie , de Sendomir , de Cracovie , de
Brest , d'Olchinie , de Grodno & autres ,
même dans la Diette de Lublin , entant
qu'ils se trouvent contraires au present Trai-
té ; Et de plus toutes les Confiscations de
biens , privations de charges , arrêts & sen-
tences en Contumace prononcées depuis le
17 Fevrier 1704.

§. I. Il sera libre au Serenissime Roi de
Pologne d'ôter ou de conserver les charges &
dignitez tant Ecclesiastiques que seculieres à
ceux que le Serenissime Roi & Electeur en
a gratifiez depuis ledit jour.

VII. Seront delivrez audit Roi immédia-
tement après la ratification de cette Paix les
Couronnes de Pologne & autres marques de
la Royauté , ensemble les Archives du
Royaume qui ont été transportez en Saxe ;
avec les pierreries & autres Ornaments de la
Couronne.

VIII. Seront en même tems remis en
Liberté , & menez d'une maniere decente aux
Camps du Roi de Suede les Princes Jaques
& Constantin , après avoir promis par écrit
de ne point offenser ny se venger de ce
qu'ils ont souffert pendant la guerre & leur
detention.

§ I. Le Serenissime Roi & Electeur pro-
met de payer au Prince Jaques la somme qu'il
lui doit par son obligation , & de la faire in-
cessamment liquider.

IX. Seront pareillement remis en liberté
tous

1706. tous les Polonois & Lithuaniens de quel-
 24 Sep. que qualité ou condition qu'ils puissent être,
 qui ont été emmenez en Saxe, & qui par or-
 dre du Serenissime Roi & Electeur sont gar-
 dez prisonniers là ou ailleurs : Ledit Roi &
 Electeur promet aussi d'employer ses bons
 offices auprès du pape pour obtenir au plu-
 tôt l'élargissement de l'Evêque de Pos-
 nanie.

X. Seront relachez de même sans rançon,
 dès après la ratification tous les Suedois de
 quelque qualité & condition qu'ils puissent
 être, qui ont été pris pendant cette guerre
 & qui sont au pouvoir dudit Roi & Ele-
 ctur en quelque lieu qu'ils se trouvent : Et
 Sa Majesté de Suede fera relacher en mê-
 me tems, aussi sans rançon, autant de Sa-
 xons & en outre tous les Generaux & au-
 tres Officiers de guerre. Mais à l'égard du
 surplus des Soldats il sera libre à Sa Majesté
 de les retenir & les employer dans ses Trou-
 pes de même que ceux qui y ont cy-devant
 pris Parti.

§ I Ceux des Officiers de part & d'autre
 qui ont fait des dettes pendant leur Captivi-
 té ne seront remis en liberté qu'après les avoir
 payées ou donné caution.

XI. Seront delivrez à Sa Majesté de Sue-
 de tous les Deserteurs & Traîtres qui se
 trouveront en Saxe, soit Suedois, ou na-
 tifs des Provinces de la domination Suedoi-
 se, & nommement Jean Reinholdt Parkul,
 lequel en attendant sera étroitement gardé.

XII. Seront en outre remis au pouvoir de
 sadite Majesté comme prisonniers de Guer-
 re

re tous les Soldats Moscovites qui sont encore dans l'Electorat de Saxe. 1706.
24 Sep.

XIII. Toutes les Enseignes militaires, comme Drapeaux, Timbales, Canons, & autres de cette nature qui ont été prises sur les Suedois & pourroient servir de Trophées, seront rapportées & restituées sans aucune excuse ni chicane.

XIV. Et comme le Colonel Görtz, que Sa Majesté de Suede a reçu en son service, a été pendant son absence & sans avoir été entendu, noté d'une Sentence infamante, elle sera comme non avenue, sans que son honneur & sa réputation en soit aucunement altérée.

XV. Comme la distance des lieux demande quelque tems pour la ratification de cette Paix, & aussi pour obtenir les Garanties cy deffous mentionnées; il sera permis à Sa Majesté de Suede de mettre ses Troupes en quartiers d'hiver dans l'Electorat & les Provinces qui y sont attachées, & d'y exiger de quoi les faire subsister. Les Troupes Saxonnnes qui sont restées dans le pays, y auront néanmoins aussi certains Bailliages pour leur subsistance. Et celles qui sont en Pologne y auront des quartiers éloignez de ceux des Troupes Suedoises, dans lesquels elles vivront paisiblement & sans degât jusqu'à ce qu'après la sortie des Suedois de la Saxe elles y puissent retourner.

XVI. Seront évacuez en même tems les Villes, & Chateaux de Cracovie & de Tykozin avec tous les autres lieux fortifiez où il y a Garnison Saxonne, & remis avec tout le Canon & les munitions de guerre qui s'y trouvent presentement, à ceux que le Roi de Pologne aura nommé pour les recevoir.

XVII. Et comme outre la Ville de Leipzig dé-

1706. ja renduë avec son Chateau, celle de Wirtenberg
 24 Sep. reçoit aussi Garnison Suedoise jusqu'à l'exécution de la Paix ; Il a été convenu qu'immediatement après, lescdites places seront évacuées & remises dans leur premier état ; Et l'Armée Suedoise sortira de la Saxe dans un jour fixé.

XVIII. Les hostilités cesseront en Saxe, & dans les Terres Electorales du jour de la Signature du present Traité ; Mais en Pologne & en Lithuanie lorsque la connoissance de la paix peut parvenir aux deux Armées ; à quoi on a jugé que trois semaines pourroient suffire.

XIX. On est spécialement convenu que le Serenissime Roi de Suede & le Serenissime Roi & Electeur de Saxe, comme Membres de l'Empire protegeront la Religion établie par la Paix de Westphalie, & agiront aussi de concert dans les autres affaires de l'Empire. Et afin que les Etats & Habitans de Saxe, & de la Lusace soient d'autant plus assurez de la Conservation de la Religion Evangelique chez eux, le Roi & Electeur aux instances du Roi de Suede comme Garant de ladite Paix, promet pour lui & ses Successeurs Electeurs de Saxe, de n'introduire ni admettre jamais dans ces Etats aucun changement à l'égard de la Religion Evangelique, ni de permettre que les Catholiques y puissent jamais avoir aucune Eglise, Ecole, Academie, College ni Monastere.

XX. Si le Serenissime Roi & Electeur de Saxe venoit à être attaqué pour raison de ce Traité, soit par le Czar de Moscovie ou par quelque autre, les Serenissimes Rois de Suede & de Pologne viendront à son secours.

§. 1. Ils promettent aussi que quand on viendra à faire la Paix avec ledit Czar, ils auront soin

soin de procurer audit Roi & Electeur une juste satisfaction sur ce qu'il pourra avoir alors à pre- 1706.
tendre. 24Sep

XXI. Les Serenissimes Rois & Princes Contractans promettent d'exécuter & d'observer de bonne foi le contenu de ce Traité en tous ses points, Clauses & Articles. Mais pour le rendre encore plus ferme & stable, le Roi & Electeur de Saxe se charge d'en demander la Garantie de Sa Majesté Imperiale, de Sa Majesté Britannique & des Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies, & d'en fournir les instrumens en bonne forme, s'il se peut, dans l'espace de six mois à compter du jour de la Signature du present Traité. Et il sera permis au Roi de Suede de procurer outre lesdites garanties aussi celles d'autres Puissances.

XXII. Et enfin ce Traité, dont on en a signé 2. Exemplaires, sera ratifié en la meilleure forme par chacune des parties contractantes dans 6. semaines après la signature. De maniere toutefois que contre une seule Ratification de la part du Roi de Suede, & une autre de la part du Roi de Pologne, il en sera fourni deux de la part du Roi & Electeur de Saxe, lesquelles seront échangées dans ledit terme au jour & lieu dont on conviendra. En foi de quoi Nous Plenipotentiaires ci-dessus nommez avons signé de nos mains & confirmé par l'apposition du Cachet de nos armes deux Instrumens de même teneur. Fait au Village d'Alt Ranstadt le 14 Septembre 1706.

24

(L. S.) C. Piper.

(L. S.) Antoine Albrecht
Baron d'Imhoff.

(L. S.) O. Hermelin.

(L. S.) George Ernest
Pfingsten.

Kk 2

Ar-

1706.

24 Sep.

Article séparé.

Comme le Serenissime Roi & Electeur de Saxe a promis par l'Article 21. du Traité principal de procurer les Garanties qui y sont mentionnées, & qu'il pourroit cependant arriver qu'il ne pût les obtenir toutes, ou du moins qu'il ne pût les fournir dans le tems fixé, on est convenu que le Traité n'en demeurera pas moins dans toute sa force & vigueur, sans que cela puisse aucunement déroger à sa validité.

Nous Plenipotentiaires nommez au Traité principal déclarons que cet Article aura la même force & valeur que s'il étoit inséré dans le Corps dudit Traité; Et qu'il sera ratifié dans le même tems. Et en avons ainsi signé & confirmé par les Cachets de nos armes deux exemplaires de même teneur. Fait au Village d'Alt-Ranstadt le 14 Septembre 1706.

24

(L.S.) C. Piper

(L.S.) Antoine Albrecht
Baron d'Inhoff.

(L.S.) O. Hermelin

(L.S.) George Ernest
Pfungsten.

F I N.

CONVENTION

ENTRE

SA MAJESTE' IMPERIALE,

E T

SA MAJESTE' TRES-CHRETIENNE,

Concernant l'évacuation des Places de Lombardie , conclue & signée à Milan le 13 Mars 1707. & ratifiée par S. A. R. le Duc de Savoie &c. le 16. Mars 1707.

Article premier.

ON abandonnera toutes les Places occupées par les Troupes des deux Couronnes, qui s'évacueront dans la forme, & jour dont on conviendra, & aux conditions suivantes. *Accordé.*

2. Toutes les Troupes des deux Couronnes de quelque Nation qu'elles puissent être. tant de Cavalerie, Dragons, qu'Infanterie, & Hussars &c. generalement tous les Officiers & autres, qui composent les Etats Majors des Places, sortiront avec armes, bagages & équipages, Enseignes déployées avec tous les honneurs de la guerre, dans l'état où elles sont presentement, marcheront en gros &c. en détail à nôtre choix, comme il s'ensuit pour la commodité des Troupes, & seront rendues en toute seureté par le plus court chemin à Suze, sans qu'il leur soit fait aucun tort, retard, ni empeschement à eux ni à leurs Equipages, ni que sous aucun pre-texte on puisse y contrevenir de la maniere qu'il suit.

Accordé.

A

3. La

3. La Garnison de Sestola se rendra à la Mirandole, & pour cet effet l'Ennemi donnera un Passeport pour l'y conduire en seureté. *La Garnison est déjà prisonniere de guerre.*

4. La Garnison de Final partira le 26. du mois present avec dix pieces de canon pour se rendre à Suze par la route qui sera réglée, & les mesures necessaires pour sa seureté, & subsistance jusqu'audit Suze. *On n'en promet que quatre, sçavoir deux de douze; & deux de six livres, lesquels en cas de difficulté de pouvoir être conduits par Terre pourront être emportez par Mer. De plus sera donné à cette Garnison un Officier General, & un Commissaire de guerre pour la seureté de sa marche, & de sa subsistence.*

5. La Garnison du Chateau de Milan partira le 20. de ce present mois pour se rendre à Valence, où elle joindra la Garnison de cette Place pour marcher ensemble droit à Suze avec les mêmes circonstances. *Elle marchera sans se detourner droit à Novare, & joindra le gros à Suze. Celle de Valence sera prise en passant par celle de Cremona. On fera publier au plus vite une suspension generale, en suite de laquelle le Chateau donnera des Otages.*

6. La Garnison de la Mirandole partira le 29. de ce present mois; & se rendra à Gualtieri pour se joindre à celle de Mantoue le jour qu'elle y passera. *Accordé.*

7. La Garnison de Mantoue partira le premier d'Avril pour passer le lendemain le Pô à Borgoforte sur le Pont, que nous ferons faire, & se rendre à la hauteur du Pont de Cremona par le chemin dont on sera convenu. *Accordé.*

8. La Garnison de Sabionetta partira le 1. d'Avril, & ira joindre celle de Cremona par les chemins, & gites, qui lui seront réglés. *Accordé.*

9. La Garnison de Cremona passera le Pô sur le Pont de Cremona. *Accordé.*

10. Tou-

10. Toutes leſdites Garniſons de la Mirandole, Mantoüe , Sabionette & Cremone , ſ'asſembleront au bout du Pont de Cremone pour marcher toutes enſemble par le Plaiſantin, le Milanois , & les Etats de S. A. R. de Savoye droit à Suze ſelon la route , & les gites dont on fera convenu. *Accordé.*

11. Chaque Garniſon pourra emmener avec ſoi dix pieces de canon avec les mêmes Equipages que l'Artillerie , & cent coups à tirer par piece , chaque Soldat & Cavalier pourra porter avec lui vingt coups de poudre , & de plomb. *On permet dix pieces pour toutes les Places ſans y comprendre celles , qui ont été accordées pour Final , & on conviendra de l'endroit précis , d'où elles devront être tirées , à ſçavoir quatre de douze , deux de ſix , & quatre de trois livres avec cinquante coups à tirer pour chacune.*

12. En cas que les Gouverneurs des Places ayent quelque choſe à ajouter aux preſens Articles pour leurs propres interêts , ou de ceux qui compoſent leur Garniſon , on leur accordera ce qu'on ne peut ſçavoir , que lors qu'on leur enverra les ordres pour l'exécution de l'évacuation. *Si les Gouverneurs des Places ont quelque choſe à ajouter auxdits Articles , on s'entendra avec eux ſelon la juſtice.*

13. Aucun Deſerteur de quelque Nation qu'il ſoit ne ſera pris ni rendu. *Il ſera permis aux Deſerteurs de retourner à leurs Corps , mais en cas qu'ils ne veuillent pas , on ne les prendra pas par force.*

14. Aucun Officier , Soldat , & autre , de quelque caractère qu'ils puiſſent être de la part des Ennemis , ne pourra ſe mêler dans les Troupes des deux Couronnes pour debaucher les Soldats , Cavaliers , ou Dragons. *Accordé.*

15. Les Chariots neceſſaires ſeront fournis gratis tant des endroits dont les Garniſons ſortiront , que par tout ailleurs dans leur marche juſqu'à Suze , au-

tant qu'il en faudra pour le transport des effets des Rois, les malades & les Equipages des Troupes, & de ceux des Officiers Generaux, *On passera pour chaque Bataillon trois chariots gratis, & même trois chariots pour chaque Regiment de Cavalerie; le reste des chariots les Ennemis seront obligez de les payer, à la reserve des Officiers Généraux, auxquels on les donnera aussi gratis.*

16. Il sera permis de laisser de nôtre part deux Commissaires de guerre dans les Places du Milanois, où Piémont à nôtre choix tant pour prendre soin des malades, qui seront restez dans les Places, à qui il sera donné des routes pour s'en aller en France, quand ils seront gueris sur le même pied, qu'elles auront été données aux Troupes, que pour liquider routes les dettes, & les affaires, qui n'auront pas été consommées tant en Lombardie qu'en Piémont, moyennant quoi les Commissaires, Tresoriers, Commis, & autres retenus dans Pavie, Alexandrie, Casal, & Turin pour regler les dettes, & assister les prisonniers auront permission de repasser en France après qu'ils auront remis auxdits deux Commissaires, qui seront nommez par Mr. le Prince de Vaudemont, le memoire des affaires dont ils étoient chargez. *Accordé. Entendu que l'on ne comprenne pas les Munitions & attirails militaires dans les effets des Couronnes, sachant bien que l'on ne parle point de munitions de guerre dans cet article, mais on l'a mis par precaution.*

17. Les Ennemis, & les Pays où nous avons fait la guerre, ne pourront rien repeter sur des Chariots fournis dans les marches extraordinaires, & perte des Bœufs dans les Convois, & pour autres fournitures de foin, paille, & bois faites dans les passages des Troupes pendant que nous en avons été en possession. *Accordé.*

18. Qu'il sera permis d'évacuer les Hôpitaux des
Pla-

Places par barque sur le Pô, sans attendre le départ des Troupes, moyennant quoi il sera accordé des Passeports tant pour les barques, malades, blesez, & utensiles; que pour les Commissaires & les Commis, qui doivent avoir soin de leur conduite jusqu'à Chivas, où il sera fourni des Chariots pour mener le tout à Suze, & que si la nécessité obligeoit de laisser quelques malades, ou effets dans quelque place du Milanois, ou du Piemont, on les y recevra: bien entendu, que ce seroit aux dépens du Roi pour leur subsistence. *Accordé.*

19. Outre les pièces d'Artillerie, que chaque Garnison peut emmener avec soi, on pourra emmener l'Artillerie de Campagne, qui consiste en trente pièces de Canons de tout calibre, & cinq Mortiers, avec les Munitions, que l'on voudra porter à la suite. *Quant au Canon des Places, il y a été répondu par l'II. Article. A l'égard de l'Artillerie de Campagne, l'on accorde vingt-quatre pièces, & point de Mortiers, & cinquante coups par pièce.*

20. Les Chariots nécessaires pour le service de ladite Artillerie seront fournis gratis de la part des Ennemis en cas de besoin. *Outre les Bœufs nécessaires pour les pièces de Canon on donnera pour toute l'Artillerie trente Chariots gratis, s'il en faut d'avantage les Ennemis les payeront.*

21. Tous les Officiers d'Artillerie, & tous les Gens qui la servent, passeront à Suze avec ladite Artillerie aux mêmes conditions que les Troupes. *Accordé.* E F F E T S.

22. Pendant le terme de trois mois à commencer du jour de la Signature du Traité, il nous sera permis de tirer tous les vivres, & toutes les Munitions de guerre, qui sont dans les Places, & autres effets appartenans aux deux Couronnes pour les conduire à Gennes, Venize, ou Suze, tant par eau, que par

terre, avec les Passeports necessaires pour leur sùreté en payant les voitures, qui seront fournies, avec liberté pourtant de s'accommoder sur les Lieux, soit avec les Commissaires de sa Majesté Imperiale, soit avec les particuliers, ou Juifs, qui voudront les acheter. *Quant aux provisions de bouche, qui appartiennent aux Ennemis, il sera permis de les vendre, n'étant pas possible de fournir les voitures pour le transport, on permettra aussi de laisser des Commissaires pendant trois mois pour la vente, & la Liquidation desdits effets. Les Munitions de Guerre resteront dans les Places hors celle, qui sera donnée pour l'Artillerie aussi bien de Campagne, que de Garnison & distribuée selon ce qui a été accordé aux Troupes.*

23. L'Intendant, les Commissaires de Guerre, les Generaux des Vivres, Directeurs des Hôpitaux, & des Postes, Ingenieurs, Trésoriers, & généralement tous les Employez dont il sera donné un état par l'Intendant pourront marcher avec les Troupes, ou séparément, en leur fournissant des Passeports pour se rendre en sùreté jusqu'à Suze. *Accordé.*

24. Les Galleottes pourront être conduites à Venise pour en faire l'usage, que l'on voudra, les Officiers & Matelots desdites Galleottes suivront les Troupes aux mêmes conditions, qui sont spécifiées ci-dessus pour les Troupes & Officiers. *Accordé.*

25. Tous les prisonniers de Guerre faits en Italie de quelque caractère, & de quelque Nation qu'ils puissent être nous seront rendus de bonne foi & suivront les Troupes, nous obligeant à rendre dans le terme d'un mois tous ceux, qui sont en France, & qui ne sont pas à portée d'être rendus sur le Champ. *Les prisonniers François, qui se trouvent marquez dans une specification signée à part & entre les mains des Imperiaux actuellement seront rendus, aussi bien que quelques autres qui sont détenus à Roveredo, l'Aba.*

P'Abadia, & au corps du General Wetzzel; A l'égard des Espagnols, Italiens, Suisses, & Grisons on en usera de même depuis le Collonel en bas exceptez ceux, qui voudront prendre parti dans les Troupes de l'Empereur, ou de S. A. R. ou s'exempter tout-à-fait du service. En échange on se contente pour les prisonniers Imperiaux de ce qui a été offert dans l'Article, à sçavoir aussi du Collonel en bas..

26. Tous les Suisses, qui ont été faits prisonniers, & qui se trouvent dans l'Etat de Milan, ou dans leur Pays, seront declarez libres. *Ceux qui n'ont pas pris parti sont senez être compris sous l'Article des prisonniers.*

27. Le pain, le fourage, & le logement seront fournis gratis par les Ennemis à toutes les susdites Troupes tant de Cavallerie que d'Infanterie, & aux Equipages des Officiers Generaux des Troupes, des Vivres, & de l'Artillerie dans tous les lieux de passage, dont il sera donné un état par l'Intendant, & que de quatre jours l'un, les Troupes séjourneront ne faisant au plus que dix milles d'Italie par jour. *Le pain, & l'avoine, ou autre grain pour les Chevaux ne peuvent pas être donnez gratis, quand l'Ennemi prétend de profiter des Magasins, qui sont dans les Places: ainsi ils doivent payer ces especes, ou donner une certaine quantité de Farines, & de grains dont on leur fournira chaque jour. Jusques aux frontieres du Piémont le soin s'accorde gratis, & où il ne s'en pourra trouver les Ennemis se contenteront de paille, ou de la sorte du fourage, que l'on y pourra avoir: on accorde de même la marche de dix milles d'Italie par jour, & le séjour au quatrième.*

28. Monsieur & Madame la Princesse de Vaudemont, & tous les Officiers Generaux de quelque Nation qu'ils puissent être marcheront avec les Troupes ou séparément à leur choix droit à Suze, par

le plus court chemin avec tous leurs Carrosses, Chaifes, Equipages, Suites, & Domestiques. Il leur sera fourni sur le parti qu'ils prendront, les Passeports & Escortes convenables pour leur sureté, le logement & le fourage. *Accordé pour Monsieur & Madame la Princesse de Vaudemont, & les Officiers Generaux, les Suites, & Equipages, & on se fie à leur parole, qu'ils ne demanderont que ce qui sera de pure necessité.*

29. Il ne sera permis de retenir aucun Officier, Soldat, Valet, ou autre Personne pour dettes, puis qu'on offre de laisser des Commissaires pour liquider lesdites dettes en toute équité. *Accordé.*

30. Quant aux dettes que Monsieur le Prince de Vaudemont peut avoir dans Milan, & le Milanois, il y satisfera en donnant des cautions vallables dès à présent pour la seureté du payement dans le terme de six mois, moyennant quoi main levée lui sera donnée de ses Meubles, & effets, & la liberté à ses Domestiques de faire emballer les susdits Meubles & effets, & de les envoyer sur Passeports à Gennes, ou à Suze, moyennant des voitures, qu'on lui fera fournir en payant : il sera permis à Mr. Carlos Simple, & à la Gorge deux de ses Domestiques comme à tout autre, qu'il enverra pour faire les recherches des Meubles, & hardes à lui appartenant, qui auront pu être pris par les particuliers dans les desordres de l'évacuation de sa Maison, de faire toutes les diligences necessaires à cet effet, & en ce cas on demande l'autorité de Mr. le Prince Eugene, & ses ordres pour l'exécution de ce que dessus. *On ne fait aucune difficulté de faire rendre les Meubles de Mr. le Prince de Vaudemont pourvu que les créanciers aient seureté & satisfaction ; & Mr. le Prince Eugene consent de faire intervenir son autorité pour que le tout s'ajuste avec équité & justice.*

31. La même chose sera accordée pour tous les Meub-

Meubles , & hardes des Domestiques de Mr. le Prince de Vaudemont , qui pourront se trouver dans Milan, ou le Milanois , auxquels il sera permis pendant trois mois de les retirer à Gennes , ou à Suze. Pour cet effet lesdits Domestiques pourront envoyer de leurs Valets , ou y aller eux-mêmes pour faire la recherche de leurs Meubles , ou Hardes , auxquels il sera fourni des Passeports vallables pour trois Mois tant pour aller à Milan, que pour les retirer à Gennes , ou à Suze. *Accordé hors ce qui n'aura pas été pris, ou dissipé dans le commencement.*

32. Tous les Officiers Generaux , & particuliers de quelque Nation, qu'ils puissent être, qui pourront avoir laissé de leurs Bagages dans les Villes du Piémont, ou du Milanois pourront également les retirer à Gennes , ou à Suze sur des Passeports, qui leur seront donnez quand ils en demanderont. *Accordé hors ce qui n'aura pas été confisqué , ou dissipé dans le commencement.*

33. On pourvoira à la subsistence , & à la seureté de la marche des Troupes , & de tous les Equipages jusqu'à Suze. *On pourvoira à la seureté de la marche ; & sur la subsistence , on a répondu aux autres Articles précédens.*

34. Mr. le Prince de Vaudemont demande à l'Etat de Milan le payement de cinquante mille Ecus qui lui sont dûs de ses appointemens comme Gouverneur Gen. du Milanois échûs dès le mois de Septembre 1706. avant que les Ennemis y soient entrez. *On accorde à Mr. le Prince de Vaudemont la Liquidation des comptes pour ce qui concerne ses gages ordinaires, & extraordinaires de Gouverneur de Milan jusqu'au terme exprimé dans l'Article ; & au cas , qu'il lui en résulte quelques arrérages Mr. le Prince Eugene lui fera faire raison par l'Etat de Milan.*

35. Le même Etat de Milan payera aux En-

preneurs de l'Artillerie, du pain de munition, fourage, Grains, & autres, ce qui leur est dû, & de la maniere, qu'il est stipulé dans les assignations qui leur ont été données à cet effet par le Magistrat, & l'Etat de Milan. *C'est une discussion, qui regarde l'Etat de Milan, & le Magistrat, & qui sera décidée en justice, à laquelle les ennemis n'ont pas de part.*

36. Il sera donné un passeport à Mr. D. Jean de Herrera Grand Chancelier, qui est à Bologne pour joindre les Troupes avec son Equipage, & marcher avec elles, ou separement, comme il lui plaira droit à Suze, ou à Gennes par le plus court chemin. Il lui sera permis aussi de pouvoir retirer les effets, qu'il peut avoir laissé dans Milan ou le Milapois. *Accordé quant aux effets sur le même pied de ce qui est dit aux points precedens.*

37. Et rendant le Modenois il sera permis de faire rendre compte par Mrs. de la Consulte de Modene de ce qui est dû au Roy jusqu'au jour de l'evacuation de la Citadelle de Modene des fermes de Modene, & des billets sairs payables à la fin de Septembre dernier par ladite Consulte pour la somme de 22. mille livres, sçavoir 12. mille à Mr. de Chemeraulr, 6. mille à Monfr. le Chevalier de Luxembourg, & 4. mille à Monfr. d'Esclainvilliers. *La Citadelle de Modene ayant capitulé, cet article sera renvoyé à la capitulation de la Citadelle de Modene.*

38. On laissera en pleine liberté sans pouvoir contraindre tous Officiers, Soldats & autres personnes de quelque nation, caractere, ou profession, que ce puisse être, comme aussi leurs familles, de suivre les Troupes, ou de rester en Italie dans leurs emplois, ou métiers, avec la liberté d'emporter avec eux leurs effets ou les vendre dans le
terme

terme de trois mois sans inquieter en aucune façon n'y sous aucun pretexte ceux qui auront servi en quelque qualité, que ce soit les deux Couronnes, ou leur auront été attachés. *Accordé à la Réserve que ceux, qui voudront rester après trois mois auront besoin d'une nouvelle permission.*

39. Les Officiers Generaux, Particuliers, ou autres étant au Service des deux Couronnes pourront jouir du bien, qu'ils ont dans le Milanois, le Monferrat, le Modenois, & le Mantouan, ou auront la liberté pendant un an d'en pouvoir disposer par vente, ou autrement. *Accordé pour six mois à prendre le parti, qu'ils jugeront à propos.*

40. On rendra à Monfr. le Duc de Mantoue la partie du Monferrat, qui lui appartient, ou pour Equivalent Cremone, & le Cremonois avec la même neutralité, que lui resteront Mantoue & ses Etats, dans lesquels sont compris le Guastallois, & le Bozolois, & qu'il lui sera libre de mettre telle garnison neutre, qu'il lui plaira dans Mantoue & Cremone, quand les Troupes des deux Couronnes en sortiront. *Refusé en tous points: on promet cependant la conservation des privileges aux habitans de Mantoue, & Juifs y demeurans.*

41. On rendra aussi à Monfr. le Duc de la Mirandole, la Mirandole, & ses Etats. *Répondu par l'article precedent.*

42. Tous les Batteaux, & Attirails necessaires pour les Ponts sur les passages des Rivières, qui se trouveront dans la marche des Troupes jusqu'à Suze seront faits, & fournis aux depens des Ennemis, & les ordres de la part des Ennemis seront donnez à cet effet, comme aussi de faire descendre incessamment les batteaux pour achever de construire le Pont de Cremone. *Accordé.*

43. Il sera donné des Otages de part & d'autre
jus-

jusqu'à l'entiere execution du present Traité dont S. A. R. de Savoye, & Monfr. le Prince Eugene demeureront Garants dans tout son contenu. *Convenu par deux Officiers, sçavoir un Maréchal de Camp, avec un Colonel, ou un Brigadier; & pour ladite Garantie. Fait à Milan. le 13. de Mars 1707.*

(L.S.) Le Comte Schlik.

(L.S.) St. Pater.

(L.S.) Le Comte Daun.

(L.S.) La Favellicre.

*Victor Amè II. par la grace de Dieu Duc de Savoye,
Prince de Piemont, Roi de Chypre &c. Supreme
General Commandant des Armées de Sa Majesté
Imperiale en Italie.*

Ayant vû les articles ci-dessus signés par Monfr. le Prince Eugene nous les avons approuvez, ratifiez & confirmez, approuvons, ratifions, & confirmons selon leur forme, & teneur; Promettant en foy, & parole de Prince de les observer, & faire inviolablement observer sans y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu directement ni indirectement. En temoin de quoy nous avons signé les presentes de nôtre main, & à icelles fait apposer nôtre scél secret. Données à Turin ce 16. Mars 1707.

Signé V. AMEDE.

Et Contresigné de St. Thomas.

ANT 1317588



XVI
B3